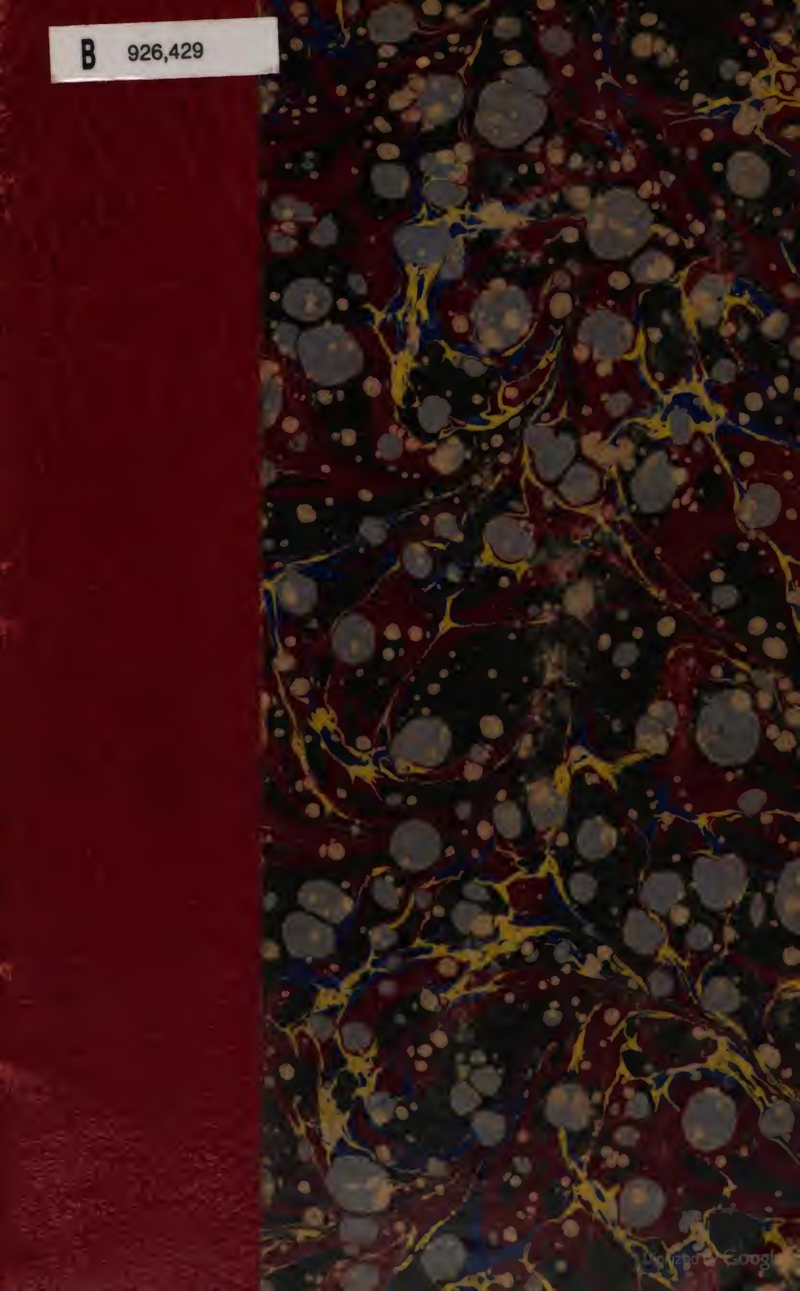

B 926,429


ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
CIRCUMSPICE





ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE



RECUEIL COMPLET

DE TRAITÉS.

DU MÊME AUTEUR :

HISTOIRE DES PROGRÈS DU DROIT DES GENS, par Henri WHEATON; traduit en espagnol et augmenté. Paris, 1861. — En vente à la librairie de A. Durand, rue des Grès, 7.

BESANÇON, IMPRIMERIE DE J. JACQUIN.

RECUEIL COMPLET
DES TRAITÉS,

CONVENTIONS, CAPITULATIONS, ARMISTICES

ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES

DE TOUS LES ÉTATS DE L'AMÉRIQUE LATINE

Compris entre le golfe du Mexique et le cap de Horn,

DEPUIS L'ANNÉE 1493 JUSQU'A NOS JOURS,

PRÉCÉDÉ

D'UN MÉMOIRE SUR L'ÉTAT ACTUEL DE L'AMÉRIQUE,

DE TABLEAUX STATISTIQUES, D'UN DICTIONNAIRE DIPLOMATIQUE,

AVEC UNE NOTICE HISTORIQUE SUR CHAQUE TRAITÉ IMPORTANT.

PAR

M. CHARLES CALVO,

MEMBRE CORRESPONDANT DE L'INSTITUT HISTORIQUE, DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE,
DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALE ZOOLOGIQUE D'ACCLIMATATION DE FRANCE,
DE LA SOCIÉTÉ DES ÉCONOMISTES DE PARIS;
DE L'INSTITUT HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE DU RIO DE LA PLATA;
CHARGÉ D'AFFAIRES DU PARAGUAY PRÈS LES COURS DE FRANCE ET D'ANGLETERRE.

TOME PREMIER.

PARIS,
A LA LIBRAIRIE DE A. DURAND,
Rue des Grès, 7.

1862.

A SA MAJESTÉ

L'EMPEREUR NAPOLÉON III.

SIRE,

Votre Majesté impériale est le souverain de l'Europe qui a le mieux compris toute l'importance de l'Amérique latine, et celui qui a contribué de la manière la plus directe à l'immense développement du commerce que fait la France avec ce vaste continent. Un fils des rives fertiles de la Plata, comptant sur la bienveillance habituelle qui est un des caractères distinctifs de Votre Majesté impériale, ose prier Votre Majesté de vouloir bien

agréer la dédicace de l'ouvrage dont il a l'honneur d'adresser, conjointement avec cette supplique, la Préface et l'Introduction, non-seulement comme un témoignage de l'admiration respectueuse que lui ont inspirée et que lui inspirent l'intelligence supérieure et la haute pénétration de Votre Majesté impériale, mais encore, il croît pouvoir l'affirmer, comme l'expression sincère de la gratitude de tous les peuples de race latine.

J'ai l'honneur d'être, avec le sentiment du plus profond respect,

SIRE,

De Votre Majesté impériale
le très humble et très obéissant serviteur.

CARLOS CALVO,

53, rue de la Chaussée-d'Antin.

Paris, le 16 avril 1862.

LETTRE DE M. THOUVENEL,

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 16 de ce mois, et je me suis empressé de mettre sous les yeux de l'Empereur celle par laquelle vous sollicitez Sa Majesté d'agréer la dédicace de votre ouvrage. Je suis heureux de pouvoir vous répondre que l'Empereur, appréciant le sentiment qui vous a inspiré cette demande, accepte avec plaisir la dédicace d'un travail dont la publication lui paraît offrir aujourd'hui un véritable intérêt.

Recevez, Monsieur, les assurances de la considération la plus distinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être

Votre très humble et très obéissant serviteur.

THOUVENEL.

Paris, le 22 avril 1862.

Monsieur Charles Calvo, chargé d'affaires du Paraguay, etc.



AMÉRIQUE LATINE.

L'Amérique latine a été découverte, conquise et peuplée par l'Europe, et cependant elle n'en est pas connue comme elle devrait l'être, eu égard aux intérêts qui unissent si étroitement ces deux parties du monde. L'Amérique latine est peu connue en Europe.

Les savants Humboldt, Bompland, Boussingault, Roulin, d'Orbigny, Saint-Hilaire et autres qui ont visité l'Amérique, se sont contentés d'en étudier la nature physique, et ils ont révélé au monde, dans des ouvrages aussi profonds que lumineux, les précieux trésors qu'elle renferme dans son sein ; mais, malheureusement pour l'Amérique, il eût fallu pour compléter ces études un examen sérieux de l'état intellectuel, politique, social et même économique de ces peuples, et ce travail important fait encore défaut.

Je crois aussi que l'on doit attribuer à plusieurs autres causes l'ignorance absolue dans laquelle on est en Europe sur l'état de la civilisation et des progrès incessants qu'a faits l'Amérique et qu'elle fait chaque jour : Causes servant à expliquer pourquoi l'Amérique latine est peu connue en Europe.

1° A l'enseignement incomplet que l'on donne dans les colléges, en Europe, sur l'histoire et la géographie du continent sud-américain, les professeurs n'étant pas sous ce

rapport beaucoup plus avancés que leurs élèves, ce que je n'ai eu que trop souvent l'occasion de constater ;

2° Au manque d'organes compétents qui s'occupent, avec un zèle patriotique, d'éclairer l'Europe sur ses intérêts réels, les intérêts positifs, en lui faisant connaître l'accroissement progressif des richesses de l'Amérique et le développement rapide du commerce absorbant de ces peuples, si pleins de vigueur et d'un immense avenir.

3° Enfin au charlatanisme insupportable d'écrivains superficiels, qui voyagent en aveugles et improvisent dans un coin de leur hôtellerie des romans fantastiques dont ils sont toujours les héros, et dans lesquels ils s'occupent de tout, excepté de l'histoire véritable du pays qu'ils visitent, romans du reste qui impressionnent le vulgaire et séduisent les imaginations faibles.

Voilà quelles sont les causes probables de l'ignorance que l'on remarque en Europe et de la confusion déplorable qui existe au sujet des peuples de race latine de l'Amérique.

Ce qu'est l'Amérique latine pour le plus grand nombre en Europe.

Pour le plus grand nombre, qui en est encore aux traditions de l'époque de la découverte, l'Amérique a conservé son état primitif et sauvage : ses habitants civilisés et intelligents sont considérés comme des Indiens ou des nègres d'Afrique, allant tout nus ou couverts de plumes ; nos cités opulentes, qui rivalisent par leurs monuments et leur luxe avec les villes européennes de second ordre, comme des villages composés de misérables huttes, etc.

Seize ans se sont écoulés depuis mon premier voyage en Europe, et pendant cette longue période, les idées sur l'Amérique du Sud ne se sont pas modifiées. Pour l'Europe, l'Amérique latine, aujourd'hui comme alors, est restée stationnaire entre 1492 et 1810, c'est-à-dire entre la découverte et l'époque coloniale, entre l'état primitif et la civilisation, entre l'ignorance et le despotisme.

Aux yeux de la mère-patrie, notre émancipation politique a été notre ruine ; pour les autres nations européennes, elle est, sinon un retour en arrière, du moins la cause de notre discrédit.

Et ces jugements, aussi sévères qu'ils sont injustes, auraient-ils en effet quelque apparence de raison?...

Sont-ils appuyés sur l'histoire, sur les faits et sur la situation actuelle des différentes nations qui se sont formées des anciennes colonies espagnoles?...

Non, bien certainement que non. Aussi, est-il du devoir de tout Américain qui a le cœur bien placé de le prouver, et de le prouver d'une manière irréfutable, par des faits qui ne laissent pas subsister l'ombre d'un doute dans l'esprit du lecteur européen.

Telle est la mission que nous impose le patriotisme, et que je vais m'efforcer de remplir ici, bien que le moins compétent et le plus humble des enfants de la jeune Amérique, quoiqu'il me faille, dans ce but, m'écarter du plan de cet ouvrage, consacré exclusivement à l'étude du droit public américain.

Etats indépendants et souverains de l'Amérique latine, population, superficie et progrès de ces Etats dans la civilisation moderne.

Les Etats souverains et indépendants qui se sont constitués dans les anciens domaines des couronnes d'Espagne, de Portugal et de France, occupent une superficie de 390,466 milles carrés géographiques, et sont peuplés par 32,312,542 habitants (1), c'est-à-dire par une population presque égale à celle du puissant empire français; mais avec un excédant de territoire de 380,432 milles carrés géographiques qui, en prenant pour base la population actuelle de la France, pourraient être considérés comme entièrement dépeuplés.

L'empire du Brésil, qui par la supériorité relative de sa

(1) Voir le tableau statistique n° 1, *Superficie et population*, p. XXXV.

civilisation et de sa population, sa prospérité, ses institutions libérales, la marche régulière de son administration et de son gouvernement, a conquis le premier rang parmi ces Etats, peut rivaliser par ses progrès intellectuels et matériels, avec plusieurs nations de l'ancien monde.

Les républiques du Chili, du Rio de la Plata (Provinces Argentines, Paraguay et Uruguay), du Pérou, de la Bolivie, de l'Equateur, de la Nouvelle-Grenade, du Vénézuéla, du Centre-Amérique et du Mexique, qui ne le cèdent en rien au Brésil quant aux progrès de la civilisation moderne, ont passé, comme ce dernier, par ces secousses intestines, plus ou moins longues et plus ou moins violentes, auxquelles sont sujets tous les peuples du monde; ce qui ne veut pas dire qu'elles en aient souffert les mêmes conséquences que produisent en Europe de pareilles agitations; par l'effet de la vitalité incroyable de l'Amérique latine, ces tempêtes ont eu souvent pour résultat de donner une impulsion vigoureuse à l'esprit éminemment progressiste qui anime les populations américaines.

Tout ce qui constitue en Europe la civilisation moderne, tant pour les progrès intellectuels que pour les progrès matériels, se développe en Amérique avec une rapidité égale à celle que l'on peut observer en sens contraire dans la décadence de certains peuples de l'ancien monde.

L'instruction s'est répandue de telle sorte que la jeunesse américaine ne vient plus en Europe que pour y perfectionner son éducation. Il n'est pas une de ces contrées de l'Amérique qui n'ait aujourd'hui ses sociétés scientifiques et littéraires, ses universités tout aussi bien que ses arts et son industrie. Les chemins de fer, la télégraphie électrique, le gaz, etc., au Chili comme au Brésil et à Buenos-Ayres, au Paraguay, à Montevideo et au Pérou, sont relativement beaucoup plus développés qu'ils ne le sont en Espagne, en

Italie, en Turquie et dans certains pays du nord de l'Europe.

La prospérité des peuples est démontrée par leur commerce; celui que fait l'Amérique latine est supérieur à celui de la majeure partie des nations de l'Europe.

Mais si quelque chose révèle d'une manière incontestable la prospérité des peuples, c'est à coup sûr l'extension de leur commerce, parce qu'il en constitue non-seulement la richesse, mais encore le bien-être et la civilisation. Or, le commerce que fait l'Amérique latine est supérieur à celui de la majeure partie des nations européennes, ainsi que je vais le démontrer d'une façon sans réplique (1).

Si, à son arrivée en Europe, le voyageur américain est péniblement affecté d'y voir son pays aussi peu connu, il peut se consoler néanmoins par les honorables exceptions qu'il y rencontre, surtout lorsque ces exceptions se trouvent précisément parmi les sommités intellectuelles de la nation qui marche à la tête de la civilisation moderne.

Discours de M. Thiers à l'Assemblée législative, le 6 janvier 1850, sur l'importance du commerce de l'Amérique du Sud.

En 1850, l'éminent publiciste français, M. Thiers, fit une admirable prophétie par rapport à l'Amérique latine, dans un de ces discours éloquents où il sait unir l'autorité de la parole à la précision des chiffres. Il était question de la lutte que la République Argentine soutint pendant dix ans contre la France et l'Angleterre.

Pour éclairer l'Assemblée législative, M. Thiers s'éleva en cette circonstance à toute la hauteur de son génie et de son esprit d'investigation.

Je ne saurais me dispenser de reproduire à continuation quelques paragraphes de ce remarquable discours, non pas seulement comme un hommage dû à sa merveilleuse prévi-

(1) Les différents tableaux statistiques et comparatifs que j'ai ajoutés à cet ouvrage, sur la superficie, la population, le commerce général de l'Amérique, ses revenus, sa dette publique, etc., etc., sont le résultat d'un travail pénible, qui a exigé de ma part de longues et persévérantes recherches. Je n'ai réussi à les compléter d'une manière que je crois satisfaisante, que par l'appui officiel qu'ont bien voulu me prêter la plupart des Etats étrangers qui commercent avec l'Amérique latine.

sion, mais encore parce qu'ils suffiraient à eux seuls pour justifier mes assertions :

« Vous faites avec les deux Amériques un commerce, je » puis le dire, immense ; c'est le plus grand que vous fas- » siez avec aucune région du globe.

» Le commerce des deux Amériques représente à peu » près 500 millions. L'Amérique du Nord en prend la plus » grande partie : l'Amérique du Nord prend dans ces 500 » millions 350 millions. L'Amérique du Sud n'en prend que » 150, pas tout à fait le tiers ; mais vous vous tromperiez » étrangement si vous vouliez apprécier l'importance des » 150 millions du commerce de l'Amérique du Sud par le » chiffre qu'elle représente.

» D'abord, le commerce de l'Amérique du Nord, qui a » pour vous de grands avantages, qu'il faut entourer de la » plus grande sollicitude, a cependant deux inconvénients » capitaux : Le premier, c'est qu'il est exposé prochaine- » ment aux tarifs que demande le parti industriel en Amé- » rique : il se balance à forces tellement égales avec le parti » agricole, que trois fois nous avons failli succomber. Il » s'agissait de quelques centimes dans le tarif des soies » de la Chine ; c'est donc un commerce dont l'avenir est » menacé.

» Le second, c'est que les Américains ont entièrement » gagné sur vous la question de la navigation, et sur quatre » cents navires qui font le commerce de l'Amérique du » Nord, il n'y en a que cinquante de français, et trois cent » cinquante d'américains.

» Savez-vous ce qui se passe dans l'Amérique du Sud ? » Là, vous avez à faire à des nations dont la croissance est » si rapide qu'elle dépasse singulièrement celle de l'Amé- » rique du Nord. Dans l'Amérique du Nord, la population, » et presque tous les chiffres de croissance sont analogues

» à celui-là, double en vingt ans à peu près. Dans l'Amé-
» rique du Sud, je pourrais vous donner des Etats qui vous
» le prouveraient, la population triple en douze années.

» Le commerce du Brésil a monté, en dix ans, d'un peu
» moins de 30 millions à près de 60 millions. Le commerce
» de la Plata, en douze années, a monté de 4 à 5 millions à
» 40 millions. Voilà la progression du commerce et de toute
» chose en ce pays-là.

» Maintenant (indépendamment de cet avenir si rapide,
» et je dis rapide, parce que je suis profondément convaincu
» que le commerce de l'Amérique du Sud, sans la guerre
» inévitable que vous n'abrégerez que par de l'énergie,
» serait de plus de 200 millions, et je réduis ici tous les
» chiffres probables), il y a donc un avenir immense. Il y a
» de plus de n'y pas rencontrer un parti industriel; car
» les nations de l'Amérique du Sud sont des nations tout au
» plus agricoles; elles ne vous menaceront pas de longtemps
» de la rivalité industrielle dont les Etats-Unis vous me-
» nacent. Il y a de plus, quant à la navigation, que vous ne
» rencontrerez pas un pavillon américain du Sud sur les
» mers que vous fréquentez.

» Ecoutez cette proportion : Dans l'Amérique du Nord,
» pour trois cent cinquante bâtiments américains il y a cin-
» quante bâtiments français.

» Dans l'Amérique du Sud, pour deux cent quatre-vingt-
» quinze bâtiments français, il y a quarante et quelques
» bâtiments étrangers, et dans ces quarante et quelques,
» il y a trente-neuf espagnols et dix américains.

» Voilà donc toute l'importance du commerce de l'Amé-
» rique du Sud : une rapidité d'accroissement telle, qu'elle
» surpasse même la rapidité d'accroissement du commerce
» dans l'Amérique du Nord, la dépasse extraordinaire-
» ment.

» De plus, vous avez la certitude que vous ne pouvez y » rencontrer aucune rivalité industrielle prochaine, et enfin » la certitude que votre pavillon peut s'y développer im» mensément, et il n'y a plus que cette région pour le dé» velopper (1). »

Les résultats pratiques du commerce et de la navigation de l'Amérique latine ont dépassé les espérances de M. Thiers.

Ce qui dut alors être considéré par quelques-uns comme une utopie, ou comme le résultat de l'esprit d'opposition parlementaire qui dominait l'éminent orateur français, est devenu, avant l'expiration des douze années fixées par lui, une réalité, mais une réalité qui dépasse tout calcul, parce que l'on ne connaît pas dans le monde un autre exemple d'un semblable progrès.

Le même M. Thiers, après avoir fait des études et des observations profondes qui font le plus grand honneur à son tact politique, paraissait regarder le chiffre de 200 millions, auquel il espérait voir s'élever le commerce de la France avec les Etats de l'Amérique méridionale, comme la dernière limite du possible. Eh bien ! la statistique officielle de l'année 1860 nous montre que, durant les dix années qui se sont écoulées depuis que M. Thiers prononça son discours à l'Assemblée législative, le commerce de la France avec le continent américain a atteint le chiffre énorme de 1,223 millions (2), qui peuvent se répartir ainsi : 605 avec les Etats-Unis du Nord, 85 avec les colonies françaises ; 62 avec les colonies espagnoles, 5,8 avec les colonies danoises ; 3,8 avec les colonies anglaises, et 458 avec les divers Etats indépendants de l'Amérique latine ; d'où il résulte pour l'année 1860 une augmentation totale de 723 millions, et un excédant en faveur des susdits Etats de 308 mil-

(1) Discours de M. Thiers à l'Assemblée nationale, le 5 janvier 1850.

(2) Voir le tableau statistique n° 6, du commerce général de la France avec le continent américain pendant l'année 1860, p. XLIII.

lions de francs, dont 119 s'appliquent au Rio de la Plata, 53 au Brésil, 34 au Pérou, 22 au Chili, etc.

Le mouvement de la navigation de la marine française dans les deux Amériques a suivi une égale progression. Le commerce entre les ports français et ceux de l'Union, en 1860, s'est fait par 646 navires, dont 38 français seulement. Le commerce entre l'Amérique méridionale et les ports de France s'est élevé à 1,128 navires, dont 101 seulement appartenaient à d'autres nations; de sorte que la proportion de la navigation du pavillon français dans les deux Amériques est beaucoup plus favorable au commerce français dans l'Amérique latine, puisque des 646 navires faisant le commerce entre le Nord et la France, 38 seulement étaient français; tandis que des 1,128 navires le faisant entre le Sud et la France, 1,027 appartiennent à cette dernière nation : ce qui produit une augmentation de 777 navires en faveur de la marine française dans ses rapports mercantiles avec l'Amérique du Sud.

Etat du commerce général des peuples indépendants de l'Amérique latine, et du rang qu'il occupe dans le commerce du monde.

Mais, comme je dois m'occuper plus loin, d'une manière toute spéciale, de l'extension et de l'avenir du commerce français dans l'Amérique latine, et particulièrement dans le Rio de la Plata, par rapport auquel je n'ai voulu jusqu'ici que faire remarquer la précision des chiffres de M. Thiers, je vais continuer l'exposé comparatif du commerce général.

Le chiffre total de l'importation et de l'exportation des dix-sept Etats indépendants dont traite cet ouvrage, s'est élevé en 1860 à la somme de 2,011,749,061 francs (1), chiffre qui place ces Etats réunis au quatrième rang dans le monde commercial, et dans l'ordre suivant :

1° Grande-Bretagne . . . 13,626,800,000 francs.

(1) Voir le tableau n° 2, commerce général des Etats indépendants de l'Amérique latine, p. XXXVII.

2° Empire français. . . .	5,802,000,000
3° Etats-Unis de l'Amérique du Nord	3,810,910,000
4° Etats indépendants de l'Amérique latine.	2,011,749,061
5° Empire d'Autriche . . .	1,332,000,000
6° Royaume de Belgique . .	908,170,000

Plusieurs Etats européens sont inférieurs sous le rapport commercial à chacun des Etats de l'Amérique latine.

Les autres Etats de l'Europe sont inférieurs dans leur commerce général ; et de plus, chacun de ceux qui composent l'Amérique latine fait un commerce, sinon supérieur, du moins égal, comme je vais le démontrer jusqu'à l'évidence.

Le commerce du Brésil, par exemple, a atteint, en 1859, le chiffre de 609,776,000 francs.

Celui du Rio de la Plata s'est élevé, en 1860, à 438,498,262 francs ;

Celui du Pérou, à 336,174,455 francs.

Celui du Chili a monté, dans la même année, à 300,000,000 de francs.

Eh bien ! l'Espagne, qui est au premier rang des susdits Etats européens, n'a pas atteint par son commerce général, durant l'année 1856, le chiffre de 560,000,000 de francs[1], et, en 1859, date des derniers renseignements officiels que j'aie pu obtenir, ce chiffre s'est élevé à 668,498,000 francs[2].

La Russie, en 1859, a fait un commerce général de 324,900,000 roubles.

(1) *Histoire des traités de commerce de l'Espagne*, par D. Eustaquio Toledano, pages 240 et 241. Madrid, 1858.

(2) *Annuaire de l'économie politique et de la statistique*, par MM. Maurice Block et Guillaumin. 1861, p. 285.

Annuaire diplomatique et statistique de Gotha pour 1862, p. 491.

Le Portugal a fait la même année pour 183,750,000 francs.

Le Danemarck, pour 99,716,800 thalers.

Les Etats d'un rang inférieur aux puissances que je viens de citer, n'ont pas même l'importance commerciale de la dernière des républiques de l'Amérique du Sud ; à tel point que plusieurs d'entre eux ne figurent pas dans les statistiques européennés.

Afin de pouvoir se former une idée approximative du progrès surprenant des Etats qui furent auparavant colonies espagnoles, il suffira de fixer son attention sur le tableau officiel du commerce britannique, de 1831 à 1850, avec ces divers Etats, et de le comparer avec celui que fit la mère-patrie, durant cette période, avec la même puissance (1). Il ressort de ce tableau que le commerce du Rio de la Plata, du Chili, du Pérou, de la Colombie et du Mexique, s'est élevé à la somme de 58,804,770 liv. sterl., soit 1,470,119,425 fr., tandis que dans le même espace de temps, celui de tout le royaume d'Espagne ne dépassa pas 9,792,469 livres sterling, soit 244,807,725 francs ; de sorte que le chiffre de son commerce ne fut que le sixième de celui que firent les cinq républiques citées ci-dessus, la moitié de celui du Chili, et moins des deux tiers de celui du Rio de la Plata.

Mais, revenant à l'année 1860, je vais examiner le commerce de la Grande-Bretagne, comme centre du monde commercial, avec les susdits Etats, y compris le Brésil, et le comparer avec celui qu'elle a fait avec l'Espagne pendant la même année.

L'importation et l'exportation de l'Angleterre et de l'Ecosse

(1) Voir le tableau nº 3, tiré de l'important ouvrage de sir WOODBINE PARISH, ancien ministre de S. M. B., sur le Rio de la Plata, p. XXXVIII.

pour les Etats de l'Amérique latine, ont été de 24,912,000 livres sterling, soit 632,700,000 francs, dont 175 millions s'appliquent à l'empire du Brésil, 146 au Rio de la Plata, 100 au Pérou, etc.

L'importation et l'exportation de la Grande-Bretagne pour l'Espagne, dans la même année, n'ont pas dépassé 530,858,000 réaux, soit 132,714,500 francs, ce qui n'est que le cinquième du commerce total qu'a fait l'Angleterre avec les républiques hispano-américaines et le Brésil, et 13 millions de moins que le chiffre de son commerce avec le Rio de la Plata seul !

Décadence du commerce britannique dans l'Amérique latine depuis l'année 1840.

Cependant, il convient de remarquer que le commerce britannique d'exportation, qui s'était développé d'une manière extraordinaire jusqu'en l'année 1840, et était presque exclusif dans toutes les républiques hispano-américaines ; que ce commerce, qui en vingt ans, c'est-à-dire de 1831 à 1850, s'éleva au chiffre de 1,500 millions de francs (voir le tableau n° 3) avec cinq de ces républiques seulement, éprouve à partir de l'année 1840 une décadence visible. Il suffira, pour s'en convaincre, d'examiner et de comparer les années de 1840 à 1845 avec l'année 1850.

Pays.	Années.	Livres sterling.	Années.	Livres sterling.
Rio de la Plata . .	1841	989,362	1850	909,280
Mexique. . . .	1839	660,170	»	450,829
Colombie . . .	1840	859,748	»	665,193
Chili.	1840	1,334,873	»	1,156,266
Pérou	1845	878,708	»	845,639
	En 1840	4,722,861	1850	4,027,207

Il ressort de ce tableau que le commerce d'exportation a donc éprouvé, en moins de dix années, une diminution de

695,654 livres sterling, soit 17,391,350 francs, c'est-à-dire de 15 °/₀ (1).

Si une augmentation s'est produite depuis 1850, elle n'a pas été en rapport avec celle des autres nations, et particulièrement de la France, qui a continué dans une proportion véritablement prodigieuse, comme je vais le démontrer.

Grand développement du commerce français dans l'Amérique latine, comparé avec celui que fait actuellement l'Angleterre.

En 1825, le commerce de la France avec tous les Etats de l'Amérique latine ne dépassait pas 12 millions de francs; en 1848 il s'élevait déjà à 150 millions (2); en 1855, en y comprenant quelques colonies, il monta à 413; et en 1860, qui est l'époque de son apogée, à 618 millions de francs.

Pendant cette même année 1860, le commerce de la Grande-Bretagne ne s'est pas élevé à plus de 24,912,000 livres sterling, soit 632,700,000 francs, dépassant à peine celui de la France de 14 millions de francs pour le commerce général. Le développement qu'a pris le commerce français tient réellement du prodige, et tout peut faire croire que dans cinq ans il sera de beaucoup supérieur à celui de la Grande-Bretagne.

Durant l'année 1860, le commerce de la France a dépassé celui de la Grande-Bretagne, dans presque tous les Etats de l'Amérique latine.

Mais si nous nous arrêtons à comparer le commerce que l'Angleterre et la France ont fait séparément dans la même année avec quelques-unes des plus importantes de ces républiques, nous verrons que le commerce britannique occupe déjà un rang inférieur à celui de la France pour les objets manufacturés ou articles d'exportation.

Dans le Rio de la Plata par exemple, le commerce d'exportation de la Grande-Bretagne en 1860 n'a été que de 67,619,425 fr. (3), pendant que celui de la France s'est élevé

(1) Tableau officiel du commerce britannique avec l'Amérique latine, par sir WOODBINE PARISH, *Histoire du Rio de la Plata*, page 350.

(2) Discours de M. Thiers.

(3) Ces chiffres, ainsi que tous ceux relatifs à l'Angleterre, sont tirés de la

à 77,860,000 (1), l'emportant par conséquent de 10,260,575 francs ; ce qui est d'autant plus remarquable que l'on se rappellera que, en 1825, point de départ du commerce français dans le Rio de la Plata, il n'atteignait pas 2,500,000 francs.

Au Pérou, où l'on peut dire que le commerce français s'est développé tout récemment, dans les cinq dernières années, l'exportation de la France en 1860 a été de 41,300,000 francs, tandis que celle de l'Angleterre n'a atteint que 35,700,000 francs (2), avec un excédant en faveur de la première puissance de 5,600,000 francs; et si l'importation anglaise paraît supérieure, c'est en raison de la plus grande consommation de guano. Au Chili, l'exportation de la France en 1861 s'est élevée à 38,100,000 francs et celle de l'Angleterre à 34,500,000 francs ; différence en moins, 3,600,000 francs. Au Mexique, l'exportation de la France en 1860 a été de 19,400,000 francs, celle de l'Angleterre n'est arrivée qu'à 10,565,000 francs ; différence en moins, 8,835,000 francs. A Haïti, l'exportation de la France pendant la même année a été de 13,400,000, celle de l'Angleterre de 10,522,000 francs ; différence en moins, 3,077,500 francs. D'où il résulte que l'exportation de la France, seulement avec le Rio de la Plata, le Pérou, le Chili, le Mexique et Haïti, durant l'année 1860, a dépassé celle de la Grande-Bretagne de 31,572,000 francs. Les autres républiques se trouvent dans la même proportion ; il est à remarquer que, seulement au Brésil, l'importation des manufactures anglaises est restée supérieure à celle de la France

publication officielle : *Trade and navigation*, presented to both houses of parliament by command of her Majesty.

(1) Voir le tableau général du commerce du Rio de la Plata, nº 7, p. XLIV.

(2) Renseignements officiels reçus de la légation du Pérou en France. Voir le tableau nº 8, p. XLV.

de 33,500,000 francs pendant cette même année 1860.

Le grand développement du commerce français en Amérique, dans les cinq dernières années, est dû à l'empereur Napoléon III.

Je dois faire observer que le merveilleux accroissement du commerce français dans l'Amérique méridionale s'est opéré principalement dans les cinq dernières années, et qu'il est dû en grande partie à l'empereur Napoléon III, qui, dans sa sagesse et sa haute prévision, a compris, mieux que ses prédécesseurs, l'importance qu'il y avait pour la France de resserrer ses relations politiques et commerciales avec les républiques hispano-américaines, et qui s'est sérieusement appliqué à étudier et à développer ce commerce, en le protégeant par la création de nouvelles lignes de bateaux à vapeur que l'Etat subventionne, et par l'adoption d'une conduite entièrement opposée à celle des gouvernements qui l'ont précédé, mais en harmonie avec l'élévation de son esprit et la hauteur de ses vues politiques.

Accroissement considérable du commerce français pendant les cinq dernières années.

Il suffit de porter son attention sur le tableau nº 6, du commerce général de la France avec l'Amérique entière, pour se convaincre que cette augmentation, durant les cinq dernières années, a atteint le chiffre énorme de 211 millions de francs, dont 92,800,000 correspondent au Rio de la Plata; 48,900,000 au Brésil; 34,800,000 au Pérou, 11 millions au Chili, etc.

Diminution du commerce français au Mexique, durant les cinq dernières années.

Au milieu de cette progression ascendante du commerce de tous les Etats de l'Amérique latine, il est pénible d'observer que le Mexique est le seul qui ait éprouvé dans son commerce général avec la France une diminution de 10,200,000 francs; mais il y a lieu d'espérer que ce n'est qu'une situation passagère, qui ne tardera pas à disparaître, et que, grâce aux efforts et au patriotisme de ses enfants, cette belle et riche contrée reprendra bientôt le rang élevé qui lui appartient.

Il est hors de doute que les sympathies des peuples his-

Sympathies des peuples hispano-américains pour la France.

pano-américains se portent spécialement vers la France, à laquelle ils sont unis par une multitude de liens moraux, tels que la religion, les instincts, les aptitudes, les analogies de langage et d'origine. Et ce sentiment acquiert chaque jour une force d'autant plus grande, que les communications maritimes entre les deux continents deviennent de plus en plus fréquentes, et que les relations intellectuelles, ainsi que les transactions commerciales entre eux, tendent à se développer indéfiniment. L'usage de la langue française n'est nulle part plus général que dans ces contrées, l'étude de cette langue faisant aujourd'hui la base de toute éducation un peu soignée.

Causes auxquelles on doit attribuer la supériorité qu'a acquise le commerce français et la décadence de celui de la Grande-Bretagne.

On demandera peut-être : A quelles causes doit-on attribuer la supériorité croissante du commerce français et la décadence du commerce britannique avec les peuples hispano-américains ? La réponse me paraît aussi simple qu'elle est logique.

Pendant que le gouvernement de l'empereur Napoléon III s'attire les sympathies des populations de race latine dans tout le continent sud-américain, par la politique conciliatrice, loyale et généreuse qu'il a déployée durant ces dernières années vis-à-vis de ces peuples relativement faibles, le gouvernement de la Grande-Bretagne adopte une politique diamétralement opposée, politique oppressive et intolérable. Ses agents violent sans scrupule tous les principes du droit des gens, et vont jusqu'à prétendre dénier aux peuples sud-américains les avantages conquis par la civilisation moderne.

Droit public *spécial* créé par le gouvernement britannique pour les Etats faibles de l'Amérique latine.

Le gouvernement britannique a créé un droit public qu'il applique spécialement aux Etats faibles, et qui s'appelle le *droit de la force*, et il le met à exécution toutes les fois que cela convient à ses intérêts et à ses tendances despotiques.

Les peuples hispano-américains, si susceptibles et si indépendants, ne peuvent accepter passivement une prétention aussi étrange; et de là provient l'antipathie que fait naître parmi eux la politique du gouvernement britannique.

Il ne suffit pas aux gouvernements américains de lui proposer de soumettre leurs différends à l'arbitrage d'un tiers ; il ne leur suffit pas d'avoir en leur faveur l'opinion des jurisconsultes britanniques et celle même de ses hautes cours de justice (1); en un mot, il ne leur suffit pas d'avoir mille fois raison : non, il faut que le faible souffre les conséquences de sa faiblesse, et que toutes ces considérations se taisent devant l'éloquente argumentation du canon Armstrong!

Les conséquences d'un semblable système sont naturelles et logiques. La nation qui a été blessée une fois dans ce qu'elle a de plus cher, sa dignité propre, n'oublie jamais l'insulte dont elle a été la victime.

Nombreux exemples de violation du droit des gens par le gouvernement britannique.

L'histoire de la diplomatie britannique dans l'Amérique latine offre une longue série d'abus et de violences de toute espèce, dont le détail ferait la matière de plus d'un volume. Ainsi par exemple, une fois, sans déclaration de guerre préalable, sans aucun précédent qui puisse lui servir d'excuse, elle bombarde une ville, comme celle de Paranagua au Brésil ; une autre fois elle usurpe un vaste territoire, comme celui des Malouines, sans prêter la moindre attention aux réclamations de la nation injustement dépouillée ; une autre fois encore, elle fait feu sur un navire de guerre étranger, dans un port neutre, elle le poursuit dans ce même port et elle prétend s'emparer de ce navire de guerre.

(1) Question pendante entre le gouvernement de S. M. B. et celui du Paraguay. — Voir la *troisième période*.

et de la personne inviolable d'un messager de paix, d'un envoyé extraordinaire qui se trouvait à son bord et qui venait de rendre un service immense au pays d'où il se retirait et en particulier au commerce britannique (1), etc.; et finalement, mille autres actes de la même nature, que nous ne pouvons repousser par la force, mais qui n'en restent pas moins profondément gravés dans le souvenir de tout Américain.

Le peuple anglais n'est pas le gouvernement anglais.

Le peuple anglais, dont j'ai été et dont je suis encore l'admirateur enthousiaste, mérite le respect et l'estime du monde civilisé par l'élévation de ses sentiments et le libéralisme de son esprit; mais le peuple anglais n'est pas le gouvernement anglais, ce sont deux personnalités bien distinctes ; l'une est noble, loyale et généreuse, l'autre est tyrannique et intolérable, et par cela même elle récolte de toutes parts les antipathies qu'elle sème, faisant participer le pays qu'elle gouverne aux conséquences funestes qui en dérivent.

Le peuple britannique doit protester contre la politique oppressive de son gouvernement, cause de la décadence de son commerce.

Le peuple britannique doit protester contre cette conduite de son gouvernement, qui finira par la ruine complète de son commerce.

Les intérêts qui doivent unir l'Amérique latine à la Grande-Bretagne sont encore très considérables, quoique son gouvernement n'ait pas voulu les bien comprendre jusqu'à ce ce jour. J'ai l'intention de montrer le péril, afin que l'on y porte remède s'il est possible, et nullement d'aggraver le mal, qui est profond, mais non pas incurable.

(1) Question Canstatt; attaque du *Tacuari* dans le port de Buenos-Ayres. La marine britannique commettait cet acte de violence peu de temps avant que le capitaine du *San-Jacinto* (navire de guerre des Etats-Unis du Nord) n'attaquât les envoyés du Sud, qui étaient à bord du *Trent ;* ce qui causa une si vive excitation en Angleterre et faillit occasionner une rupture entre les deux pays.

Telle est la situation commerciale de ces Etats de l'Amérique qui sont appelés à absorber, avant un siècle, le commerce du monde entier; assertion qui ne doit pas paraître exagérée, si l'on considère que leurs progrès actuels, réalisés au milieu de luttes intestines incessantes depuis leur émancipation politique, les ont placés au quatrième rang parmi les premières nations du monde commercial.

Comme l'espace dont je puis disposer pour ce travail est limité, je continuerai à tracer succinctement l'exposé numérique de l'actuelle situation économique et administrative des susdits Etats de l'Amérique.

Revenus et dépenses des Etats de l'Amérique latine.

Les recettes générales de ces Etats pendant l'année 1860 ont été de 451,781,379 francs, et les dépenses se sont montées à 457,423,581 francs, avec un déficit par conséquent de 5,642,202 francs (1), déficit qui, en général, a pour origine les améliorations matérielles auxquelles concourent quelques-uns des gouvernements respectifs, mais trop souvent aussi, il faut le dire, les luttes civiles que la partie éclairée des républiques hispano-américaines s'est vue dans l'obligation de soutenir contre l'élément rétrograde.

Les revenus généraux de ces dix-sept Etats, comparés à ceux des Etats européens d'une égale importance, paraîtront de beaucoup inférieurs, si l'on ne fait pas attention que les recettes du trésor public ont consisté uniquement jusqu'à ce jour dans la perception des droits de douane et de quelques impôts indirects tout à fait insignifiants (2). Les droits de douane eux-mêmes sont tellement modérés que dans quelques-unes de ces républiques, comme celles de la Plata,

(1) Voir le tableau nº 4 des recettes et des dépenses générales des Etats de l'Amérique latine, mentionnés dans cet ouvrage, p. XXXIX.

(2) Le Pérou a en outre les produits du guano, et le Paraguay ceux de l'espèce de thé qui lui est particulière.

du Pérou, etc., la législation commerciale se rapproche de plus en plus chaque année du système du port franc, c'est-à-dire du libre-échange, dont la réalisation définitive est préparée insensiblement par la création d'impôts peu onéreux pour les contribuables.

L'expérience nous apprend qu'il n'existe pas dans le monde de peuples moins grevés d'impôts que ceux de l'Amérique du Sud ; cette circonstance est un des nombreux avantages qui stimulent les émigrants européens à chercher une seconde patrie dans ces contrées riches et hospitalières, où ils peuvent faire des fortunes rapides et fabuleuses, sans avoir à redouter les charges dont la politique militante impose fréquemment le fardeau aux enfants du pays.

Dette publique intérieure et extérieure de tous les Etats de l'Amérique latine, comparée avec celle des Etats de l'Europe.

La dette publique, tant intérieure qu'extérieure, s'est élevée durant l'année 1860 à un chiffre total (1) de 1,668,971,860 francs, ainsi réparti :

Dette intérieure . . .	668,188,330 francs.
Dette extérieure . . .	1,000,783,530

Il importe de faire remarquer que le Mexique et la Nouvelle-Grenade figurent ensemble dans ce chiffre total pour près d'un milliard de francs. Mais quelle peut être l'importance positive de ce chiffre, si on le compare à l'énorme dette qui écrase presque tous les Etats de l'Europe ?

Voyons maintenant, d'une manière pratique, quelle est la dette intérieure et extérieure des Etats européens, et comparons-la avec celle de l'Amérique méridionale ; comparons en même temps le crédit dont jouissent l'une et l'autre de ces dettes dans les centres commerciaux de Londres et de Paris.

(1) Voir le tableau n° 5, de la dette intérieure et extérieure des Etats de l'Amérique latine, p. XLI.

			Chiffre total en 1860.
Grande-Bretagne,	livr. sterl.	802,190,295,	francs 20,053,757,375
France,			9,529,734,994
Autriche,	florins	2,390,236,856,	5,975,582,140
Russie,	thalers	1,745,000,000,	4,798,750,000
Espagne,	réaux	14,011,000,000,	3,500,750,000
Turquie,	piastres	4,106,125,500,	828,810,344
Prusse,	thalers	280,000,000,	770,000,000
Portugal,	reis	125,253,216,000,	626,266,080
Danemarck,	thalers	103,159,000,	281,237,500
Suède,	thalers	7,651,800,	38,259,000
La dette de la Hollande, de l'Italie actuelle, des Etats allemands, etc., dont je n'ai pu obtenir le chiffre exact, peut être évaluée à			5,000,000,000
			(1) 51,403,147,433

L'observateur attentif trouvera sans doute matière à de sérieuses réflexions dans la comparaison entre ces deux dettes, la dette écrasante de l'ancien monde et celle respectivement si minime de l'Amérique latine dont j'ai donné le chiffre plus haut.

Un autre fait mérite une étude non moins spéciale de la part des hommes de science, et c'est le fait suivant, qui résume, je puis le dire, toute mon argumentation.

Valeurs actuelles des titres de la dette extérieure des Etats américains, comparées avec celles de l'Europe en général.

Pourquoi l'Europe, avec sa population exubérante, sa richesse, son industrie, ses arts, etc., n'a-t-elle pas plus de crédit dans ses propres centres de commerce, que les Etats toujours agités de l'Amérique du Sud?...

Comment se fait-il que les titres de la dette extérieure du Chili, du Pérou et de Buenos-Ayres, du 3, du 4 1/2, du 5 et du 6 °/₀, soient cotés à la Bourse de Londres à 73, 85, 94, 102 et 103 ; tandis que le 3 °/₀ espagnol ne vaut que 49 ;

(1) Dans ce tableau, où l'exactitude des chiffres ne peut être rigoureuse, j'ai voulu seulement présenter un calcul approximatif, qui permet de faire l'examen comparatif auquel je me suis référé précédemment.

le 5 % autrichien 72 1/2; le 5 % italien 68 ; et ainsi pour presque tous les autres Etats européens, à l'exception de la France, de l'Angleterre, de la Hollande et de la Belgique, dont le crédit actuel surpasse celui des autres nations du monde?

La solution de ces problèmes me paraît cependant d'une excessive simplicité, si l'on considère comme ils le méritent les chiffres qui précèdent.

La guerre civile et ses véritables causes.

L'importance actuelle de l'Amérique étant pratiquement démontrée, il reste à examiner la question qui constitue l'accusation capitale que l'on formule contre les républiques de l'Amérique latine.

La guerre civile!

Parole terrible qui, dans notre siècle de progrès, d'humanité et de civilisation, signifie retard, barbarie, etc. Sans vouloir atténuer en rien toute la force de cette signification, je ne puis cependant me dispenser de répéter que, sans les guerres civiles, l'accroissement de la civilisation et de la richesse se serait peut-être retardé davantage.

Les secousses par lesquelles ont passé les peuples hispano-américains ont été pour eux, je crois, beaucoup plus nécessaires au développement des idées civilisatrices conquises pendant le XIXe siècle, que ne le fut pour toute l'Europe la révolution française de 1789, qui l'émancipa de l'oppression et de l'ignorance où l'avait réduite l'absolutisme du moyen âge. L'Europe était alors aussi riche et aussi peuplée qu'elle l'est aujourd'hui, tandis que l'Amérique espagnole, déserte et arriérée, demeurait comme enchaînée à ses traditions et à son état presque primitif.

D'un autre côté, quel est le pays de l'Europe qui soit parvenu à se constituer en nation indépendante sans avoir passé auparavant par ce terrible fléau que l'on nomme guerre civile?... Que chaque pays consulte les pages sombres

du grand livre de son histoire, qu'il compare et qu'il prononce !...

Un écrivain français vraiment remarquable, M. Martin de Moussy, qui a habité l'Amérique méridionale pendant de longues années, l'a jugée sous son véritable point de vue dans les paragraphes suivants; je ne crois pas pouvoir en appeler à un témoignage plus compétent.

Jugement d'un écrivain français sur l'Amérique latine.

« Trop souvent les Etats de l'Amérique du Sud, et particulièrement ceux de la Plata, ont été jugés avec dédain ou légèreté et à un point de vue exclusivement européen. Trop souvent on a fait abstraction des difficultés premières au milieu desquelles se sont élevées ces jeunes nations, sorties brusquement des langes de la législation coloniale espagnole et lancées à l'improviste au milieu des nouveautés d'un régime libéral. D'autres pays bien plus anciens, bien plus éclairés, n'ont pu supporter sans de terribles secousses l'avènement de ce régime, qui est celui de l'âge mûr des peuples ; comment donc l'Amérique du Sud, fille de l'Espagne absolutiste, eût-elle pu tout d'un coup prendre les habitudes des Anglo-Saxons du Nord, façonnés depuis des siècles aux franchises municipales et au gouvernement de la nation par elle-même?

» L'apprentissage de la liberté a coûté cher aux populations hispano-américaines. Les révolutions, les guerres civiles, les ont rudement éprouvées ; mais de ces longues agitations est sorti un besoin général, chaque jour plus impérieux et plus profond, de légalité, d'ordre, de paix et de travail. Or, jamais, dans la Plata, ce besoin salutaire, ce sentiment conservateur, n'a été mieux compris et mieux servi depuis quarante années qu'il ne l'est aujourd'hui.

» Ceci, nous l'avons vu de nos yeux, touché de nos mains, pendant nos longues visites dans les provinces. C'est dans nos relations avec ces populations si aimables et si hospita-

lières, mais si sensibles à l'endroit de l'amour-propre national et chez lesquelles vibre si facilement la fibre du point d'honneur patriotique, que nous avons puisé cette foi profonde dans l'avenir d'un pays qui, peut-être, étonnera un jour le monde par le spectacle de sa puissance et de sa prospérité (1). »

Différence de systèmes entre les conquérants du continent américain.

En effet, dans le même temps que les lois des Indes condamnaient à mort tout Hispano-Américain convaincu d'avoir communiqué avec un étranger, le gouvernement colonial du Nord recevait à bras ouverts l'émigrant européen, dont le concours, tout en augmentant la population, contribuait simultanément à propager l'éducation et les progrès de la civilisation moderne.

Le contraste qu'offrait dès lors l'administration des deux Amériques devait plus tard produire ses conséquences logiques : à un moment donné, la mère-patrie devait infailliblement recueillir le fruit d'une semence aussi funeste.

Telles sont les causes véritables et l'origine des guerres civiles qui ont comprimé un plus grand développement de civilisation dans les Etats hispano-américains ; c'est là aussi ce qui explique comment, avec des éléments supérieurs dans le principe, l'Amérique latine se trouve aujourd'hui si inférieure en richesse et en puissance à sa sœur du Nord !...

La révolution sud-américaine a eu, elle aussi, ses Washington, ses Francklin, ses Jefferson, etc., dans la personne de San Martin et Bolivar, de Belgrano, Sucre et Balcarce, de Moreno, Rivadavia, O'Higgins et Santa Cruz, et de tant d'autres hommes illustres dans chacune des différentes sections de l'Amérique méridionale, dont les noms glorieux sont aujourd'hui vénérés par les peuples, mais qui

(1) *Description géographique et statistique de la Confédération Argentine*, par M. Martin de Moussy, p. 10 et 11. Paris, 1860.

tous cependant furent plus ou moins victimes de leur patriotisme et de leur abnégation, en voulant compléter l'œuvre grandiose de la liberté.

La lutte entre la civilisation et la barbarie devait être inégale, et malheureusement il en arriva ainsi ; la partie intelligente fut toujours vaincue par une majorité brutale, dirigée par des chefs ambitieux et fanatiques, qui alimentaient parmi les populations la haine de l'étranger et de la civilisation, triste legs et conséquence logique d'une éducation de trois siècles.

De là vient l'appui qu'ont rencontré plus tard ces espèces de caciques qui presque partout s'érigèrent en maîtres absolus, comme continuateurs de l'ancien régime ; et de là aussi la lutte que la jeunesse éclairée a soutenue avec une constance admirable, et dont le triomphe définitif s'est enfin consolidé.

Les interventions armées de l'Europe en Amérique ont été la cause indirecte de la continuation de la guerre civile.

Si je dois juger toutes les républiques hispano-américaines par ce qui s'est passé dans la Plata, mon pays natal, il est de mon devoir de dire que, au milieu de cette lutte, soutenue par les femmes elles-mêmes, avec un héroïsme sans exemple, les interventions armées de l'Europe ont contribué indirectement à retarder la disparition complète des restes de l'ancien système.

La tyrannie de Rosas en est un exemple palpitant. Vacillant et presque vaincu en 1840, l'intervention anglo-française ne servit qu'à fortifier son pouvoir, qui dura dix ans de plus, c'est-à-dire pendant tout le temps qu'il eut à résister aux puissantes forces combinées des deux gouvernements alliés.

Soit effet de l'inconstance de la politique adoptée par les représentants des gouvernements qui intervinrent, soit que le sentiment national se conservât profondément enraciné parmi les Argentins, toujours est-il que le pouvoir de

Rosas se trouva alors consolidé, non-seulement par le concours actif d'une partie de la population jusque-là indifférente, mais encore parce que les rangs de l'armée libératrice se dégarnirent aussitôt d'un grand nombre de ses ennemis, qui préférèrent faire le sacrifice de leurs familles, de leur patrie et de leurs opinions, plutôt que de paraître s'associer à une guerre étrangère, qu'ils jugeaient humiliante pour leur pays.

Et comme preuve que le maintien du pouvoir tyrannique de Rosas eut pour cause l'intervention anglo-française, il suffit de se rappeler que l'Angleterre et la France avaient à peine signé les conventions Leprédour et Southern, si avantageuses pour la République Argentine, que l'on vit aussitôt éclater la révolution qui était déjà accomplie depuis 1840 dans tous les cœurs, et qui finit par renverser, le 3 février 1851, une autorité despotique et rétrograde ; révolution tellement unanime, que les lieutenants de Rosas eux-mêmes furent entraînés par l'esprit qui dominait sur les deux rives de la Plata.

Les conventions Leprédour et Southern terminèrent la guerre civile dans le Rio de la Plata par la chute de Rosas ; de cette époque date le développement de sa richesse et de son commerce.

Cette barrière une fois renversée, les progrès qui se sont développés dans la Plata n'ont plus de bornes ; les chiffres qui précèdent peuvent seuls les faire apprécier exactement.

Je ne crois pas exagérer en assurant que pendant les onze années qui se sont écoulées depuis la chute de la dictature de Rosas, les Etats de la Plata ont avancé en richesse et en civilisation autant ou plus que durant les quarante années précédentes, qui suivirent la proclamation de l'indépendance ; et, bien qu'il soit positif qu'en de certains moments cette prospérité croissante a paru entravée par les discussions violentes des partis politiques, ces discussions ont pris aujourd'hui un caractère tout différent, puisque l'on ne s'occupe plus que de l'adoption ou de la suppression de tels principes, selon qu'ils sont estimés plus ou moins

convenables aux besoins du pays. Dans tous les cas, ce qui est avéré aussi, c'est que le caractère cruel et les causes des luttes intestines ont disparu également.

L'état prospère de ces contrées se doit beaucoup, et je me plais à le reconnaître, au concours loyal de l'élément étranger, dont l'appui a permis à la partie éclairée de ces populations de cimenter l'ordre de choses actuel ; mais presque toujours ce concours a été purement moral, parce que, présenté d'une autre façon, il aurait produit des résultats tout opposés.

L'Amérique latine a besoin de l'intervention européenne, oui certes, mais non de l'intervention armée; elle a besoin de cette noble et bienfaisante intervention qu'apportent à leur suite le commerce, l'industrie, la diffusion des idées et l'immigration.

L'Amérique latine a besoin de l'Europe civilisée, et ces Etats se sont montrés aussi libéraux pour les étrangers qu'aucun autre peuple du monde.

Au moment où je m'occupe de ce travail, si l'on en excepte le Mexique, la Nouvelle-Grenade et le Vénézuéla, qui traversent une période de crise déplorable, les autres Etats de l'Amérique méridionale jouissent de tous les bienfaits de la paix et de la civilisation.

Etats qui sont parvenus à étouffer la guerre civile dans son germe ; et circonstances qui les ont favorisés.

Au milieu des ébranlements politiques qu'ont ressentis presque tous ces peuples, je dois faire remarquer que trois d'entre eux ont réussi à étouffer dans leur germe les convulsions civiles, favorisés qu'ils ont été en cela par des circonstances toutes particulières : ces Etats sont l'empire du Brésil et les républiques du Chili et du Paraguay.

L'empire du Brésil doit principalement sa prospérité et la paix dont il jouit à l'éducation de son peuple et à la stabilité de son gouvernement, c'est-à-dire, non pas précisément au système monarchique, mais bien à ce que sa forme

gouvernementale n'a pas éprouvé un seul jour de variation ni d'interruption; il est né monarchique et il est resté tel. De colonie il fut d'abord élevé au rang de royaume, puis de centre de la monarchie portugaise ; et, plus tard, la déclaration de son indépendance de l'ancienne métropole ne lui coûta ni résistance sérieuse à faire, ni sang à sacrifier, ni efforts à soutenir. Il n'y a donc eu pour lui ni raison ni cause de guerre civile.

D'un autre côté, le Brésil doit principalement la prospérité dont il jouit à un monarque éclairé, libéral et vertueux, qui lui a donné des institutions sans contredit pratiquement aussi avancées que celles que peut avoir la meilleure des démocraties.

La race africaine, en immense majorité dans le pays (1), est aussi un élément qui en impose à la race blanche, et je crois qu'elle est une des garanties de stabilité pour la paix de l'empire, par la peur du danger dont un soulèvement de sa part menacerait toutes les classes.

Le Chili, la plus heureuse des républiques de l'Amérique méridionale, est principalement redevable de sa prospérité et de son administration modèle à sa situation géographique, à la concentration de sa population sur un territoire de peu d'étendue, au bon sens pratique et au patriotisme de ses hommes d'Etat. Un publiciste argentin (2) explique cependant d'une autre manière la supériorité conquise par le Chili sous ce rapport : « On attribue, dit-il, à Bolivar ce mot profond et spirituel : Les nouveaux Etats de l'Amérique jadis espagnole ont besoin de rois sous le nom de présidents. — Le Chili a résolu le problème, sans dynastie et sans dictature militaire, au moyen d'une constitu-

(1) Constancio, *Hist. du Brésil.*

(2) J.-B. Alberdi, *Bases et point de départ pour l'organisation politique de la Confédération Argentine*, p. 31.

tion monarchique dans le fond et républicaine dans la forme ; loi qui relie la chaîne de la vie moderne à la tradition de la vie passée. » Le Chili, relativement parlant, ne le cède pas en progrès à la première nation de l'Europe.

Le Paraguay, dont la prospérité date seulement des dix dernières années, est appelé à jouer un grand rôle parmi les nations les plus avancées de l'Amérique latine. Déjà, dans ses courtes années de vie extérieure, il a eu l'honneur de figurer dignement dans les congrès américains, en portant, par l'influence de sa diplomatie, la conciliation et la paix au sein de populations ses sœurs (1). Le peuple paraguayen, que son éducation et ses habitudes n'avaient pas encore préparé à adopter un système de gouvernement trop libéral, instruit d'ailleurs par la dure expérience de ses voisins, a été doté par l'homme d'Etat remarquable qui le gouverne depuis longues années, de formes constitutionnelles qui se rapprochent de celles de la république du Chili et qui sont en harmonie avec le caractère des habitants.

La république du Paraguay n'a pas souffert, il est vrai, les luttes intestines des autres républiques, mais elle a passé par la plus cruelle des épreuves, — le despotisme brutal et l'isolement auxquels elle fut condamnée par le docteur Francia, dont l'histoire est si connue dans le monde. Le président actuel était à peine au pouvoir que ses idées progressistes eurent à lutter contre la tyrannie de Rosas, qui, dans le but de soumettre le Paraguay, l'isola de nouveau en lui fermant toute communication avec le reste de la terre. Ce ne fut qu'en 1853, deux ans après la chute de Rosas, que cette république put nouer directement avec

(1) Médiation du Paraguay dans le différend des peuples argentins, qui eut pour résultat le pacte d'union de novembre 1859.

l'Europe des relations politiques et commerciales ; et l'on peut dire que ce n'est que depuis cinq années, c'est-à-dire depuis la mission du général Lopez en Europe, que ces relations se sont cimentées et que le commerce y a pris un véritable développement.

Le commerce du Paraguay, qui, par la richesse et la variété de ses produits, est destiné à devenir l'un des plus étendus de l'Amérique avec l'Europe, aussitôt que les différentes lignes de chemin de fer en exploitation relieront entre eux tous les centres producteurs, s'est augmenté dans ces deux dernières années d'une manière presque fabuleuse. En 1859, il s'est élevé au chiffre de 18,696,630 francs, somme qui doit paraître énorme si l'on fait attention qu'il y a cinq ans il n'allait pas à 2 millions.

La culture du coton, qui y est de meilleure qualité que celui du Nord et s'y reproduit avec une admirable supériorité, constituera un jour l'une des principales branches de son commerce, par l'extension que l'autorité lui a fait prendre sur tout le territoire de la république.

Le Paraguay, à l'époque où il était colonie espagnole, payait à la mère-patrie, de 1776 à 1806, un tribut annuel de 300,000 piastres en argent, soit 1,500,000 francs, excédant des produits des droits de douane [1], fait qui démontre tout le développement que pourra acquérir le commerce de ce pays sous une administration régulière et intéressée à sa prospérité comme l'administration actuelle.

Le peuple du Paraguay est l'un des plus avancés de l'Amérique sous le rapport de l'instruction primaire ; il n'y a pas un seul habitant dans les villes ni même dans les campagnes qui n'y sache lire et écrire [2]. Ce pays possède ac-

(1) L'*Art de vérifier les dates*, tom. XI, p. 237.

(2) Voir l'ouvrage important que vient de publier le colonel baron du Graty : *La République du Paraguay*.

tuellement en pleine voie d'exécution plusieurs lignes de chemins de fer qui se dirigent vers les centres producteurs, un arsenal et un chantier de construction pour les bateaux à vapeur: quinze de ces bateaux, d'un fort tonnage, fabriqués avec des bois du pays, et par des constructeurs indigènes, trafiquent déjà entre l'Assomption et les ports de Montevideo et de Buenos-Ayres, pendant que quinze autres plus petits desservent les lignes de l'intérieur jusqu'à Matogroso (Brésil); et le gouvernement se propose d'en faire construire d'une dimension plus considérable pour établir une ligne directe avec les ports de l'Europe. Rien ne saurait mieux prouver l'agrandissement de cette nation naissante que la démonstration pratique d'un développement aussi rapide et de cette prospérité, due à l'administration du président actuel, qui, à son installation au pouvoir, en 1841, trouva le pays dans un état presque primitif.

Le défaut d'espace m'empêche d'entrer dans d'autres détails non moins intéressants, tant sur le Paraguay que sur les autres Etats de l'Amérique méridionale; mais je me réserve de leur consacrer une place spéciale dans l'introduction de chacune des périodes suivantes de cet ouvrage, où je comparerai successivement, au moyen de données statistiques, leur passé avec leur présent, c'est-à-dire leur époque coloniale et leur situation comme nations indépendantes, afin que l'Europe puisse connaître les progrès remarquables qui se sont effectués dans ces belles régions.

Maintenant je crois avoir démontré suffisamment la véritable importance actuelle de l'Amérique latine, et l'avoir vengée des accusations malveillantes et peu fondées qui sont formulées contre elle dans l'ancien monde. Les chiffres appellent les chiffres, et j'accepte à l'avance une discussion loyale avec quiconque douterait de l'exactitude de ceux que j'ai émis.

Il ne me reste plus qu'à exprimer de nouveau la foi profonde dont je suis animé par rapport à l'immense avenir de l'Amérique latine, et à stimuler les hommes éclairés et influents des divers Etats qui la composent à concourir par tous les moyens possibles à la réalisation de la grande pensée d'une confédération de ses peuples, confédération réclamée avec urgence, parce que seule elle peut les mettre à l'abri des abus trop fréquents auxquels les expose leur faiblesse relative lorsqu'ils sont isolés.

Projet d'une confédération latino-américaine.

Un écrivain américain distingué (1) a publié récemment un plan de confédération latino-américaine auquel j'adhère de tout mon cœur, parce que, sauf de légères modifications, ce sont les idées que j'avais déjà exposées dans des travaux antérieurs :

« Aujourd'hui plus que jamais, ces républiques ont besoin :

» De réaliser une grande confédération pour unir leurs forces et leurs ressources, et pouvoir se présenter aux yeux du monde sous une forme plus respectable ;

» Pour mener à bonne fin ce projet, il serait utile qu'un congrès de ministres des diverses républiques s'installât à Paris, à Londres ou à Bruxelles, pour y arrêter les bases de l'union future, en fixant entre autres points :

» La réunion annuelle d'une diète latino-américaine ;

» La nationalité des enfants de tous ces Etats, lesquels seraient considérés comme citoyens d'une seule et même patrie ;

» La fixation d'un contingent de troupes et de ressources pour la défense commune ;

» L'établissement d'un tribunal qui prononcerait à l'a-

(1) M. José M. TORRES CAICEDO, chargé d'affaires du Vénézuéla; article publié dans le *Correo de Ultramar*, le 15 février 1862.

miable et sans appel sur toutes les questions débattues entre deux ou plusieurs des républiques confédérées, et qui, le cas échéant, ferait exécuter ses décisions par l'emploi de la force;

» L'adoption d'un principe fixe en matière de limites territoriales;

» La création d'une espèce de zollverein latino-américain, plus libéral que le zollverein allemand;

» L'adoption de codes semblables et d'un système uniforme de monnaies, de poids et de mesures;

» L'adoption aussi de principes communs en matière de conventions consulaires et commerciales avec les puissances étrangères, ainsi que pour régler la nationalité des enfants nés d'étrangers domiciliés dans ces contrées;

» Il devrait être décidé dans cet aréopage, ces décisions ayant force obligatoire, qu'aucun Etat latino-américain ne pourrait faire ni cession d'une partie de son territoire, ni appel au protectorat d'une autre puissance;

» Il devrait y être décidé également que les Etats latino-américains présenteraient, par l'entremise de leurs ministres, une note collective aux divers cabinets de l'Europe et à celui de Washington, à l'effet de réclamer *la pratique* du principe fécond reconnu par *toutes* les nations civilisées, qu'un gouvernement légitime ne saurait être responsable des dommages causés par les factions aux étrangers. Il serait encore nécessaire de présenter une autre note collective contre l'intolérable système des *indemnisations* sans cause juste, et sur l'habitude introduite parmi certains gouvernements européens de n'ajouter foi et crédit qu'aux agents diplomatiques envoyés par eux en Amérique, sans tenir compte des documents irrécusables qui bien souvent sont fournis contre les allégations de ces mêmes agents.

» Pour cela, il serait aussi à propos de former une collec-

tion complète de toutes les réclamations injustement adressées aux Etats de l'Amérique latine et indûment payées par eux ; de publier à Bruxelles ou à Londres un journal écrit en français, ayant pour objet de soutenir les droits et les intérêts de ces républiques, de faire connaître tout ce qui pourrait convenir à leur industrie et à leur commerce, de favoriser l'immigration, etc.

» Nous avons une confiance entière dans la rectitude des gouvernements européens, et nous sommes persuadé que lorsque les renseignements leur arriveront de toutes parts, ils agiront tous comme celui des Etats-Unis, qui ne voulut pas défendre, il y a deux ans, les prétentions élevées par quelques citoyens nord-américains contre le gouvernement du Paraguay, attendu que « le gouvernement de l'Union ne pouvait ni ne devait édifier à ses administrés des fortunes orientales au détriment de la justice et en foulant aux pieds les principes. »

» Qui peut douter que la première entre toutes les nations de race latine, la France, ne veuille être la première à agir avec le même esprit de justice ?... Ses traditions nous en répondent.

» Nous recommandions il y a deux ans l'adoption d'une idée bien simple, devenue aujourd'hui impraticable ; nous conseillions alors de conclure, afin de sauvegarder l'indépendance des Etats latino-américains, des traités de garantie mutuelle entre ces Etats et les nations européennes qui ont des possessions en Amérique, telles que la France, l'Angleterre, l'Espagne, la Hollande, le Danemarck. Combien il eût été facile à cette époque de faire un traité semblable, et combien de malheurs auraient été évités ! »

N° 1.

Etats souverains et indépendants dont s'occupe cet ouvrage, leur superficie, leur population, etc.

PAYS.	SUPERFICIE. Milles carrés géographiques	Etats.	Provinces.	Départements.	Population.	Années du recensement.
EMPIRE.						
Brésil	147,624		20	118	7,677,800 [1]	1856
RÉPUBLIQUES.						
Bolivie [2] . . .	24,015 [3]			9	1,987,352	1861
Chili	2,260 [4]		9		1,558,319	1860
Amérique centrale.						
Costa-Rica . . .	1,011		6		126,750 [5]	1859
Guatemala . . .	1,918			17	850,000	»
Honduras. . . .	2,215			7	350,000	»
Nicaragua . . .	2,736			5	300,000	»
San-Salvador . .	345		8		600,000	»
Colombie [6].						
Equateur. . . .	13,421			3	1,040,371	1859
Nouvelle-Grenade .	24,560	8			2,223,873	1851
Vénézuéla . . .	20,097		21		1,564,433	1857
Etats de la Plata [7].						
Buenos-Ayres et Provinces Argentines	65,500 [8]		15		1,550,000	1859
Paraguay. . . .	16,576 [9]			25	1,337,439	1861
Uruguay	3,375			13	301,000 [10]	1860
Haïti	558				560,000	
Mexique	40,314	24			7,485,205 [11]	
Pérou	23,941		62	11	2,800,000 [12]	
1 empire, 16 républiques. . . .	390,466	32	141	208	32,312,542	

(1) Suivant le rapport présenté aux chambres par le ministère en 1856.

(2) Cette République a fait partie de la vice-royauté de Buenos-Ayres jusqu'à l'indépendance de l'Amérique.

(3) Suivant le calcul planimétrique basé sur l'atlas de Colton.

(4) La superficie indiquée est basée sur les calculs planimétriques faits d'après les cartes les plus sûres et les plus récentes. Il est impossible de donner d'une manière exacte la superficie du territoire, à cause du peu de certitude qui existe sur les limites du pays. Pendant qu'au nord la république de Bolivie veut étendre ses frontières jusqu'au 25e degré de latitude sud, le Chili a pris pour limite au nord 24° de latitude sud, tout en prétendant à la possession du territoire qui s'étend jusqu'à 21° 48', frontière, selon lui, de l'ancienne capitainerie générale du Chili. Il prétend aussi posséder au sud toute la côte occidentale de la Patagonie jusqu'au détroit de Magellan, possédée par la République Argentine; celle-ci a protesté à juste titre contre l'occupation d'une partie de ce territoire.

(5) Suivant le mémoire officiel présenté en 1860, la population s'élève à 135,000 âmes.

(6) Cette république a été divisée, en 1830, en trois Etats indépendants désignés d'autre part.

(7) Les Etats de la Plata comprenaient, avec la république actuelle de Bolivie, l'ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres. Après l'indépendance, le Bolivie et le Paraguay se déclarèrent Etats indépendants ; et l'Uruguay, qui faisait aussi partie des Provinces Unies de la Plata, se constitua en république indépendante après la guerre qu'elles soutinrent contre le Brésil, guerre qui se termina par la convention préliminaire de paix entre la République Argentine et le Brésil, le 27 août 1828.

(8) On ne peut indiquer exactement la superficie de la République Argentine ou des Provinces Unies de la Plata, à cause de l'immense étendue de territoire encore dépeuplée et habitée en grande partie par des sauvages.

(9) *La République du Paraguay*, par M. DU GRATY, p. 126 et 147. Gotha, 1862, p. 674.

(10) *Almanach diplomatique et statistique* pour l'année 1862, page 889.

(11) Les chiffres de la population de la république du Mexique sont basés sur le dénombrement de 1839, ou sur les évaluations des listes de naissances et de décès, et des recensements partiels de 1846 et de 1853. Le dénombrement de 1829 donna pour résultat une population totale de 6,868,622 habitants; les recensements suivants l'élèvent au chiffre indiqué d'autre part. D'après une communication faite par le secrétaire de la légation britannique à son gouvernement (1859), il fut entrepris en 1857 un nouveau dénombrement général, basé, à ce qu'il paraît, d'une part, sur les recensements effectifs, et, d'autre part, sur les évaluations officielles. (Etat du Mittheilunque du Dr. A. Petermann, de l'institut géographique de Justus Perthes. Gotha, 1860, p. 199.)

(12) D'après les renseignements officiels reçus de la légation du Pérou à Paris, la population s'élève actuellement à 3,170,000 âmes.

N° 2.

Commerce général des Etats de l'Amérique dont s'occupe cet ouvrage.

	PAYS.	Années.	EN MONNAIE FRANÇAISE. Importation.	Exportation.	Total.
1	Brésil	1859	338,170,485	271,805,555	(1) 609,976,040
	Rio de la Plata.				
2	Buenos Ayres et Uruguay (2) .	1860	219,075,915	219,422,347	438,498,262
3	Pérou	1860	136,596,100	198,578,355	336,174,455
4	Chili	1859	123,624,330	97,796,270	(3) 221,420,600
5	Mexique . . .	1856	88,627,455	44,578,975	133,206,430
6	Vénézuéla . .	1856	27,985,644	33,180,520	61,166,164
7	Nouvelle-Grenade.	1857	17,580,000	38,150,000	(4) 55,730,000
8	Haïti	1858	19,791,000	32,280,000	(5) 52,071,000
9	Equateur. . .	1856	12,333,520	12,453,695	24,787,215
10	Paraguay . .	1859	7,698,240	10,998,390	18,696,630
11	San Salvador	1859	6,531,890	9,958,250	16,490,140
12	Guatemala . .	1859	7,600,000	8,834,500	16,434,500
13	Costa-Rica . .	1859	4,955,000	6,869,700	11,824,700
14	Honduras . .	1859	3,750,000	4,125,000	(6) 7,875,000
15	Bolivie . . .	1853	6,897,925	(7)	6,897,925
16	Nicaragua . .	1857	(8)	500,000	500,000
			1,022,217,504	989,531,557	2,011,749,061

(1) *Annuaire diplomatique et statistique* pour l'année 1862.

(2) Il a été nécessaire de réunir ces deux Etats dans tous les tableaux statistiques, parce que les chargements des marchandises expédiées d'Europe se font généralement à destination des ports de Montevideo et de Buenos-Ayres, Montevideo étant considéré comme une échelle nécessaire au commerce à cause des avantages que présente son port sur celui de Buenos-Ayres. Voir le tableau général du commerce du Rio de la Plata, n° 7.

(3) Il m'a été impossible d'obtenir le détail de l'importation et de l'exportation du Chili durant les années 1860 et 1861; mais j'ai appris que le commerce d'importation et d'exportation pendant la dernière année a dépassé 60 millions de duros, c'est-à-dire plus de 300 millions de francs.

(4) Voir à ce sujet l'ouvrage du Dr. Hesse, ancien chargé d'affaires de Prusse à Bogota, publié par M. C. Neumann.

(5) Ces renseignements sont puisés dans les publications commerciales faites à Port-au-Prince.

(6) Le commerce de Honduras se fait exclusivement avec la Grande-Bretagne.

(7) Il n'y a pas de renseignements directs sur l'exportation, et il n'existe en Europe aucune publication statistique qui en fasse mention.

(8) Le commerce d'importation ne peut être apprécié faute de documents; mais il est hors de doute que l'importance actuelle du Nicaragua est loin d'être en rapport avec l'immense avenir commercial réservé à cette langue de terre qui unit les deux Amériques.

N° 3.

Valeur vénale, d'après les documents officiels, des produits et objets manufacturés exportés de la Grande-Bretagne pour le Rio de la Plata, le Mexique, la Colombie, le Chili, le Pérou et l'Espagne, durant les 20 années finissant en 1850 (1).

Années.	Au Rio de la Plata. Liv. sterl.	Au Mexique. Liv. sterl.	En Colombie Liv. sterl.	Au Chili. Liv. sterl.	Au Pérou. Liv. sterl.	En Espagne Liv. sterl.
1831	339,870	728,858	248,250	651,617	409,003	597,848
1832	660,152	199,821	283,568	708,193	275,610	422,926
1833	515,362	421,487	121,826	816.817	287,524	442,837
1834	831,564	459,610	199,996	896,221	299,235	325,907
1835	658,525	402,820	132,242	606,176	441,324	405,065
1836	697,334	254,822	185,172	861,903	606,332	437,076
1837	696,104	520,200	170,451	625,545	476,374	286 636
1838	680,345	439,776	174,338	413,647	412,195	243,839
1839	710,524	660,170	267,112	1,103,073	635,058	262,231
1840	614,047	465,330	859,748	1,334,873	799,991	404,252
1841	989,362	434,901	158,972	438,089	536,046	413,849
1842	969,791	374,969	231,711	959,466	684,213	322,614
1843	700,416	597,337	378,521	938,959	659,961	376,028
1844	784,564	594,095	264,688	807,633	658,380	509,207
1845	592,279	547,130	390,149	1,077,615	878,708	676,636
1846	187,481	303,685	471,652	959,322	820,535	769,793
1847	490,504	100,688	327,885	866,325	600,814	770.729
1848	605,953	945,937	310,076	967,303	853,129	616,878
1849	1,399.575	779,059	519,799	1,089,914	878,251	623,136
1850	909,280	450,829	665,193	1,156,266	845,639	864,997
Liv.	14,033,032	9,582,115	5,861,344	17,269,957	12,058,322	9,792,469

Total pour les nouveaux Etats. . . . 58,804,770 livres sterling.
Total pour l'Espagne 9,792,469

(1) Voir l'ouvrage intitulé *Buenos-Ayres et les provinces du Rio de la Plata depuis leur découverte et leur conquête*, par sir Woodbine Parish. 1853, p. 350.

N° 4.

Tableau général des recettes et dépenses des Etats de l'Amérique dont on s'occupe dans cet ouvrage.

PAYS.	Années.	VALEURS EN FRANCS.			
		Recettes.	Dépenses.	Excédant.	Déficit. (1)
Brésil	1861 (2)	134,081,055	139,524,400		5,443,345
Bolivie	1857	9,880,000	8,695,000	1,185,000	
Chili	1859	31,412,740	40,812,775		9,400,035
Amérique centrale					
Costa-Rica. . .	»	5,000,000	5,000,000		
Guatemala. . .	»	6,417,070	6,361,400	55,670	
Honduras . . .	»	1,250,000	1,250,000		
Nicaragua . . .	1857	610,000	610,000		
San Salvador . .	1859	3,529,795	3,245,770	284,025	
Colombie.					
Equateur (3) . .	1858	4,958,750	5,000,000		41,250
Nouvelle-Grenade (4).	1859	9,698,311	9,698,311		
Vénézuéla . . .	1856	20,525,275	20,525,275		
Etats de la Plata.					
Buenos-Ayres et Provinces confédérées . .	1859	37,500,000	37,500,000 (5)		
Paraguay . . .	1860	12,441,323	12,000,000 (6)		
Uruguay . . .	1859	17,899,010	17,899,010		
Haïti (7). . . .	»	8,612,500	4,862,860	3,749,640	
Mexique . . .	1856	42,500,000	42,500,000		
Pérou	1859	105,465,550	101,938,780	3,526,770	
		451,781,379	457,423,581	8,801,105	14,884,630

(1) Les déficit qui apparaissent au Brésil, au Chili et dans l'Equateur ne sont que nominaux, puisque, quand ils ne sont pas couverts par un excédant de l'année antérieure, ils ont pour origine des améliorations matérielles faites dans le pays.

(2) Projet de budget pour les années 1861 et 1862, arrêté par la loi du 27 septembre 1860, à 49,659,651,000 reis pour les recettes générales et à 51,318,939,000 reis pour les dépenses.

(3) Les revenus du semestre de janvier à juin 1861 ont produit plus d'un million de pesos; déduction faite de la somme encaissée en billets et prêts volontaires, et des transports de fonds qui figurent nécessairement dans le compte, il reste plus de huit cent mille pesos, c'est-à-dire une somme égale à celle que produisaient les recettes en une année entière, du temps de MM. Urbina et Robles. D'après des renseignements officiels, la comptabilité a été entièrement réformée, les recettes de douanes ont considérablement augmenté par suite de la sage diminution de droits décrétée par la dernière convention, et il paraît que le gouvernement se propose de réduire le budget des dépenses civiles, militaires et financières, à la somme de soixante mille pesos par mois, soit sept cent vingt mille pesos par an. Si l'administration de l'Equateur parvient à réaliser ces réformes économiques, il en résultera un excédant considérable pour le paiement de la dette publique, pour la construction de chemins, d'écoles, etc., et l'Equateur changera promptement de face. (*Renseignements officiels recueillis à la légation de l'Equateur à Paris.*)

En vertu d'un décret du 5 décembre 1856, le système décimal français a été adopté pour les monnaies, les poids et mesures. La nouvelle monnaie devait être mise en circulation à partir du 15 octobre 1858.

(4) Le réal de la Nouvelle-Grenade équivaut à 50 centimes. Le système monétaire français a été adopté par une loi et devait être mis en vigueur au mois de septembre 1857.

(5) Dans ces sommes sont comprises celles du budget préparé par le gouvernement de la Confédération, dont le siége était à Parana.

(6) Le Paraguay possède un excédant considérable dans son trésor.

(7) *Almanach diplomatique et statistique de Gotha* pour l'année 1862.

N° 5.

Tableau général de la dette publique intérieure et extérieure des Etats de l'Amérique latine, avec l'indication des cours actuels de cette dette sur le marché de Londres.

PAYS.	Années.	VALEURS EN FRANCS.		
		Dette intérieure	Dette extérieure.	Total.
Brésil	1860	155,943,900	125,140,000	281,083,900
Bolivie (1)	1859	500,000		500,000
Chili	1860	11,089,375	27,472,500	38,561,875
Amérique centrale.				
Costa-Rica (2)	»	»	»	»
Guatemala	1859	3,500,000	2,500,500	6,000,000
Honduras (3)	»	»	»	»
Nicaragua	1857	4,000,000	»	4,000,000
San Salvador	1861	400,000	3,000,000	3,400,000
Colombie.				
Equateur	1858	3,752,955	67,511,150	71,264,105
Nouvelle Grenade (4). .	1857	»	220,000,000	220,000,000
Vénézuéla	1859	9,517,035	104,611,065	114,128,100
Etats de la Plata.				
Buenos-Ayres et Provinces confédérées . .	»	16,511,000	50,000,065	66,511,065
Paraguay (5)	»	»	»	»
Uruguay (6).	»	32,500,000	40,000,000	72,500,000
Haïti (7)	»	»	60,000,000	60,000,000
Mexique (8).	1856	378,079,950	289,521,250	667,601,200
Pérou	1860	87,394,115	121,027,000	208,421,115
		662,188,330	1,020,783,530	1,688,971,860

(1) La Bolivie n'a pas de dette extérieure. Il reste dû 100,000 pesos de l'emprunt de 1857; c'est le chiffre de la dette intérieure qui figure au tableau ci-dessus.

(2) Je n'ai pu obtenir de renseignements certains sur la dette de Costa-Rica.

(3) *Idem.*

COURS ACTUELS DE LA DETTE EXTÉRIEURE.

Brésil	Du 5 %, 102 1/4.
—	Du 4 1/2 %, 92.
Chili	Du 6 %, 103.
—	Du 4 1/2 %, 85.
—	Du 3 %, 73.
Equateur	Du 3 %, 35.
—	Nouv. cons., 19 1/4.
Nouvelle-Grenade	18 %.
Vénézuéla	Du 3 %, 25 3/4.
—	Du 1 1/2 %, 2 1/2.
Buenos-Ayres et Provinces confédérées	Du 6 %, 98 1/2.
Mexique	30 %.
Pérou	Du 4 1/2 anc., 103.
—	Du 4 1/2, 99.
—	Du 3 %, 84.

(4) *Almanach de Gotha*. La dette extérieure, qui dans le principe était de 16 millions de pesos, est actuellement de 44 millions, dont 34,690 sont dus à l'Angleterre.

(5) Le Paraguay n'a pas de dette publique, ni intérieure ni extérieure, et l'excédant considérable qu'il possède dans son trésor augmente chaque année.

(6) Les réclamations étrangères pour préjudices causés pendant la guerre civile n'étant pas réglées encore d'une manière définitive, ce calcul n'est qu'approximatif.

(7) Cet emprunt a été contracté en France; seulement je n'ai pu obtenir de renseignements précis sur le montant de la dette intérieure.

(8) Le montant de la dette intérieure et extérieure du Mexique en 1856, était de 133,524,242 pesos argent, mais dans les années 1857 et 1858 elle s'est élevée à 145 millions de pesos argent, équivalant à 725,000,000 fr. (*Dictionnaire diplomatique et statistique de Gotha* pour 1862, p. 656.)

COMMERCE GÉNÉRAL. — Résumé comparatif du commerce d'importation et d'exportation fait par la France avec les États américains, de 1855 à 1860 (1).

Rang dans le commerce général 1860	PAYS DE PROVENANCE.	VALEURS EXPRIMÉES EN MILLIONS. Importation. 1855.	Exportation. 1855.	Total du commerce en 1855.	Importation. 1860.	Exportation. 1860.	Total du commerce en 1860.	Comparaison entre les années 1855 et 1860. Augmentat.	Diminution
1	États-Unis du Nord	225,0	341,5	566,5	283,5	321,6	605,1	38,6	
2	Rio de la Plata (2)	20,1	26,4	46,5	61,4	77,9	139,3	92,8	
3	Brésil	34,1	50,7	84,8	54,6	79,1	133,7	48,9	
4	Possessions espagnoles en Amérique	26,9	19,1	46,0	31,3	30,7	62,0	16,0	
5	Pérou	2,9	31,9	34,8	17,0	41,3	58,3	24,8	
6	Martinique	14,3	19,4	33,7	25,7	21,4	47,1	13,4	
7	Chili	4,7	28,3	33,0	8,8	35,6	44,4	11,4	
8	Guadeloupe	14,4	17,3	31,7	22,0	20,0	42,0	10,3	
9	Haïti	11,1	11,1	22,2	20,2	11,3	31,5	9,3	
10	Mexique (3)	5,9	26,1	32,0	4,4	17,4	21,8		10,2
11	Vénézuéla	4,9	7,5	12,4	8,8	3,4	12,2		0,2
12	Nouvelle-Grenade	0,5	6,6	7,1	2,1	5,8	7,9	0,8	
13	Cayenne	1,0	4,2	5,2	1,5	4,7	6,2	1,0	
14	Possessions danoises en Amérique	0,4	6,6	7,0	0,1	5,7	5,8		1,2
15	Possessions anglaises en Amérique	0,2	1,2	1,4	1,3	1,9	3,2	1,8	
16	Guatemala	0,7	2,9	3,6	0,4	0,9	1,3		2,3
17	Equateur	0,3	0,7	1,0	0,1	0,9	1,0	0,0	0,0
18	Bolivie	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,4	0,3	
19	Possessions hollandaises en Amérique	0,3	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0		0,3
20	Costa-Rica	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
21	Nicaragua (4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
22	Honduras (4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
23	San Salvador (4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
				969,3			1,223,2	269,4	14,2

(1) Voir le tableau n° 5, p. XXXV, de l'ouvrage intitulé : *Direction générale des douanes et des contributions indirectes.—Tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères pendant l'année 1860.*

(2) Le Rio de la Plata comprend les ports de Buenos-Ayres et Montevideo (Uruguay). Voir la publication statistique et officielle, déjà citée, du commerce de la France avec les pays étrangers, p. 57-58. Dans ces valeurs n'est pas compris le commerce des *Provinces Argentines de Cuyo*, qui trafiquent directement avec le Chili. Le Paraguay fait la plus grande partie de son commerce avec Buenos-Ayres et Montevideo.

(3) Dans le commerce du Mexique et du Chili ne sont pas compris les produits des mines d'or et d'argent.

(4) Aucune de ces républiques n'est comprise dans le commerce de la France, d'après la publication officielle à laquelle je me réfère. Cependant, on voit dans les *Annales du commerce* que leur commerce s'est élevé, en 1860, à près de 5 millions.

N° 7.

Commerce général du Rio de la Plata correspondant à l'année 1860 (1).

Rang du commerce	PAYS.	VALEURS EN FRANCS. Importation.	Exportation.	Total.	Années
1	Grande-Bretagne . .	67.619,425	79,163,225	146,782,650	1860
2	France.	77,880,000	61,374,292	139,254,292	»
3	Belgique	3,234,000	30,694,000	33,928,000	1859
4	Etats-Unis	24,647,990	8,945,330	33,593,320	»
5	Brésil	16,250,000	12,250,000	28,500,000	1860
6	Paraguay.	8,375,000	5,640,000	14,015,000	»
7	Espagne	6,559,500	4,100,500	10,660,000	1859
8	Confédération germanique	6,130,000	3,750,000	9,880,000	1856
9	Havane	1,775,000	6,250,000	8,025,000	»
10	Italie	3,200,000	4,150,000	7,350,000	1859
11	Inde				
12	Hambourg . . .				
13	Hollande				
14	Chili	3,405,000	3,105,000	6,510,000	1856
15	Portugal				
16	Russie.				
17	Danemarck . . .				
18	Suède				
		219,075,915	219,422,347	438,498,262	

(1) Les chiffres contenus dans ce tableau du commerce général de la Plata avec les pays étrangers ont été puisés dans les statistiques officielles du commerce de ces derniers Etats; n'ayant pu obtenir de tous la statistique de l'année 1860, je me suis vu obligé, pour compléter ce tableau, de prendre les résultats des années antérieures.

N° 8.

Commerce général du Pérou correspondant à l'année 1860 (1).

	Exportations.	Importations.	Totaux.
Angleterre	64,580,000	35,594,445	100,174,455
France	18,500,000	41,500,000	60,000,000
Espagne.	6,500,000	3,500,000	10,000,000
Belgique	8,000,000	?	8,000,000
Hollande	6,000,000	?	6,000,000
Allemagne	6,000,000	2,000,000	8,000,000
Italie et autres Etats. . .	7,000,000	11,000,000	18,000,000
Etats-Unis	17,000,000	7,000,000	24,000,000
Chili	6,000,000	15,000,000	21,000,000
Bolivie et la Plata. . . .	8,500,000	11,500,000	20,000,000
Equateur, Brésil et Nouvelle-Grenade	5,000,000	5,000,000	10,000,000
Chine	4,000,000	6,000,000	10,000,000
Métaux précieux	40,000,000		
	197,080,000	138,094,445	335,174,445

(1) Ce tableau du commerce général du Pérou m'a été fourni par la Légation du Pérou à Paris; j'en ai confronté les chiffres les plus importants avec les statistiques officielles des pays qui sont en relations commerciales avec le Pérou, et je les ai trouvés parfaitement exacts.

INTRODUCTION.

Le besoin se faisait sentir depuis longtemps dans l'Amérique méridionale d'une collection complète des traités internationaux tant anciens que modernes, plus particulièrement des premiers, qui furent conclus par les métropoles soit entre elles, soit avec les autres nations, et qui ont obligé à un degré quelconque, direct ou indirect, le territoire américain.

L'Amérique méridionale ne possédait rien qui lui fût propre dans son état colonial; elle rencontra fort peu de chose en se donnant une vie qui fût à elle, et elle n'a pas encore fait beaucoup de chemin dans ce sens; elle a par conséquent tout à créer.

Souvent il arrive, lorsque le cas se présente de discuter des limites pour les fixer d'une manière définitive, qu'il faut avoir recours aux archives et aux bibliothèques de la mère-patrie, et plus d'une fois même à celles de Paris et de Londres.

Quelques-uns d'entre les Etats hispano-américains, tels que la République Argentine, le Chili, le Pérou, le Paraguay, l'Uruguay et le Vénézuéla, possèdent leurs petits recueils plus ou moins incomplets de traités modernes, c'est-

à-dire depuis l'Indépendance ; mais dans ces Républiques, il n'existe rien, absolument rien qui puisse jeter la moindre lumière sur l'époque qui a précédé.

Bien que ce soit une tâche supérieure aux forces d'un seul homme, dominé comme je le suis par un sentiment profond d'amour de la patrie, et ayant eu à éprouver, dans la carrière que j'ai parcourue, de fréquentes humiliations par suite du manque absolu où nous sommes d'antécédents relatifs à notre propre droit public extérieur, il y a six ans que, représentant Buenos-Ayres dans la République orientale de l'Uruguay, je me décidai à entreprendre ce laborieux travail, et, je dois le confesser, je fus obligé de le suspendre et presque d'y renoncer, après une lutte opiniâtre, par l'impossibilité matérielle dans laquelle je me sentais de le mener à bonne fin.

Mais une fois à Paris, honoré de la mission diplomatique que le gouvernement du Paraguay a bien voulu me confier près les cours des Tuileries et de Saint-James, et stimulé par le vaste champ qu'offre à l'homme investigateur ce grand centre des sciences et de la civilisation, j'ai renouvelé mes efforts, et j'y consacre tous les instants de liberté que peuvent me laisser mes devoirs officiels, pour continuer mon œuvre jusqu'à ce que j'aie réussi à y mettre la dernière main.

Les sources authentiques et abondantes où j'ai puisé les documents importants dont je l'ai enrichie, m'inspirent une légitime confiance qu'elle obtiendra un accueil favorable.

Les facilités que j'ai rencontrées en Europe pour le développement de cet ouvrage m'ont réconcilié avec le temps que j'ai perdu dans mes premiers essais; et elles ont comblé toutes mes aspirations, parce que je suis persuadé que ce travail sera le plus complet qu'il y ait en son genre.

Quant à son importance réelle, tant pour l'Amérique que pour l'Europe, il me suffira de citer ces paroles d'un publiciste européen :

« Les traités sont les archives des nations, où se déposent les titres de tous les peuples, les obligations mutuelles qui les unissent, les lois qu'elles se sont imposées elles-mêmes, les droits qu'elles ont acquis ou perdus. Peu de connaissances sont ausssi utiles pour les hommes d'Etat, et même pour les simples particuliers qui savent penser ; et cependant combien peu s'en sont occupés (1) ! »

Le plan de cet ouvrage est divisé en trois périodes :

La première comprend tous les traités, conventions, armistices et mémoires, etc., qui ont été conclus par les anciennes métropoles, l'Espagne, la France, l'Angleterre et le Portugal, au sujet des conquêtes, questions de limites, possession de territoires, commerce, navigation et traite des noirs, depuis l'époque de la découverte (1493) jusqu'à la guerre de l'Indépendance ; chacune des pièces les plus importantes est précédée d'une notice historique.

La deuxième embrasse les traités, conventions, armistices et capitulations, et certaines pièces, notes diplomatiques relatives à cette époque ; ces dernières sont inédites pour la plupart, et je les dois à l'obligeance de quelques-uns des personnages les plus célèbres qui ont pris part à cette lutte glorieuse.

La troisième s'étendra depuis la reconnaissance de l'indépendance des Etats sud-américains jusqu'à nos jours, et comprendra les congrès de plénipotentiaires, les projets de confédération, les traités et conventions, et en général les principales questions diplomatiques d'un haut intérêt qui

(1) Mably, *Droit public de l'Europe.*

ont été soulevées, tant entre ces différents Etats et l'Europe qu'entre ces Etats eux-mêmes.

Chaque période est accompagnée de notes explicatives sur la valeur et l'importance des principaux documents qu'elle renferme.

Dans le but de faciliter les recherches, j'ai entrepris en outre un travail qui, selon moi, sera fort utile ; c'est un extrait ou sommaire mis en marge de chaque traité, avec quelques autres améliorations que j'ai jugé convenable d'introduire à cet effet. L'ouvrage se composera de dix volumes, dans les langues espagnole, portugaise, française et anglaise, suivant les textes ; mais l'espagnol et le portugais dominent, comme étant celles dont l'usage est le plus généralement répandu en Amérique.

Pour la première période j'ai consulté principalement les recueils suivants :

J.-J. Chiflet, *Recueil des traités de paix de 1526 à 1664.*

J.-A. de Abreu y Bertodano ; 12 volumes. Madrid, de 1740 à 1752.

Coleccion publicada por órden del principe de la Paz. Madrid, de 1796 à 1801 ; 3 volumes.

Prontuario de los tratados de paz. Madrid, 1749 ; 8 volumes.

Recueil des traités, conventions et transactions, etc., par G.-F. de Martens. 49 volumes, depuis 1760 jusqu'à nos jours.

Alejandro del Cantillo : *Coleccion de tratados de paz y de comercio de España.* Madrid, depuis 1700 jusqu'en 1842 ; 1 volume.

Martens et Cussy ; Leipsig ; 7 volumes, de 1760 à 1858.

J.-F. Bórges de Castro ; 9 volumes : *Colecção de tratados, convenções, contratos, etc., de Portugal.* Lisbonne, de 1640 à 1859.

Quoique je me sois servi de préférence de ces ouvrages,

comme étant ceux qui réunissent le plus de documents concernant l'Amérique méridionale, j'ai consulté la majeure partie des recueils qui se trouvent à la bibliothèque impériale de Paris, et je crois avoir utilisé tout ce que l'on y rencontre de relatif au continent américain.

Parmi les collections qui précèdent, celles de Castro, Abreu et de Cantillo m'ont été d'un grand secours, principalement la première, que je considère comme la plus complète pour ce qui concerne les traités conclus entre l'Espagne et le Portugal, pendant que ce dernier fut en possession du Brésil.

Dans les recueils de MM. de Cantillo et Castro, j'ai utilisé autant que possible les notes qui s'y trouvent, dans les endroits où je les ai rencontrées d'accord avec les renseignements historiques que j'ai puisés chez les auteurs les plus compétents.

J'ai apporté un soin tout particulier à réunir, en outre des traités et mémoires, un certain nombre d'autres documents isolés qui se rapportent aux questions de limites, si controversées et se compliquant chaque jour davantage entre les différents Etats souverains qui ont surgi des anciennes colonies ; et je crois les avoir complétés avec des pièces très peu connues, dont quelques-unes même ne l'étaient pas du tout, parce que les originaux, qui avaient disparu des archives de Madrid, se sont retrouvés presque miraculeusement à la bibliothèque impériale de Paris, où j'en ai pris des copies qui font partie de cette collection.

Je ne puis m'occuper de chacune de ces pièces en particulier, parce qu'elles sont assez nombreuses, et qu'il me faudrait pour cela un espace plus considérable que celui dont je puis disposer dans cette introduction, ne m'étant déjà que trop étendu dans les deux travaux qui la précèdent et qui la suivent.

Pour la deuxième période, ma première pensée fut de réunir tous les documents relatifs à la glorieuse époque de la guerre de l'Indépendance dés peuples hispano-américains, si remplie de traits d'un héroïsme et d'une grandeur sans exemple, — actes qui ne pourront être appréciés dans toute leur magnifique splendeur que dans les siècles à venir, lorsque l'Amérique méridionale aura conquis le rang et le crédit auxquels elle est appelée ; mais, craignant de faire confusion par l'agglomération de documents qui d'une certaine manière ne sont pas en rapport avec le plan de l'ouvrage, je me suis borné à compléter cette période avec les documents qui ont une origine diplomatique et qui constituent la base du droit public américain. Je me réserve, en outre, de rassembler plus tard dans un autre travail les précieux documents, inédits en grande partie, que j'ai en mon pouvoir et qui constitueront un trésor inestimable, lorsque l'on entreprendra l'œuvre patriotique de la publication complète de l'histoire des guerres de l'Indépendance sud-américaine.

Cette époque, toutefois, est abondante et dignement représentée par des documents d'un très haut intérêt qui servent de point de départ à la vie extérieure que se donnèrent depuis lors les peuples de ce continent.

Quant à la troisième période, c'est-à-dire la partie la plus moderne et en même temps la plus intéressante pour l'Europe, j'ai la conviction qu'elle ne laissera rien à désirer, parce que, indépendamment du travail persévérant de tant d'années, j'ai reçu le concours le plus bienveillant de mes dignes amis et collègues, MM. P. Galvez, Juan de Francisco Martin, Marques Lesboa, Torres Caicedo, Lafond, Herran, Marcoleta et A.-B. Ardouin, ministres du Pérou, de la Nouvelle-Grenade et du Guatemala, du Brésil, du Vénézuéla, de Costa-Rica, du Salvador et de Honduras,

du Nicaragua et de Haïti. J'ai pu compléter mes renseignements sur la Bolivie avec la coopération de M. le maréchal Santa-Cruz, compagnon d'armes de Bolivar et de San-Martin et fondateur de la confédération pérou-bolivienne, et ceux sur le Chili, grâce à l'aide de MM. Rosalès, ancien ministre, et Fernandez, actuellement consul général de cette république. Enfin le loyal concours de M. Mariano Balcarce, ancien chargé d'affaires de Buenos-Ayres, m'a procuré quelques documents que j'avais oublié d'emporter avec moi à mon départ pour l'Europe. Je crois avoir nommé tous ceux qui ont bien voulu me prêter leur obligeant appui.

Les seules parties où il se rencontrera peut-être quelque lacune, malgré la constance infatigable que j'ai apportée dans mes recherches, seront celles qui concernent le Mexique et l'Equateur (1), par le manque absolu de documents de ce genre dans leurs légations respectives; mais, je suis convaincu qu'une fois que les gouvernements de ces deux républiques, ainsi que ceux des autres nations de l'Amérique, auront pu se persuader de l'importance de cet ouvrage, ils concourront, dans l'intérêt même des peuples dont ils dirigent les destinées, à rendre cette collection aussi complète que le désirent tous les Américains. Ce concours, je le réclame dès à présent, non-seulement pour les documents diplomatiques, mais encore pour les statistiques qui mettent en évidence leurs progrès actuels, et j'ai destiné à cette intention un espace suffisant dans l'introduction de chacune des deux autres périodes.

Je ne crois pas pouvoir manifester d'une manière plus durable ma profonde reconnaissance aux Américains dis-

(1) M. Antonio Flores, ministre actuel de l'Equateur, m'a fourni quelques documents intéressants, et s'est engagé à combler la lacune relative à cette République avant que ne commence l'impression de la deuxième et de la troisième période.

tingués qui, directement ou indirectement, m'ont aidé à exécuter cet immense travail, qu'en consignant leurs noms dans ce monument impérissable de la diplomatie américaine.

Dans le mémoire qui sert de préface à cet ouvrage, j'ai fait connaître l'état actuel de chacune des nations de la race latine qui y sont comprises, en comparant leur passé avec le présent et l'avenir ; et je crois avoir démontré d'une manière irréfutable combien sont encore peu connus dans l'ancien monde les immenses progrès qu'elles ont faits dans la civilisation moderne.

Indépendamment de ce travail, j'ai cru convenable de faire précéder la collection des traités d'un petit dictionnaire diplomatique, ou plutôt de la définition des mots les plus usités en diplomatie, lesquels, quoique plus ou moins développés dans tous les auteurs qui ont écrit sur le droit des gens, exigent une attention soutenue et fatigante, tandis que, réunis en un seul corps, ils faciliteront aux diplomates et à quiconque veut s'instruire en cette matière, l'étude pratique des notions les plus élémentaires du droit public moderne. J'ai ajouté également une série de notes destinées à rendre moins pénible la recherche des principaux traités que les nations américaines ont conclus entre elles et avec l'Europe, et qui constituent leur droit conventionnel.

DÉFINITIONS

DES TERMES LES PLUS USITÉS DANS LA DIPLOMATIE,

INDICATIONS ET RENVOIS, DANS L'ORDRE ALPHABÉTIQUE,

DE NATURE A FACILITER LES RECHERCHES.

Accession. — C'est une manière d'acquérir les choses qui s'unissent ou s'incorporent à d'autres choses dont on est propriétaire, ou qui sont formées avec celles-ci.

Adhésion. — (C'est le consentement donné par une partie à un acte, à des conclusions, à une demande.) Lorsque ce consentement s'applique à un jugement, il prend le nom d'*acquiescement*.

Lorsqu'un Etat adhère au traité conclu entre d'autres Etats, il devient, en quelque sorte, partie contractante. Son adhésion entraîne, pour lui, la nécessité de se conformer à toutes les stipulations consignées dans l'instrument diplomatique. L'acte d'accession a le même objet et le même résultat. (Voir *Accession*.)

Administrateur. — Celui qui gouverne ou régit ; il s'entend plutôt des biens que des personnes. Quand ses fonctions peuvent cesser d'un jour à l'autre, on le nomme administrateur provisoire. Certains agents consulaires sont autorisés par le ministre de la marine en France à remplir les fonctions conférées aux consuls, comme suppléant, à l'étranger, les administrateurs de la marine. (Ordonnance du 26 octobre 1833, art. 4.)

Administration publique. — Se dit soit de l'ensemble des diverses autorités qui se partagent, sous la direction des ministres, les différentes parties du service public, soit de chacune de ces directions générales.

Les différentes branches de l'administration sont distinctes les unes des autres, et les faits de l'une ne peuvent préjudicier en rien à l'égard des actions dont l'exercice est réservé à une autre. Prise à un point de vue plus élevé, l'administration publique est extérieure ou intérieure.

L'administration publique extérieure règle les rapports entre les nations ; elle propose et accepte les traités ; elle détermine et règle les ambassades, et applique à ses actes le droit international.

L'administration publique intérieure veille aux nécessités des divers services publics et prend les mesures qui ont pour objet la police générale.

AGENTS CONSULAIRES. — (Voir *Consuls.*)

AGENTS DIPLOMATIQUES. — On désigne sous le nom d'*Agent diplomatique* ou de *ministre public,* toute personne, quel que soit le caractère que l'on lui donne, qui a mission de représenter, soit d'une manière générale et permanente, soit pour un objet particulier et un temps limité, une puissance auprès d'une autre puissance. (Vattel, *Droit des gens,* livre IV, chapitre v.)

L'origine de la fonction d'agent diplomatique telle qu'elle existe aujourd'hui est entièrement moderne. A part quelques principes consacrés par la législation romaine, on peut dire que le code des ambassadeurs est l'œuvre de la civilisation actuelle ; il a progressé à mesure que les rapports internationaux sont devenus plus intimes ; il acquiert chaque jour une plus grande importance, car l'esprit pacifique et industriel des sociétés actuelles tend à substituer parmi les peuples, comme dans la police intérieure, la raison à la force, les négociations à la guerre.

Les publicistes européens, principalement depuis le XVII[e] siècle, ont réuni et comparé les faits, posé les principes et fondé véritablement le droit des gens.

La matière des agents diplomatiques appartient en effet au droit des gens ; elle est réglée par des usages et des traités plus que par des législations nationales. (Dalloz, *Répertoire*, tome III, page 383, rapport historique de la législation depuis 1789.)

Un ministre public est un fonctionnaire public de l'Etat qui le nomme, et un mandataire par rapport à sa mission diplomatique. Cette qualité est essentiellement amovible. A cet effet, les dignités,

les fonctions, les rémunérations d'un ministre sont révocables. Les dépenses relatives aux missions diplomatiques sont réglées dans les Etats constitutionnels par les lois annuelles des finances.

Les employés ou agents diplomatiques ont été, au congrès de Vienne, divisés en trois classes : celle des ambassadeurs, légats et nonces; celle des envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires ou *autres* accrédités auprès des souverains ; celle des chargés d'affaires.

Au congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818, il fut décidé, dans une conférence ministérielle, qu'une nouvelle classe (qui devint la 3e) serait admise pour les *ministres résidants.* Les ambassadeurs, légats et nonces ont seuls le *caractère représentatif,* c'est-à-dire le privilége et l'honneur de *représenter leur souverain.* Il fut également réglé au congrès de Vienne que les employés diplomatiques prendraient rang entre eux, dans chaque classe, d'après la date de la notification officielle de leur arrivée.

Le règlement du 19 mars 1815, annexé à l'acte final du congrès de Vienne, a été signé par les plénipotentiaires des huit puissances qui étaient représentées au congrès : l'Autriche, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Prusse, la Russie et la Suède.

Le protocole de la séance du 21 novembre 1818, concernant les *ministres résidants,* a été seulement signé par les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie. Il ne saurait donc exister aucune difficulté entre les ministres publics de ces différentes puissances; mais il est arrivé que des ministres publics de puissances non signataires des règlements ou de l'un d'eux ont élevé des prétentions au sujet du pas à prendre, ou de la préséance : leur cour ne les a pas approuvés. En 1824, à l'occasion de prétentions de cette nature, la France a décidé que les chargés d'affaires, *temporairement chargés des fonctions de ministres plénipotentiaires,* devront prendre rang avant les ministres résidants.

La Porte Ottomane, restée étrangère aux règlements de 1815 et 1818, divise les employés ou agents diplomatiques en trois classes : les ambassadeurs, les ministres et les chargés d'affaires.

Les consuls entretenus et envoyés par le gouvernement sont aussi des agents politiques ; toutefois, les priviléges et immunités dont ils doivent jouir ne sont pas définis par le droit des gens d'une manière aussi explicite que les priviléges et immunités qui correspon-

dent aux agents diplomatiques. Il va sans dire que ceux qui sont revêtus d'un titre diplomatique tel que celui d'agent politique ou de chargé d'affaires, jouissent de ces priviléges et immunités.

Armistices. — Les conventions d'armistice suspendent les hostilités partiellement ou complétement pendant un certain temps; les hostilités ne peuvent recommencer qu'après un délai fixé par la dénonciation de l'armistice par l'une des parties belligérantes. Les armistices généraux deviennent des *trêves* qui peuvent se prolonger indéfiniment et conduire à la conclusion de la paix. Les suspensions d'armes pour quelques heures, un jour quelquefois, sont usitées pendant les siéges ou après les batailles, pour relever les blessés ou enterrer les morts.

Arrangements territoriaux. Voir *Limites*.

Asile. — L'immunité dont jouissent les ambassadeurs et autres ministres publics ou agents politiques, s'étend sur leurs familles, sur toutes les personnes attachées à leur service, sur les individus qui composent le personnel de leur légation ou mission, sur leur hôtel enfin. La *franchise* de l'hôtel, c'est-à-dire l'indépendance ou l'immunité de l'hôtel, est une suite de *l'exterritorialité* du ministre public; de là la fiction de droit selon laquelle l'hôtel d'un ambassadeur est censé le territoire même de l'Etat que cet ambassadeur représente. Mais cette fiction et la franchise qu'elle établit comme une conséquence de l'indépendance dont un ministre public doit jouir dans l'exercice de ses fonctions, ne saurait, en pays chrétien surtout, autoriser aucun acte qui soit de nature à porter atteinte à la souveraineté de l'Etat auprès duquel le ministre public est accrédité. Or, ce ministre ferait-il autre chose, s'il accordait asile aux criminels étrangers ou indigènes? Entre-t-il dans les attributions d'un ministre public, appartient-il à ses fonctions, d'accorder protection contre la justice ou la police d'un pays aux individus (étrangers à sa mission ou à sa suite) qui, prévenus de crimes, se sont réfugiés dans son hôtel? Le droit d'asile de la part des ministres publics n'existe plus en Europe. Les autorités locales sont donc en droit de prendre, *au dehors*, les mesures nécessaires pour empêcher les criminels de s'échapper, et de requérir dans les formes officielles l'extradition du

prévenu. Si le ministre public, excédant les bornes de ses prérogatives, ne craint pas de léser les droits de l'autorité souveraine du pays, en refusant l'extradition, l'Etat, blessé à juste titre, peut, en y apportant les égards qui sont dus au caractère public et représentatif de l'agent politique et au pays qui l'a envoyé, avoir recours à la force. Toutefois, comme il peut naître de tout acte de coërcition, en pareil cas, de sérieuses et déplorables difficultés et embarras, avant d'employer la force, le gouvernement local préférera sans doute faire connaître préalablement, au souverain du ministre public, la conduite de son agent, et réclamer de lui un ordre d'extradition. (Voir *Prérogatives* et *Immunités du ministre public.*)

Associations.—Les associations ou ligues douanières qui depuis plus de vingt ans se sont formées en Allemagne, n'existent pas encore dans l'Amérique du Sud.

Il y en a quatre en Allemagne :

L'association bavaro-wurtembergeoise.

Les Etats de Thuringe.

La Hesse prussienne.

La Hesse hanovrienne.

De fait il n'en existe que deux :

La première est représentée par la Prusse ; la seconde par le Hanovre. L'association des douanes allemandes ou la grande union douanière que dirige la Prusse, est généralement connue sous le nom de Zollwerein (voir ce mot.) Dans cette association se sont fondues l'association bavaro-wurtembergeoise et celle des Etats de la Thuringe, qui forment actuellement une association d'Etats réunis dans un système de douanes commun et uniforme, quoique cependant l'association des Etats de la Thuringe ne soit pas dissoute. L'association hanovrienne comprend le royaume de Hanovre, le grand-duché d'Oldenbourg, et la *principauté de Schaumbourg-Lippe*. Avant sa réunion à l'association prussienne, l'association bavaro-wurtembergeoise comprenait le royaume de Bavière, le royaume de Wurtemberg et les principautés de Hohenzollern-Sigmaringen et de Hohenzollern-Hechingen ; enfin, les Etats associés de la Thuringe sont : le grand-duché de Saxe, le duché de Saxe-Altenbourg (ci-devant Hildbourghausen) ; le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, le duché de Saxe-Meiningen, les deux principautés de Schwarzbourg-Sondershausen et de Rudolstadt et les principautés de Reuss-Greitz, Reuss-Schleitz et

Reuss-Lobenstein-Ebersdorf. Tous ces Etats font partie du Zollwerein.

AUBAINE (JUS ALBINAGII). — C'est le droit d'un Etat de s'approprier la succession des étrangers décédés sur son territoire sans avoir fait de testament, à l'exclusion des héritiers résidant à l'étranger. Ce droit est, on peut le dire, universellement aboli, soit par des lois locales, soit par des conventions spéciales, tant en Amérique qu'en Europe.

On peut consulter, au sujet de l'ancien droit international de France en matière d'aubaine et de détraction, le *Code diplomatique des Aubaines*, publié en 1818 par J.-B. GASCHON, avocat à la cour royale de Paris.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, nous signalerons à l'attention du lecteur l'ouvrage d'OCKEY, avocat anglais, publié (en français) en 1831 sous le titre de *Droits, priviléges et obligations des étrangers dans la Grande-Bretagne.* Les lois anglaises en matière d'aubaine et de détraction sont peu libérales. En ce qui touche aux propriétés foncières, les étrangers sont encore aujourd'hui moins favorisés dans les Iles Britanniques qu'ils ne le sont généralement dans les autres pays, et l'abolition du droit d'aubaine, quand elle est stipulée dans un traité signé par le cabinet anglais, ne saurait réellement, en ce qui concerne la Grande-Bretagne, s'appliquer qu'aux *biens meubles*. Les lois n'interdisent pas d'une manière absolue à l'*alien* ou étranger proprement dit l'acquisition des *immeubles*; mais ces immeubles sont toujours, après sa mort, revendiqués par la couronne, qui conserve sur eux des droits éventuels : l'*alien*, n'ayant plus dès lors la faculté de transmettre à ses héritiers étrangers sa fortune immobilière, trouve ainsi dans la loi l'impossibilité d'acquérir, bien qu'elle n'y soit point formellement écrite. Selon la maxime anglaise, l'*allégeance* (ce lien qui unit le sujet au souverain en échange de la protection qu'il en reçoit) n'étant que temporaire de la part de l'*alien*, ses propriétés doivent, en principe, avoir le même caractère. De trop longues explications seraient nécessaires pour établir ici les diverses situations dans lesquelles l'étranger, tant l'*alien simple* que l'*alien dénizé*, peut se trouver relativement à *sa fortune immobilière*. C'est aux recueils des lois anglaises (*Status at large*) que nous devons renvoyer pour les détails d'application, principalement en ce qui concerne les *francs-fiefs*, les *fiefs simples*, les *fiefs mouvants*,

les *chattel interest* ou baux de terre, le *purchase* ou acquisition de terre, le *common-recovery*, l'*usage*, *usus*, *fidéi-commis*, les *douaires*, les *dotations*, etc. Nous nous bornerons à dire ici que le *dénizé* ou *alien* domicilié en vertu de lettres patentes du souverain ne peut hériter de biens fonds (*à fortiori*, un étranger fixé hors du pays); mais il peut acheter des immeubles et les transmettre à ses descendants naturels et légitimes, nés depuis qu'il a reçu la *dénization* (à l'exclusion des enfants qui existaient avant cette époque), car tout enfant né sur le territoire de la Grande-Bretagne est considéré comme sujet britannique.

Quant aux biens *meubles* (effets, argent, actions, etc.), que l'*alien* possède dans le Royaume-Uni, ils peuvent être transportés hors du royaume, et passer même aux héritiers étrangers de l'*alien*; et si ce dernier meurt *intestat* sur le sol étranger, les biens meubles qu'il possédait dans la Grande-Bretagne sont partagés entre ses héritiers, selon la loi qui régit les successions dans le pays où il était fixé au moment de son décès. (*Martens* et *Cussy*.)

Blocus. — Terme de guerre qui indique l'action d'investir une ville, un port, pour qu'il n'y puisse entrer aucun secours en armes ou en vivres. Tout navire expédié dans un port bloqué est susceptible d'être pris par les vaisseaux de la puissance qui a déclaré le blocus. (Pardessus, *Cours de droit commercial*), car le blocus a pour objet, comme nous l'avons dit, d'empêcher l'entrée de secours et de vivres, et de soumettre la place bloquée par la famine ou d'autres besoins.

On appelle *blocus continental* celui qui fut établi par le décret du 21 novembre 1806 sur mer et sur terre contre les Iles Britanniques, et qui ne cessa que par suite des conventions internationales du 23 avril 1814.

Bulles. Voir *Concordats*.

Cabotage. — Un grand nombre de traités renferment la clause formelle que le cabotage est réservé au pavillon national. Voir particulièrement les traités suivants :

1806. Entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne.
1815. — les deux Etats déjà cités.
1825. — les Etats-Unis d'Amérique et l'Amérique centrale.
1825. — la Grande-Bretagne et le Mexique.

1826. Entre le Brésil et la France.
1826. — le Danemarck et les Etats-Unis.
1827. — la France et le Mexique.
1827. — le Brésil et la Grande-Bretagne.
1827. — le Brésil et la Prusse.
1827. — le Brésil et les villes anséatiques.
1827. — le Brésil et l'Autriche.
1827. — les Etats-Unis d'Amérique et la Suisse.
1827. — la Grande-Bretagne et le Mexique.
1827. — le Mexique et les Pays-Bas.
1828. — le Brésil et le Danemarck.
1829. — l'Autriche et les Etats-Unis d'Amérique, etc.

CANTON. — Chacun des vingt-deux Etats de la Suisse ou confédération helvétique porte le nom de *canton*.

CAPITULATIONS. — La Porte Ottomane, obéissant à ses principes religieux, croyait autrefois, dit M. de Cussy, ne pouvoir consentir qu'à des armistices avec les puissances chrétiennes; de là, l'adoption du titre de *capitulation* donné aux conventions qu'elle signait; mais depuis plus d'un siècle cette puissance a conclu des traités de *paix perpétuelle*.

Le mot *capitulation* doit s'entendre dans un sens plus large qu'on ne le fait ordinairement, c'est-à-dire appliqué aux conventions conclues non-seulement avec la Porte Ottomane, mais encore avec tous les souverains étrangers. (Voir *Juridiction consulaire.*)

CARTEL. — Convention pour l'échange des prisonniers de guerre, ou pour l'extradition des déserteurs, des conscrits réfractaires, des malfaiteurs, repris de justice, vagabonds, etc.

CESSIONS DE TERRITOIRE. — On accorde un délai aux propriétaires pour vendre leurs propriétés, ainsi qu'aux individus des territoires cédés qui veulent abandonner le pays.

CHARGÉS D'AFFAIRES. — Voir *Agents diplomatiques.*

COLONIE. — On appelle *colonie* une réunion d'hommes sortis d'un pays pour en peupler un autre. Ce mot se dit aussi des lieux habités

par ces mêmes hommes. C'est en cette dernière acception qu'on entend les possessions d'outre-mer. Ces établissements, fondés dans des localités plus ou moins éloignées de la métropole, restent placés sous sa dépendance.

COMMERCE. — A une époque où les intérêts matériels occupent une si large place dans la pensée des hommes, à une époque où les relations commerciales et maritimes ont partout atteint un degré remarquable de développement, et où les gouvernements accordent une protection attentive à l'industrie et au commerce, la connaissance des principes généraux admis entre les peuples dans leurs rapports réciproques de commerce et de navigation, ne saurait suffire aux armateurs prudents non plus qu'aux agents diplomatiques et consulaires, appelés par leurs fonctions à protéger les intérêts de leurs nationaux. En négligeant de s'instruire des modifications que les traités particuliers ont apportées dans l'application de ces principes généraux, les uns s'exposeraient à perdre les avantages que les traités leur assurent ou à violer les règles spéciales qu'ils établissent, les autres à rendre leur protection illusoire ou du moins incomplète.

Il est donc important que tous les négociants, que tout agent diplomatique ou consulaire, connaissent d'une manière précise les avantages auxquels le commerce et la navigation de leur pays peuvent prétendre, soit directement en vertu des traités conclus par leur gouvernement, soit indirectement, en vertu de l'*assimilation* aux Etats les plus favorisés. Il est de la même importance que tout administrateur, tout employé supérieur des ports, tout juge des tribunaux de commerce, en un mot que tout magistrat ou homme de loi, sachent avec la même précision quels sont les priviléges dont les étrangers sont, par réciprocité et par assimilation, fondés à réclamer les bénéfices.

CONCORDATS. — On appelle ainsi le contrat qui intervient entre un failli et ses créanciers, qui consentent à abandonner une partie de leurs droits. Le *concordat* remet le failli dans la possession et l'administration de ses biens, mais il ne détruit pas les autres effets de la faillite.

L'on appelle aussi *concordat* le traité qui se célèbre entre le saint-siége et le chef du pouvoir temporel d'un Etat, ayant pour but de régler les relations générales qui unissent les deux pouvoirs. Les rè-

glements établis entre la cour de Rome et le souverain de la France, pour le gouvernement de l'Eglise, avaient jusqu'à François Ier porté le nom de *Pragmatique sanction*.

Presque tous les Etats sud-américains ont célébré des concordats avec le saint-siége après la reconnaissance de leur indépendance ; ces concordats font partie de cette collection.

CONFÉDÉRATION D'ETATS. — Les principales confédérations d'Etats formant autant de républiques distinctes et indépendantes en ce qui concerne leur administration intérieure, sont : en Europe, la Confédération helvétique, et en Amérique, les Etats-Unis du Nord, la Confédération argentine, les Provinces Unies de l'Amérique centrale, les Etats de la Nouvelle-Grenade et le Mexique.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE. — La confédération germanique ne saurait être placée sur la même ligne que les confédérations d'Etats dont nous venons de parler ; ces dernières, bien que formées d'Etats indépendants, ayant chacune leur administration intérieure spéciale, ont un gouvernement central qui traite avec les autres puissances au nom de la république fédérative. Il n'en est point ainsi de la confédération germanique, dont la diète, siégeant à Francfort-sur-le-Mein, ne s'occupe que des affaires intérieures d'un intérêt général pour les Etats qui font partie de la confédération ; mais chacun de ces Etats en particulier conserve ses rapports directs d'Etat avec les puissances étrangères. L'établissement de la confédération germanique a eu pour but de rendre à la grande nation allemande l'unité que la dissolution de l'empire d'Allemagne, en 1805, lui avait fait perdre.

La confédération germanique a été créée par l'acte final du congrès de Vienne, signé le 9 juin 1815. (Voir *Congrès de Vienne.*)

Sa constitution fédérative, signée le 8 juin, forme l'annexe 9 de l'acte final du congrès.

Tous les Etats souverains de l'Allemagne sont membres de la confédération ; ils sont au nombre de trente-huit :

Duchés de Anhalt-Dessau,
— de Anhalt-Bernbourg,
— de Anhalt-Cœthen,

L'empire d'Autriche (c'est-à-dire l'Autriche, la Styrie, l'Illyrie, [la Carinthie, la Carniole, Gratz, Trieste], le Tyrol, la Bohême, la Moravie, la Silésie, le duché d'Auschwitz dans la Gallicie),

Le grand-duché de Bade,
Le royaume de Bavière,
Le duché de Brunswick,
Le royaume de Hanovre,
L'électorat de Hesse-Cassel,
Le grand-duché de Hesse-Darmstadt,
Le landgraviat de Hesse-Hombourg,
La principauté de Hohenzollern-Hechingen,
La principauté de Hohenzollern-Sigmaringen,
Le duché de Holstein (dépendant de la couronne de Danemarck),
La principauté de Lichtenstein,
La principauté de Lippe,
La principauté de Schaumbourg-Lippe,
Le grand-duché de Luxembourg (dépendant du royaume des Pays-Bas),
Le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin,
Le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz,
Le duché de Nassau,
Le grand-duché d'Oldenbourg,
Le royaume de Prusse (c'est-à-dire les provinces de Brandebourg, de Poméranie, de Silésie, de Saxe, de Westphalie et le grand-duché du Rhin),
La principauté de Reuss (branche première),
La principauté de Reuss (branche deuxième, c'est-à-dire Reuss-Schleiz, Reuss-Schleiz-Kœstritz et Reuss-Lobenstein-Ebersdorf),
Le royaume de Saxe,
Le grand-duché de Saxe-Weimar,
Le duché de Saxe-Altenbourg, anciennement Saxe-Hildbourghausen,
Le duché de Saxe-Miningen,
Le duché de Saxe-Cobourg-Gotha,
La principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt,
La principauté de Waldeck,
Le royaume de Wurtemberg,
La ville libre de Francfort,
La ville libre de Brême,
La ville libre de Lubeck,
La ville libre de Hambourg.

Les affaires de la confédération sont confiées à une diète fédérative siégeant à Francfort, diète dans laquelle tous les membres votent par

leurs plénipotentiaires, soit individuellement, soit collectivement, selon les cas prévus par l'acte constitutif.

L'Autriche préside à la diète fédérative; les votes se partagent habituellement en dix-sept voix ou *curies*; mais quand il s'agit des lois fondamentales de la confédération ou de changements à faire dans ses lois d'institutions organiques, ou d'autres arrangements d'intérêt commun, la diète se forme en *assemblée générale* ou en *séance plénière*, et dans ce cas les voix se partagent en soixante-neuf; les gouvernements de l'Autriche, de la Prusse, de la Saxe, de la Bavière, du Hanovre et du Wurtemberg en ont chacun quatre; Bade, la Hesse électorale, la Hesse grand-ducale, le Holstein et le Luxembourg, trois; le Mecklenbourg-Schwerin, Brunswick et Nassau chacun deux, et les autres Etats une seule.

Le recès général de la commission territoriale rassemblée à Francfort, en date du 20 juillet 1819, a terminé les arrangements territoriaux, que différents traités entre les Etats allemands ont fixés d'une manière plus spéciale; et l'*acte final*, en date du 15 mai 1820, des conférences ministérielles tenues à Vienne, a complété l'organisation de la confédération germanique.

Les 9 et 12 avril 1821, la diète a rendu la loi organique de la confédération germanique pour la constitution militaire; l'armée de la confédération doit compter dix corps d'armée présentant un effectif de 292,000 combattants et 594 bouches à feu : l'Autriche doit fournir les trois premiers corps; la Prusse les 4e, 5e et 6e; la Bavière le 7e; dans les 8e, 9e et 10e doivent entrer les contingents du Wurtemberg, de Bade, de la Saxe et des Etats de Hesse, etc.

Cinq places de guerre ont été déclarées forteresses de la confédération; ce sont : Mayence, Luxembourg, Landau, Germersheim et Ulm.

Par une résolution en date du 3 août 1820, la diète a formé un tribunal austrégal, et le 30 octobre 1834, elle a résolu qu'il serait également établi un tribunal arbitraire.

Les différentes puissances européennes entretiennent des ministres auprès de la diète de la confédération germanique; une résolution, en date du 19 février 1834, règle les priviléges dont ils doivent jouir.

Conférences ministérielles. — Ces conférences ont pris quelquefois le caractère d'un congrès. C'est par des conférences ministérielles qu'ont été réglés le sort de la Grèce et la séparation défi-

nitive de la Belgique et de la Hollande. (Voyez *Congrès*, *Protocole.*)

CONGRÈS. — On appelle ainsi une réunion de ministres de différentes nations pour traiter, discuter, concilier les intérêts de leurs gouvernements respectifs, conclure un traité, la paix, etc. Le plus ordinairement c'est pour conclure la paix que les congrès sont formés; tels ont été les congrès d'Utrecht, de Cambrai, de Soissons, de Vienne, 19 mars 1815, en Europe; et dans l'Amérique du Sud, celui de Panama, qui n'a pas produit de résultat définitif, et dont les documents font partie de cet ouvrage.

Le choix du lieu du congrès, la question de savoir si l'on y admettra des puissances étrangères, le cérémonial dans les conférences, la manière dont les affaires seront traitées, le local où elles seront discutées, la neutralité du lieu du congrès s'il n'y a pas d'armistice général, et l'inviolabilité personnelle des plénipotentiaires, des personnes attachées aux légations et des courriers, ainsi que d'autres dispositions de cette nature, font quelquefois l'objet d'une convention préliminaire et séparée. (Voyez Klüber, *Droit des gens moderne de l'Europe*, t. II, § 324; Martens, *Précis du droit des gens*, t. II, § 329.)

Lorsque les plénipotentiaires sont réunis, ils échangent et examinent mutuellement leurs pleins pouvoirs; si un médiateur intervient, l'échange se fait communément par son entremise. On désigne un local fixe pour les séances ordinaires, à moins qu'elles n'aient lieu alternativement chez les ministres. Chacun d'eux peut demander une conférence s'il a des communications à faire. (Voyez Martens, *Guide diplomatique*, t. I, p. 145, § 63.)

Avant d'entrer en conférence, les ministres conviennent entre eux si les objets qui doivent être discutés seront exposés par le président ou le médiateur, ou si ce sera à tour de rôle que chacun portera la parole. L'usage généralement adopté aujourd'hui est que chaque plénipotentiaire propose tout ce qui a rapport aux affaires de son gouvernement.

La diversité et l'importance des négociations d'un congrès peuvent quelquefois réclamer la présence de plusieurs plénipotentiaires chargés des mêmes intérêts. Les puissances intéressées désignent, dans ce cas, à chaque ministre le travail spécial dont il devra se charger, et l'instruisent de la manière dont il devra conduire et terminer les négociations.

A la suite de chaque conférence il est dressé procès-verbal ou *protocole*, signé par tous les plénipotentiaires qui ont pris part à la conférence. (Martens, t. I, §§ 63 et 147.)

La négociation se continue ainsi, soit de vive voix, soit par écrit, jusqu'à ce qu'on en vienne à la signature d'un traité, ou que, tout espoir d'arrangement ayant disparu, les plénipotentiaires soient rappelés ou invités à quitter le lieu du congrès. (Voyez *Agents diplomatiques*, *Conférences ministérielles*, *Négociations*, *Préséances*, *Traités diplomatiques*.)

CONGRÈS (nationaux). — Plusieurs Etats, comme la Belgique, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, la République Argentine, la République du Paraguay, la Nouvelle-Grenade et d'autres républiques, appellent *Congrès* la réunion des mandataires de la nation.

CONSULS. — Les consuls forment au point de vue du droit des gens deux classes bien différentes : 1° les consuls *envoyés* et entretenus par les gouvernements dont ils sont les sujets, pour veiller aux intérêts politiques et commerciaux de leurs nationaux, sans pouvoir eux-mêmes se livrer à aucune opération commerciale; 2° les consuls pris dans la localité, parmi les citoyens les plus honorables du pays, pour aider de leurs conseils les capitaines de la marine commerciale de la nation qui les a choisis et les a investis de leur titre consulaire. Ces derniers, par leurs opérations commerciales ou par leur position comme citoyens de l'Etat, sont, sans le moindre doute, placés sous la loi commune; les autres sont en dehors de cette loi.

Les consuls sont envoyés *tacitement* par la généralité des Etats, et d'une manière *formelle* par plusieurs puissances du premier rang, soit pour des règlements, soit pour des traités particuliers de commerce et de navigation, et même pour des traités *concernant spécialement les consuls*.

Nous engageons le lecteur à consulter les traités suivants, conclus entre différents Etats américains et qui font partie de cette collection.

1824.	Traité entre	la Colombie et les Etats-Unis.
1825.	—	la Grande-Bretagne et la République Argentine.
1825.	—	les Etats-Unis et l'Amérique centrale.
1826.	—	la Grande-Bretagne et le Mexique.
1827.	—	le Brésil et la Grande-Bretagne.

1827. Traité entre le Brésil et la Prusse.
1827. — la France et le Mexique.
1827. — les Pays-Bas et le Mexique.
1828. — le Brésil et le Danemarck.
1840. — la France et la Nouvelle-Grenade, etc.

CONTREBANDE DE GUERRE. — C'est l'action par laquelle, en temps de guerre, un vaisseau neutre porte ou tente de porter à l'une des nations belligérantes, des armes, munitions ou autres marchandises utiles à la guerre. La prohibition absolue d'un semblable trafic est une conséquence évidente du principe fondamental qui commande aux neutres de s'abstenir de tout acte ayant pour résultat d'accroître, au détriment de l'un des belligérants, les moyens dont l'autre dispose pour continuer la lutte. — Le pavillon ne couvre pas les marchandises de contrebande de guerre. Un Etat neutre qui permet à ses sujets de se livrer à un commerce pour des marchandises propres aux besoins immédiats de la guerre, c'est-à-dire qui permet à tous les belligérants indistinctement de venir les acheter sur son territoire pour les transporter à leurs frais et à leurs risques sur leurs navires, ne viole pas la neutralité, car il n'agit pas par lui-même, il est passif. — Le droit conventionnel est d'accord avec ces principes.

Les traités publics s'accordent universellement à déclarer contrebande de guerre les objets qui peuvent servir à l'attaque ou à la défense, tels que les armes, les munitions de guerre de toute espèce, au nombre desquelles ils comprennent le salpêtre et quelquefois le soufre. (Ortolan, *Diplomatie de la mer*, t. II, p. 165 et suivantes.)

CONVOI. — Les navires marchands voyageant sous convoi sont ceux qui sont placés sous la protection et l'escorte d'un ou plusieurs vaisseaux de guerre, neutres ou amis. — Aux termes de l'art militaire, un *convoi* c'est la réunion de transports conduisant des provisions de guerre, de bouche, etc., ou des malades et des prisonniers de guerre. (Voyez *Droit de visite.*)

CORRESPONDANCE (transport de la). — (Voyez *Postes.*)

CORSAIRES. — On appelle ainsi un navire armé avec la permission de son gouvernement pour faire la course. (Voyez les divers traités concernant les prises.)

CORSAIRE DE BARBARIE; COURSE. — Les traités conclus entre les Etats chrétiens et les régences barbaresques ont renfermé jusqu'au commencement de ce siècle des clauses de nature à empêcher les déprédations des corsaires barbaresques, en stipulant la restitution des prises et des prisonniers, etc. La conquête d'Alger par les Français en 1830 a fait cesser cet ordre de choses, qui avait déjà duré trop longtemps. Par les traités signés avec la France les 9 et 11 août 1830, les régences de Tunis et de Tripoli ont renoncé à autoriser les corsaires et ont aboli l'esclavage des chrétiens.

CRIMINELS. — Voir *Duel*, *Extradition*.

DÉCLARATION DE DOUANE. — Voir *Visite*.

DÉMARCATION DE LIMITES. — Voir *Limites*.

DÉSERTEURS. — Militaires, conscrits, réfractaires, matelots. Voyez *Cartel*, *Extradition*, et les traités suivants avec les Etats sud-américains, qui renferment des clauses relatives aux marins et déserteurs. Ces traités font partie de cette collection.

1810. — Traité entre la Grande-Bretagne et le Brésil.
1824. — — les Etats-Unis et la Colombie.
1826. — — la France et le Brésil.
1827. — — la France et le Mexique.
1827. — — la Grande-Bretagne et le Brésil.
1827. — — la Prusse et le Brésil.

DÉTRACTION. — Le droit de détraction est celui qu'un Etat prélève soit sur la fortune des nationaux qui vendent leurs immeubles dans l'intention d'aller se fixer à l'étranger (et dans ce cas le droit de détraction prend aussi le nom de droit de *retrait* ou de *gabelle* d'émigration), soit sur les successions des nationaux ou des étrangers qui sont transportées hors du pays. Envisagé sous ce dernier point de vue, le droit de détraction a été presque généralement aboli par des traités spéciaux, ou du moins modifié dans sa quotité et dans son application. Le grand nombre de conventions qui ont été conclues entre les différents Etats pour l'abolition des droits de détraction, d'émigration, d'aubaine, de traite foraine, etc., est de nature à faire admettre que ces droits ne sont plus exercés actuellement dans aucun pays, si ce n'est par ré-

torsion et fort exceptionnellement. Le 14 juillet 1819, la France a publié une loi qui affranchit de tous droits de cette nature les successions des étrangers. Une ordonnance du roi de Prusse a prononcé l'abolition des droits de détraction, de gabelle et d'émigration en faveur des Etats de la confédération germanique. Le 2 mars 1820 une patente de l'empereur d'Autriche a accordé la franchise de tout droit de détraction aux sujets de ces mêmes Etats. Déjà l'article 13 de l'acte constitutif de la confédération en 1818, et une déclaration de la diète en 1817, s'étaient prononcés en faveur de l'abolition (1).

Diète germanique. — Voir *Confédération.*

Douanes. — (Voir *Ministres, Visite, Zollverein.*) Un grand nombre de traités de commerce renferment des dispositions concernant les déclarations en douane, les visites, les formalités diverses relatives aux chargements et déchargements des navires, au transbordement, au transit, à la réexportation, aux relâches forcées, etc.; nous appelons l'attention sur les suivants, contenus dans cette collection :

1826. Traité entre la Grande-Bretagne et le Mexique.

1827. Traité entre la France et le Mexique.

Droits de Navigation. — Ce sont les droits de *tonnage*, de phares et feux, d'expédition des navires, etc.

Droits de Préemption. — Voir *Visite.*

Droits du Sund. — Voir *Sund.*

Embargo. — Un grand nombre de traités renferment des stipulations exonérant les navires de tout service forcé, et les garantissant contre toute mesure d'embargo. Ces stipulations portent en principe qu'il ne sera fait aucun embargo sur les navires pour cause de contrebande; que les citoyens ou sujets de deux parties contractantes, leurs navires et cargaisons, ne pourront être soumis à aucun embargo ni retenus pour aucune expédition militaire, ni un service quel qu'il soit (Etats-Unis et Confédération de l'Amérique centrale, 1825); qu'aucun navire marchand ou de guerre ne pourra être employé d'*auto-*

(1) Martens et Cussy.

rité pour un service public, et les marins et les marchandises ne pourront être pris, ainsi que les passagers, pour servir dans la guerre, à moins que ce ne soit *par ordre de justice*. (France et Mexique, 1827 ; Colombie et Etats-Unis, 1824 ; Espagne et Etats-Unis, 1795 ; Grande-Bretagne et Rio de la Plata, 1825.)

EMIGRATION. — Voir *Détraction*.

EMPIRE. — Le continent américain compte aujourd'hui un seul empire constitutionnel, celui du Brésil.

ESCLAVAGE. — Voir *Corsaires, Traite des noirs*.

ETAPES. — Il existe de nombreuses conventions concernant les étapes, entre les gouvernements allemands.

ETATS SEMI-SOUVERAINS. — Voir *Protectorat*.

ETATS-UNIS. — Plusieurs républiques s'appellent ainsi : Etats-Unis du Rio de la Plata ; Etats-Unis de l'Amérique centrale (1) ; Etats-Unis du Mexique ; Etats-Unis des îles Ioniennes, ou Etat des Sept-Iles ; les trois premiers sont des Etats indépendants et souverains ; les Etats-Unis des îles Ioniennes, sous le protectorat de la Grande-Bretagne, forment un Etat semi-souverain.

EXEQUATUR. — Les nations sont dans l'usage de stipuler par des traités l'envoi respectif des consuls qu'elles veulent autoriser à s'établir sur leur territoire ; mais en outre il est encore de règle générale que la *nomination* individuelle d'un consul soit notifiée, par l'intermédiaire de son ambassadeur ou chef de mission diplomatique, au gouvernement sur le territoire duquel il doit résider. Cette communication a pour objet d'obtenir du gouvernement auprès duquel le consul est accrédité, l'autorisation d'exercer ses fonctions. On appelle dans les pays chrétiens lettres d'*exequatur* l'autorisation dont il s'agit, et dans le Levant, *barat*.

L'*exequatur* est donc le titre qui constate l'acceptation du consul

(1) Ces Etats forment aujourd'hui cinq Républiques indépendantes : Guatemala, Costa-Rica, Honduras, Nicaragua et San-Salvador.

et la reconnaissance solennelle de ses pouvoirs. C'est cet acte qui confère au consul sa juridiction et son autorité.

Puisque tout consul est obligé de solliciter l'*exequatur* pour entrer dans l'exercice de ses fonctions, il en résulte que le gouvernement auprès duquel un consul est accrédité peut refuser, lorsqu'il a des motifs suffisants, son agrément ou cet *exequatur*. Non-seulement ce gouvernement peut refuser l'*exequatur*, mais il peut encore le *retirer*, si pour des motifs politiques ou personnels il croit devoir agir ainsi. Dans ce cas le rôle du consul est passif; c'est à son gouvernement de discuter les motifs du retrait ou du refus. Parfois les traités spécifient les cas de retrait. Au reste, le consul n'a qu'à se conformer aux ordres de son ministre ou du représentant diplomatique de son pays; il se retire, s'il y a lieu, avec ses archives, ou délègue un gérant intérimaire de sa nation, et même un étranger, afin que ses nationaux ne perdent pas, par sa faute personnelle, la protection officielle à laquelle ils ont droit.

Lorsque le consul est revêtu d'un caractère diplomatique, par exemple d'agent politique ou chargé d'affaires, il doit être muni d'une commission qui l'accrédite en sa qualité consulaire, et d'une lettre de créance pour l'accréditer en sa qualité diplomatique. Il y a lieu alors d'observer le cérémonial de réception des agents diplomatiques, ainsi que les usages suivis quand les missions diplomatiques prennent fin. Toutefois, ce caractère diplomatique ne dispense pas l'agent qui en est revêtu d'obtenir son *exequatur* dans les formes ordinaires.

Si un consul est chargé provisoirement de la gestion des affaires d'un poste diplomatique, il est accrédité en sa qualité d'agent diplomatique, soit par une lettre de son ministre à celui du pays où il doit résider, soit par sa présentation à celui-ci, soit même par une lettre de l'agent qu'il doit remplacer; le retour de ce dernier fait cesser ses fonctions sans qu'il soit besoin de lettres de rappel.

L'*exequatur* n'est nécessaire ni aux élèves consuls, ni aux chanceliers, drogmans, commis et autres officiers secondaires attachés aux consulats; ils sont reconnus sur un simple avis des consuls aux autorités locales. Quant aux gérants intérimaires, ils sont reconnus de la même manière, sur la présentation du consul qui s'absente, ou sur une demande expresse présentée par voie diplomatique.

Les agents consulaires nommés par les consuls doivent être pourvus de l'*exequatur* comme les consuls eux-mêmes.

La forme de l'*exequatur* varie suivant chaque pays; c'est ordinairement celle d'une lettre patente signée par le souverain et contresignée par le ministre des affaires étrangères.

En France, l'*exequatur* délivré aux consuls des nations étrangères est lu à l'audience du tribunal de commerce du lieu de la résidence de ces consuls, par le greffier, qui dresse procès-verbal de cette lecture.

L'*exequatur* des consuls est délivré sans frais, sauf quelques exceptions, par exemple pour l'Italie, le Brésil et le Portugal. Dans ce dernier pays il est perçu un droit égal à celui qu'acquittent, dans les cas identiques, les consuls portugais résidant dans le pays auquel appartient chaque agent.

Quoique la patente délivrée par le gouvernement du pays dans lequel un consul exerce ses fonctions soit l'acte duquel résultent pour lui les droits d'exercer les fonctions de sa charge, l'usage est établi, néanmoins, dans le droit des gens, de ne pas exiger le renouvellement de l'*exequatur* quand des changements politiques surviennent dans le pays où réside le consul. Mais si cet agent est revêtu de fonctions diplomatiques, comme nous l'avons vu plus haut, il est nécessaire qu'il présente de nouvelles lettres de *créance* de son gouvernement qui l'accréditent auprès du pouvoir qui a succédé à celui qui l'avait d'abord reconnu. (Voyez *Agents diplomatiques*.)

EXTRADITION. — C'est l'action de renvoyer sur le territoire de la nation à laquelle il appartient, un individu accusé d'un crime ou prévenu d'un délit. Ce n'est guère que vers la fin du XVIIIe siècle que le droit d'extradition paraît avoir été généralement admis en vertu d'un principe de réciprocité. Le mot *extradition* lui-même est un mot qui paraît encore nouveau. On le chercherait en vain dans les répertoires du droit criminel antérieurs à la révolution de 89.

L'expression latine qui y correspond, *traditio, tradere,* ne se trouve même pas dans le traité du 4 mars 1376, entre Charles V et le comte de Savoie (Voir Isambert, *Ancienne collection des lois*, t. V, page 479), et qui est en latin, comme tous les traités de cette époque. C'est le mot *remittere* qu'on emploie.

L'extradition des malfaiteurs est devenue une mesure de droit commun parmi les nations civilisées; la morale des peuples s'oppose à ce qu'un criminel d'un pays trouve dans le pays voisin un asile inviolable; aussi les gouvernements civilisés font tous leurs efforts

pour mettre un terme à un état de choses aussi affligeant pour la justice que pour la morale publique.

Par l'extradition, le gouvernement d'un pays se fait l'auxiliaire de la justice pénale d'un Etat étranger; il met ses forces au service de cette justice étrangère ; il fait arrêter sur son territoire un condamné ou un prévenu, et il les livre, il les remet au pouvoir de l'autorité étrangère. Mais, d'après l'opinion commune, universellement admise dans la pratique et adoptée par le plus grand nombre des publicistes, il faut une clause spéciale d'un traité public, ou toute autre clause équivalente, obligatoire d'après le droit des gens, pour qu'un Etat soit formellement tenu d'accorder l'extradition que lui demande un autre Etat; sinon l'extradition reste toujours soumise à l'appréciation et aux convenances de l'Etat à qui elle est demandée.

Certaines règles communes sont assez généralement suivies par les gouvernements en matière d'extradition. Ainsi, c'est une règle universellement admise aujourd'hui qu'un Etat ne peut être tenu à livrer ses regnicoles; en d'autres termes, les nations se réservent exclusivement le droit de juger leurs nationaux. Tels sont principalement : le Code pénal de Bavière (2e partie, art. 30), celui du grand-duché d'Oldenbourg (art. 501), celui du Wurtemberg (art. 6), la constitution du duché de Brunswick (art. 26), et celle du grand-duché de Baden (§§ 13 et 15).

C'est un principe de droit public généralement admis que l'extradition ne doit pas s'appliquer aux crimes purement politiques. « Les crimes politiques, dit la circulaire du ministre de la justice en France, du 5 avril 1841, s'accomplissent dans des circonstances si difficiles à apprécier, ils naissent de passions si ardentes, qui sont souvent leur excuse, que la France maintient le principe que l'extradition ne doit pas avoir lieu pour fait politique. C'est une règle qu'elle met son honneur à soutenir; elle a toujours refusé depuis 1830 de pareilles extraditions; elle n'en demandera jamais. » Ce principe a été la base des nombreux traités passés depuis 1830 entre la France et les puissances d'Europe et d'Amérique.

INTERRUPTION DES RELATIONS DIPLOMATIQUES. — La rupture de ces relations entre deux Etats ne suffit pas pour suspendre l'exercice des fonctions consulaires. Les actes d'hostilité seuls peuvent amener ce résultat, et il n'est pas rare de voir des consuls rester à leur poste après le départ de la mission politique de leur pays. La position de-

vient plus délicate pour ces agents; ils doivent agir et s'exprimer avec la plus grande circonspection. Mais dans aucun cas ils ne doivent interrompre les relations avec les autorités territoriales sans avoir pris, dans la situation délicate où ils se trouvent, les instructions du ministre des affaires étrangères; il est à peine besoin d'ajouter que si la sûreté de leurs nationaux et la leur propre se trouvaient menacées, ils devraient invoquer la protection plus efficace d'un de leurs collègues étrangers et ne s'occuper de leur sûreté personnelle qu'après avoir garanti celle de leurs nationaux. Dans les situations extrêmes, c'est-à-dire dans les cas de danger manifeste, soit pour la sûreté des personnes, soit pour la conservation des propriétés, ils peuvent faire appel aux forces navales.

INSTRUCTIONS MINISTÉRIELLES. — En France, les ministres des deux départements des affaires étrangères et de la marine transmettent directement aux agents consulaires leurs instructions en forme de lettres. Ces instructions sont générales ou spéciales; *générales* quand elles s'appliquent à l'ensemble de la conduite des agents, et *spéciales* quand elles concernent seulement des cas déterminés.

Les agents diplomatiques reçoivent de la direction politique des instructions qui leur font connaître l'objet et la portée de leur mission.

L'ambassadeur négocie avec l'étendue des pouvoirs et dans le sens que lui assignent ses instructions; mais si un ministre public n'a pas reçu d'instructions sur un cas particulier, il est difficile d'indiquer la ligne de conduite qu'il doit tenir. La prudence lui ordonne de ne rien hasarder et de déclarer franchement qu'il n'a pas d'ordre de son gouvernement, ce qui est sujet à de graves inconvénients, surtout si les distances sont grandes. Ordinairement on accepte la communication *ad referendum*; s'il y a urgence, il est nécessaire de rejeter ou d'accepter *sub spe rati*. Les agents consulaires reçoivent les instructions relatives à leurs privilèges, droits, immunités et attributions, de la direction des consulats et affaires commerciales; et c'est à la direction politique qu'ils doivent s'adresser pour obtenir celles dont ils croiraient avoir besoin.

JUSTICE CRIMINELLE. — Plusieurs Etats allemands ont conclu des traités concernant soit les rapports directs ou la correspondance entre les tribunaux, dans le but d'accélérer la marche de la justice crimi-

nelle, soit la restitution ou la non-restitution des frais résultant des procès et des poursuites.

Limites. — Les échanges ou cessions volontaires de territoire entre Etats souverains, de même que les traités de paix, donnent lieu à des conventions qui ont pour objet de régler et de déterminer les limites des Etats. Nous nous bornerons à indiquer que cet ouvrage contient les principaux traités ou conventions relatifs aux limites conclus depuis la découverte de l'Amérique.

Lettres de marque. — De nombreux traités ont stipulé que, dans le cas de guerre entre les deux parties contractantes, on ne délivrera pas de *lettres de marque*, et que, dans aucun cas, il ne sera permis aux sujets respectifs d'accepter de lettres de marque d'un *autre gouvernement*, sous peine d'être traités comme pirates.

Mers fermées. — On comprend généralement parmi les mers fermées :

Le grand et le petit Belt,

Le Sund (le seul détroit dont le passage soit soumis, pour les navires de la marine commerciale, à un péage. (Voir *Sund.*)

Le canal de Bristol,

Le canal de Saint-Georges,

Le détroit d'Ecosse,

Le détroit de Messine,

Les Dardanelles,

La mer de Marmara,

Le Bosphore, etc., etc.

En 1780, le Danemarck déclara la mer Baltique *mer fermée*, à l'abri des courses des armateurs et des vaisseaux armés.

Ministres plénipotentiaires. — Voir *Agents diplomatiques*.

Ministres résidents. — Voir *Agents diplomatiques*.

Nationalité. — La nationalité des navires est prouvée par la patente, le congé et autres papiers de bord. Un grand nombre de traités indiquent les conditions dans lesquelles doit se trouver un navire pour prouver sa nationalité :

Le traité passé entre l'Espagne et les Etats-Unis en 1795.
— entre la Colombie et les Etats-Unis en 1824.
— entre le Brésil et la France en 1826.
— entre le Brésil et la Grande-Bretagne en 1827.
— entre le Brésil et les villes anséatiques en 1827.
— entre la France et le Mexique en 1828.
— entre le Brésil et le Danemarck en 1828.
— entre le Brésil et les Pays-Bas en 1828.
— entre la Colombie et les Pays-Bas en 1829, etc., etc.

NATION LA PLUS FAVORISÉE. — Le traitement de la nation la plus favorisée est fréquemment accordé, de part et d'autre, aux cargaisons pour les droits de douane, aux navires pour les droits de navigation, et aux sujets respectifs pour leurs transactions commerciales, etc. L'existence, dans les traités, d'une clause qui fait jouir, par assimilation, aux deux Etats contractants des priviléges accordés ou qui pourraient être accordés à d'autres Etats, vient à l'appui de ce qui a été dit au titre *Commerce* sur l'importance pour les agents diplomatiques et consulaires, pour les magistrats, les hommes de loi, les armateurs, les négociants, etc., de connaître non pas seulement les traités conclus par la nation à laquelle ils appartiennent, mais aussi les traités conclus entre les diverses nations du globe (1).

NÉGOCIATIONS. — Le droit que possède chaque Etat d'entrer en négociations avec d'autres Etats, soit pour conclure des traités, soit pour veiller au maintien des rapports existants ou les modifier, est fondé sur son indépendance. Ce droit entraîne et établit le droit de légation ou d'ambassade. Le négociateur doit être pénétré du principe que l'agent diplomatique reste, dans toute négociation qu'il est chargé de suivre, l'*organe de son gouvernement*, et que c'est le gouvernement lui-même qui propose et qui négocie.

Lorsque les consuls de France sont revêtus d'un caractère diplomatique, c'est-à-dire chargés d'affaires ou munis d'un pouvoir spécial du ministère, ils reçoivent leurs instructions de la direction commerciale pour continuer les négociations relatives au développement et

(1) MARTENS et CUSSY, *Recueil manuel et pratique des traités, conventions*, etc.

à la prospérité du commerce français dans les pays où ils résident.— (Voir *Agents diplomatiques*, *Exequatur*, *Instructions*.)

NEUTRALITÉ, NEUTRES. — Lorsque la guerre est déclarée entre deux puissances, les Etats simplement amis de l'une et de l'autre avant la guerre, ont le droit incontestable de demeurer tels pendant qu'elle dure ; mais pour conserver ce caractère, il est de leur devoir non-seulement de s'abstenir rigoureusement de toute participation à la guerre, mais encore de ne s'immiscer en rien dans la querelle des belligérants, et, tout en maintenant avec chacun d'eux les relations ordinaires de l'état de paix, de ne rien faire en faveur de l'une qui puisse tourner au détriment de l'autre. La guerre entre deux nations donne lieu, pour les peuples qui veulent demeurer en paix, à un état nouveau par rapport aux belligérants : c'est l'état de neutralité.

Ainsi, les neutres, en vertu de leur qualité d'amis communs des parties belligérantes, ont le droit de continuer avec elles toute espèce de relations pacifiques, et notamment le commerce maritime, sauf certaines restrictions qui proviennent de ce que chacun des belligérants a le droit d'empêcher que le neutre n'abuse de cette liberté pour favoriser son ennemi en ce qui a directement rapport à la guerre. Ce double principe fondamental n'est pas contesté, mais dans l'application pratique, le conflit entre des intérêts opposés est cause que les conséquences sont outrepassées.

Dans un grand nombre de traités publics, il a été stipulé des clauses spéciales dans le but d'assurer la liberté du commerce et de la navigation des neutres, et de fixer l'étendue des droits accidentels que les puissances belligérantes peuvent acquérir à l'encontre de cette navigation. Si, malgré la multiplicité de ces conventions publiques, le droit international positif n'a pas encore acquis le caractère de précision et d'unité si désirable dans une matière si importante, il a sanctionné, du moins sur les points capitaux, des règles positives conformes aux principes énoncés ci-dessus.

Mais avant de parler de ces règles principales, disons que la neutralité, souvent possible pour les puissances de premier ordre, l'est rarement pour celles de deuxième ordre, si elles ne se trouvent placées dans des circonstances politiques et géographiques spéciales. Toutefois, l'histoire nous montre que la neutralité est rarement heureuse ; son fruit le moins amer est souvent de fournir un aliment aux suspicions et aux dédains des deux parties.

Pour rendre unanime le concert de toutes les nations à adopter la maxime : « *Le pavillon couvre la marchandise* » il ne manquait avant la guerre d'Orient, que l'acquiescement d'un puissant Etat maritime, de l'Angleterre.

Les droits du pavillon ami et du pavillon neutre, la confiscation ou la restitution des marchandises, les conditions qui doivent servir à régulariser les prises, etc., ont été l'objet de nombreuses stipulations avant l'année 1780. On peut consulter à ce sujet les principaux traités ci-dessous, qui ont été conclus par les Etats américains.

1778 et 1800.	Entre	la France et les Etats-Unis.
1779, 1785 et 1822.	—	les Etats-Unis et la Prusse.
1782.	—	les Etats-Unis et les Pays-Bas.
1783, 1816 et 1827.	—	les Etats-Unis et la Suède.
1795.	—	l'Espagne et les Etats-Unis.
1824.	—	la Colombie et les Etats-Unis.
1825.	—	les Etats-Unis et l'Amérique centrale.
1826.	—	la France et le Brésil.
1827.	—	le Brésil et la Prusse.
1828.	—	le Brésil et le Danemarck.
1829.	—	la Colombie et les Pays-Bas.

Nonce. — Voir *Agents diplomatiques.*

Patente. — Voir *Quarantaine.*

Pavillon (droit de). — Voir *Neutralité.*

Phares. — Voir *Navigation, Piraterie, Pirates.*

Les traités entre les Etats chrétiens renferment fréquemment des stipulations concernant les pirates ou forbans, portant que ces derniers ne seront pas admis dans les ports des deux puissances signataires, et que les prises introduites dans les mêmes ports *seront restituées à leurs propriétaires.*

Les traités conclus avec la Porte Ottomane et avec les régences barbaresques, antérieurs à 1830, renfermaient ordinairement des clauses qui tendaient à prévenir ou à réprimer leurs déprédations. Depuis 1830, les régences de Tripoli et de Tunis ont renoncé à exercer et à autoriser la piraterie. (Voir *Corsaires barbaresques.*)

Nous indiquons ci-dessous quelques-uns des traités les plus importants conclus par les Etats américains qui contiennent des clauses relatives à la piraterie :

1778 et 1800.		Entre la France et les Etats-Unis.
1785 et 1799.	—	les Etats-Unis et la Prusse.
1794 et 1825.	—	les Etats-Unis et l'Angleterre.
1795.	—	l'Espagne et les Etats-Unis.
1824.	—	la Colombie et les Etats-Unis.
1826.	—	la France et le Brésil.
1828.	—	le Brésil et le Danemarck.

Pratique. — Voyez *Quarantaine.*

Ports (Blocus des). — Voyez *Blocus, Neutralité.*

Ports francs. — Il existe en Europe et en Amérique un grand nombre de ports francs.

Postes. — Depuis trente ans, les gouvernements européens et américains ont conclu des conventions qui ont pour but d'assurer le transport entre ou à travers leur territoire, de la *correspondance*, des *journaux* et des *échantillons* de marchandises.

Prérogatives et Immunités d'un ministre public. — Les prérogatives d'un ministre public sont nombreuses; de trois principales découlent toutes les autres :

1° L'*exterritorialité* ou l'*indépendance* du ministre, en vertu de laquelle il est affranchi de la souveraineté et de la juridiction du gouvernement du pays dans lequel il doit résider, et qui s'étend à tout

ce qui peut être considéré comme appartenant à sa personne ou à sa mission, sa famille, sa suite, le personnel de la légation, ses équipages, son mobilier, son hôtel, etc., etc. (Voir *Asile.*)

2° L'*inviolabilité*, principal attribut d'un agent politique, conséquence de l'indépendance de la nation dont il est le mandataire, et condition *sine quâ non* de son admission.

3° L'*immunité* personnelle proprement dite, ou l'exemption de la juridiction ordinaire, laquelle découle naturellement de l'exterritorialité ou de l'indépendance dont le ministre public doit être certain dans l'exercice de ses fonctions, et de l'inviolabilité, fondée sur la dignité du caractère représentatif, auquel tout ministre public participe plus ou moins, et en vertu duquel il doit jouir, dans une mesure déterminée, des mêmes prérogatives que celles qui appartiennent au souverain qui l'a accrédité.

En vertu de l'*exterritorialité*, il est exempt de tout impôt personnel, royal ou municipal, et du logement des gens de guerre; son hôtel est soustrait à la souveraineté du pays; il jouit à la douane de franchises qui sont plus ou moins étendues selon les Etats, les uns accordant l'exemption de tout droit de douane et autorisant même l'importation de marchandises prohibées, quand elles sont déclarées être introduites pour l'usage du ministre public, les autres n'accordant l'exemption des droits de douane que pendant un temps déterminé.

En vertu de l'*inviolabilité*, qui commence au moment où le ministre public entre sur le territoire du souverain auprès duquel il doit résider, toute sûreté est acquise à sa personne, à ses démarches officielles, à ses fonctions diplomatiques, à sa correspondance, aux courriers qu'il expédie sous la protection de passe-ports qu'il leur remet à leur départ, à son droit de surveillance et de juridiction civile sur les personnes de sa suite.

Enfin, en vertu de l'*immunité* personnelle, le ministre public n'est point, en principe, soumis à la police, aux lois ni à la juridiction civile ou criminelle du pays dans lequel il est par ses fonctions appelé à résider : les tribunaux ne peuvent intenter contre lui ni contre les personnes de sa suite, aucune procédure ni information, ni ordonner une arrestation ou prononcer une condamnation quelconque. Dans le cas de délits commis contre des particuliers, le gouvernement du pays peut réclamer, d'une part le rappel du ministre ou le renvoi de l'individu de sa suite qui se sera rendu coupable, et

d'autre part le jugement et la punition, selon les formes, du ministre ou de l'individu accusé.

L'immunité ne pouvant avoir d'autre effet que d'écarter tout ce qui peut empêcher le ministre public de vaquer à ses fonctions, il est constant qu'un ministre devient justiciable de la juridiction locale lorsqu'il se livre à des manœuvres qui peuvent être regardées comme des crimes d'Etat, ou qui troublent la sûreté publique; en pareil cas le gouvernement local peut s'assurer de la personne du coupable, car l'acte d'inimitié commis contre lui l'a placé dans *le cas de légitime défense,* et dès lors dans la nécessité de prendre les mesures réclamées pour sa sûreté.

L'inviolabilité, qui entraîne après soi l'exemption de la juridiction locale, sans laquelle un ministre public ne pourrait exercer ses fonctions avec la dignité, la sûreté et la liberté qu'elles exigent, ne saurait non plus soustraire à l'action des lois le ministre public qui se serait rendu coupable de délits ou crimes autres que ceux qui peuvent être considérés comme crimes d'Etat. Si, oubliant lui-même sa propre dignité, le ministre public se permet des actes arbitraires, s'il manque aux habitants, trouble l'ordre public, se rend suspect, odieux, offense le souverain, etc., il doit être puni, *mais par l'Etat qu'il représente.* Selon la gravité des torts que le ministre public se sera donnés, il peut arriver, toutefois, qu'avant de réclamer ou d'avoir obtenu son rappel, l'Etat auprès duquel il est accrédité juge à propos de suspendre toute relation avec lui, ou de lui intimer l'ordre de partir, et de l'y contraindre même de vive force, s'il n'obéit pas.

Enfin, pour des cas moins sérieux que ceux que nous venons de rappeler, le ministre public ne saurait non plus se prévaloir de son *immunité.* Il ne saurait, en effet, contrevenir aux lois de police sans de sérieux inconvénients, et s'il se permet de faire des dettes, il peut être contraint de les acquitter.

La protection de la propriété littéraire et des œuvres d'art est inscrite aujourd'hui comme un nouveau principe dans le droit international.

PRISES ET REPRISES. — Les traités d'alliance, de commerce et de navigation conclus entre les grandes puissances maritimes renferment de nombreuses stipulations concernant les prises et les reprises, soit qu'elles aient été faites par un pirate ou qu'elles l'aient été sur

l'ennemi en temps de guerre; les jugements des prises et leur révision, la faculté de conduire dans des ports amis les prises faites sur l'ennemi, la restitution des prises et des captifs, les reprises faites dans les vingt-quatre heures, etc., etc.

Voici les traités les plus importants conclus par quelques-uns des Etats américains :

1778 / 1800. Etats-Unis et France.
1782. Etats-Unis et Hollande.
1785 / 1799. Etats-Unis et Prusse.
1786. Etats-Unis et Maroc.
1793. Etats-Unis et Suède.
1794 / 1806. Etats-Unis et Angleterre.
1824. Colombie et Etats-Unis.
1825. Brésil et Portugal.
1825. Etats-Unis et Amérique centrale.
1827. Brésil et Angleterre.
1827. Colombie et Pays-Bas.
1828. Brésil et Danemarck.

Propriété littéraire et artistique. — On entend par *propriété* littéraire le droit exclusif qui appartient à tout auteur sur toutes les créations de son intelligence, écrites ou orales, importantes ou non, durables ou éphémères; droit limité quant à sa durée, soumis à certaines conditions quant à son exercice.

Protocole. — En diplomatie, les *protocoles* sont les comptes-rendus des procès-verbaux des conférences entre les ministres plénipotentiaires de diverses puissances. C'est au congrès de Vienne, en 1814 et 1815, que fut adoptée pour la première fois et dans ce sens, la qualification de protocole.

Protocole diplomatique ou de chancellerie. — C'est la règle du cérémonial usité dans les écrits de toute nature employés pour les rapports politiques officiels entre les Etats aussi bien qu'entre les ministres. Il embrasse les qualifications et les titres qui sont attribués aux Etats, aux souverains, aux ministres publics, de même que les

formes et la courtoisie à observer dans les documents politiques.

PROVINCES UNIES. — Plusieurs républiques ont été ou sont encore connues sous cette dénomination : les provinces unies des Pays-Bas ou de la Hollande, transformées en 1815 en royaume des Pays-Bas, les provinces unies du Rio de la Plata, ou république Argentine. Quant aux provinces unies de l'Amérique centrale, elles forment aujourd'hui plusieurs républiques indépendantes.

QUARANTAINE. — Période de temps durant lequel un navire arrivant d'un port où règne une épidémie et que l'on suppose infesté du fléau ou ayant des malades à bord, est forcé de rester isolé en un lieu qui lui est assigné et sans aucune communication.

Dans l'origine, la quarantaine, comme l'indique ce nom, était de quarante jours, mais cette période est tout autre aujourd'hui, selon les différents cas constatés par les certificats de santé délivrés au port de départ par les autorités compétentes.

RATIFICATION DES TRAITÉS ET CONVENTIONS. — C'est l'acte par lequel les souverains au nom desquels un traité est négocié ou conclu approuvent la teneur de ce traité et s'engagent à le faire exécuter. Lorsque les ratifications ont été échangées entre les gouvernements contractants, les traités deviennent obligatoires à dater du jour de l'échange des ratifications. En principe, et c'est la règle générale, les ratifications doivent précéder la mise en vigueur des traités publics. Si l'une des deux parties contractantes refuse de les ratifier, le traité signé par son plénipotentiaire est anéanti et reste sans effet. (Voyez *Agents diplomatiques, Traités publics.*)

RELACHE. — En terme de marine, c'est l'entrée d'un bâtiment dans un port, soit pour déposer une partie de son chargement ou y recevoir quelques colis nouveaux, soit pour réparer une avarie, soit pour acheter des vivres ou renouveler sa provision d'eau, soit pour déposer un malade ou un passager, soit enfin pour s'abriter contre la tempête ou contre la poursuite d'un ennemi.

RELACHE FORCÉE. — Il existe dans plusieurs pays des ports qui ne sont point ouverts au commerce étranger; mais quand le cas de relâche forcée se présente, c'est-à-dire lorsqu'il y a danger pour les

navires à tenir la mer, ces ports reçoivent les navires qui viennent chercher un abri contre la tempête ; les repousser serait porter atteinte au droit des gens, aussi bien qu'aux droits de l'humanité.

RÉPUBLIQUES AMÉRICAINES. — Les républiques fondées sur le continent américain, après leur émancipation politique, avec leurs changements successifs, sont les suivantes :

1° *Amérique centrale.* Fédération de divers Etats, qui comprenait les républiques aujourd'hui indépendantes de Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et San-Salvador.

2° *Bolivie*, qui pendant quelques années fit partie de la confédération pérou-bolivienne.

3° *Chili.*

4° *Colombie*, qui se partagea, en 1830, en trois républiques indépendantes : l'Equateur, la Nouvelle-Grenade et le Vénézuéla.

5° *Etats-Unis de l'Amérique du Nord*, divisés actuellement en Etats-Unis du Nord, et en confédération du Sud.

6° *Equateur.*

7° *Haiti*, dont l'indépendance fut reconnue par la France en 1825 (autrefois île de Saint-Domingue).

8° *Mexique* (Etats-Unis) près d'être converti en monarchie constitutionnelle par l'intervention armée de trois grandes puissances européennes , la France, l'Angleterre et l'Espagne, alliées dans ce but.

9° *Nouvelle-Grenade.*

10° *Paraguay.*

11° *Pérou.*

12° *Rio de la Plata* (provinces unies) ou *république Argentine.*

13° *Texas*, séparé en 1835 du Mexique et faisant actuellement partie intégrante des Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

14° *Uruguay.*

15° *Vénézuéla.*

16° *Yucatan*, séparé du Mexique en 1841 et réuni de nouveau à cette république en 1844.

RÉPUBLIQUES EUROPÉENNES. — *Andorre, Brême, Cracovie, Francfort-sur-le-Mein, Hambourg, Iles Ioniennes, Lubeck, Saint-Marin, Suisse,* confédération formée de vingt-deux cantons ou Etats, dont

l'un, Neuchatel, portait le titre de principauté et était placé sous la suzeraineté du roi de Prusse.

L'ancienne république des provinces unies des Pays-Bas, après avoir porté successivement les titres de république Batave, royaume de Hollande, principauté souveraine des Pays-Bas unis, est devenue en 1815 le royaume des Pays-Bas, formé de la Hollande et de la Belgique ; celle-ci s'en est séparée en 1830 et a formé un royaume à part.

Trois républiques fort puissantes autrefois ont d'ailleurs perdu leur position d'*Etats indépendants :* la *Pologne,* placée en 1815 sous la souveraineté de la Russie ; Venise, qui est passée sous le sceptre de l'empereur d'Autriche, et *Gênes,* réunie d'abord sous le titre de *duché* aux Etats du roi de Sardaigne et appartenant actuellement au nouveau royaume d'Italie.

Salut en mer. — Le salut en mer est dû par les bâtiments marchands aux bâtiments de guerre ; il a lieu par le pavillon en l'embrassant ou en le baissant ; par les voiles, en carguant les huniers ; par le canon (les coups en nombre impair) ; par la mousqueterie et par la voix. Le salut par le pavillon et les voiles, comme étant le plus commode, est le plus en usage.

Divers traités ont stipulé sur le salut de mer entre les bâtiments de la marine militaire et sur celui qui est dû par ces derniers aux forteresses devant lesquelles ils passent. En général, le salut est rendu coup pour coup. Quelques traités indiquent le nombre de coups de canon qui devront former le salut militaire.

Successions. — Voir *Droit d'aubaine, Détraction.*

Sund. — Les traités de commerce et de navigation conclus par le Danemarck et les autres nations, font mention des droits qui sont prélevés sur la navigation commerciale au passage du Sund. Ils indiquent généralement les formalités qui doivent être remplies par les capitaines. Voir les traités suivants conclus avec l'Amérique et qui méritent d'être consultés :

1826.	Traité avec les Etats-Unis.	
1827.	—	le Mexique.
1828.	—	le Brésil.
1838.	—	le Vénézuéla.

Territoire (Echange ou cession de). — Voir *Limites*, *Colonies*.

Terme ou Délai. — Après la paix, il est accordé un délai aux habitants de pays cédés pour se retirer, s'ils le jugent convenable, vendre leurs propriétés, etc. Ce délai, qui est ordinairement d'un an et un jour, est fixé par les traités qui stipulent des cessions de territoire.

Un délai d'un an et un jour est ordinairement fixé aussi par les traités pour permettre aux propriétaires de bâtiments naufragés de réclamer les objets sauvés.

En général, habituellement aucun délai n'est spécifié dans les traités à l'égard des successions ouvertes au profit d'héritiers étrangers. Les agents du département des affaires étrangères peuvent donc toujours intervenir pour conserver ces successions.

Un délai est accordé, par la plupart des traités, aux négociants, en cas de rupture, pour se retirer librement avec leurs familles et leurs marchandises; ce délai est ordinairement de *six mois* ou d'*un an*. Les bâtiments qui sont dans les ports ne sont point confisqués et profitent du délai pour se retirer.

Terme des traités publics. — Les traités cessent d'être obligatoires lorsqu'ils sont parvenus au terme indiqué pour leur durée, lorsque le but pour lequel ils ont été conclus est atteint, lorsqu'une des parties contractantes, *usant de la faculté qu'elle s'est réservée*, se désiste de la convention; ou enfin par l'existence d'une clause résolutoire exprimée au traité. Mais, outre ces causes prévues ou déterminées à l'avance, d'autres causes exceptionnelles existent encore, qui mettent fin à la validité des traités, selon leur nature : Trois Etats ont formé une triple alliance défensive; deux de ces Etats se font la guerre; que fera le troisième?... Pour lui l'exécution du traité devient moralement impossible. Le changement essentiel de circonstances dont l'existence était considérée comme indispensable pour le maintien du traité, ou la défection de l'une des deux parties contractantes, mettent également fin à l'obligation.

Thuringe (Association des Etats de la). — Voir *Associations* et *Zollwerein*.

Traite des noirs. — Sous le titre *Traite des noirs*, cette collection

renferme tous les traités publics qui ont été conclus pour l'abolition de la traite entre les puissances de premier rang.

On appelle *traite des noirs* l'achat et le commerce qui se fait sur les côtes de Guinée pour transporter les nègres dans les colonies et dans les Etats du Nouveau-Monde. Ces opérations donnaient lieu autrefois à un grand commerce, dont le privilége exclusif fut accordé par l'Espagne, pendant de longues années, à l'Angleterre et à la France.

L'esclavage a été aboli dans toutes les républiques hispano-américaines, et il n'existe plus qu'au Brésil et dans quelques colonies européennes de ce continent.

On peut consulter les traités suivants :

1701. — *Asiento* entre les rois d'Espagne et de Portugal.

1711. — *Asiento* entre l'Espagne et la compagnie royale de Guinée. établie en France.

1713.— *Asiento* entre les couronnes d'Espagne et d'Angleterre, cette dernière prenant à sa charge l'introduction des esclaves dans l'Amérique espagnole.

1716. — Traité entre l'Angleterre et l'Espagne, relatif à quelques articles du traité précédent.

1815. — Traité entre la Grande-Bretagne et le Portugal, signé à Vienne.

1817. — Traité entre la Grande-Bretagne et le Portugal, signé à Londres.

1826. — Convention entre le Brésil et la Grande-Bretagne, signée à Rio-Janeiro.

1840. — Convention entre la France et Haïti.

Depuis cette époque, l'Angleterre a conclu des traités pour l'abolition complète de l'esclavage et de la traite des noirs, avec toutes les républiques et Etats sud-américains. Ces traités font partie de cette collection.

Traités diplomatiques. — Conventions entre nations, qui ont pour objet de régler leurs relations réciproques.

Dans le but de protéger, de défendre ou de restreindre la liberté naturelle du commerce, les puissances négocient et signent des traités de commerce et de navigation; mais, pour que ces traités soient solides et durables, il faut qu'ils soient fondés sur la réciprocité. Leurs clauses principales portent habituellement sur les priviléges, immunités et fonctions des consuls.

Visite. — La visite par les employés de douanes des bâtiments de la marine commerciale, à leur arrivée dans les ports, est en usage partout ; elle sert à établir la perception des droits portés au tarif local. Les bâtiments de la marine militaire ne sont pas soumis généralement à la visite de douane ; la déclaration de l'officier commandant suffit.

Lorsque la douane doit percevoir sur les marchandises présentées à l'importation, des droits *ad valorem*, les factures doivent lui être soumises ; dans un grand nombre de pays, elle est autorisée, si elle trouve les évaluations trop faibles, à retenir les marchandises en payant à l'importateur une certaine somme en sus de la valeur indiquée par la facture. Cette faculté est appelée l'*exercice du droit de préemption*. La somme que doit en pareil cas remettre la douane (en sus du prix de facture), est habituellement de dix pour cent ; le traité de 1734 entre la Grande-Bretagne et la Russie l'avait fixée à vingt pour cent.

Visite des batiments de la marine commerciale en mer par les bâtiments de guerre. — Les bâtiments de guerre peuvent visiter les bâtiments de la marine commerciale en temps de guerre, pour constater leur nationalité et s'assurer qu'ils ne sont pas chargés de marchandises appelées *contrebande de guerre*, c'est-à-dire d'armes, de poudre, de boulets, de salpêtre, de harnais, de chevaux, etc., en un mot de munitions et approvisionnements de toute nature, excepté les *grains*, les *vivres*, les *légumes*, le *vin*, le *sel*, l'*huile*, *et en général tout ce qui appartient aux besoins de la vie.*

La Grande-Bretagne comprend parmi les marchandises dites *contrebande de guerre* les munitions et fournitures navales, comme planches, poutres, cordes, lin, voiles, poix, goudron, etc. (Voir les traités indiqués sous le titre *Contrebande de guerre*.)

L'intention de la visite est annoncée par un coup de canon dit de *semonce* ou d'*assurance*. Le bâtiment de guerre reste en *panne* à une portée ou au moins à une demi-portée de canon du bâtiment qu'il veut visiter ; et il détache une seule chaloupe, à bord de laquelle se trouvent deux ou trois hommes et un officier, lequel se fait représenter les papiers de bord, les passe-ports et les connaissements. Les bâtiments voyageant *sous convoi* (voir ce mot) ne sont pas visités ; la parole de l'officier de la marine militaire qui commande le bâtiment servant d'escorte, suffit en pareil cas. Ne pas l'admettre et procéder

à la visite, serait une insulte grave faite au pavillon qui flotte à son bord.

De nombreux traités ont réglé le droit de visite en temps de guerre, le mode de l'exercer et les mesures à prendre à l'égard des navires porteurs de *contrebande de guerre*, l'abandon que pourrait faire le capitaine des marchandises réputées telles, afin de continuer son voyage, etc. Plusieurs traités portent d'ailleurs qu'il n'y aura pas lieu à la visite quand l'examen des papiers justifiera suffisamment la nationalité du navire et la nature du chargement. Au nombre des traités qu'il peut être d'une grande utilité de consulter en ce qui concerne la visite des navires de la marine commerciale en temps de guerre par les bâtiments armés, on peut voir les suivants :

1778 / 1800. { Etats-Unis et la France.

1795. Espagne et Etats-Unis.

1824. Colombie et Etats-Unis.

1825. Etats-Unis et Confédération de l'Amérique centrale.

1829. Colombie et les Pays-Bas.

En temps de paix, les navires de guerre des puissances qui ont adopté le principe *de l'abolition de la traite des noirs* sont également autorisés, dans certaines *latitudes*, à visiter les navires de la marine commerciale suspects de *se livrer au trafic des esclaves de la côte d'Afrique*. (Voir les traités portés au titre *Traite des noirs*.)

ZOLLWEREIN.—Sous ce titre, *M. de Cussy* a fait dans sa collection de l'année 1841 l'histoire des développements successifs qu'a pris l'association de douanes dans laquelle la plus grande partie des Etats allemands sont entrés, et à leur tête la Prusse, devenue directrice du système. Dans cet article, nous nous bornerons à rappeler que nous avons déjà parlé, sous le titre *Associations*, des diverses unions douanières qui ont été formées en Allemagne, depuis l'année 1826, et à indiquer le traité formant actuellement la base d'action du *Zollwerein*, dans lequel sont venues se fondre ces diverses associations, à l'exception de l'association hanovrienne.

La Prusse, comme représentant le Zollwerein, a conclu des traités de navigation et de commerce avec presque tous les Etats dont s'occupe cette collection.

1833, 22 mars. — Traité signé à Berlin, entre la Bavière, la Hesse-Electorale, le grand-duché de Hesse, la Prusse et le Wurtemberg,

c'est-à-dire entre l'association de douanes prussienne et l'association bavaroise.

1833, 11 mai. — *Cartel* de douanes, signé à Berlin entre la Prusse, l'électorat de Hesse, le grand-duché de Hesse, la Bavière, le Wurtemberg et la Saxe royale d'une part, et les Etats associés de l'union de douanes et de commerce de Thuringe d'une autre.

1841, 8 mai. — Traité signé à Berlin entre la Prusse, la Bavière, la Saxe royale, le Wurtemberg, Baden, la Hesse-Electorale, le grand-duché de Hesse, Nassau, Francfort, et les Etats de l'union de Thuringe, à savoir le grand-duché de Saxe-Weimar, les duchés de Saxe-Meningen, Saxe-Altenbourg et Saxe-Cobourg-Gotha; les principautés de Schwarzbourg, Sondershausen et Rudolstadt; les principautés de Reuss branche première et branche deuxième, et Reuss-Lobenstein-Ebersdorf.

1841, 8 mai. — Traité signé à Berlin, entre les mêmes Etats, pour la continuation des mêmes impôts sur les produits intérieurs (eau-de-vie, tabac, vin, bière).

1841, 19 octobre. — Traité d'accession du duché de Brunswick au *Zollwerein*, signé à Berlin, et par lequel il se sépare de l'union qu'il avait faite en mai avec le Hanôvre.

1842, février. — Traité d'accession du grand-duché de Luxembourg au Zollwerein, signé à la Haye.

PREMIÈRE PÉRIODE.

DEPUIS LA DÉCOUVERTE DE L'AMÉRIQUE

JUSQU'A LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE.

PRIMER PERÍODO.

ROMA Y ESPAÑA.

BULA DEL PAPA ALEJANDRO VI,

Haciendo donacion de la América á los reyes católicos Fernando é Isabel, en 4 de mayo de 1493.

Cuando Colon hubo descubierto las Indias occidentales, Fernando, rey de Castilla, obtuvo su concesion del papa Alejandro VI. Ella dió lugar á una discusion entre la España y el Portugal, que fué sometida á la decision del soberano Pontífice. Cristóbal Colon habia seguido el curso del sol, miéntras que Vasco de Gama navegó en rumbo opuesto cuando descubrió las Indias. Para conciliar los intereses de ambas partes, la Santa Sede propuso dividir el globo terrestre en dos porciones iguales, y por esta bula acordó á la España todo lo que pudiera descubrir al Oeste de una primera línea meridiana colocada á cien leguas al Oeste de una de las islas Azores ó del Cabo Verde (San Antonio, la mas setentrional, 36° al O. de Lisboa); y al Portu-

gal, el país que reconociese al E. de ese meridiano, con tal que no hubiese sido ocupado por ningun príncipe cristiano ántes del dia de Noel del mismo año. Esa línea, llamada la *Linea de marcacion*, separó el Brasil de la América meridional.

El rey D. Juan, que reclamaba la posesion de las islas Molucas, protestó contra esa bula. No obstante, para allanar las dificultades que podrian suscitarse en el porvenir entre las dos coronas de Castilla y Portugal, se convino en someterla á la decision de tres comisarios de cada nacion, que se reunieron en Tordesillas el siete de junio de mil cuatrocientos noventa y tres (1). Estos trazaron una nueva línea llamada *Linea de demarcacion*, porque destruía la otra, llevándola á doscientas setenta leguas mas al Oeste: y se convino en que todos los países situados al O. de ese meridiano, pertenecerian á la España, y los al E. al Portugal. Esta decision fué aprobada el 2 de julio, en Arévalo, por el rey de España; y el 25 de febrero del siguiente año, en Évora, por el de Portugal (2).

(1) Véase el tratado de Tordesillas, página 19.

(2) Herrera, dec. I, lib. II, cap. 4, 5, 8 y 10. — Gomara, lib. I, cap. 19. — Lafitau, *Histoire des découvertes*, tom. I, liv. I. — Torquemada, *Monar. Indiana*, lib. XVIII, cap. 3.



DOCUMENTO.

1493. *Alexander Episcopus, servus servorum Dei, charissimo in Christo filio Ferdinando Regi, et charissimæ in Christo filiæ Elisabeth, Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ et Granatæ, illustribus: Salutem et apostolicam benedictionem.*

Inter cætera divinæ Majestatis beneplacita opera, et cordis nostri desiderabilia, illud profectò potissimum existit, ut fides catholica et christiana religio, nostris præsertim temporibus, exaltetur, ac ubilibet amplietur et dilatetur, animarumque salus procuretur, ac barbaricæ nationes deprimantur, et ad fidem ipsam reducantur. Undè, cùm ad hanc sacram Petri Sedem, divinâ favente clementiâ, meritis licet imparibus, evecti fuerimus, cognoscentes vos tanquam veros catholicos Reges et Principes, quales semper fuisse novimus, et à vobis præclarè gesta toti penè jam orbi notissima demonstrant, nedùm id exoptare, sed omni conatu, studio et diligentiâ, nullis laboribus, nullis impensis, nullisque parcendo periculis, etiam proprium sanguinem effundendo efficere, ac omnem animum vestrum, omnesque conatus ad hoc jamdudum dedicasse, quemadmodùm recuperatio regni Granatæ à tyrannide Saracenorum hodiernis temporibus per vos, cum tantâ divini nominis gloriâ, facta testatur; dignè ducimus non immeritò, et debemus illa vobis etiam spontè et favorabiliter concedere, per quæ hujusmodi sanctum et laudabile ab immortali Deo cœptum propositum in dies

TRADUCCION.

(Del ejemplar impreso en Lisboa el año de 1750.)

Alejandro obispo, siervo de los siervos de Dios. Á nuestro muy amado en Cristo hijo Fernando, y á nuestra muy amada en Cristo hija Isabel, Rey y Reina ilustres de Castilla, Leon, Aragon, Sicilia y Granada : Salud y apostólica bendicion. 1493.

Entre todas las obras que se ha dignado crear la divina Majestad y que nuestro corazon desea mas ardientemente, figura á la verdad como primordial la exaltacion de la fe católica y de la Religion cristiana, con especialidad en nuestros tiempos, y su difusion y propagacion por todas partes; como igualmente la de trabajar en la salvacion de las almas y en someter á las naciones bárbaras para reducirlas á la misma fe. Así es que habiéndonos favorecido la clemencia divina con nuestra exaltacion á la silla de Pedro, aunque con méritos desiguales, y conociendo que vosotros sois, como hemos reconocido que lo habeis sido siempre, unos Reyes y Príncipes verdaderamente católicos, como elocuentemente lo demuestra ya, á la faz de casi todo el orbe, la notoriedad de vuestros hechos; y que no tan solo habeis tenido este vehemente deseo, sino que lo habeis puesto por obra, empeñando en ello, hace ya mucho tiempo, todo vuestro espíritu y todos vuestros conatos, con el mayor esfuerzo, cuidado y diligencia; sin omitir, hasta conseguirlo, ningun linaje de trabajos y gastos, y aun despreciando todos los peligros, incluso el de la efusion de vuestra propia sangre,

1493. ferventiori animo ad ipsius Dei honorem, et imperii christiani propagationem prosequi valeatis.

Sanè accepimus quòd vos dudum animum proposueratis aliquas insulas et terras firmas remotas et incognitas, ac per alios hactenùs non repertas, quærere et invenire, ut illarum incolas et habitatores ad colendum Redemptorem nostrum, et fidem catholicam profitendam reduceretis, sed hactenùs in expugnatione et recuperatione ipsius regni Granatæ plurimùm occupati hujusmodi sanctum et laudabile propositum vestrum ad optatum finem perducere nequivistis, sed tandem sicut Domino placuit, regno prædicto recuperato, volentes desiderium adimplere vestrum, dilectum filium Christophorum Columbum, virum utique dignum et plurimùm commendandum, ac tanto negotio aptum, cum navigiis et hominibus ad similia instructis, non sine maximis laboribus et periculis ac expensis destinatis, ut terras firmas et insulas remotas et incognitas hujusmodi, per mare ubi hactenùs navigatum non fuerat, diligenter inquireret.

Qui tandem (divino auxilio factâ extremâ diligentiâ in mari Oceano navigantes) certas insulas remotissimas, et etiam terras firmas, quæ per alios hactenùs repertæ non fuerant, invenerunt, in quibus quamplurimæ gentes pacificè viventes, et, ut asseritur, nudi incedentes, nec carnibus vescentes inhabitant, et, ut præfati Nuntii vestri possunt opinari, gentes ipsæ in insulis et terris prædictis habitantes credunt unum Deum Creatorem in cœlis esse, ad fidem catholicam amplexendam, et bonis moribus imbuendum satis apti videntur, spesque habetur quòd si erudirentur, nomen Salvatoris Domini nostri Jesu Christi in terris et insulis prædictis faterentur, ac præfatus Christo-

como lo comprueba la recuperacion que con tanta gloria del nombre divino habeis hecho, en estos tiempos, del reino de Granada, de la tiranía de los Sarracenos: con razon y dignamente juzgamos de nuestro deber concederos, favorablemente y de buena voluntad, todas aquellas cosas por cuyo medio podais proseguir, con ánimo de dia en dia mas fervoroso, y en obsequio de Dios mismo, el propósito que habeis comenzado, santo y laudable á los ojos del Dios inmortal, de propagar el imperio cristiano. 1493.

En efecto, hemos sabido que vosotros habiais concebido el designio de buscar y encontrar algunas islas y tierras firmes distantes y desconocidas, y hasta ahora no encontradas por otros, para reducir á sus moradores y habitantes á rendir culto á nuestro Redentor y á profesar la fe católica, pero que hasta el presente no pudísteis llevar al deseado término vuestro santo y laudable propósito, por encontraros muy ocupados en combatir por la recuperacion del mismo reino de Granada; el que recuperado al fin, como á Dios plugo, y persistiendo vosotros en cumplir vuestro deseo, destinásteis á nuestro predilecto hijo Cristóbal Colon, varon verdaderamente digno y tan recomendable como capaz para un asunto de tamaña magnitud, proveyéndole de naves y de hombres, aprestados para ese objeto con supremos trabajos, peligros y gastos, á fin de que buscase con el mayor empeño las tierras firmes é islas remotas y desconocidas, por un mar en que hasta ahora no se habia navegado.

Los que por fin (habiendo navegado en el mar Océano, con el auxilio divino y á merced de un cuidado grandísimo) encontraron ciertas islas muy remotas, y tambien tierras firmes que hasta ahora no habian sido encontradas por otros, en las cuales habitan muchísimas gentes que viven pacíficamente, y las que, como se asegura, andan desnudas y no se alimentan con carne; y, segun pueden opinar vuestros referidos nuncios, esas mismas gentes que moran en las mencionadas islas y tierras creen que existe un Dios Criador en los cielos, y parecen suficientemente aptas para abrazar la fe católica y para ser imbuidas en las buenas costumbres, y hay la esperanza de que si

1493. phorus in unâ ex principalibus insulis prædictis, jam unam turrim satis munitam, in quâ certos christianos, qui secum inerant, in custodiam, et ut alias insulas et terras firmas, remotas et incognitas inquirerent, posuit, construi et ædificari fecit.

In quibus quidem insulis et terris jam repertis, aurum, aromata, et aliæ quamplurimæ res pretiosæ diversi generis, et diversæ qualitatis reperiuntur.

Undè omnibus diligenter, et præsertim fidei catholicæ exaltatione et dilatatione (proùt decet catholicos Reges et Principes) consideratis, more progenitorum vestrorum claræ memoriæ Regum, terras firmas et insulas prædictas, illarumque incolas et habitatores vobis, divinâ favente clementiâ, subjicere, et ad fidem catholicam reducere proposuistis.

Nos igitur hujusmodi vestrum sanctum et laudabile propositum plurimùm in Domino commendantes, ac cupientes ut illud ad debitum finem perducatur, et ipsum nomen Salvatoris nostri in partibus illis inducatur, hortamur vos quamplurimùm in Domino, et per sacri lavacri susceptionem, quâ mandatis apostolicis obligati estis, et viscera misericordiæ Domini nostri Jesu Christi attentè requirimus, ut cùm expeditionem hujusmodi omninò prosequi et assumere probâ mente orthodoxæ fidei zelo intendatis, populis in hujusmodi insulis et terris degentes ad christianam Religionem suscipiendam inducere velitis et debeatis, nec pericula, nec labores ullo unquàm tempore vos deterreant, firmâ spe fiduciâque conceptis, quòd Deus omnipotens conatos vestros feliciter prosequetur.

Et ut tanti negotii provinciam apostolicæ gratiæ largitate donati liberiùs et audaciùs assumatis, motu proprio, non ad vestram vel alterius pro vobis super hoc nobis oblatæ peti-



se instruyesen reconocerian el nombre del Salvador nuestro Señor Jesucristo en las indicadas tierras é islas; y que el expresado Cristóbal hizo ya construir y edificar, en una de las principales islas mencionadas, una torre bien fortificada, en la cual situó á varios cristianos que con él habian entrado, para que la custodiasen y para que se informasen de otras islas y tierras firmes, remotas y desconocidas. 1493.

En cuyas islas, por cierto, y tierras ya descubiertas, se encuentra oro, aromas, y muchísimas otras cosas preciosas de diverso género y de diversa cualidad.

De donde provino que, teniendo vosotros cuidadosamente en consideracion estas circunstancias, y con especialidad la exaltacion y propaganda de la fe católica (cual conviene á Reyes y Príncipes católicos), os propusísteis, segun la costumbre de vuestros progenitores, — Reyes de ilustre recordacion, — someter á vuestro dominio las tieras firmes é islas precitadas, y, favorecidos por la divina clemencia, convertir á la fe católica á sus moradores y habitantes.

Nosotros, pues, recomendando mucho al Señor vuestro santo y laudable propósito, y deseando que se lleve á debido término, y que el nombre mismo de nuestro Salvador se lleve á aquellas regiones, os exhortamos encarecidamente en el Señor, y os pedimos con especialidad, que, tanto con el auxilio del sagrado bautismo, al cual os obligan los mandatos apostólicos, como por las entrañas de misericordia de nuestro Señor Jesucristo, cuando intenteis proseguir esa expedicion y tomarla á cargo vuestro con el recto designio de fomentar el celo de la fe ortodoxa, sea de vuestra voluntad y deber inducir á los pueblos que de tal suerte pasan la vida en esas islas y tierras, á que abracen la Religion cristiana; y jamas ni en tiempo alguno os amedrenten los peligros y trabajos, sino ántes bien reposad en la firme esperanza, y en la confianza de que el Dios omnipotente proseguirá felizmente vuestros esfuerzos.

Y para que con mayor libertad y valor os apodereis de una provincia de tanta importancia, concedida por la liberalidad de la gracia apostólica, de *motu proprio*, y no á instancia vuestra

1493. tionis instantiam, sed de nostrâ merâ liberalitate, et ex certâ scientiâ, ac de apostolicæ potestatis plenitudine, omnes insulas et terras firmas inventas et inveniendas, detectas et detegendas versùs Occidentem et Meridiem, fabricando et construendo unam lineam à polo arctico, scilicet Septentrione, ad polum antarcticum, scilicet Meridiem, sive terræ firmæ et insulæ inventæ et inveniendæ sint versùs Indiam, aut versùs aliam quamcumque partem, quæ linea distet à quâlibet insularum, quæ vulgariter nuncupantur *de los Azores y Cabo Verde,* centum leucis versùs Occidentem et Meridiem, ita quòd omnes insulæ et terræ firmæ repertæ et reperiendæ, detectæ et detegendæ, et præfata linea versùs Occidentem et Meridiem, per alium Regem aut Principem christianum non fuerint actualiter possessæ usque ad diem Nativitatis Domini nostri Jesu Christi proximè præteritum, à quo incipit annus præsens millesimus quadringentesimus nonagesimus tertius, quando fuerunt per nuntios et capitaneos vestros inventæ aliquæ prædictarum insularum, auctoritate omnipotentis Dei Nobis in beato Petro concessâ, ac vicariatus Jesu Christi, quâ fungimur in terris, cum omnibus illarum dominiis, civitatibus, castris, locis, juribusque et jurisdictionibus, ac pertinentiis universis, vobis hæredibusque et successoribus vestris (Castellæ et Legionis Regibus) in perfectum tenore præsentium donamus, concedimus et assignamus. Vosque et hæredes ac successores præfatos illarum dominos cum plenâ, liberâ et omnimodâ potestate, auctoritate et jurisdictione, facimus, constituimus et deputamus.

Decernentes nihilominùs per hujusmodi donationem, concessionem et assignationem nostram nulli christiano Principi, qui actualiter præfatas insulas et terras firmas possederit usque ad dictum diem Nativitatis Domini nostri Jesu Christi, jus quæsitum sublatum intelligi posse, aut auferri debere. Et insuper mandamus vobis in virtute sanctæ obedientiæ (sicut pollice-

sobre esto, ni á peticion alguna que otro por vos nos haya hecho, sino por un acto de pura liberalidad nuestra, con ciencia cierta y en plenitud de la potestad apostólica, Nosotros, usando de la autoridad del Dios omnipotente, que Nos ha sido concedida en el bienaventurado Pedro, y de la cual gozamos en la tierra en desempeño del vicariato de Jesucristo, por el tenor de las presentes os damos, concedemos y asignamos á perpetuïdad á vosotros y á vuestros herederos y sucesores (los Reyes de Castilla y de Leon) con todos sus dominios, ciudades, fortalezas, lugares, derechos y jurisdicciones, y con todas sus pertenencias, todas aquellas islas y tierras firmes encontradas y que se encuentren, descubiertas y que se descubran hácia el Occidente y el Mediodía, imaginando y trazando una línea desde el polo ártico, esto es, desde el Septentrion, hasta el polo antártico, esto es, el Mediodía, ó sea las tierras firmes é islas encontradas y por encontrar que estén hácia la India, ó hácia cualquiera otra parte, cuya línea distará de cualquiera de las islas que vulgarmente se llaman *de los Azores y Cabo Verde*, cien leguas hácia el Occidente y Mediodía, con tal que todas las islas y tierras firmes encontradas y que se encuentren, descubiertas y que se descubran, y la referida línea hácia el Occidente y Mediodía, no hayan sido poseidas actualmente por otro Rey ó Príncipe cristiano hasta el dia de la Natividad de nuestro Señor Jesucristo, próximo pasado, en cuyo dia principia el presente año de mil cuatrocientos noventa y tres, cuando fueron encontradas por vuestros nuncios y capitanes algunas de las islas precitadas. Y os hacemos, constituimos y consagramos señores de todas ellas, tanto á vosotros como á vuestros precitados herederos y sucesores, con plena, libre y omnímoda potestad, autoridad y jurisdiccion. 1493.

Decretamos, sin embargo, que por esta nuestra donacion, concesion y asignacion no pueda entenderse quitado, ni deba quitarse, ningun derecho adquirido, á ningun príncipe cristiano que actualmente poseyere las predichas islas y tierras firmes hasta el dicho dia de la Natividad de nuestro Señor Jesucristo. Y por las presentes os mandamos, en virtud de santa obediencia

1493. mini, et non dubitamus pro vestrâ maximâ devotione et regiâ magnanimitate vos esse facturos) ad terras firmas et insulas prædictas viros probos et Deum timentes, doctos, peritos, et expertos, ad instruendum incolas et habitatores præfatos in fide catholicâ, et bonis moribus imbuendum destinare debeatis, omnem debitam diligentiam in præmissis adhibentes.

Ac quibuscumque personis cujuscumque dignitatis, etiam imperialis et regalis, statûs, gradûs, ordinis vel conditionis, sub excommunicationis latæ sententiæ pœnâ, quam eo ipso si contrafecerint incurrant, districtiùs inhibemus ne ad insulas et terras firmas inventas et inveniendas, detectas et detegendas versùs Occidentem et Meridiem, fabricando et construendo lineam à polo arctico ad polum antarcticum, sive terræ firmæ et insulæ inventæ et inveniendæ sint versùs aliam quamcumque partem, quæ linea distet à quâlibet insularum, quæ vulgariter nuncupantur *de los Azores y Cabo Verde*, centum leucis versùs Occidentem et Meridiem, ut præfertur, pro mercibus habendis, vel quâvis aliâ de causâ, accedere præsumant absque vestrâ ac hæredum et successorum vestrorum prædictorum licentiâ speciali.

Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque. In illo à quo imperia, et dominationes et bona cuncta procedunt confidentes, quòd dirigente Domino actus vestros, si hujusmodi sanctum et laudabile propositum prosequamini, brevi tempore cum felicitate et gloriâ totius populi christiani, vestri labores et conatus exitum felicissimum consequentur.

Verùm, quia difficile foret præsentes litteras ad singula quæque loca, in quibus expediens fuerit deferri, volumus, ac motu et scientiâ similibus decernimus, quòd illarum transumptis manu publici notarii rogati subscriptis, et sigillo alicujus personæ in ecclesiasticâ dignitate constitutæ, seu curiæ ecclesiasticæ munitis, ea prorsùs fides in judicio et extra, ac aliàs ubilibet adhibeatur, quæ præsentibus adhiberetur, si essent exhibitæ vel ostensæ.

(como lo teneis prometido, y no dudamos lo cumplireis por vuestra suprema devocion y real magnanimidad), que debeis destinar á las enunciadas tierras firmes é islas varones probos y dotados del temor de Dios, doctos, sabios y de experiencia, para que instruyan en la fe católica á los predichos moradores y habitantes, y para que los imbuyan en las buenas costumbres; en todo lo cual debeis poner toda la atencion que es debida. 1493.

Y prohibimos muy estrictamente á cualesquiera personas de cualquiera dignidad,—aun la imperial y régia,—estado, grado, órden ó condicion, bajo pena de excomunion *latæ sententiæ,* en la cual incurrirán por el simple hecho de la contravencion, que se atrevan á acercarse, con objeto de especular ó con otro motivo cualquiera, sin especial licencia vuestra ó la de vuestros predichos herederos y sucesores, á las islas y tierras firmes encontradas y que se encuentren, descubiertas y que se descubran hácia el Occidente y Mediodía, imaginando y trazando una línea del polo ártico al polo antártico, ó sea las tierras firmes ó islas encontradas y por encontrar que estén hácia cualquiera otra parte, cuya línea distará de cualquiera de las islas que vulgarmente se llaman *de los Azores y Cabo Verde,* cien leguas hácia el Occidente y Mediodía, como ántes se ha dicho.

No obstarán á esto ningunas constituciones y ordenaciones apostólicas, ni otros actos cualesquiera en contrario. Confiamos en aquel de quien emanan los imperios y dominaciones y todos los bienes, que, dirigiendo el Señor vuestros pasos, si proseguis en ese santo y laudable propósito, en breve tiempo y con felicidad y gloria de todo el pueblo cristiano, vuestros trabajos y esfuerzos serán coronados con el éxito mas venturoso.

Pero como será difícil exhibir las presentes letras en cada lugar en que sea menester producirlas, queremos y decretamos con igual voluntad y conocimiento, que á sus compulsas suscritas por mano de notario público rogado al efecto, y con el sello de cualquiera persona constituida en dignidad eclesiástica, ó de la Curia eclesiástica, se les dé entera fe dentro y fuera de juicio, y en otros actos en cualquiera parte, lo mismo que si se exhibiesen y mostrasen las presentes.

1493. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ commendationis, hortationis, requisitionis, donationis, concessionis, assignationis, constitutionis, deputationis, decreti, mandati, inhibitionis et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus, se noverit incursurum.

Dat. Romæ apud S. Petrum, anno Incarnationis dominicæ, millesimo quadringentesimo nonagesimo tertio, quarto nonas maii, Pont. nostri anno primo.



Á ningun hombre, pues, sea lícito en manera alguna infringir ó contrariar con temeraria osadía esta página de nuestra recomendacion, exhortacion, peticion, donacion, concesion, asignacion, constitucion, deputacion, decreto, mandato, prohibicion y voluntad. Pero si alguno imaginase intentarlo, tenga como cierto que ha de incurrir en la indignacion del Dios omnipotente, y de los bienaventurados Pedro y Pablo sus apóstoles. 1493.

Dadas en Roma, en San Pedro, en el año de la Encarnacion del Señor mil cuatrocientos noventa y tres, á cuatro de mayo, en el año primero de nuestro pontificado.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

TRATADO DE TORDESILLAS,

Firmado solemnemente el 7 de junio de 1494, y aprobado por el Rey de España el 2 de julio.

1494. Á consecuencia de este arreglo, ambas potencias convinieron en enviar cuatro embarcaciones con astrónomos, navegadores y geógrafos, con el fin de establecer la línea divisoria y determinar los territorios pertenecientes á cada corona. Este tratado tomó un carácter mas inviolable aún por la sancion del papa Julio II, cuya bula, de 24 de enero de 1506, fué comunicada por el arzobispo de Braga y el obispo de Viseo, á sus respectivos soberanos.

Segun el informe de doce cosmógrafos castellanos y portugueses, nombrados para fijar esa línea de límites, los primeros tomaron por base la isla de San Antonio, la mas occidental de las del Cabo Verde; los segundos, la de Sal, la mas oriental de dichas islas. No se habia indicado el valor de las leguas, y los instrumentos de los geógrafos eran muy imperfectos, por con-

secuencia los comisarios diferian mucho entre sí, quedando sin ejecucion la operacion. No obstante, los hidrógrafos portugueses pretendian que el Portugal tenia derecho á doscientas leguas de terreno en el Brasil, pasando la línea de demarcacion por el rio de la Coroa, cerca de Maranhão y no distante de San Vicente (1). 1494.

El 6 de setiembre de 1522, regresó de su viaje el buque « Victoria, » durante el cual habia descubierto las islas Molucas. Cada príncipe pretendia que esas islas estaban comprendidas en su reparticion. En la misma época, se descubrian varios otros territorios en la costa austral y meridional de la América, que comprendia el meridiano supuesto de la demarcacion.

Deseando llegar á una conciliacion, se decidió (1524) que se nombrarian plenipotenciarios por ambas partes y se reunirian en el puente del rio Caya, limítrofe entre Badajoz y Yélves, para determinar el meridiano de Tordesillas, y otros á su *nadir* ó punto diametralmente opuesto. La imperfeccion de los globos, cartas é instrumentos astronómicos impidieron á esos comisarios que se entendiesen. Pasaron su tiempo discutiendo si las 370 leguas comenzarian de la mas occidental ó de la mas oriental de las islas del Cabo Verde, y se separaron sin tomar ninguna resolucion (2).

Dos años despues, nuevos árbitros y comisarios se reunieron en Sevilla : por parte del Portugal, el embajador de esta corona con el jurisconsulto Azevedo ; y por la del emperador, el obispo de *Osma*, presidente del consejo de las Indias, el Dr. *Lorenzo Galindes*, del mismo consejo , D. *García de Padilla*, gran comendador de la órden de Calatrava, con la intervencion del gran canciller y del nuncio apostólico *Mercurio Gatinara*. Despues de muchas conferencias y de una larga negociacion, en donde se encontraron jurisconsultos, geógrafos y

(1) *Comunicacion de D. Juan Bautista de Gesio*. Madrid, 24 de noviembre de 1579. El original existe en el *archivo general de Indias de Sevilla*.
(2) *Herrera*, déc. III, lib. VI, cap. 6, 7 y 8.

1494. frailes, dice Argensola, que en vez de resolver las dificultades no hicieron mas que aumentarlas, no resultando de su negociacion, en España, mas que alegatos, compromisos y proyectos inútiles; y en Asia, combates entre las flotas y los ejércitos de ambos monarcas (1).

En cuanto á la línea de demarcacion americana, los cosmógrafos españoles y portugueses, guiados por cartas náuticas y derroteros particulares, y no por observaciones astronómicas, llegaron á resultados muy diferentes. Segun los primeros, la extension del continente entre Porto Veio, en el mar del Sur, y el cabo San Agustin en el del Norte, era de 51°; segun los últimos, comprendia 55°. Se trató de establecer la línea de demarcacion por la embocadura del rio Maranháõ de un lado, y del otro por la del San Antonio y Órganos, comprendiendo el rio de la Plata, y toda la costa hasta la bahía de San Vicente.

Los cosmógrafos portugueses insistieron, diciendo, que si ese meridiano caía por la boca del Maranháõ, deberia pasar mucho mas allá de la bahía de San Vicente, porque entre el cabo de San Agustin y el Maranháõ hay 14° y 2/3 de distancia, y entre el mismo cabo y esa bahía, no hay mas que 10°; y que por consecuencia, la línea de demarcacion no podia pasar por ambos puntos. Entre la isla de San Antonio y el cabo San Agustin, se cuentan mas ó ménos 3°, y 14° dos tercios entre el cabo San Agustin y el Maranháõ, los que, reunidos, hacen 17° dos tercios. Faltaban casi 5° para completar el número de 22° un tercio, ó de 370 leguas concedidas á la corona de Portugal.

Desde entónces una extension considerable de continente situado entre el Plata y la bahía de San Vicente, fué reclamada por cada una de las potencias, hasta que la reunion de los dos reinos bajo el mismo monarca (1580) puso fin á la discusion. Fué ese (dice Solorzano, cap. 6, n° 74) un efecto de la Providencia, á fin de que bajo la direccion de un solo rey, se propagase con mas libertad, entre las naciones bárbaras, la luz del Evan-

(1) *Conquista de las islas Molucas.*

gelio, como tambien para evitar las discusiones ocasionadas por el descubrimiento de las Filipinas, á las que tenian los Portugueses mas derechos que los Castellanos. 1494.

DOCUMENTO.

(Tomado de la Coleccion de Tratados de Castro, tomo III, p. 52.)

Consideracion preliminar.

Don Fernando y doña Isabel, por la gracia de Dios rey y reyna de Castilla, de Leon, de Aragon y de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Córdova, de Córcega, de Murcia, de Jahen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, de las islas de Canaria, conde y condesa de Barcelona, y señores de Viscaya y de Molina, duques de Aténas y de Neopatria, condes de Rossellon y de Cerdaña, marqueses de Oristan y de Goceano, en una con el príncepe don Juan, nuestro muy caro y muy amado hijo, primogénito heredero de los dichos nuestros reynos y señoríos. Por quanto, por don Henrique Henriques, nuestro mayordomo mayor, y don Guterre de Cárdenas, comisario mayor de Leon, nuestro contador mayor, y el doctor Rodrigo Maldonado, todos del nuestro consejo, fué tratado, assentado y capitulado por nos, y en nuestro nombre, y por virtud de nuestro poder, con el sereníssimo don Juan, por la gracia de Dios rey de Portugal y de los Algarbes, de aquende y de allende el mar, en África señor de Guinea, nuestro muy caro y muy amado hermano, y con Ruy de Sosa, señor de Usagres y Berengel, y don Juan de Sosa su hijo, almotacen mayor del dicho sereníssimo rey nuestro hermano, y Arias de Almadana, corregidor de los fechos civiles de su corte y del su desembargo, todos del consejo del dicho sereníssimo rey nuestro hermano, en su nombre, y por virtud de su poder, sus embaxadores que á nos vinieron, sobre la diferencia de lo que á nos y al dicho sereníssimo rey nuestro hermano pertenece, de lo que hasta siete dias deste mes de



1494. junio, en que estamos, de la fecha desta escriptura está por descubrir en el mar Océano, en la qual dicha capitulacion los dichos nuestros procuradores, entre otras cosas, prometieron que dentro de cierto término en ella contenido, nos otorgaríamos, confirmaríamos, juraríamos, ratificaríamos y aprovaríamos la dicha capitulacion por nuestras personas; é nos queriendo complir, é compliendo todo lo que asy en nuestro nombre fué assentado, é capitulado, é otorgado cerca de lo susodicho, mandamos traer ante nos la dicha escriptura de la dicha capitulacion y asiento para la ver y examinar, y el tenor della de *verbo ad verbum* es este que se sigue :

Trascricion de una escritura de capitulacion.

En el nombre de Dios Todopoderoso, Padre y Fijo y Espirito Santo, tres personas realmente distintas y apartadas, y una sola esencia divina (1).

Manifiesto y notorio sea á todos quantos este público instromiento vieren, como en la villa de Tordesillas, á siete dias del mes de junio, año del nascimiento de nuestro Señor Jesu Christo de mil é quatrocientos é noventa é quatro años, en presencia de nos los secretarios y escrivanos, é notarios públicos de yuso escritos, estando presentes los honrados don Henrique Henriques, mayordomo mayor de los muy altos y muy poderosos príncipes, señores don Fernando y doña Isabel, por la gracia de Dios rey y reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada, etc., é don Guterre de Cárdenas, contador mayor de los dichos señores rey y reyna, y el doctor Rodrigo Maldonado, todos del consejo de los dichos señores rey y reyna de Castilla, é de Leon, de Aragon, de Sicilia, é de Granada, etc., sus procuradores bastantes de la una parte, é los honrados Ruy de Sosa, señor de Usagres é Berengel, é don Juan de Sosa su hijo, almotacen mayor del muy alto y muy excelente señor don Juan, por la gracia de Dios rey de Portugal, é de los Algarbes, de aquende é de allende el mar, en África señor de Guinea, é Arias de Al-

(1) Véase la nota del tratado de 1681, y el artículo XXI del tratado de 1° octubre de 1777.

madana, corregidor de los fechos civiles en su corte, é del su desembargo, todos del consejo del dicho señor rey de Portugal é sus embaxadores é procuradores bastantes, segund amas las dichas partes lo mostraron por las cartas é poderes, é procuraciones de los dichos señores sus constituyentes, de las quales su tenor *de verbo ad verbum* es este que se sigue : 1494.

Plenipotenciarios de la España.

Don Fernando y doña Isabel, por la gracia de Dios rey y reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Córdova, de Córcega, de Murcia, de Jahen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, de las islas de Canaria, conde y condesa de Barcelona, é señores de Viscaya é de Molina, duques de Aténas é de Neopatria, condes de Rossellon é de Cerdaña, marqueses de Oristan é de Goceano. Por quanto el serenissimo rey de Portugal, nuestro muy caro é muy amado hermano, embió á nos por sus embaxadores é procuradores á Ruy de Sosa, cuyas son las villas de Usagre é Berengel, é á don Juan de Sosa su almotacen mayor, é Arias de Almadana su corregidor de los fechos civiles en su corte é del su desembargo, todos del su consejo, para platicar é tomar asiento é concordia con nos, ó con nuestros embaxadores é procuradores, en nuestro nombre, sobre la diferencia que entre nos y el dicho serenissimo rey de Portugal nuestro hermano, é sobre lo que á nos y á él pertenece de lo que hasta agora está por descubrir en el mar Océano; por ende confiando de vos don Henrique Henriques nuestro mayordomo mayor, é don Guterre de Cárdenas comisario mayor de Leon, nuestro contador mayor, é el doctor Rodrigo Maldonado, todos del nuestro consejo, que sois tales personas, que guardareis nuestro servicio, é bien, é fielmente hareis lo que por nos vos fuere mandado é encomendado, por esta presente carta vos damos todo nuestro poder complido, en aquella mas apta forma que podemos é en tal caso se requiere, especialmente para que por nos y en nuestro nombre é de nuestros herederos, é subcesores, é de todos nuestros reynos é señorios, súbditos é naturales dellos, podais tratar, concordar é asentar, é fazer trato é concordia con los dichos embaxadores

1494. del dicho serenissimo rey de Portugal nuestro hermano, en su nombre, qualquier concierto, asiento, limitacion, demarcacion é concordia sobre lo que dicho es, por los vientos en grados de Norte, é del Sol, é por aquellas partes, divisiones, é lugares del cielo, é de la mar, é de la tierra, que á vos bien visto fueren, é asy vos damos el dicho poder, para que podais dexar al dicho rey de Portugal, é á sus reynos é subcesores todos los mares é islas, é tierras que fueren é estovieren dentro de qualquier limitacion é demarcacion, que con él fincaren é quedaren; é otrosy vos damos el dicho poder, para que en nuestro nombre, é de nuestros herederos é subcesores, é de nuestros reynos é señoríos, é súbditos é naturales dellos, podades concordar, é asentar, é recebir, é aceptar del dicho rey de Portugal, é de los dichos sus embaxadores, é procuradores en su nombre, que todos los mares, islas é tierras que fueren é estovieron dentro de la limitacion é demarcacion de costas, mares é islas, é tierras, que quedaren é fincaren con nos é con nuestros subcesores, para que sean nuestros é de nuestro señorío é conquista, é asy de nuestros reynos é subcesores dellos, con aquellas limitaciones é excepciones, é con todas las otras divisiones é declaraciones, que á vosotros bien visto fuere; é para que sobre todo lo que dicho es, é para cada una cosa é parte dello, é sobre lo á ello tocante, ó de ello dependiente, ó á ello anexo é conexo en qualquier manera, podais fazer é otorgar, concordar, tratar é recebir, é aceptar en nuestro nombre, é de los dichos nuestros herederos é subcesores, é de todos nuestros reynos, señoríos, é súbditos é naturales dellos, qualesquier capitulaciones é contractos, escripturas, con qualesquier vínculos, abtos modos, condiciones, obligaciones é estipulaciones, penas é submisiones, é renunciaciones, que vosotros quisierdes é bien visto vos fuere, é sobre ello podais fazer é otorgar, é fagais, é otorgueis todas las cosas, é cada una dellas, de qualquier naturaleza é calidad, gravedad é importancia que sean, ó ser puedan, aunque sean tales, que por su condicion requieran otro nuestro señalado é especial mandado, é de que se deviese de fecho é de derecho fazer singular é espresa mencion, é que nos seyendo presentes

podríamos fazer é otorgar, é recebir; é otrosy vos damos poder 1494.
complido, para que podais jurar, é jureis en nuestra ánima, que nos é nuestros heredores é subcesores, ó súbditos, é naturales, é vassallos adqueridos é por adquerir, ternemos, guardaremos é compliremos, é que ternán, guardarán é complirán realmente é con efecto todo lo que vosotros asy asentardes, capitulardes, é jurardes, é otorgardes, é firmardes, cesante toda cautela, fraude é engaño, ficcion, simulacion, é asy podais en nuestro nombre capitular é segurar, é prometer, que nos en persona seguraremos, juraremos é prometeremos, é otorgaremos é firmaremos todo lo que vosotros en nuestro nombre, cerca lo que dicho es, segurardes é prometierdes é capitulardes, dentro de aquel término de tiempo que vos bien pareciere, é que lo guardaremos é compliremos realmente é con efecto, so las condiciones é penas é obligaciones contenidas en el contracto de las paces entre nos y el dicho serenísssimo rey nuestro hermano fechas é concordadas, é so todas las otras que vosotros prometierdes é asentardes, las quales desde agora prometemos de pagar, si en ellas incorriéremos, para lo qual todo é cada una cosa é parte dello, vos damos el dicho poder con libre é general administracion, é prometemos, é seguramos por nuestra fe y palabra real, de tener é guardar é complir nos é nuestros herederos é subcesores, todo lo que por vosotros, cerca de lo que dicho es, en qualquier forma é manera fuese fecho é capitulado é jurado, é prometido, é prometemos de lo haver por firme, rato é grato, estable é valedero agora é en todo tiempo jamas; é que no iremos ni vernemos contra ello ni contra parte alguna dello, nos, ni nuestros herederos é subcesores, por nos, ni por otras interpósitas personas, directe, ni indirecte, so alguna color, ni causa en juicio, ni fuera dél, so obligacion expresa, que para ello fazemos de todos nuestros bienes patrimoniales é fiscales, é otros qualesquier de nuestros vassallos, súbditos, é naturales, muebles y raizes, havidos é por haver. Por firmeza de lo qual mandamos dar esta nuestra carta de poder, la qual firmamos de nuestros nombres, é mandamos sellarla con nuestro sello, dada en la villa de Tordesillas á cinco dias del

1494. mes de junio, año del nascimiento de nuestro Señor Jesu Christo de mil quatrocientos é noventa é quatro años. —Yo el rey. — Yo la reyna. — Yo Fernan Dalvres de Toledo, secretario del rey é de la reyna nuestros señores la fize escrivir por su mandado.

Plenipotenciarios del Portugal.

Don Juan, por la gracia de Dios rey de Portugal, é de los Algarbes, de aquende, de allende el mar en África, é señor de Guinea. Á quantos esta nuestra carta de poder é procuracion vieren, fazemos saber, que por quanto por mandado de los muy altos, y muy excelentes, é poderosos príncepes, el rey don Fernando, é reyna doña Isabel, rey é reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada, etc., nuestros muy amados é preciados hermanos, fueron descobiertas é halladas nuevamente algunas islas, é podrian adelante descobrir é hallar otras islas é tierras, sobre las quales unas é las otras halladas, é por hallar, por el derecho é razon que en ello tenemos, podrian sobrevenir entre nos todos, é nuestros reynos é señoríos, súbditos é naturales dellos, debates é diferencias, que nuestro Señor no consienta, á nos plaze, por el grande amor é amistad que entre nos todos ay, é por se buscar, procurar, é conservar mayor paz, é mas firme concordia, é asuciego, que el mar en que las dichas islas están, y fueren halladas, se parta é demarque entre nos todos en alguna buena, cierta é limitada manera; y porque nos al presente no podemos en ello entender en persona, confiando de vos Ruy de Sosa, señor de Usagres é Berengel, y don Juan de Sosa, nuestro almotacen mayor, y Arias de Almadana, corregidor de los fechos civiles en la nuestra corte, é del nuestro desembargo, todos del nuestro consejo, por esta presente carta vos damos todo nuestro complido poder, abtoridad, é especial mandado, é vos fazemos é constituimos á todos juntamente, é á dos de vos é á uno in solidum si los otros en qualquier manera fueren impedidos, nuestros embaxadores é procuradores, en aquella mas abta forma que podemos, é en tal caso se requier, general y especialmente, en tal manera, que la generalidad no derrogue á la especialidad, ni la especialidad á la generalidad, para que por nos, y en nuestro nombre é de nuestros heredoros é subcesores, é de todos nuestros reynos é

señorios, súbditos é naturales dellos podais tratar, concordar, 1494.
asentar é fazer, trateis, concordeis, é asenteis, é fagais con los dichos rey é reyna de Castilla nuestros hermanos, ó con quien para ello su poder tenga, qualquier concierto, asiento, limitacion, demarcacion, é concordia sobre el mar Océano, islas, é tierra firme, que en él estovieren por aquellos rumos de vientos, é grados de Norte é de Sol, é por aquellas partes, divisiones é lugares del cielo é del mar, é de la tierra, que vos bien parecier, é asy vos damos el dicho poder para que podais dexar, é dexeis á los dichos rey é reyna, é á sus reynos é subcesores, todos los mares, islas, é tierras, que fueren é estovieren dentro de qualquier limitacion, é demarcacion, que con los dichos rey é reyna quedaren, é asy vos damos el dicho poder para en nuestro nombre, é de nuestros herederos é subcesores, é de todos nuestros reynos é señoríos, súbditos é naturales dellos, podais con los dichos rey é reyna, ó con sus procuradores, concordar, asentar, recebir, é aceptar, que todos los mares, islas, é tierras, que fueren é estovieren dentro de la limitacion, é demarcacion de costas, mares, islas, é tierras que con nos é nuestros subcesores fincaren, sean nuestros é de nuestro señorio é conquista, é asy de nuestros reynos é subcesores dellos, con aquellas limitaciones é excepciones de nuestras islas, é con todas las otras cláusulas é declaraciones que vos bien parecier. El qual dicho poder damos á vos los dichos Ruy de Sosa, é don Juan de Sosa, é Arias de Almadana, para que sobre todo lo que dicho es, é sobre cada una cosa, é parte dello, é sobre lo á ello tocante, ó dello dependiente, ó á ello anexo é conexo en qualquier manera, podais fazer é otorgar, concordar, tratar é distratar, recebir é aceptar en nuestro nombre, é de los dichos nuestros herederos é subcesores, é de todos nuestros reynos é señoríos, súbditos é naturales dellos, qualesquier capítulos é contratos é escripturas, con qualesquier vínculos, pactos, modos, condiciones, obligaciones, é estipulaciones, penas, é submisiones, é renunciaciones, que vos quisierdes, é á vos bien visto fueren, é sobre ello podais fazer é otorgar, é fagais é otorgueis todas las cosas, é cada una dellas de qualquier naturaleza, calidad,

1494. gravedad é importancia que sean ó ser pueden, puesto que sean tales, que por su condicion requieran otro nuestro singular é especial mandado, é de que se deviesse de fecho é de derecho fazer singular é expresa mencion, é que nos siendo presentes podríamos fazer é otorgar é recebir; é otrosy vos damos poder complido, para que podais jurar, é jureis en nuestra ánima, que nos é nuestros herederos é subcesores, súbditos é naturales é vassallos adquiridos, é por adquerir, ternemos, guardaremos, é compliremos, ternán, guardarán é complirán realmente, é con efeto, todo lo que vos asy asentardes, capitulardes, jurardes, é otorgardes, é firmardes, cesante toda cautela, fraude, engaño é fingimento, é asy podais en nuestro nombre capitular, segurar, é prometer, que nos en persona seguraremos, juraremos, prometeremos, é firmaremos todo lo que vos en el sobre dicho nombre, acerca de lo que dicho es, segurardes, prometierdes, é capitulardes, dentro de aquel término de tiempo que vos bien parecier, é que lo guardaremos é compliremos realmente, é con efeto, so las condiciones, penas, é obligaciones contenidas en el contracto de las paces entre nos fechas, é concordadas, é so todas las otras que vos prometierdes, é asentardes en el dicho nombre, las quales desde agora prometemos de pagar, é pagaremos realmente, é con efeto, si en ellas incurriéremos, para lo qual todo, é cada una cosa, é parte dello, vos damos el dicho poder con libre é general administracion, é prometemos, é seguramos por nuestra fe real, de tener, guardar é complir, é asy nuestros herederos é subcesores, todo lo que por vos acerca de lo que dicho es, en qualquier forma é manera que fuere fecho, capitulado, jurado, é prometido, é prometemos de lo haver por firme, rato é grato, estable, é valioso de agora para todo siempre, é que no iremos, ni vernemos, ni irán, ni vernán contra ello, ni contra parte alguna dello en tiempo alguno, ni por alguna manera, por nos, ni por sí, ni por interpósitas personas directe, ni indirecte, so alguna color ó causa en juicio, ni fuera dél, so obligacion expresa, que para ello fazemos de los dichos nuestros reynos é señoríos, é de todos los otros nuestros bienes patrimoniales, fiscales, é otros quales-

quier de nuestros vassallos, súbditos é naturales, muebles é de raiz, avidos é por aver; en testimonio é fe de lo qual, vos mandamos dar esta nuestra carta firmada por nos, é sellada de nuestro sello, dada en la nuestra cebdat de Lisbona á ocho dias de marzo. —Ruy de Pina la fizo año del nascimiento de nuestro Señor Jesu Christo, de mil é quatrocientos é noventa é quatro años. — El rey. 1494.

É luego los dichos procuradores de los dichos señores rey é reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada, etc., é del dicho señor rey de Portugal, é de los Algarbes, etc., dixeron, que por quanto entre los dichos señores sus constituyentes hay cierta diferencia, sobre lo que á cada una de las dichas partes pertenece, de lo que fasta oy dia de la fecha desta capitulacion está por descubrir en el mar Océano; por ende que ellos por bien de paz é concordia, é por conservacion del debdo é amor, qual dicho señor rey de Portugal tiene con los dichos señores rey é reyna de Castilla, é de Aragon, etc., á Sus Altezas plaze, é los dichos sus procuradores en su nombre, é por virtud de los dichos sus poderes, otorgaron é consintieron, que se haga é señale por el dicho mar Océano una raya, ó línea derecha de polo á polo, convien á saber, del polo ártico al polo antártico, que es de Norte á Sul, la qual raya ó línea se aya de dar, é dé derecha, como dicho es, á trecientas é setenta leguas de las islas del Cabo Verde, hácia la parte del Poniente, por grados ó por otra manera como mejor y mas presto se pueda dar, de manera que no sean mas, é que todo lo que hasta aquí se ha fallado é descubierto, é de aquí adelante se hallare, é descubriere por el dicho señor rey de Portugal, é por sus navíos, asy islas como tierra firme, desde la dicha raya, é línea dada en la forma susodicha, yendo por la dicha parte del Levante dentro de la dicha raya á la parte del Levante, ó del Norte, ó del Sul della, tanto que no sea atravesando la dicha raya, que esto sea, é finque, é pertenezca al dicho señor rey de Portugal é á sus subcesores, para siempre jamas, é que todo lo otro, asy islas, como tierra firme, halladas y por hallar, descubiertas y por descubrir, que son ó fueren halladas por los

Comienza la línea divisoria.

1494. dichos señores rey é reyna de Castilla, é de Aragon, etc., é por sus navíos desde la dicha raya dada en la forma susodicha, yendo por la dicha parte del Poniente, despues de pasada la dicha raya hácia el Poniente, ó el Norte, ó el Sul della, que todo sea, é finque, é pertenezca á los dichos señores rey é reyna de Castilla, de Leon, etc., é á sus subcesores para siempre jamas. Item los dichos procuradores prometieron, é seguraron por virtud de los dichos poderes, que de oy en adelante no embiarán navíos algunos; convien á saber, los dichos señores rey é reyna de Castilla, é de Leon, é de Aragon, etc., por esta parte de la raya á la parte del Levante aquiende de la dicha raya, que queda para el dicho señor rey de Portugal é de los Algarbes, etc., ni el dicho señor rey de Portugal á la otra parte de la dicha raya, que queda para los dichos señores rey é reyna de Castilla, é de Aragon, etc., á descobrir é buscar tierras, ni islas algunas, ni á contratar, ni rescatar, ni conquistar en manera alguna; pero que si acaesciere, que yendo asy aquiende de la dicha raya los dichos navíos de los dichos señores rey é reyna de Castilla, de Leon é de Aragon, etc., fallasen qualesquier islas, ó tierras en lo que asy queda para el dicho señor rey de Portugal, que aquello tal sea, é finque para el dicho señor rey de Portugal, é para sus herederos para siempre jamas, é Sus Altezas gelo ayan de mandar luego dar é entregar. É si los navíos del dicho señor rey de Portugal fallaren qualesquier islas é tierras en la parte de los dichos señores rey é reyna de Castilla, é de Leon, é Aragon, etc., que todo lo tal sea, é finque para los dichos señores rey é reyna de Castilla, de Leon, é de Aragon, etc., é para sus herederos para siempre jamas, é que el dicho señor rey de Portugal gelo haya luego de mandar, dar é entregar. Item, para que la dicha línea ó raya de la dicha particion se aya de dar, é dé derecha, é la mas cierta que ser podiere por las dichas trecientas é setenta leguas de las dichas islas del Cabo Verde hácia la parte del Poniente, como dicho es, concordado, é asentado por los dichos procuradores de amas las dichas partes, que dentro de diez meses primeros siguientes, contados desde el dia de la fecha desta capitulacion, los dichos señores sus constituyentes

Promesa recíproca de no enviar navíos.

Envío recíproco de carabelas, para reunirse en la Gran Canaria, con objeto de comenzar la operacion.

hayan de enviar dos ó quatro caravelas, convien á saber, una ó dos de cada parte, ó ménos, segund se acordaren por las dichas partes que son necesarias, las quales para el dicho tiempo sean juntas en la isla de la gran Canaria; y embien en ellas cada una de las dichas partes, personas, asy pilotos como astrólogos, é marineros, é qualesquier otras personas que convengan, pero que sean tantos de una parte, como de otra; y que algunas personas de los dichos pilotos, é astrólogos, é marineros, é personas que sepan, que embiaren los dichos señores rey é reyna de Castilla, é de Leon, é de Aragon, etc., vayan en el navío ó navíos que embiare el dicho señor rey de Portugal é de los Algarbes, etc., é asy mismo algunas de las dichas personas que embiare el dicho señor rey de Portugal, vayan en el navío, ó navíos, que embiaren los dichos señores rey é reyna de Castilla, é Aragon, tanto de una parte como de otra parte, para que juntamente puedan mejor ver é reconocer la mar, é los rumos, é vientos, é grados de Sol é Norte, é señalar las leguas sobredichas, tanto que para fazer el señalamiento é límite concurrirán todos juntos, los que fueren en los dichos navíos, que embiaren amas las dichas partes, é llevaren sus poderes; los quales dichos navíos, todos juntamente continúen su camino á las dichas islas del Cabo Verde, é desde allí tomarán su rota derecha al Poniente hasta las dichas trecientas é setenta leguas, medidas como las dichas personas, que asy fueren, acordaren que se deven medir, sin prejuicio de las dichas partes, y allí donde se acabaren se haga el punto, é señal que convenga, por grados de Sol ó de Norte, ó por singradura de leguas, ó como mejor se pudieren concordar. La qual dicha raya señalen, desde el dicho polo ártico al dicho polo antártico, que es de Norte á Sul, como dicho es, y aquello que señalaren lo escrivan, é firmen de sus nombres las dichas personas que asy fueren embiadas por amas las dichas partes, las quales han de llevar facultad é poderes de las dichas partes cada uno de la suya, para hacer la dicha señal é limitacion; y fecha por ellos, seyendo todos conformes, que sea avida por señal é limitacion perpetuamente para siempre jamas. Para que las dichas partes, ni

1494.

Comienza la operacion de señalar la raya. Señalamiento de pertenencias recíprocas.

1494. alguna dellas, ni sus subcesores para siempre jamas no la puedan contradecir, ni quitar, ni remover en tiempo alguno, ni por alguna manera que sea, ó ser pueda. É si caso fuere, que la dicha raya é límite de polo á polo, como dicho es, topare en alguna isla ó tierra firme, que al comienço de la tal isla ó tierra que asy fuere hallada donde tocare la dicha raya se haga alguna señal ó torre; é que en derecho de la tal señal ó torre se continúe dende en adelante otras señales por la tal isla ó tierra en derecho de la dicha raya, los quales partan lo que á cada una de las partes perteneciere della, é que los súbditos de las dichas partes no sean osados los unos de pasar á la de los otros, ni los otros de los otros, pasando la dicha señal ó límite en la tal isla ó tierra.

Item por quanto para ir los dichos navíos de los dichos señores rey é reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, etc., de los reynos é señoríos á la dicha su parte allende de la dicha raya, en la manera que dicho es, es forzado que ayan de pasar por los mares desta parte de la raya que queda para el dicho señor rey de Portugal, por ende es concordado é asentado que los dichos navíos de los dichos señores rey é reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, etc., puedan ir é venir, y vayan é vengan libre, segura é pacíficamente sin contradiccion alguna por los dichos mares que quedan con el dicho señor rey de Portugal, dentro de la dicha raya en todo tiempo, é cada y quando Sus Altezas, é sus subcesores quisieren, é por bien tuvieren; los quales vayan por sus caminos derechos, é rotas, desde sus reynos para cualquier parte de lo que está dentro de su raya é límite, donde quisieren embiar á descobrir, é conquistar ó contratar, é que lleven sus caminos derechos por donde ellos acordaren de ir para qualquier cosa de la dicha su parte, é de aquellos no pueden apartarse, salvo lo que el tiempo contrario los fiziere apartar; tanto que no tomen ni ocupen ántes de pasar la dicha raya cosa alguna de lo que fuere fallado por el dicho señor rey de Portugal en la dicha su parte; é si alguna cosa fallaren los dichos sus navíos ántes de pasar la dicha raya, como dicho es, que aquello sea para el dicho señor rey de Portugal, é Sus Altezas gelo ayan de man-

dar luego dar, é entregar. É porque podria ser que los navíos, 1494.
é gentes de los dichos señores rey é reyna de Castilla, é de Aragon, etc., ó por su parte avrán fallado hasta veinte dias deste mes de junio en que estamos de la fecha desta capitulacion, algunas islas é tierra firme dentro de la dicha raya, que se ha de fazer de polo á polo por línea derecha en fin de las dichas trecientas é setenta leguas contadas desde las dichas islas del Cabo Verde al Poniente, como dicho es; es concordado, é asentado, por quitar toda dubda que todas las islas é tierra firme que sean falladas, é descobiertas en qualquier manera hasta los dichos veinte dias desde dicho mes de junio, aunque sean falladas por los navíos, é gentes de los dichos señores rey é reyna de Castilla, é de Aragon, etc., con tanto que sea dentro de las docientas é cincuenta leguas primeras de las dichas trecientas é setenta leguas, contadas desde las dichas islas del Cabo Verde al Poniente hácia la dicha raya, en qualquier parte dellas para los dichos polos, que sean falladas dentro de las dichas docientas é cincuenta leguas, haciéndose una raya, ó línea derecha de polo á polo donde se acabaren las dichas docientas é cincuenta leguas, queden é finquen para el dicho señor rey de Portugal é de los Algarbes, etc., é para sus subcesores é reynos para siempre jamas. É que todas las islas, é tierra firme, que hasta los dichos veinte dias deste mes de junio en que estamos, sean falladas é descobiertas por los navíos de los dichos señores rey é reyna de Castilla, é de Aragon, etc., é por sus gentes, ó en otra qualquier manera dentro de las otras ciento é veinte leguas, que quedan para complimiento de las dichas trecientas é setenta leguas, en que ha de acabar la dicha raya, que se ha de fazer de polo á polo, como dicho es, en qualquier parte de las dichas ciento é veinte leguas para los dichos polos que sean falladas fasta el dicho dia, queden é finquen para los dichos señores rey é reyna de Castilla é de Aragon, etc., é para sus subcesores, é sus reynos para siempre jamas, como es, y ha de ser suyo lo que es ó fuere fallado allende de la dicha raya de las dichas trecientas é setenta leguas, que quedan para Sus Altezas, como dicho es, aunque las dichas ciento é veinte leguas son dentro de la dicha raya

1494. de las dichas trecientas é setenta leguas, que quedan para el dicho señor rey de Portugal, é de los Algarbes, etc., como dicho es. É si fasta los dichos veinte dias desde dicho mes de junio, no son fallados por los dichos navíos de Sus Altezas cosa alguna dentro de las dichas ciento é veinte leguas, é de allí adelante lo fallaren, que sea para el dicho señor rey de Portugal, como en el capítulo susoescripto es contenido. Lo qual todo que dicho es, é cada una cosa, é parte dello los dichos don Henrique Henriques, mayordomo mayor, é D. Guterre de Cárdenas, contador mayor, é doctor Rodrigo Maldonado, procuradores de los dichos muy altos é muy poderosos príncepes, los señores el rey é la reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, é de Granada, etc., é por virtud del dicho su poder que de suso va incorporado, é los dichos Ruy de Sosa, é don Juan de Sosa su hijo, é Arias de Almadana, procuradores é embaxadores del dicho muy alto é muy excelente príncepe el señor rey de Portugal é de los Algarbes, de aquende é allende, en África señor de Guinea, é por virtud del dicho su poder, que de suso va incorporado, prometieron é seguraron en nombre de los dichos sus constituyentes, que ellos é sus subcesores é reynos é señoríos para siempre jamas ternán é guardarán é complirán realmente, é con efecto, cesante todo frude y cautela, engaño, ficcion, é simulacion, todo lo contenido en esta capitulacion, é cada una cosa, é parte dello, é quisieron é otorgaron que todo lo contenido en esta dicha capitulacion, é cada una cosa, é parte dello sea guardado é complido é executado como se ha de guardar é complir, é executar todo lo contenido en la capitulacion de las paces fechas é asentadas entre los dichos señores rey é reyna de Castilla, é de Aragon, etc., é el señor don Alfonso rey de Portugal, que santa gloria aya, é el dicho señor rey, que agora es de Portugal, su fijo, seyendo príncipe, el año que pasó de mil é quatrocientos é setenta é nueve años, é so aquellas mismas penas, vínculos, é firmezas, é obligaciones, segund é de la manera que en la dicha capitulacion de las dichas paces se contiene, y obligáronse que las dichas paces ni alguna dellas, ni sus subcesores para siempre jamas no irán, ni vernán contra lo que

Promesas recíprocas de ratihabicion y firmeza de este tratado.

de suso es dicho y especificado, ni contra cosa alguna ni parte dello directe, ni indirecte, ni por otra manera alguna en tiempo alguno, ni por alguna manera pensada, ó non pensada, que sea ó ser pueda; so las penas contenidas en la dicha capitulacion de las dichas paces. É la pena pagada ó non pagada, ó graciosamente remetida, que esta obligacion, é capitulacion, é asiento, quede é finque firme, estable, é valedera para siempre jamas, para lo qual todo asy tener, é guardar, é complir é pagar los dichos procuradores en nombre de los dichos sus constituyentes obligaron los bienes cada uno de la dicha su parte, muebles é raizes, patrimoniales é fiscales é de sus súbditos é vassallos, havidos é por haver, é renunciaron qualesquier leyes, é derechos de que se puedan aprovechar las dichas partes, é cada una dellas, para ir ó venir contra lo susodicho, ó contra alguna parte dello; é por mayor seguridad é firmeza de lo susodicho, juraron á Dios, é á santa María, é á la señal de la cruz, en que posiéron sus manos derechas, é á las palabras de los santos Evangelios de quier que mas largamente son escriptos, en ánima de los dichos sus constituyentes, que ellos y cada uno de ellos ternán, é guardarán, é complirán todo lo susodicho, y cada una cosa, é parte dello realmente, é con efecto, cesante todo fraude, cautela, é engaño, ficcion, é simulacion, é no lo contradirán en tiempo alguno, ni por alguna manera. So el qual dicho juramento juraron de no pedir absolucion, ni relaxacion dél á nuestro muy santo Padre, ni á otro ningun legado, ni prelado que gela pueda dar, é aunque proprio motu gela dé, no usarán della, ántes por esta presente capitulacion suplican en el dicho nombre á nuestro muy santo Padre, que á Su Santidad plega confirmar, é aprovar esta dicha capitulacion, segund en ella se contiene, é mandando expedir sobre ello sus bulas á las partes, ó á qualquiera dellas, que las pedieren, é mandando incorporar en ellas el tenor desta capitulacion, poniendo sus censuras á los que contra ella fueren, ó pasaren, en qualquier tiempo que sea, ó ser pueda. É asy mismo los dichos procuradores en el dicho nombre se obligaron so la dicha pena, é juramento, dentro de ciento dias primeros siguientes, contados desde el dia

1491.

Seguridades y penas.

Canje de las ratificaciones.

1494. de la fecha desta capitulacion, darán la una parte á la otra, y la otra á la otra aprobacion, é ratificacion desta dicha capitulacion, escriptas en pergamino, é firmadas de los nombres de los dichos señores sus constituyentes, é selladas con sus sellos de plomo pendiente, é en la escriptura que ovieren de dar los dichos señores rey é reyna de Castilla, é Aragon, etc., aya de firmar, é consentir, é otorgar el muy esclarecido, é ilustríssimo señor el señor príncepe don Juan su hijo, de lo qual todo que dicho es, otorgaron dos escripturas de un tenor tal la una como la otra, las quales firmaron de sus nombres, é las otorgaron ante los secretarios, é escrivanos de yuso escriptos, para cada una de las partes la suya. É qualquiera que paresciere, vala como si ambas á dos paresciesen; que fueron fechas, é otorgadas en la dicha villa de Tordesillas el dicho dia, é mes, é año susodicho. El comisario mayor don Henrique Ruy de Sosa, don Juan de Sosa, el doctor Rodrigo Maldonado, licenciatus Arias, testigos que fueron presentes, que vieron aquí firmar sus nombres á los dichos procuradores, é embaxadores, é otorgar lo susodicho, é fazer el dicho juramento el comisario Pedro de Leon, el comisario Fernando de Torres, vecinos de la villa de Vallid, el comisario Fernando de Gamarra comisario de Tagra é Senete, contino de la casa de los dichos rey é reyna nuestros señores, é Juan Soares de Seguera, é Ruy Leme, é Duarte Pacheco, continos de la casa del señor rey de Portugal para ello procurados. É yo Fernan Dalvres de Toledo, secretario del rey é de la reyna nuestros señores, é del su consejo, é escrivano de cámara, é notario público en la su corte, é en todos los sus reynos é señoríos, fuy presente á todo lo que dicho es en uno con los dichos testigos, é con Estévan Vaes, secretario del dicho señor rey de Portugal, que por abtoridad que los dichos rey é reyna nuestros señores le dieron para dar fe deste abçon en sus reynos, que fué asy mismo presente á lo que dicho es, é á ruego é otorgamiento de todos los dichos procuradores, é embaxadores, que en mi presencia, é suya, aquí firmaron sus nombres, este público instromento de capitulacion fize escrevir, el qual va escripto en estas seis fojas de papel de pliego entero escriptas de

ambas partes con esta en que van los nombres de los sobredi- 1494.
chos, é mui signo; é en fin de cada plana va señalado de la señal de mi nombre é de la señal dél dicho Estévan Vaes, é por ende fize aquí mi signo, que es tal. En testimonio de verdad Fernan Dalvres. É yo el dicho Estévan Vaes, que por abtoridad que los dichos señores rey é reyna de Castilla, é de Leon, me dieron para fazer público en todos sus reynos é señoríos, juntamente con el dicho Fernan Dalvres, á ruego, é requerimento de los dichos embaxadores é procuradores á todo presente fuy, é por fe é certidumbre dello aquí de mi público señal la signé, que tal es.

La qual dicha escriptura de asiento, é capitulacion, é concordia suso incorporada, vista é entendida por nos, é por el dicho príncepe don Juan nuestro hijo, la aprovamos, loamos, é confirmamos, é otorgamos, é ratificamos, é prometemos de tener, é guardar, é complir todo lo susodicho en ella contenido, é cada una cosa, é parte dello realmente é con efeto, cesante todo fraude, é cautela, ficcion, é simulacion, é de no ir, ni venir contra ello, ni contra parte dello en tiempo alguno, ni por alguna manera que sea, ó ser pueda; é por mayor firmeza, nos, y el dicho príncepe don Juan nuestro hijo juramos á Dios, é á santa María, é á las palavras de los santos Evangelios do quier que mas largamente son escriptas, é á la señal de la cruz, en que corporalmente posimos nuestras manos derechas en presencia de los dichos Ruy de Sosa, é don Juan de Sosa, é licenciado Arias de Almadana, embaxadores é procuradores del dicho serenissimo rey de Portugal, nuestro hermano, de lo asy tener é guardar, é complir, é á cada una cosa, é parte de lo que á nos incumbe, realmente é con efeto, como dicho es, por nos é por nuestros herederos é subcesores, é por los dichos nuestros reynos é señoríos, é súbditos é naturales dellos, so las penas é obligaciones, vínculos é renunciaciones en el dicho contracto de capitulacion, é concordia de suso escripto, contenidas: por certificacion, é corroboracion de lo qual, firmamos en esta nuestra carta nuestros nombres, é la mandamos sellar con nuestro sello de plomo pendiente en filos de seda á colores. Dada en la villa



1494. de Arévalo, á dos dias del mes de julio año del nascimiento de nuestro Señor Jesu Christo de mil quatrocientos noventa é quatro años.

YO EL REY. — YO LA REYNA. — YO EL PRÍNCIPE.

Y YO FERNAN DALVRES DE TOLEDO,

Secretario del rey é de la reyna nuestros señores, la fice escrebir por su mandado.

ASENSOS DOCTOR (1).

(1) Esta assignatura está tão inintelligvel no original, que pareceu declarar aqui por duvida á interpretação que se lhe deu.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y VICENTE YÁÑEZ PINZON.

CAPITULACION DE VICENTE PINZON.

Como lo declara el § 2573 de la obra intitulada « *l'Oyapoc y l'Amazone*, » por Joaquin Caetano da Silva, este documento se da segun una copia auténtica sacada de los registros originales de Sevilla. 1501.

La dicha copia está precedida de esta advertencia :

« Don Aniceto de la Higuera, del ilustre Colegio de abogados,
» y de la Sociedad económica de amigos del país de Sevilla,
» secretario de Su Majestad y auditor honorario de guerra y
» marina, y archivero del general de Indias en esta ciudad,

» Certifico : que en consecuencia de la real órden fecha veinte
» y dos de enero de mil ochocientos cuarenta y seis, por la
» que se mandó facilitar noticias históricas relativas á Amé-
» rica, á M. Francisco Adolfo Varnhagen, agregado entónces á
» la legacion del Brasil en Lisboa ; por su señalamiento he re-
» conocido los libros de registro en la secretaría del Perú, cor-
» respondientes á el año de mil quinientos uno, y á su folio
» treinta y seis he encontrado la capitulacion hecha por el rey

1501. » y la reyna con Vicente Yáñez Pinzon, la cual literalmente » dice así. »

Y va seguida de esta advertencia :

« Lo copiado corresponde á la letra con su original, á que me » refiero. Y para que conste doy la presente en seis hojas de » papel del sello cuarto, rubricadas en el márgen por mí. Se- » villa, quince de diciembre de mil ochocientos cincuenta y » siete.

» Aniceto de la Higuera. »

Este documento ha sido impreso en julio de 1859, segun la copia de M. de Varnhagen, en el tomo XXII, páginas 445-450 de la *Revista trimensal* del Instituto histórico y geográfico del Brasil; pero con algunas incorrecciones.

DOCUMENTO.

1501. Hecha el 5 de setiembre.

(Tomado de las piezas justificativas de la obra intitulada « *L'Oyapoc et l'Amazone,* » por Joaquin Caetano da Silva.)

« Capitulacion de Vicente Yáñez. — El rey é la reyna. — El asiento que por nuestro mandado se tomó con vos Vicente Yáñez Pinzon sobre las islas é tierra firme que vos habeis descubierto es lo seguiente.

» Primeramente que por cuanto vos el dicho Vicente Yáñez Pinzon, vecino de la villa de Palos, por nuestro mandado, é con nuestra licencia, é facultad fuisteis á vuestra costa é mision con algunas personas, é parientes, é amigos vuestros á descubrir en el mar Occéano, á la parte de las Indias con cuatro navíos, á donde con el ayuda de Dios nuestro Señor, é con vuestra industria é trabajo, é diligencia descobristes ciertas islas é tierra firme, que posistes los nombres siguientes : Santa María de la Consolacion, é Rostro hermoso, é dende allí seguistes la costa

que se corre al Norueste fasta el Rio grande que llamastes Santa 1501.
María de la Mar-dulce, é por el mismo Norueste, toda la tierra de luengo fasta el cabo de San Vicente, ques la misma tierra donde por las descubrir, é allar pusistes vuestras personas á mucho riesgo é peligro por nuestro servicio, é sufristes muchos trabajos, é se vos recreció muchas pérdidas, é costas, é acatando el dicho servicio que nos fecistes, é esperamos que nos hareis de aquí adelante, tenemos por bien é queremos que en quanto nuestra merced, é voluntad fuere, ayades é gozedes de las cosas que adelante en esta capitulacion serán declaradas, é contenidas; conviene á saber en remuneracion de los servicios é gastos, é los daños que se vos recrecieron en el dicho viaje, vos el dicho Vicente Yáñez quanto nuestra merced é voluntad fuere seades nuestro capitan é gobernador de las dichas tierras de suso nombradas desde la dicha punta de Santa María de la Consolacion seguiendo la costa fasta Rostro hermoso, et de allí toda la costa que se corre al Norueste hasta el dicho rio que vos posistes nombre Santa María de la Mar-dulce con las islas questán á la boca del dicho rio que se nombra marina *tubalo* [?], al qual dicho oficio é cargo de capitan é gobernador podades usar é ejercer é usedes é ejercedes por vos é por quien vuestro poder oviere con todas las cosas anexas é concernientes al dicho cargo segund que lo usan, é lo pueden, é deben usar los otros nuestros capitanes é gobernadores de las semejantes islas é tierras nuevamente descubiertas.

» Item que es nuestra merced é voluntad de que las cosas, é intereses é provecho que en las dichas tierras de suso nombradas, é rios, é islas, é se oviere, é allare é adquiriere de aquí adelante, así oro, como plata, cobre ó otro qualquiera metal é perlas, é piedras preciosas, ó droguería ó especería é otras qualesquier cosas de animales é pescados, é aves, é árboles, é yerbas é otras cosas de cualquier natura ó calidad que sean, en quanto nuestra merced é voluntad fuere ayades é gozedes la sesma parte de lo que nos oviéremos en esta manera : que si nos embiáremos á nuestra costa á las dichas islas é tierra, é rios por vos descubiertos algunos navíos é gente, que sacando

1501. primeramente toda la costa de armazon é fletes, que del interese que remaneciere, ayamos é llevemos nos las cinco sesmas partes, é vos el dicho Vicente Yáñez la otra sesma parte, é si alguna, ó algunas personas con nuestra licencia é mandado, fueren á las dichas islas, é tierra, é rios, de lo que las tales personas nos ovieren á dar por razon de las dichas tales licencias é viajes ayamos é llevemos para nos, las cinco sesmas partes, é vos el dicho Vicente Yáñez la otra sesma parte.

» Item que si vos el dicho Vicente Yáñez Pinzon, quisierdes ir dentro de un año que se cuente del dia de la fecha desta capitulacion é asiento con algun navío ó navíos, á las dichas islas, é tierras é rios, á rescatar é traer cualquier cosa de interese é provecho que por el mismo viaje que fuerdes, sacando primeramente para vos las costas que ovierdes fecho en los fletes é armazon del dicho primero viaje, que del interese que remaneciere ayamos é llevemos nos la quinta parte, é vos el dicho Vicente Yáñez las cuatro quintas partes, con tanto que no podais traer esclavos ni esclavas algunas, ni vayais á las islas é tierra firme que hasta hoi son descubiertas, ó se han de descubrir por nuestro mandado, é con nuestra licencia, ni á las islas é tierra firme del sereníssimo rey de Portugal, príncipe nuestro mui caro é mui amado fijo, nin podades dellas traer interese ni provecho alguno, salvo mantenimiento para la gente que lleverdes por vuestros dineros, é pasando el dicho año non podades gozar ni gozedes de lo contenido en esta dicha capitulacion.

» Item para que se sepa lo que así ovierdes en el dicho viaje é en ello no se pueda hacer fraude ni engaño alguno, nos pongamos en cada uno de los dichos navíos una ó dos personas que en nuestro nombre, é por nuestro mandado, esté presente á todo lo que se oviere é rescatare en los dichos navíos de las cosas susodichas é lo pongan por escrito, é fagan dello libro é tengan dello cuenta é razon, é lo que se rescatare é oviere en cada un navío se ponga é guarde en arcas cerradas, é en cada una haya dos llaves, é por la tal persona, ó personas que por nuestro mandado fueren en el tal navío tenga una llave, é vos el dicho

Vicente Yáñez ó quien vos nombráredes otra, por manera que 1501.
no se pueda facer fraude ni engaño alguno.

» Item que vos el dicho Vicente Yáñez ni otra persona alguna, ni personas algunas de los dichos navíos ó compañía dellos, no puedan rescatar ni contratar ni haber cosa alguna de las susodichas sin ser presente á ello la dicha persona ó personas que por nuestro mandado fueren en cada uno de los dichos navíos.

» Item que las tales persona ó personas que en cada uno de los dichos navíos fueren por nuestro mandado, ganen parte como las otras personas que en el dicho navío fueren.

» Item que todo lo susodicho que así se oviere é rescatare en cualquier manera, sin disminucion ni falta se traya á la cibdad é puerto de Sevilla ó Calis, é se presenten ante el nuestro oficial que allí residiere para de allí se tome la parte que de allí oviéremos de aver, é que por la dicha parte que así dello oviéredes de aver non pagueis ni seays obligado á pagar de la primera venta alcavala ni aduana ni almoxarifadgo ni otros derechos algunos.

» Item que ántes que comenzeis el dicho viaje, vos vades á presentar á la cibdad de Sevilla ó Calis, ante Gonzalo Gomez de Servantes, nuestro corregidor de Xerez, é Ximeno de Briviesca, nuestro oficial, con los navíos é gentes con que ovierdes de facer el dicho viaje para quellos lo vean é asienten la relacion dello en los nuestros libros é hagan las otras diligencias necesarias.

» Para lo qual facemos nuestro capitan de los dichos navíos é gente que con ellos fueren, á vos el dicho Vicente Yáñez Pinzon, é vos damos nuestro poder cumplido é juredicion cevil é criminal, con todas sus incidencias, é dependencias, é anexidades, é mandamos á las personas que en los dichos navíos fueren, que por tal nuestro capitan vos ovedescan en todo, é por todo, é vos consientan usar de la dicha juredicion con tanto que no podais matar persona alguna, ni cortar miembro.

» Item que para seguridad que vos el dicho Vicente Yáñez Pinzon, é las otras personas que en los dichos navíos irán, fa-

1501. reis, é complireis, é será complido é guardado, todo lo en esta capitulacion contenido, é cada cosa é parte dello. Ántes que comenzeis el dicho viaje, deis fianzas llanas é abonadas á contentamiento del dicho Gonzalo Gomez de Servantes ó de su lugarteniente.

» Item que vos el dicho Vicente Yáñez, y las otras personas que en los navíos fueren, fagades, é cumplades todo lo contenido en esta capitulacion, é cada cosa é parte dello, so pena que cualquier persona que lo contrario ficiere, por el mismo fecho, aya perdido é pierda todo lo que se rescatare, é oviere, é todo el interese é provecho que del dicho viaje podria venir centuplicado, é desde agora lo aplicamos á nuestra cámara é fisco é el cpo. [culpado] esté á la nra. merced.

» Lo qual todo que dicho es, é cada cosa é parte dello fechas por vos las dichas diligencias, prometemos de vos mandar guardar é cumplir á vos el dicho Vicente Yáñez Pinzon que en ello ni en cosa alguna, ni parte dello, non vos será puesto impedimento alguno, de lo qual vos mandamos dar la presente firmada de nuestros nombres. Fecha en Granada á cinco de setiembre de mil quinientos é un años. — Yo el rey. — Yo la reyna. — Por mandado del rey é de la reyna. — Gaspar de Gricio (1). »

(1) Véase la obra « *l'Oyapoc et l'Amazone,* » que contiene todo lo relativo á la cuestion, aun pendiente, entre la Francia y el Brasil, sobre límites en la Guayana.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y HOLANDA.

TRATADO DE TREGUA

ENTRE EL REY DON JUAN IV Y LOS ESTADOS GENERALES DE LOS PAÍSES BAJOS,

FIRMADO EN LA HAYA EL 12 DE JUNIO, Y RATIFICADO EN 18 DE NOVIEMBRE DEL MISMO AÑO.

El 3 de junio de 1621 se proyectó en Holanda por *Juan Usseling,* de la ciudad de Amberes, una sociedad bajo la denominacion de « *Compañia holandesa de comercio para la América,* » y representó las grandes ventajas que resultarian de esa empresa. « Si atacamos, decia, á los Españoles en el Nuevo Mundo, se verán obligados á distraer una parte de sus fuerzas, y se debilitará su poder en Europa. » 1641.

Los principales negociantes de Amsterdam, con la esperanza de enriquecerse, ofrecieron á los Estados generales hacer la conquista del Brasil, si estos les dejaban disfrutar de ella durante cierto número de años. Los Estados generales acogieron ese

1641. proyecto, y acordaron á una nueva compañía que se formó, el privilegio exclusivo á la navegacion en las Indias occidentales, por el término de treinta años, á partir de 1624. Esta sociedad, compuesta de negociantes y particulares, llamada « *Compañía de las Indias occidentales,* » contaba con cuatro cámaras establecidas en Amsterdam, Zelanda, Rotterdam y la Norte-Holanda. La primera suministró la mitad de los fondos; la segunda, la cuarta parte; y las otras dos, una octava parte cada una.

Los Estados se obligaron á contribuir con un millon de florines, pagables en cinco años, y á suministrar diez y seis navíos y cuatro fragatas. Ademas prometieron otros socorros en caso de necesidad, y prohibieron á todos los demas súbditos de los Estados el comercio con la América ó con la costa opuesta del África, situada entre el cabo de Buena Esperanza y el trópico de Cáncer.

La Compañía se dividió en cámaras, que tenian administradores particulares en cada ciudad libre. Se nombraron diez y nueve directores generales, escogidos entre los mas opulentos personajes, que se hacian obedecer por todas las cámaras. El príncipe de Orange fué nombrado jefe honorario. Estaban obligados á residir en La Haya, y tenian plenos poderes para nombrar todos los oficiales civiles, judiciales, militares y marinos, pagar sus honorarios; y ademas, debian mantener en buen estado las plazas, ciudades, fortalezas, puertos, puentes y pasajes, administrar cumplida justicia á sus súbditos, y hacer instruir á los naturales del país en la religion cristiana. Tenian el derecho de fletar ó equipar buques para la América, reclutar soldados para las expediciones que debian hacerse en ese país, visitar los buques que regresaban de él, reconocer las mercancías que componian sus cargamentos, ordenar su venta y distribuir su producto en cada cámara, en proporcion del número de sus acciones. Obligábanse esos directores á dar cuenta de los negocios de la Compañía cada seis años. Al cabo de treinta años debian devolver el país á sus sucesores, que reembolsarian el valor de todos los buques y equipajes, como tambien el de la

construccion de los fuertes, muros, casas y almacenes públicos que se encontrasen establecidos en él (1). 1611.

En 1624 hicieron los Holandeses una expedicion contra el Brasil compuesta de 32 buques (2), llevando cada uno de 28 á 36 piezas de cañon, y 1,600 soldados que eran pagados anticipadamente, con la obligacion de servir por tres años. De esos buques trece eran por cuenta del Estado, y los demas por la de la Compañía. Esta flota, provista de una buena artillería, municiones y provisiones de boca para dos años, fué confiada al mando del almirante *Jacobo Willefrens*, nativo de Amsterdam, oficial de una grande habilidad en las operaciones navales y marítimas, y la infantería bajo las órdenes del coronel *Jean Van Dort*, hombre de experiencia y valor reconocido. Partió del Texel el 22 de diciembre de 1623, y al llegar, el 21 de enero siguiente, á la altura de las islas de Sal y San Antonio, fué dispersada por un temporal; reuniéndose en la isla de San Vicente de Cabo Verde, donde permaneció cinco semanas, para rehacerse. Al continuar su viaje, sufrió de nuevo, el 12 de abril, una violenta tempestad, que los volvió á dispersar. *Van Dort*, con algunos buques, fué arrojado por los vientos cerca de *Serra Leoa*. Habiendo pasado seis grados de la línea, el almirante Willekens abrió sus despachos secretos el 21 de abril, por los cuales debia dirigirse al Brasil y ocupar la Bahía de Todos los Santos y la ciudad de San Salvador, capital de la provincia del mismo nom-

(1) Para los artículos de este proyecto, véase á Aritzema, tom. I, pág. 62 y siguientes.

Le Clerc, *Historia de las Provincias Unidas*, etc., lib. IX.

Pierre Moreau, *Historia de la guerra hecha al país del Brasil*, etc., p. 1-9.

Historia general de Portugal, etc, por el marques de Fortia de Urban y M. Mielle, tomo VII, pág. 422 á 23, en que esos autores dicen que fueron obligados á extender los privilegios de la Compañía por una ampliacion que los Estados dieron el año 1622, y por otra acordada el 20 de junio de 1623.

(2) Manuel de Faria y Sousa dice, en su *Historia de Portugal* (lib. V, cap. VI), que la flota consistia en treinta y cinco velas, y 3,000 hombres. Rafael de Jésus dice, que era compuesta de 26 buques llevando á su bordo 3,000 soldados.

1641. bre. Continuó su viaje con veinticinco buques y siete chalupas armadas, y llegó el 9 de mayo al Morro de San Paulo, á doce leguas de Bahía, donde esperó á *Van Dort*.

El gobernador y capitan general del Brasil, *Diego de Mendoza Furtado*, prevenido de la llegada de un buque de esa flota por el capitan del puesto de Boypéba (1), hizo reunir á todos los individuos aptos para llevar armas. No habia entónces en la rada mas que catorce buques de la flota de Angola, teniendo cada uno siete ú ocho soldados solamente. El 25, el capitan de Seregipe dió aviso que siete grandes buques de la flota enemiga se encontraban entre el rio de esa ciudad y el de San Francisco, y se juzgaba que buques de ese tamaño no podian venir solamente por madera del Brasil. El gobernador hizo reunir 1,600 hombres de infantería, divididos en quince compañías, de las cuales siete fueron estacionadas en la plaza de armas, seis en la ciudad y dos en San Antonio, donde podia desembarcar el enemigo con mas facilidad, aunque lo podia igualmente en toda la playa, que tenia dos leguas de extension hasta Tapagype. El nuevo fuerte de la ciudad fué armado con seis piezas de artillería y de cincuenta gaviones, y la plaza bien fortificada se encontró defendida por cuatro compañías. Se montaron seis piezas de artillería en la ciudad (2), cuatro cerca de la persona del gobernador, reservando seiscientos mosqueteros para la defensa de otros parajes. Los fuertes de Tapagype y San Antonio se proveyeron lo mejor posible, y se hicieron trincheras para impedir el desembarco del enemigo.

La barra, donde habia de siete á ocho brazas de agua, fué protegida por un fuerte guarnecido de artillería. El obispo, *don Márcos Texeira*, empleó toda su influencia para estimular á los ciudadanos y á los soldados á defender sus hogares, y se ofreció á marchar á la cabeza de ellos (3).

(1) La isla de Boypéba está situada al Sur de la de Finhare, y en frente el rio Serenhehen.

(2) Contenia entónces 1,400 casas y 7 conventos.

(3) El cronista *Thomaio de Vargas*, en su discurso á este respecto, dirigido al gobernador G. Giussepe, dice que quiso ponerse á la cabeza del clero

Hacía cuatro semanas que el enemigo se encontraba en esos 1641.
parajes. Los soldados de Recóncavo pedian permiso para regresar á sus habitaciones y procurarse los objetos que les eran necesarios; el gobernador les hizo saber que debian dirigirse á la casa de Duarte Silva, pero no pudo impedírseles de volver á sus casas. En esta situacion, los centinelas descubrieron el ejército del enemigo. Los oficiales, con sus cuerpos, ocuparon inmediatemente sus puestos. En el de San Antonio se encontraban 1,220 arqueros comandados por los capitanes *Ávila* y *Cachuira*, bajo las órdenes de Francisco de Bárros, oficial que habia servido en la India; y en la playa, á la altura de la ciudad, se colocaron 1,200 mosqueteros al mando de un capitan, para impedir la aproximacion del enemigo. El auditor general, *Pedro Casqueiro*, fué encargado de vigilar los puestos y los centinelas, á fin de impedir á los habitantes que saliesen de la ciudad.

Al siguiente dia (el 10), la flota holandesa entró en la bahía, á pesar del fuego de la batería de San Antonio, la resistencia de 18 buques mercantes y el valor de los Portugueses, alentados por su obispo, que participó de sus peligros en una chálupa. El vicealmirante de la flota, *Pedro Heyn*, se apoderó de 16 buques portugueses, chicos y grandes, de una batería de ocho cañones, y deshizo 600 hombres que se habian colocado allí para impedir el desembarco. El mismo dia desembarcaron 1,500 de los mejores soldados, que, por un camino tortuoso y cubierto de malezas, ganaron la altura cerca de la ermita de San Pedro. Los habitantes, sorprendidos y bajo la impresion del terror, aunque en número de 5,000 aptos para resistir, abandonaron sus habitaciones, llevando solamente los objetos de mas valor. Los soldados portugueses estacionados en San Benito del Cármen, en el colegio de los Jesuitas y en el monasterio de San Francisco, hicieron una resistencia débil á las tropas holande-

para defender la ciudad, pero que el gobernador rehusó sus servicios. Brito Freire dice, por el contrario, que el obispo se opuso á la reunion de las fuerzas del Recóncavo (II, § 120).



1641. sas. Mostraron tan poca energía en esa circunstancia, abandonando la ciudad, casi sin resistencia, que entraron doce buques en el puerto, ignorando que hubiera sido evacuado. El gobernador de la ciudad, que permaneció con la guarnicion, fué hecho prisionero con su hijo, y enviados ambos á Holanda.

El coronel *Van Dort*, que estaba con una parte de la flota en el morro de San Pablo, se hizo á la vela para Bahía, en donde entró con toda seguridad. «Su ausencia, dice Várgas, excitó la avaricia de los capitanes y la rapacidad de los soldados, condujo manos impías y heréticas al tesoro de los templos, convirtiendo en usos profanos muchas imágenes de metales preciosos, principalmente tres efigies de la Vírgen santísima y de los Apóstoles, así como varios vasos del colegio de los Jesuitas.» *Van Dort* tomó conocimiento de los puestos de la ciudad y de la marina, con el fin de fortificarlos de una manera inexpugnable. Repartió las compañías de soldados en los diferentes cuarteles de la ciudad, así como setecientos negros tomados á bordo de buques mercantes en Angola. Para conciliarse la amistad y la afeccion de los Tapuyas, que los Portugueses habian reducido á la esclavitud, prohibió, bajo pena de muerte, conservar otros cautivos ademas de los negros de África, los mulatos de orígen portugues y negro, y los *mamalucos* nacidos de un Portugues y de una Brasilera. Acordó plena libertad de conciencia á todos los que quisiesen someterse, exigiendo solamente el juramento de fidelidad y obediencia al conde Mauritz y á las Provincias Unidas. En el espacio de dos meses, 1,200 habitantes, entre los cuales 200 Judíos, prestaron juramento de homenaje á la Holanda. El almirante envió para Holanda nueve buques cargados de las producciones mas preciosas del país, tales como azúcar, madera del Brasil, genjibra y tabaco, así como dos mil libras de plata provenientes de las presas.

En posesion de San Salvador, los Holandeses resolvieron apoderarse de todo el Brasil, y atacar al mismo tiempo los establecimientos portugueses en la costa de África.

El obispo don Márcos Texeira, acompañado de algunos ofi-

ciales civiles y eclesiásticos, se habia retirado al Espíritu Santo, aldea de los Indios y residencia de la Compañía de Jesus, situada en el rio Bermejo, á una legua mas ó ménos de la ciudad. Los habitantes, dispersos entre los bosques, se reunieron luego, y las autoridades civiles y religiosas, considerando como muerto civilmente al gobernador general Diego Furtado de Mendoza, abrieron los despachos del rey, que designaban como su sucesor á *Matías de Albuquerque*, el que desempeñaba entónces el lugar de su hermano Duarte Coelho de Albuquerque, en Pernambuco. Segun la opinion del obispo, se comenzó por fortificar los parajes mas próximos á la ciudad. *Antâó de Mesquita de Oliveira*, auditor general del Brasil, fué nombrado capitan de seis compañías mandadas por los capitanes *Laurenzo de Brito, Laurenzo Cavalcante de Albuquerque, Francisco de Barbuda, Melchor de Fonseca* y *Diego da Silva*. La direccion de las operaciones de la guerra fué confiada á los coroneles *Antonio Cardoso de Bárros* (1) y *Laurenzo Cavalcante de Albuquerque*. El obispo, con un crucifijo por estandarte, aceptó el mando general de los asuntos eclesiásticos y militares. El número de los Portugueses, reunidos en ese paraje, era de mil cuatrocientos, mas ó ménos (2), el de los Indios de doscientos cincuenta, y tenian nueve piezas de cañon, procedentes de un buque que habia logrado escaparse. 1611.

Se hicieron dobles trincheras para la defensa de los puertos, y se indujo á los Indios á formar emboscadas. Cinco dias despues de la toma de la ciudad, los que hacian el servicio de los padres de la Compañía, atacaron vivamente á cuarenta Holandeses, que pasaban por el camino del Cármen para apoderarse de los vasos sagrados, que esos religiosos conservaban en una casa de campaña situada á una legua de la ciudad. Muchos fueron hechos prisioneros por los capitanes Manuel Gonzálves y los criados de Antonio Cardoso de Bárros, en el mes de

(1) João de Bárros Cardoso, segun Rocha Pitta.

(2) Segun T. de Várgas. Céspedes dice 1,200 en todo. M. Sauthey, segun la *Jornada de Bahía*, dice que habia 1,400 Portugueses y 250 Indios.

1641. mayo y el primero y siete de junio. Habiendo hecho *Van Dort* el 15 una salida para reconocer el campo de los Portugueses por el paraje nombrado *Agua dos Mininos*, fué encontrado por un destacamento á las órdenes del capitan *Francisco de Padilla*, jefe de los establecimientos del rio Bermejo, que le atacó y mató con su propia mano. Su cabeza fué enviada al obispo por sus soldados, como prueba de su valor. Era un oficial de gran reputacion, que habia hecho la guerra durante treinta años.

El maestro de campo *Alberto Schontens*, que lo reemplazó, fué herido por una bala y murió algunos dias despues. Su hermano *Willem*, nombrado en su lugar, no pudo conservar la disciplina militar, y los Portugueses los vencieron en varios encuentros. El 3 de setiembre, un pequeño cuerpo de soldados, bajo las órdenes de los capitanes Antonio de Moráles, Francisco Brandon y Antonio Machado, mató cuarenta y cinco Holandeses é hirió muchos. El capitan Alonso Rodríguez Adorno atacó por otro lado á una partida holandesa que queria apoderarse de un ingenio de azúcar en la isla de Itaparicá, mató trece y tomó dos, con algunas embarcaciones llenas de municiones. Cerca del monasterio del Cármen, otro destacamento al mando de los capitanes Manuel Gonzálves y Luis Pereira de Aguia atacó á un cuerpo holandes de una fuerza superior, y le obligó á retirarse bajo la proteccion de su artillería con pérdida de su sargento mayor. El 12 de setiembre y el 15 de octubre tuvieron lugar otros encuentros, en los cuales los Portugueses obtuvieron nuevas ventajas.

El obispo envió despachos á Su Majestad, anunciándole esos triunfos, y suplicándole que recompensase á los oficiales y soldados segun su mérito, lo que reanimó el valor de todos.

El rey, que habia recibido noticia de la invasion de los Holandeses por el gobernador de Pernambuco, nombró en lugar del obispo á *Francisco Núñez Marinho de Eça*, oficial muy hábil que habia servido en la India y otros países, y que habia sido capitan mayor de Parahiba. Este partió con muchas mu-

niciones para socorrer no solamente su capitanía, sino tambien la de Seregype, Itheos y Porto Seguro. 1641.

Los Portugueses continuaron haciendo salidas contra los Holandeses, á los cuales mataron muchos hombres en diferentes encuentros.

Al mismo tiempo *don Francisco de Moura*, nativo del Brasil, gobernador de Cabo Verde, que habia hecho las campañas de la India, partió por órden del rey, con el título de *gobernador y capitan general* de ese Estado. Llegó á Pernambuco, y el 3 de diciembre se ocupó de reconocer las fuerzas militares de esa capitanía. Habia en el campo 240 hombres; en las estancias vecinas 211; y en las fronteras, cerca de la ciudad, 366. Manuel de Sousa de Eça hizo saber que en el distrito del Recóncavo habia 2,000 hombres aptos para llevar las armas. El gobernador construyó nuevos atrincheramientos, y trató de reanimar el valor de los soldados por su celo y su actividad. Todos los dias, los Holandeses perdian hombres en las emboscadas de las capitanías portuguesas.

Todos esos reveses no impidieron al almirante Willekens de partir para Holanda, con once buques, dejando el resto bajo las órdenes del vice-almirante Heyne, quien se hizo tambien á la vela algunos dias despues, con la esperanza de sorprender á Angola y hacer esclavos. El gobernador Fernando de Sousa habia recibido refuerzos, y creyéndose Heyne demasiado débil para salir bien en su proyecto, regresó á Bahía con las buenas presas que habia hecho. Muy luego hizo otra expedicion infructuosa contra Espíritu Santo. *Salvador de Sa*, hijo del gobernador de Rio Janeiro, que se encontraba allí con refuerzos para el Recóncavo, rechazó á los Holandeses en dos ataques, y les forzó á retirarse con pérdida de sesenta hombres. Heyne volvió todavía á Bahía, encontrándola en poder de la flota portuguesa y española; pero no estando bastante fuerte para resistirle, se hizo á la vela para Europa.

Queriendo conservar la compañía holandesa la conquista de San Salvador, envió en el mes de octubre algunos navíos bien montados; y en diciembre despachó para ese puerto una

1611. escuadra de veintiun buques bajo las órdenes del almirante *Jean Dirksam*; pero esa flota fué largo tiempo retardada por vientos contrarios (1).

Poco tiempo gobernó el obispo don Márcos Texeira las tropas del Recóncavo por haber Matías de Albuquerque encontrado imprudente dejar en tan crítica ocasion el gobierno de Pernambuco, enviando en su lugar, para mandar aquellas fuerzas, á Francisco Núñez Martinho de Eça, el cual continuó el sitio de la ciudad y en todas las operaciones del ejército con igual fortuna por espacio de dos meses, hasta que llegaron, el 28 de marzo de 1625, las escuadras portuguesa y española que debian recuperar á Bahía.

Mandaba la escuadra portuguesa don Manuel de Menézes, y don Fadrique de Toledo Osorio la española, los cuales desembarcaron las tropas que traian, y estrecharon á tal punto el sitio en que se hallaban los puestos holandeses, que los obligaron á capitular, entregándoles la ciudad y los fuertes á principios de mayo del mismo año.

Recuperada la ciudad de Bahía, tomó posesion del gobierno del Brasil, con el título de gobernador y capitan general, don Francisco de Moura Rollim, que habia sido nombrado para ese puesto el precedente año, y habia sido gobernador de Cabo Verde; su administracion fué corta, pues que, comenzando en ese año, terminó en el siguiente.

Durante su gobierno, el 2 de marzo de 1627 y el 1º de junio, los Holandeses volvieron á atacar la capital del Brasil, y aunque no desembarcasen en el puerto, se apoderaron de los buques

(1) Restauracion de la ciudad del Salvador, etc., por don Tomas Tomaso de Várgas, I-X.

Relacion verdadera de la toma de Bahía de Todos los Santos y de la ciudad de San Salvador en el Brasil, por la flota holandesa, 1624, 12 p. in-8º.

Giuseppe, *Delle guerre del Brazile*, part. I, lib. II.

Rocha Pitta, *América portuguesa*, lib. IV, § 20-35.

Barlæus, *Res gestæ*, etc., pág. 15. *Expeditio prima societatis in Brasiliam sub Jacobo Willekenio, anno 1623.*

Le Cler, *Historia de las Provincias Unidas*, tom. II, año 1624.

que se encontraban en él, haciendo riquísimas presas. En medio de estos contratiempos no dejaba de aumentarse la colonizacion del Brasil. 1641.

En 1628, los Holandeses, mandados por Cornelio Ial, se apoderaron de la isla de Fernando Noronha.

El 14 de febrero de 1630, que tan fatal fué para el Brasil, fondeó en frente de Olinda la expedicion holandesa de 46 buques con 3,500 soldados y 4,000 marineros, destinada á la conquista del Brasil, principiando por Olinda, que era de las dos ciudades marítimas del Brasil la que estaba ménos fortificada. Encontrábase ya en la ciudad Matías de Albuquerque, enviado por la corte de Madrid para fortificar como pudiese las plazas de Rio Grande, Parahiba, Itamaraca y Pernambuco.

No teniendo este fuerzas suficientes para guarnecer las fortificaciones y la marina, despues de resistir diversos asaltos de los enemigos, se retiró con la tropa y habitantes de Olinda, á una legua de la ciudad, donde se atrincheró.

El 25 de noviembre de 1631, viendo los Holandeses, sitiados en Olinda, que no podian conservarse, determinaron abandonar la ciudad, y fortificarse en *Arrecife*, lo que en efecto hicieron, entregándola á las llamas y reduciéndola á cenizas.

En los años 1633, 34 y 35, continuaron las invasiones de los Holandeses en casi todos los puntos marítimos del Brasil.

En fin, en 1640, dice el doctor Cayetano López de Moura, en su *Epítome chronológico da historia do Brazil*, principió á asomar la aurora de la libertad. Gobernaba el Brasil el virey marques de Montalhão, el cual al mismo tiempo que negociaba con el conde Mauricio de Nassau el cambio recíproco de prisioneros, continuaba la guerra, mandando devastar las tierras de que estaban en posesion los Holandeses, con un cuerpo de tropas lijeras bajo las órdenes del capitan Paolo da Cunha, y del incansable Henrique Diaz.

Inmediatamente despues de su elevacion al trono de Portugal, Juan IV envió embajadores á Paris, Lóndres y la Haya, para solicitar la alianza de esas tres cortes. Tristan de Mendoza, encargado de esta última mision, debia pedir tambien la eva-

1641. cuacion del Brasil, haciendo valer que el Portugal se habia empeñado involuntariamente, por causa de la España, en la guerra contra la Holanda; que habiendo sacudido el yugo de la primera y hecho causa comun con la Holanda, esta, segun los principios de la justicia, debia restituir las posesiones portuguesas. La reclamacion no fué admitida, y despues de negociaciones infructuosas, se celebró el 12 de junio de 1641 este tratado de tregua, navegacion y comercio (1).

1641. *Tratado de tregoas e cessação de hostilidades entre el rey o senhor D. João IV, e os Estados Géraes das prouincias unidas dos Paizes Baixos, asignado na Haya 12 de junho de 1641, e ratificado en 18 de novembro do mesmo anno.*

(Traducção que se guarda no real archivo da Torre do Tombo.)

Tratado das tregoas, e suspenção de todo o acto de hostelidade, e bem assi de nauegação, comercio, e juntamente socorro entre o serenissimo, e poderosissimo dom Joam o quarto deste nome, rey de Portugal, e dos Algarues daquem, e dalem, mar em Africa, senor de Guiné, e da conquista, nauegação, e comercio de Ethiopia, Arabia, Persia, e da India, etc., de hũa parte, e os senhores Ordens Géraes das prouincias unidas, de outra, feito, começado, e acabado pello senhor Tristão de Mendoça Furtado, do conselho de Sua Majestade, e seu embaixador, e pellos senhores Rugero Huyphens, caualeiro Jacobo de Brouchouen, consul que foi da cidade de Leide, Jacobo Cats, caualeiro conselheiro, pencionario de Holanda, e de Friza occiden-

(1) *Corps diplomatique de Droit des Gens*, tom. VI, part. I, art. 132. Amsterdam, 1728.

Véase, como continuacion y término de la ocupacion de los Holandeses, las notas que acompañan á los tratados de 1654 y 1661.

tal, Gaspar de Vosberghen, caualleiro, e senhor de Isselaer, João de Reede, senhor de Reins Voude, e Thiens, senhor de Vvou Denderch, João Velr Driel, consul da cidade Doccum, Assuero, de Haer Solte, Haersty, e Echede, do gouerno de Zelanda, Vvigboldo, Aldringa senador da cidade de Gronigen, administrador de Sibal de bueri, todos deputados no conselho dos assima ditos senhores Estados Géraes das prouincias de Geldria, Holanda, Zelanda, Utrech, Friza, Ouericel, e da cidade Groningen, e Homlandia commissarios dos mesmos senhores das Ordens Géraes, entre o assima dicto senhor embaixador, por virtude de certa prouisão real, e de hũa carta de Sua Magestade, escritas ambas en Lisboa a vinte hum de janeiro passado, e os assima ditos senhores commissarios, em virtude de hũa sua procuração cujas copias, e treslados hirão abaixo escritos (1). 1641.

Injusto jugo de el rey de Castel'a.

Mostrou a experiencia que dom Phelippe segundo, rey de Castella, por força, e poder de armas occupou antigamente a coroa de Portugal, e pello cõseguinte priuou o serenissimo, e muito poderoso rey dom João (antes duque de Bragança) do indubitauel direito de sua successão, e justiça para a dita coroa de Portugal, como legitimo proximo herdeiro da serenissima senhora D. Catherina, e muitos annos continuos perseuerarão os sucessores do dito rey de Castella em a violenta occupação da dita coroa de Portugal, quebrantando os concertos e pactos de amizade, confiança e do comercio que os senhores reys da coroa de Portugal, com os outros Principes, e nações de Europa, santamente, sempre respeitarão, priuando aos bons subditos, e vassallos da mesma coroa, de seu direito, e de suas leys, e costumes, e alem disso carregandoos injustamente de intoleraueis molestias, e outras diversas especias de tyrannia, juntas a exečiuos tributos, os quais os reys de Castella, juntamente com o patrimonio da coroa real de Portugal, consummirão e destrui-

(1) Afim de evitar que esta obra se torne demasiado volumosa, suprimimos todos os plenos-poderes et ratificações, tanto neste logar, como subsequentemente.

1641. rão com guerras escusadas, com as quais cousas sendo os ditos bons subditos, e vassallos daquella coroa, estimulados, e prouocados, de justo furor, vencido o sufrimento, com grãde animo, ousadia, e aduertencia, sacodirão aquelle intolerauel, e injusto jugo de el rey de Castella, restituindosse a sy mesmos, a sua liberdade, e finalmente por aplauso commum, elegeãro, acclamarão, derão omenagem, e juramento de fidelidade ao dito Rey dom João o quarto.

Se renouão antiga amizade, reciproco amor e comercio.

Os muitos poderosos senhores Ordens Géraes, sentindo juntamente, por sua parte, e tendo bem conhecido a intolerauel tyrannia, e durissimos encargos do dito rey de Castella, e sua detestauel determinação, para alcançar a monarchia, de tanto tempo em toda Europa perseguida e acossada, em utilidade do bem commum, julgarão ser conueniente, socorrer a intenção honrada e digna de louuor do dito rey dom João o quarto, e com elle fazer, e celebrar o presente concerto, e tratado, deixando, antes, as varias, e diversas commodidades que em seu proprio commodo, e proueito, no Estado das cousas presentes, assi de aquem, como de alem da linha, puderão de nouo tomar, e possuir, e querem antes em lugar dellas, que se renoue aquella antiga amizade, reciproco amor, e comercio que entre os senhores reys da coroa de Portugal, e os Holandeses, de hũa, et outra parte, antigamente florecerão.

Suspenção de todo o acto de hostilidade.

Art. 1°.—Primeiramente foi assentado, verdadeire, firme, puro, e inuiolavel concerto de tregoas, e suspensação de todo o acto de hostelidade, entre o dito rey, e as Ordens Géraes, assi por mar, e todas as mais agoas, como por terra, em respeito de todos os subditos, e moradores das Prouincias Unidas, de qualquer condição que elles forem, sem excepção de lugares, ou de pessoas; e bem assi igualmente con respeito de todos os subditos, e moradores das regiões do dito rey, de qualquer condição que forem, sem excepção de lugares ou pessoas, as quais defendem contra el rey de Castella, as partes de Sua Magestade, e daqui por diante, se achar que as vão defendendo, e isto em todas as terras, e mares de hũa, e de outra parte da linha conforme as cõdições, e limitações por ambas as partes abaixo de-

claradas, por tempo de dez annos, o qual contrato de tregoas e suspensação de todo o acto de hostelidade, nos lugares de Europa, ou em qualquer outra parte, cituados, fora dos limites da jurisdição, concedida em nome deste Estado ante deste tempo, as companhias das Indias orientaes e occidentaes, começará logo desde a sobescripção deste tratado. 1641.

Art. 2. — Mas na India oriental, e em todas as terras, e mares debaixo do districto, e jurisdição concedida pellos senhores das Ordens Géraes, á companhia da India oriental destas prouincias, começará hum anno despois da data, tanto que neste lugar for apresentada raficação desté tratado, em nome del rey de Portugal. Porem sea publica manifestação das ditas tregoas, e suspensação de todo o acto de hostelidade, chegar mais breuemente a alguã parte das ditas terras, e mares, antes q o dito anno seja acabado, em tal caso, cada qual, de hũa, e outra parte, das ditas terras, e mares, desdo tempo da dita manifestação se abstenha de todo o acto de hostelidade. Manifestação das tregoas.

Art. 3. — E serão comprehendidos debaixo das ditas tregoas, e suspensação de todo o acto de hostelidade, todos os reys, senhores, e naçoes da India oriental, com os quais os senhores Ordenes Géraes, ou a companhia da India oriental destas prouincias em seu nome, tem amizade, e confederação, se a elles lhes parecer serem comprehendidos nas ditas tregoas, e suspensação de todo o acto de hostelidade. Nações comprehendidas nas tregoas.

Art. 4. — Não será licito, durante o dito tempo de dez annos, fazer se de hũa, e outra parte, nem por terra, nem por mar, hostelidade algũa ou acometimento violento, e sera premitido a todas as naos portuguesas, e que de Portugal, por mandado, e comissão del rey dom João o quarto, forem para as terras, e mares que deffendem as partes del rey, assi como igualmente, as que das ditas partes tornarem para Portugal, nauegar liuremente sem embaraço algum, por respeito da companhia da India oriental, destas prouincias. Navegar livremente.

Art. 5. — E da mesma maneira as naos dos subditos destas prouincias que fizerem a mesma viagem, não serão molestadas pellas ditas naos de Portugal. Naos da Companhia.

1641. Libertade e segurança. Exercitar comercio sem impedimento.

Art. 6. — E hũa, e outra parte esteja liure, e segura em seus tratados, e em seus contratos.

Art. 7. — Tambem será liure a cada hũa das partes, nauegar, igualmente possuir seus lugares, e exercitar seu comercio, sem impedimento algum, assi, e da maneira, que ao tempo da publicação das ditas tregoas, e suspensação de todo o acto de hostelidade em a India oriental, possuir os ditos lugares, e hindo, e vindo, exercitaua seu comercio.

Tregoa de dez annos.

Art. 8. — As ditas tregoas, e suspensaçao de todo o acto de hostelidade terão su effeito por tempo de dez annos em as terras, e mares pertenecentes ao destricto da jurisdição concedida pellos senhores das Ordens Géraes à companhia da India occidental destas prouincias desde a data, tãto q a retificação deste tratado em nome del rey de Portugal, neste lugar for apresentada, e a publica manifestação das ditas tregoas, e suspensação de todo o acto de hostelidade chegar a qualquer parte das ditas terras, e mares respectiuamente; desde o qual tempo, hũa, e outra parte em as ditas terras, e seus mares se abstenha de todos os actos de hostelidade. Com tanto que dentro de oito mezes despois que a dita retificaçao for neste lugar apresentada se haja de tratar da paz com a coroa de Portugal, nas ditas terras, e mares, pretencentes ao destricto da jurisdição de companhia da India occidental, destas prouincias, como assim primite o senhor Tristão de Mendoça Furtado, embaixador, e do conselho de Sua Magestade de Portugal, para que dentro dos ditos oito mezes, depois da sobredita retificação de Sua Magestade aqui neste lugar apresentada uenha juntamente procuração necessaria, ordem, e instrucção, e igualmente pessoa ou pessoas, cõm authoridade real, para tratar da dita paz; com tudo se acontecer, contra toda a esperança, e desejo, que a condição da paz se não effeitue, sem embargo disso as ditas tregoas, e suspensação de todo o acto de hostelidade, terão inteiro effeito pello tempo de dez annos na forma sobredita, e conforme aos artigos que abaixo se declarão.

Condição de paz.

Não levar azucar, páo Brazil.

Art. 9. —A companhia da India occidental destas prouincias, e bem assi, os subditos, e moradores nas suas terras adqueridas, e juntamente todos aquelles que dahi dependem, de qual-

quer nação, condição ou religião que sejão, gozem, e logrem em cada hũa das terras, e lugares del rey de Portugal, e pertencentes á mesma coroa, cituados em Europa, deste mesmo comercio, izenções, liberdades, e direitos, dos quais, os demais subditos deste Estado, por virtude deste tratado hão de gozar, e lograr, com tal condição, que a companhia da India occidental destas prouincias; e bem assi, os subditos, e moradores, em suas terras adqueridas, e igualmente todos os demais della dependantes, não pretendão leuar do Brazil para o reyno de Portugal asucar, pao Brazil, nem outras mercadorias que no Brazil costuma hauer, e delle serem trazidas, assi como tambem, nem a nação portugueza, e os subditos, e moradores nas ditas terras adqueridas, nem menos os que della dependem, pretenderão leuar do Brazil, ás ditas prouincias, e regiões unidas, asucar, pao Brazil, e outras mercadorias que no Brazil costuma hauer, e delle serem trazidas. 1641.

Art. 10. — A nação holandeza, e bem assi a portugueza, em quanto durarem as tregoas, e suspensação de todo o acto de hostelidade, se socorrerão reciprocamente, e se darão toda a ajuda, e fauor com todas suas forças, quando quer que a occasião, e o estado das cousas assi o pedirem. Reciproca ajuda.

Art. 11. — Todas as fortalezas, cidades, naos, e pessoas particulares, ou sejão Portugueses, ou outros quaisquer que forem achados no Brazil, ou em outra parte, os quais fauorecem as partes del rey de Castella, ou daqui por diante, se reduzirem a seu poder, serão julgados por inimigos communs, aos quais, será licito acometer, perseguir, e vencer por cada hũa das partes, sem se ter respeito ao limite, e termos em que forem achados; conforme ao que se cada hũa das partes tomar algũ dos ditos lugares ou fortalezas, pertencerá áquelle por quem for tomado, e juntamente a jurisdição, e termo de seus campos, e todas as mais utilidades a elles de antes anexas, sem embargo, de os taes lugares, e fortalezas estarẽ cituadas no destricto, o termos de cada hũa das partes. Pessoas julgadas por inimigos comuns.

Art. 12. — Qualquer subdito, de hũa, e outra parte, será deixado estar, e ficará em posse de seus bens, assi como for Bens proprios e acquiridos.

1641. achado nelles, ao tempo da manifestação das tregoas, e suspenção de todo acto de hostelidade, e os campos, e termos que estiuerem entre os fins das fortalezas de hũa, e outra parte (os quais necessariamente se hão de hauer por proprios e acqueridos ao senhor que delles for) ficarão com a mesma diuisão, comprehendendosse nelles as familias, e nações que lhes tocarem, e determinados pello modo sobredito, os ditos termos, e diuisão, constará á nação portugueza por hũa parte, e aos subditos destas prouincias, por outra, quais lugares, commodidades, e termos dos campos ha de conhecer cada hum e defender como seus.

Proprietarios lugares desemparados.

ART. 13. — E quanto ao que pertenece as propiedades, e possessões dos particulares, que debaixo da dita diuisão se deue comprehender para hũa, ou para outra parte, será por ventura certo, que algũs lugares estarão dezemparados, et roubados, e outros cultiuados, e pouoados de gente: com tudo o que pertence aos lugares, cujos habitadores, e proprietarios se passassem a hũa, e outra parte, nem por isse se hauera de fazer restituição algũa, nem dos moueis algũs que fossem deixados, e achados, mais será cõueniente, que cada hum fique quieto com aquillo que comsigo leuou, ou tiuer leuado dos ditos lugares assi dezemparados.

Provas e documentos.

ART. 14. — Porem nos ditos lugares, e terras que ficarão a seus proprietarios ou a outros possuidores, em seu nome, e lugar, tomandosse conhecimento da causa, se guardará aos ditos donos, de hũa, e outra parte, seu direito e posse, precedendo para isso as prouas, e documentos necessarios.

Entremetimento.

ART. 15. — Sobre as quais cousas, o gouerno de hũa, e outra parte em seu destricto, respectiuamente, disporá da maneira q entẽder q conuẽ, não se premitindo q algũa outra pessoa se intrometã nas ditas cousas.

Comercios excluidos.

ART. 16. — Os comercios para os lugares, senhorios, e termos de hũa, e outra parte, no Brazil, quaisquer que sejão, serão sómente premitidos, assi mesmos, excluidos todos os outros, nem seja licito aos Portugueses frequentar os lugares, jurisdições, e termos dos subditos destes Estados nem menos aos subditos

destes Estados hirem aos semelhãtes lugares dos Portugueses, saluo se de commum vontade et consentimento parecer despois contratar em outra forma. 1641.

Naos de nação estrangeira.

Art. 17. — Nem seja premitido aos Portugueses, nauegar, comerciar, ou tratar para o Brazil com as naos de nação estrangeira, nem com essas mesmas nações estrangeiras, mas tendo necessidade de algũas naos estrangeiras para nauegação, trato, e comercio para o Brazil, serão obrigados a fretar, ou comprar as ditas naos aos subditos destas prouincias, no qual caso de compra, ou frete, se não aparelharão, nem conduzirão para o Brazil naos de menor porte que de cento o trinta lastres, ou de duzentas e sessenta toneladas, armadas pello menos com desaseis pessas de artelharia, chamadas bottelingen, que lance cada hũa sinco, ou seis liuras de balla, e a este respeito, prouidas de monições de guerra; e quando acontecer, que pellos Portugueses sejão fretadas, ou compradas maiores naos para o Brazil, na mesma forma como dito he, em tal caso serão prouidas e bastecidas de quanto mais for necessario, conforme a proporção de seus lastres, e tudo isto sob pena de perdimento, e confiscação das ditas naos, e suas pertenças, as quais se aplicarão, em utilidade da companhia da India occidental destas prouincias, ou daquelles que della dependem, sendo por elles, a caso, prezas, e tomadas.

Perdimento e confiscação das naos.

Passagem de naos, negros.

Art. 18. — Nem seja licito aos Portugueses nem aos moradores destas prouincias, dar passagem algũa de naos, negros, mercadorias, ou outras cousas necessarias para as Indias dos Castelhanos, ou para outros lugares cituados naquellas partes com penna de perdimento da nao, das pessoas, e das fazendas que ahi forem achadas, e de que como inimigos serão prezos, e tratados.

Termos e limites.

Art. 19. — Tudo aquillo, que assi os Portugueses, como os subditos destas prouincias, possuem nas costas de Africa, não necessita de diuisão de termos, por quãto entre hũs, e outros ha diuersas familias, e nações que diuidem, e determinão os termos, e limites.

Pagar rendas e direitos.

Art. 20. — Em quanto ao que pertencia ã nauegação, e



1641. comunicação das mesmas costas da ilha de São Thome e de outras ilhas, que nellas se comprehendem, a hũa et outra parte será liure, com tal condição, se a mesma nauegação e comercio, ou elle seja de ouro, de negros, e de mercadorias de qualquer maneira chamadas, se faça, e seja distinada, para as cidades, e fortalezas, ou porto dellas, as quais cada hũa das partes occupa, e possue, para que nellas se paguem as rendas, e direitos que costumarão pagar os moradores portugueses, ou os homens liures dos mesmos lugares, em igual correspondencia.

Amigos e confederados.

ART. 21. — E por quanto os senhores Ordens Géraes acquirirão por seu proprio poder seus dominios, e terras no Brazil, e em outras partes em tẽpo q os subditos, e moradores dellas ainda erão vassallos, e sugeitos a el rey de Castella, e inimigos deste Estado, de cuja natureza, e condição forão aquelles que agora no mesmo lugar se reduzirão a obediẽcia del rey de Portugal, e se mostrarão amigos, e confederados a este Estado, pella qual rezão, daqui por diante, de hũa e outra parte estará manifesto, durauel concerto, e pura confiança, e juntamente hũs a outros serão com rezão obrigados a se tratarem com amigauel administração de justiça.

Bens moveis, etc., engenhos.

ART. 22. — Com tudo se tem assentado, q como cõ a mudança q ouue em muitas propriedades, e possessões, assi de bens moues, como immoues (sómente pella distruição de tão molesta guera) varios subditos, antes e despois de seu principio, vierão á obediẽcia do estado destas prouincias, parte dos quais cahirão em pobreza, e parte se espalharão, e como muitos Flamengos fizerão ahy assento, por cõpra de senhorios, que vulgarmẽte chamão engenhos, e de outros bẽs de raiz, de nenhũa maneira primite a rezão destado das cousas aly acqueridas, q bẽs algũs por direito de postliminio, ou quasi se possão repetir, ou restituir, nem tambẽ q os subditos dos senhores Ordens Géraes pessão aos Portugueses, nem os Portugueses aos subditos destas prouincias, diuidas, ou encargos algũs, e muito menos sera cõueniẽte, q pretñdã as tais cousas por via de execuçã, mas cada qual ficará inteiramẽte com o que estiuer possuindo ao tempo da dita manifestaçaõ.

Direito de postliminio.

1641.

Esquecimento das offenças.

Art. 23.—Os subditos, e moradores dos lugares do dito rey dom João o IV e dos senhores Ordens respectiuamēte, durante as tregoas de dez annos, e suspenção de todo o acto de hostelidade, com reciproca confiança, professarão amizade, sem lembrança algũa das offenças, e danos que antigamente se receberão.

Consentimento de ambas partes para mudar os artigos.

Art. 24.—E se despois por ventura, com animo, e consentimento conformes, o fundamento da guerra, se passar á India occidental dos Castelhanos, e fazendo alli guerra, com perda do inimigo commum se acquirir cousa algũa, em tal caso, repartindo, trocando, e logrando, amigauelmente, e de commum consentimento, como dito he, se fará concerto: assi como igualmente, durando as ditas tregoas, e suspenção de todo o acto de hostelidade, será permitido, com commum consentimento, e aplauso de ambas as partes, mudar os sobreditos artigos, ou parte delles.

Libertades e privilegios.

Art. 25.—E será liure aos subditos de hũa, o outra parte de qualquer nação, condição, qualidade e religião, sem exceição de algum, ou elles sejão nacidos em a jurisdição de cada hũa das partes, ou nellas tenhão seu domicilio, assistir, nauegar, e comerciar com qualquer sorte de mercadorias, e empregos em os reynos, prouincias, termos, e ilhas em Europa, e em qualquer outra parte cituadas daquem da linha; nem sera licito que a nenhum dos subditos de hũa, e outra parte, que por causa da mercancia cõcorrerem em cada hũa das ditas terras, trazendoas, ou leuandoas como dito he, se acrecentem mais cizas, imposições, ou outros direitos de que aquelles que os mesmos moradores, e subditos das mesmas terras costumão, mas igualmente em correspondencia gozem destas mesmas libertades, e priuilegios, dos quaes elles antes usauão, primeiro que Portugal fosse pelos Castelhanos sobjugado.

Libertade de conscienza; exercicio da religião.

Art. 26.—Os subditos, e moradores destas prouincias, que são christãos, uzem e gozem de liberdade de conscienza priuadamente em suas cazas, e dentro de suas naos, de liure exercicio de sua religião em todos os lugares, cidades, termos, prouincias, e ilhas do reyno de Portugal, ou em seus dependen-

1641. tes, ou seja desta parte da linha, em Europa, ou dalem della, aonde he primitido commerciar. Porem se algum embaixador, ou outro ministro publico deste Estado, for mandado a Portugal, em tal caso estes usarão, e gozarão em suas casas, e domicilios desta liberdade, e exercicio da religião, assi como neste Estado se premite presentemente ao senhor embaixador.

15 naos de guerra e 5 fragatas asistirão el rey de Portugal.

ART. 27. — Os senhores Ordens Géraes sem esperar a retificação de Sua Magestade para este tratado assistirão a el rey, e á coroa de Portugal á sua propria custa, debaixo de su sufficiente almirante, e os mais necessarios officiaes, com quinze naos de guerra, e cinco fragatas grandes, bem armadas, e guarnecidas, prouidas de mantimentos, e artelharia e outros petrechos de guerra.

Armada para fazer dano a el rey de Castella.

ART. 28. — Para esta armada, Sua Magestade comprará ou fretará á sua propria custa, e debaixo de sua mesma ordem, semelhante numero de quinze naos de guerra, e cinco fragatas grandes, igualmente armadas, e guarnecidas de marinheiros, e soldados, e tambem prouidas de mantimentos, e artelharia, e outros estromentos de guerra, para que ajuntandosse com as naos, e fragatas grandes destas prouincias, se apliquem aos portos, e costas de Portugal, e de Espanha, em ordem a fazer dano a el rey de Castella inimigo commum.

Dez galeões.

ART. 29. — El rey de Portugal á sua propria custa armará dez galeões, ou mais em Portugal, os quais se ajuntarão á sobredita armada, para que juntamente se appliquem contra el rey de Castella, e contra seus subditos.

Bandeira de Castella.

ART. 30. — As naos que de Portugal nauegarem, e bem assi suas cargas, e mercadorias, pertencentes á dita coroa, ou a seus subditos, das quais conuenientemente se possão offerecer prouaueis documentos, não serão confiscadas, posto que acontecesse que as ditas naos, e mercadorias, nauegando debaixo da bandeira de Castella fossem tomadas com a dita armada, ou por outras, mas as taes naos, suas cargas, e mercadorias, serão restituidas a seus proprios, e originaes donos.

Repartição igual das prezas.

ART. 31. — Das prezas, e de outros emolumentos, que pello

poder da dita armada, e galeões forem acqueridos, será a repartição, e distribuição igual, pro ratta, conformandosse com os corpos, e numero das naos, e isto para preuinir, euitar a diuersidade de disputas, quem a diuisão das prezas, e outros bens, ou por occasião delles, por certos respeitos resultaria. 1641.

Architectos, minadores, engenheiros.

Art. 32. — A el rey de Portugal seja licito, dentro destas prouincias mandar, assentar, e fazer os officiaes da milicia de mayor, ou menor dignidade, e tambẽ architectos militares, minadores, engenheiros de fogo, ou outras artes, os quais por ventura quererã e isto, á sua custa, e estipendio, e para que este negocio milhor se effeitue en nome destes Estados se lhe dará sempre continuo socorro.

Não quebrantar as cartas et livros de contas, sem informação legal.

Art. 33. — Não será primitido debaixo de pretexto algũ, entrar nas casas, quebrantar, olhar, reboluer as cartas, e liuros de contas, ou as mesmas contas dos mercadores subditos, ou moradores destas prouincias dos Holandeses assistentes no reyno de Portugal, ou nas ilhas, ou outros lugares a elle pertencẽtes, cituados em Europa, ou prender na cadea as pessoas dos ditos mercadores, sem preceder primeiro informação legal, na forma do estatuto dos lugares respectiuamente, excepto nos casos de crime e leza magestade, treição publica, ou correspondencia com inimigos.

Estabelecer procuradores publicos, consules

Art. 34. — Seja liure, e primitido aos senhores Ordens Géraes das prouincias unidas, em todos os portos do reyno de Portugal, e ilhas, ou outros lugares a elle pertencentes cituados em Europa, dar cõmissão, e com a diuida authoridade sobestabelecer procuradores publicos, vulgarmente chamados consules, assistentes nos ditos portos, e da mesma maneira será primitido o proprio a el rey de Portugal com os portos destas prouincias.

Ratificação dentro de tres mezes.

Art. 35. — Este tratado será confirmado, e retificado por el rey de Portugal, e pellos senhores Ordens Géraes, igualmente, e em milhor forma costumada, como he rezão, dentro de tres mezes, que hão de começar desde a data deste, e darseha o mesmo por ambas as partes, liza, e singelamente; e tanto que a retificação de Sua Magestade aqui em Haya, dentro do dito

1641. tempo for apresentada, logo com a retificação dos senhores Ordens Géraes, se conformará, e trasladará.

Sinetes: 12 junho 1641. E nos o embaixador, e commissarios sobreditos cõ nossas proprias maos assinamos aõ pê este tratado et com nossos sinetes o firmamos, feito Haya do Conde, aos doze dias de junho, anno de mil seiscentos e quarenta e hum.

(L. S.) Tristão de Mendoça Furtado.
(L. S.) Ruger Huijghens.
(L. S.) Juan Brouchouen.
(L. S.) Cats.
(L. S.) Gs van Vosberghen.
(L. S.) Joan van Reede.
(L. S.) Juan Veltdriel.
(L. S.) Vanhaersolte.
(L. S.) Vigboldt Aldringa.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y LOS PAÍSES BAJOS.

De este tratado damos simplemente los artículos que tratan del comercio, navegacion y privilegios, que son los únicos que nos interesan. (Castro.) 1648.

DOCUMENTO.

Tratado de paz entre Filippe IV rei de Hespanha e as Provincias Unidas dos Paizes Baixos, feito em Munster a 30 de janeiro de 1648, a que se refere o artigo VIII do Tratado de 23 de maio de 1667, entre as coroas de Hespanha e da Gran-Bretanha.

(Hertslet, coll. of treaties, t. II, p. 157.)

(TRADUCÇAO PARTICULAR.)

EXTRACTO.

Art. 4. — Os subditos e habitantes dos paizes dos ditos Senhores rei e Estados terão entre si boa correspondencia e amizade, sem mostrarem resentimento pelas offensas e prejuizos

Os subditos poderão exercer o seu commercio com segurança.

1648. que hajam recebido no passado; tambem poderão frequentar e permanecer nos paizes de um e outro, e ahi exercer o seu trafico e commercio com toda a segurança, tanto por mar e outras aguas como por terra.

Os subditos serão e permanecerão livres e não inquietados; os Paizes-Baixos não frequentarão os logares dos Castelhanos.

Art. 5. — A navegação e o trafico das Indias Orientaes e Occidentaes serão mantidos segundo o que a tal respeito é concedido ou se conceder, para segurança do que servirá o presente Tratado e a sua ratificação, a qual se obterá de parte a parte; e no dito Tratado serão comprehendidos todos os potentados, nações e povos, com quem os ditos senhores, rei e Estados ou os membros da companhia das Indias Orientaes e Occidentaes, em seu nome, dentro dos limites das ditas concessões, se acham em amizade e alliança. E ambos os ditos senhores rey e Estados respectivamente, continuarão na posse d'aquelles senhorios, cidades, castellos, fortalezas, paizes e commercio, nas Indias Orientaes e Occidentaes, como tambem no Brazil, nas costas de Asia, Africa e America respectivamente, que os ditos senhores rei e Estados têem e possuem respectivamente, e nos quaes se comprehendem especialmente os logares e fortes que os Portuguezes tomaram aos senhores Estados depois do anno de 1641, e bem assim nos logares e fortes que os ditos senhores Estados podérem porventura conquistar e possuir, sem infracção do presente Tratado. E os directores das companhias de India Oriental e Occidental das Provincias Unidas: bem como seus ministros, officiaes superiores e inferiores, soldados e marinheiros, que ao presente se acharem ao serviço de uma e outra das ditas companhias, ou aquelles que estiverem ao seu serviço, e tambem aquelles que n'este paiz, ou dentro do districto das ditas duas companhias, continuarem fóra do serviço, mas que ao depois podérem ser empregados, serão e permanecerão livres e não inquietados em todos os paizes sujeitos ao dito senhor rei na Europa, e poderão navegar, traficar e frequentar, como os demais habitantes dos paizes dos ditos senhores Estados. Outrosim ajustou-se e estipulou-se que os Hespanhoes conservariam a sua navegação para as Indias Orientaes do mesmo modo porque actualmente é mantida, sem se estenderem para

mais longe, e os habitantes dos Paises Baixos não frequentarão os logares que os Castelhanos têem nas Indias Orientaes. 1648.

Art. 6. — E quanto ás Indias Occidentaes, os subditos e habitantes dos reinos, provincias e terras dos ditos senhores rei e Estados respectivamente prohibirão que se navegue e trafique em nenhum dos portos, logares, fortes, alojamentos ou castellos, e todos os outros possuidos por uma ou otra parte, isto é, os subditos do dito senhor rei não navegarão ou traficarão n'aquelles pertencentes aos ditos senhores Estados, nem os subditos destes senhores Estados navegarão ou traficarão nos que possuir o dito senhor rey. E entre os logares tidos pelos ditos senhores Estados, serão comprehendidos os logares do Brazil, que os Portuguezes tomaram aos Estados, e de que têem estado de posse desde o anno de 1641, e bem assim todos os outros logares que actualmente possuem, emquanto continuarem nas mãos dos Portuguezes, não obstante o conteudo no precedente artigo.

Os subditos respectivos não navegarão ou traficarão en nenhum dos portos marcados.

Art. 8. — Os subditos e habitantes dos paizes dos ditos senhores rei e Estados, traficando nos paizes de um e outro, não serão obrigados a pagar maiores direitos e impostos do que os respectivos subditos naturaes do paiz; de modo que os habitantes e subditos das Provincias Unidas dos Paizes Baixos são e serão isentos de certos direitos de vinte por cento ou de algum menor, maior ou outro direito, que o dito senhor rei levantou, ou impoz durante a tregoa dos doze annos, ou quizer ou estiver inclinado a levantar ou impor no futuro, directa ou indirectamente, aos habitantes e subditos das Provincias Unidas dos Paizes Baixos, ou lançar sobre elles, mais e além do que os que lançar aos seus proprios subditos.

Os Paizes-Baixos são isentos de certos direitos de 20 °/ₒ.

Art. 9. — Os ditos senhores rei e Estados, não levantarão, dentro de seus respectivos limites, direitos ou gabellas algumas, por entrada, saída, ou por outro motivo, sobre os generos que transitem por agua ou por terra.

Generos que transitem.

Art. 10. — Os subditos dos ditos senhores rei e Estados gosarão respectivamente nos paizes de um e outro, da antiga franquia de portagens, de que estavam de posse antes do começo da guerra.

Franquia de portagens.

1648.

Estorvos ou impedimentos serão removidos.

Art. 11. — A sociedade, conversação e commercio entre os respectivos subditos não serão impedidos, e se succeder haver estorvos ou impedimentos, serão estes removidos real e effectivamente.

O sal branco e o sal do mar será admittido.

Art. 13. — O sal branco refinado e fervido, que vem das Provincias Unidas para as de sua dita Magestade será n'estas recebido e admittido sem ser onerado de maiores direitos que o sal do mar; e o sal das provincias de sua dita Magestade será do mesmo modo admittido e recebido nas dos senhores Estados, e n'ellas vendido, sem ser onerado com um direito mais elevado que o sal dos ditos senhores Estados.

Segurança e libertade.

Art. 17. — Os subditos e habitantes dos paizes dos ditos senhores Estados terão tambem a mesma segurança e liberdade nos paizes do senhor rei, que foram concedidas aos subditos d'el rei de Gram-Bretanha pelo ultimo tratado de paz e artigos secretos feitos com o condestavel de Castella.

Designação de logares para enterrar.

Art. 18. — O dito senhor rei mandará prover logo que possa á designação de logares decentes para enterrar os corpos d'aquelles subditos dos senhores Estados, que succeder fallecerem em algum logar sujeito ao dito senhor rei.

As pessoas ou mercadorias não poderão ser arrestadas.

Art. 20. — Os negociantes, mestres de navios, pilotos, marinheiros, seus navios, mercadorias, generos e outros bens que lhes pertençam, não poderão ser tomados e arrestados seja em virtude de algum mandado geral ou particular, ou por outra qualquer causa de guerra ou outra, nem mesmo sob pretexto de os empregar para a conservação e defeza do paiz. Comtudo, não se pretende com isto comprehender os sequestros, tomadias, e arrestos da justiça pelas vias ordinarias por motivo de dividas, obrigações pessoaes e contratos validos d'aquelles a quem taes sequestros forem feitos; e n'este caso proceder-se-ha segundo é costume em direito e rasão.

Juizes respectivos serão nomeados.

Art. 21. — Nomear-se-hão de ambos os lados certos juizes em igual numero, á maneira da *Chambre mipartie*, que terão as suas sessões nos Paizes Baixos, e em outros logares que se julgar proprio e conveniente, e isso em toda a parte, ora sob a presidencia de um, ora do outro, segundo se convier de mutuo

consentimento; os quaes juizes nomeados por ambas as partes cuidarão (em conformidade da commissão e instrucção que lhes forem dadas, e sobre que prestarão juramento segundo o formulario que para esse fim será estabelecido por ambas as partes) dos negocios dos habitantes das ditas Provincias Unidas dos Paizes Baixos, e dos encargos e direitos que de um e outro lado forem impostos sobre as mercadorias; e se os ditos juizes perceberem que se commettem excessos de qualquer lado, ou de ambos os lados, regularão e moderarão taes excessos. 1648.

Alem d'isso, os ditos juizes examinarão as questões tocantes á falta da execução do tratado e suas contravenções, que de tempos a tempos podem ter logar nos paizes d'este lado como tambem nos distantes reinos, paizes, provincias e ilhas da Europa, e as disporão summariamente, e decidirão o que acharem ser conveniente ao tratado; e as sentenças e determinações d'esses juizes serão executadas pelos juizes ordinarios do logar, onde se houver commettido a contravenção, nas pessoas dos que o infringirem segundo o caso e as circumstancias requererem; nem deverão os ditos juizes ordinarios descuidar-se de fazer a dita execução ou permittir que n'isso haja negligencia, mas sim reparar a contravenção dentro do espaço de seis mezes depois d'elles ditos juizes serem para isso requeridos.

Cartas de marca ou represalia.

Art. 22. — Mas se algumas sentenças forem passadas á pessoa de cada uma parte, seja em materia civil ou criminal, não serão as mesmas postas em execução contra as pessoas dos condemnados, nem contra seus bens. Nem se concederá cartas de marca ou represalia, senão com conhecimento de causa, e nos casos permittidos pelas leis imperiaes e constituições por ellas estabelecidas.

Navios de guerra e soldados.

Art. 23. — Não será licito vir a terra, entrar ou permanecer nos portos, enseadas e praias de um e outro, com navios de guerra e soldados, em numero que possa causar suspeita, sem licença ou permissão d'aquelle a quem os ditos portos, enseadas e praias pertencerem, menos no caso de serem forçados por mau tempo ou a isso obrigados por necessidade ou para evitar os perigos do mar.

1648.

Assistencia de advogados, notarios, etc.

Art. 30. — Os subditos e habitantes dos Paizes Baixos poderão em toda a parte das terras sujeitas ao dito senhor rei, empregar aquelles advogados, procuradores, notarios, solicitadores e agentes que quizerem, para o que serão nomeados pelos juizes ordinarios, quando for necessario, e os ditos juizes forem requeridos. E por outro lado, os habitantes e subditos do dito senhor rei terão a mesma assistencia.

Direito de successão.

Art. 62. — Os subditos e habitantes dos paizes dos ditos senhores rei e Estados, de qualquer qualidade e condição que sejam, são declarados aptos para succeder uns aos outros, tanto por testamento como sem elle, segundo os costumes dos logares; e se algumas successões de legados houverem anteriormente recaído em algum d'elles, serão mantidos e conservados no seu direito.

Art. 75. — E com o fim de que o presente tratado seja melhor observado, o dito senhor rei e Estados promettem respectivamente usar de todos os meios e empregar o seu poder, cada um na parte que lhe respeita, para tornar as passagens livres e os mares e rios navegaveis e seguros contra todas as incursões de piratas, corsarios e ladrões, e se os podérem capturar, castiga-los com rigor.

Feito em Munster, na Westphalia, a 30 de janeiro de 1648.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LOS PAISES BAJOS.

TRATADO

DE AJUSTE SOBRE LAS DIFERENCIAS Y DESINTELIGENCIAS OCURRIDAS,

DE ALGUNOS AÑOS A ESTA PARTE,

EN EL BRASIL Y EN OTROS LUGARES DEL DISTRITO DE LA FISCALISACION, ETC.

1648. *Traité d'accommodement sur les différends et mésintelligences depuis quelques ans en ça survenus au Brésil et ailleurs, sous le district de l'octroi de la compagnie des Indes occidentales des Provinces Unies, entre M. l'ambassadeur de Portugal d'un côté, et MM. les commissaires des seigneurs Etats de l'autre côté, conclu et arrêté à la Haye le* 20, *reçu le* 24 *octobre* 1648, *et lu le* 28 *desdits mois et an.*

(MSS: DE D. LUIZ CAETANO DE LIMA.)

Obligation que prend le roi de Portugal au sujet de la compagnie des Indes occidentales.

ARTICLES.

ART. 1. — Ledit seigneur roi de Portugal promet et s'oblige d'accomplir réellement après la publication de ce traité

RÉPONSES.

ART. 1. — Dans la capitanie de Seregippe-del-Rei les limites ne s'étendront point au delà du fleuve du même nom,

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LOS PAISES BAJOS.

TRATADO

DE AJUSTE SOBRE LAS DIFERENCIAS Y DESINTELIGENCIAS OCURRIDAS, DE ALGUNOS AÑOS A ESTA PARTE, EN EL BRASIL Y EN OTROS LUGARES DEL DISTRITO DE LA FISCALISACION, ETC.

Tratado de ajuste sobre as differenças e desintelligencias acontecidas de alguns annos á esta parte no Brasil, e em outros lugares no districto da Fiscalisação da companhia das Indias occidentaes das Prouincias Unidas, entre o senhor embaixador de Portugal de um lado, e do outro os commissarios dos senhores Estados, concluido e ajustado na Haya á 20, recebido á 24 de outubro de 1648, e lido em 28 do dito mez e anno. 1648.

(TRADUCÇAO PARTICULAR.)

ARTIGOS.

ART. 1. — O dito senhor rei de Portugal promette e obriga-se a fazer realmente, depois da publicação deste tratado, á so-

RESPOSTAS.

ART. 1. — Na capitania de Seregippe d'El Rei os limites não se estenderão alem do rio do mesmo nome, visto que o

Obriga-se o rei de Portugal a fazer á companhia das Indias O. restituição completa de todos os paizes.

1648. à la susdite Compagnie des Indes occidentales, l'entière restitution de tous les pays et capitanies avec leurs forts situés au Brésil entre Rio-Real du côté du Sud, et Rio-Grande du côté du Nord, avec son district, tous deux inclusifs, demeurant à Sa Majesté de Portugal la capitanie du Marahan, sous condition expresse que Seará demeurera désert, et à ladite Compagnie la capitanie de Seregippe-del-Rei : lesdites terres, ni devant ni après la publication de ce traité, ne pourront être dépouillées de leurs esclaves, sucre, bétail, cuivre, fruits, ou aucune autre chose nécessaire à la fabrique des engenhos ou culture des terres.

puisque la dernière place et forteresse que tenait la Compagnie occidentale dans cette capitanie était située sur la même rivière du côté du nord, et ne possédait autre chose au delà, lors même qu'arrivèrent les troubles de Pernambuc; en outre, la capitanie du Seará étant du domaine du roi, la Compagnie n'a pas droit de demander qu'elle demeure déserte, puisque même il n'y peut arriver aucun inconvénient du voisinage de cette capitanie avec celle du Rio-Grande, à cause de la longue distance des lieux et des vastes campagnes incultes qui sont entre les deux; c'est pourquoi cet article doit être conçu aux mêmes termes portés dans le 1er article de ma réponse, présentée à MM. les commissaires le 19 août, auquel je me remets.

Les sujets portugais seront obligés à restituer les esclaves.

ART. 2. — Puisque audit district divers pays par les Portugais de la Bahia sont ruinés, et spécialement les capitanies de Rio Grande et Paraiba, et autres totalement dévastés et rendus inutiles, les sujets dudit seigneur roi seront obligés à restituer tous les esclaves qui en sont enlevés, sans

ART. 2. — J'ai examiné cet article avec toute la diligence qui m'a été possible, et dans la teneur j'ai rencontré plusieurs difficultés, n'étant pas possible que la restitution des esclaves et bœufs que demande la Compagnie, se fasse; pouvant être qu'ils soient déjà morts; de plus, j'ai jugé qu'il

1648.

bredita Companhia das Indias occidentaes, restituição completa de todos os paizes e capitanias com seus fortes situados no Brazil entre o Rio Real do lado do Sul, e o Rio Grande do lado do Norte, com seu districto, ambos inclusive, ficando a Sua Magestade de Portugal, a capitania do Maranhão, sob condição expressa que o Ceará permanecerá deserto; e á dita Companhia a capitania de Seregippe d'El-Rei : as ditas terras não poderão ser, nem antes, nem depois da publicação deste tratado, despojadas de seus escravos, assucar, gado, cobre, fructos, ou outra cousa necessaria para a fabricação dos engenhos, ou para a cultura da terra.

ultimo logar e fortaleza que tinha a Companhia occidental nesta capitania eram situados sobre o mesmo rio do lado do Norte, e não possuia outra cousa além delle, mesmo quando tiveram logar as desordens de Pernambuco; e demais, a capitania de Cearà sendo do dominio d'El Rei, a Companhia não tem direito a pedir que ella fique deserta, pois que não pode mesmo haver nenhum inconveniente da visinhança desta capitania com a do Rio Grande, attendendo a grande distancia dos logares e as vastas campinas incultas, que se encontram entre as duas; he por isso que este artigo deve ser concebido nos mesmos termos contidos no artigo I° da minha resposta, apresentada aos senhores commissarios em 19 de agosto, ao qual me reporto.

Os subditos portuguezes serão obrigados a restituir todos os escravos.

Art. 2. — Visto que no dito districto diversos paizes se acham arruinados pelos Portuguezes da Bahia, e especialmente as capitanias de Rio Grande e Parahiba, e outros totalmente devastados, e tornados inuteis, os subditos do dito senhor rei serão obrigados a restituir todos os escra-

Art. 2. — Examinei este artigo com toda a diligencia que pude, e encontrei no seu theor muitas difficuldades, não sendo possivel fazer-se a restituição dos escravos e bois que a companhia pede; podendo ser acharem-se já mortos : de mais julguei ser muito necessario o fixar-se um certo tempo durante

1648. en payer rien, et encore de faire restitution de toutes les fabriques de matériaux appartenant aux engenhos et bains par les Portugais, à quelle fin les inhabitants du Brésil des Etats généraux auront permission à tous temps après la publication de ce traité, de poursuivre et répéter par eux-mêmes ou autres à leur ordre, leurs biens spoliés, consistant en esclaves, bœufs à charrettes et cuivre, et sera le juge du lieu où ils seront trouvés, en vertu de ce traité, sur les preuves à ce produites, tenu de faire restituer ou payer lesdits biens aux propriétaires ou à ceux qu'ils ordonneront, sans aucune forme de procès ou délai.

est très nécessaire d'assigner un certain temps pendant lequel la demande de ces choses se puisse faire; car autrement il naîtrait tous les jours des querelles et débats de ce dont devrait procéder une ferme et inviolable amitié. C'est pourquoi, afin que ce qui aura été promis soit inviolablement observé, je crois qu'il ne faut point changer les conditions mentionnées en l'article 4° de madite réponse du 19 août, auquel je me remets aussi.

Ils seront obligés de livrer à la Compagnie des Indes 1,000 bœufs, 1,000 vaches, etc.

Art. 3. — Et seront aussi obligés ceux de la nation portugaise au Brésil, sujets de Sa Majesté, à livrer à ceux de la Compagnie des Indes occidentales, au lieu à ce assigné, mille bœufs à charrette, mille vaches, deux cents chevaux, trois cents brebis, le tout en trois ans, savoir, au mois de mars 1649, cinq cents bœufs, quatre cent quatre-vingts va-

Art. 3. — J'ai déjà répondu par trois diverses fois qu'il est impossible d'accorder ce que l'on demande par cet article; et cette impossibilité ne provient pas tant de la quantité que de la matière; je prie donc les seigneurs Etats d'ôter cet article.

1648.

vos que d'ali foram levados sem haverem sido pagos, e ainda mais a que os Portuguezes façam restituição de todas as fabricas de materiaes pertencentes aos engenhos e banhos, para cujo fim será permittido aos habitantes do Brazil dos Estados Geraes, a todo o tiempo depois da publicação deste tratado, de perseguir e pedir por si mesmos, ou outros por sua ordem, os seus bens expoliados, consistindo em escravos, bois de carro, e cobre; e o juiz do logar, aonde se acharem, será obrigado em virtude deste tratado, e a vista das provas para isso produzidas, a fazer restituir, ou pagar os ditos bens aos proprietarios, ou aquelles que elles ordenarem, sem forma alguma de processo, e sem demora.

o qual se possa fazer o pedido destas cousas; porque de outro modo dar-se-hião todos os dias disputas e contestações quando deveria preceder uma amisade firme e inviolavel. He portanto com o fim de que seja inviolavelmente observado, o que houver sido promettido, que eu creio que não se deve mudar as condições mencionadas no artigo 4° da minha resposta de 19 de agosto, a que tambem me reporto.

A entregar aos da Companhia das Indias mil bois, mil vacas, etc.

Art. 3. — E tambem serão obrigados os da nação Portugueza no Brazil, subditos de Sua Magestade, a entregar aos da companhia das Indias occidentaes, no logar para isso marcado, mil bois de carro, mil vacas, duzentos cavallos, trezentas ovelhas, tudo em tres annos, a saber, no mez de março de 1649, quinhentos bois, quatrocentas e oitenta va-

Art. 3. — Já respondi por tres diferentes vezes, que é impossivel conceder o que se pede por este artigo; e essa impossibilidade não provem tanto da quantidade como da materia; peço pois aos senhores Estados que retirem este artigo.

1648. ches, vingt taureaux, cent chevaux et cent brebis ; et les ans en suivant chaque année, deux cent cinquante bœufs, deux cent cinquante vaches, dix taureaux, cinquante chevaux et cent brebis.

Paiement des dettes.

ART. 4. —Tous ceux qui par ci-devant ont demeuré ès capitanies de la compagnie des Indes occidentales sous l'obéissance des seigneurs Etats, et à cause de dettes ou autrement s'en sont retirés et allés demeurer sous le commandement dudit seigneur roi, seront obligés à payer les dettes justement sur eux prétendues par la générale compagnie des Indes occidentales, ou par les particuliers ; et les juges de Sa Majesté seront obligés, à tout temps qu'ils en seront requis, leur administrer prompte et bonne justice.

ART. 4. — Les Portugais ci-devant desdites capitanies, et retirés ès lieux de l'obéissance du seigneur roi de Portugal pendant les troubles ou après, seront obligés de payer les dettes justement sur eux prétendues par la générale compagnie, ou particuliers sujets d'icelle ; les dites dettes seront payées en la même forme qui s'établira sur le paiement des dettes des habitants du Brésil, qui demeureront sous le commandement des SS. EE., et seront les juges du seigneur roi obligés en ce cas, comme aussi en tous autres, quand ils en seront requis, d'administrer bonne et prompte justice, et nous conviendrons en ce traité de la matière du paiement.

Paiement des dommages par le roi et les sujets portugais.

ART. 5. — Pareillement seront payées les dettes justement prétendues sur les sujets des SS. EE. par les Portugais retirés desdites capitanies de la compagnie des Indes-Occi-

ART. 5. — Je demeure d'accord de cet article.

1648.

cas, vinte toiros, cem cavallos, e cem ovelhas; e em cada um dos seguintes annos, duzentos e cincoenta bois, duzentas e cincoenta vacas, dez toiros, cincoenta cavallos, e cem ovelhas.

Art. 4. — Todos aquelles que anteriormente tem residido nas capitanias da companhia das Indias occidentaes sob a obediencia dos senhores Estados, e por causa de dividas, ou por outro motivo, se tiraram e tenham ido residir sob o poder do dito senhor rei, serão obrigados a pagar as dividas, delles com justiça pertendidas pela companhia general das Indias occidentaes, ou pelos particulares; e os juizes de Sua Magestade serão obrigados a todo o tempo que para isso forem requeridos, a administrar-lhes prompta e boa justiça.

Art. 4. — Os Portuguezes, outr'ora, das ditas capitanias, e retirados dos logares da obediencia do senhor rei de Portugal, durante os tumultos, ou depois, serão obrigados a pagar as dividas delles com justiça pertendidas pela Companhia geral, ou pelos particulares subditos da mesma; as ditas dividas serão pagas na mesma forma que se estabelecer para o pagamento das dividas dos habitantes do Brazil, que ficarem sob o poder dos senhores Estados, e os juizes do senhor rei serão obrigados neste caso, como tambem em todos os mais, quando para isso forem requeridos, a administrar boa e prompta justiça, e nós conviremos neste tratado da materia de pagamento. Pagar as dividas.

Art. 5. — Igualmente serão pagas as dividas justamente pertendidas dos subditos dos senhores Estados pelos Portuguezes retirados das ditas capitanias da companhia das Indias

Art. 5. — Concordo neste artigo. Serão pagas as dividas.

1648.

dentales, et seront les juges desdits seigneurs EE. GG. tenus, à la réquisition des susdits Portugais, d'administrer prompte et bonne justice.

Construction de villes, bourgs, châteaux, etc.

Art. 6. — On ne pourra oncques bâtir villes, bourgs, châteaux, ou aucune place forte, à dix lieues près les frontières de part et d'autre, qu'avec connaissance et consentement des régents d'un et d'autre côté, et celui qui sera d'intention de faire aucun fort nouveau, ou bâtir place forte, sera tenu d'en avertir l'autre, pour ensemble prendre inspection oculaire de la place, et y consentir si bon lui semble.

Art. 6. — J'en demeure d'accord.

Manière d'éviter les différends.

Art. 7. — Et afin que tous les soupçons soient ôtés, et nouvelles disputes évitées, qui oncques pourraient arriver entre les habitants du Brésil des SS. EE. et les sujets du seigneur roi de Portugal, les sujets et inhabitants d'une et d'autre part, tant ecclésiastiques que séculiers, s'abstiendront de toute communication et passage par eau et par terre sans permission et aveu préalable des supérieurs des places susdites, sauf que cet article ne dérogera à la permission don-

Art. 7. — J'en demeure d'accord.

1648.

occidentaes; e os juizes dos ditos senhores Estados Geraes serão obrigados, a requiziçao dos subditos Portuguezes, a administrar prompta e boa justiça.

Art. 6. — Não se poderá jamais edificar villas, povoações, castellos, ou alguma praça forte, a dez legoas proximo das fronteiras de uma e outra parte, senão com conhecimento e consentimento dos regentes de um e outro lado, e aquelle que tiver intenção de fazer algum forte novo, ou de construir uma praça forte, será obrigado a avisar o outro, para juntamente, fazer inspecção ocular do sitio, e nisso consentir, se assim lhe parecer.

Art. 6. — Estou de accordo.

Edificar villas, castellos, etc., con consentimento dos regentes.

Art. 7. — E a fim de remover todas as suspeitas, e evitar novas disputas, que jamais poderião ter lugar entre os habitantes do Brazil dos senhores Estados e os subditos do senhor rey de Portugal, os subditos e habitantes de uma e outro parte, tanto ecclesiasticos, como secolares, se absterão de toda a communicação e passagens por agoa e por terra, sem licença e previo consentimento dos superiores das sobreditas praças, salvo que este artigo não derogará a licença dada

Art. 7. — Estou de accordo.

Evitar disputas e remover suspeitas.

1648.

née à la poursuite des dettes ou biens meubles.

Décision des arbitres neutres.

ART. 8. — Ledit seigneur roi de Portugal, et ceux de la nation portugaise en Brésil, sujets à la couronne de Portugal, seront tenus de payer chacun *in solidum*, et un pour tous, à péril et hasard du susdit roi et de la nation portugaise, à la compagnie des Indes occidentales, en satisfaction de tous dommages, et ce au Recif, annuellement mille caisses de sucre, moitié blanc et moitié mascavado, la caisse à vingt arrobes, de bonne et valable marchandise, pour l'espace de dix ans, dont la première livrance se fera au mois de mars l'an 1649, et ainsi subsécutivement tous les ans; et la prétention ultérieure de la susdite compagnie des Indes occidentales de leur dommage souffert sera soumise à la prononciation des arbitres neutres, à choisir par chacun des contrahants, lesquels, au cas de discrépance, assumeront un troisième.

ART. 8. — Je consens à cet article, mais non pas à la clause qui commence — et la prétention ultérieure; — car ce ne serait que donner occasion à de nouveaux différends sur une affaire de laquelle nous sommes déjà d'accord, étant de plus beaucoup à considérer que dix mille caisses de sucre font une somme si considérable, tant dans leur qualité que dans leur valeur, que je n'ose presque rien dire, et cette somme excessive mérite véritablement qu'on ne soit pas trop rigoureux en d'autres points moins importants dans ce traité, de crainte qu'en nous amusant à des choses moins considérables, nous venions à négliger les principales; et, partant, je demande que cette clause soit ôtée de cet article. Si néanmoins on désire laisser tout le contenu au jugement des arbitres, j'y consens.

La Compagnie des Indes occidentales possédera toutes les places situées entre le royaume de Loanda et Benguella.

ART. 9. — Et ceux de la compagnie des Indes occidentales de la part des seigneurs Etats demeureront en possession et tiendront, sur les côtes du

ART. 9. 10, 11. — Pour ce qui concerne les places et côtes du midi d'Afrique et île de S.-Thomé, les choses seront remises au même état qu'elles

1648.

para a perseguição das dividas, ou bens moveis.

Art. 8. — O dito senhor rey de Portugal, e os subditos da nação portugueza no Brazil, sujeitos á coroa de Portugal, serão obrigados a pagar cada um *in solidum*, e um por todos por conta e risco do sobredito rei e da nação portugueza, á companhia das Indias occidentaes em satisfacção de todos os damnos, e isso no Recife, annualmente mil caixas de assucar, metade branco, e metade mascavado, cada caixa de 20 arrobas, de boa e valiosa mercadoria, por tempo de dez annos, cuja primeira entrega se fará no mez de março do anno do 1649, e assim subsequentemente todos os annos; e a pertensão ulterior da sobredita companhia das Indias occidentaes relativa ao damno que soffrêra, será submettida á decisão de arbitros neutros, que cada um dos contractantes escolher, e estes, no caso de discrepancia, tomarão um terceiro.

Decisão de arbitros neutros.

Art. 8. — Consinto neste artigo, mas não na clausula que começa = e a pertensão ulterior; = pois que não seria mais que dar occasião a novas differenças ácerca de um negocio, noqual já concordamos, devendo-se além disso considerar bem que dez mil caixas de assucar fazem uma somma tão consideravel, tanto na sua qualidade, como em seo valor, que não me atrevo a dizer nada, e esta somma excessiva merece na verdade que não se seja demasiado rigoroso. em outros puntos menos importantes neste tratado, com receio de que entretendo-nos com cousas menos consideraveis, venhamos a descuidar-nos das principaes; e portanto peço que esta clausula seja retirada deste artigo; entretanto se se deseja deixar todo o contheudo ao julgamento dos arbitros, consinto nisso.

Art. 9. — E os subditos da companhia das Indias occidentaes da parte dos senhores Estados ficarão de posse, e conservarão nas costas do sul de

A Companhia conservará todas as praças situadas entre o reino de Loanda e Benguella.

Art. 9, 10, 11. — Pelo que respeita ás praças e costas de sul de Africa é ilha de S. Thomé, as couzas voltarão ao mesmo estado em que se achavam

1648. midi d'Afrique, toutes les places situées entre le royaume de Loanda et Benguella, et ainsi toutes les côtes qui s'étendent dès la hauteur de quatre jusque au treizième degré inclusif, sans que les Portugais puissent avoir aucune place sur le bord de la mer entre deux; et en cas qu'ils les aient déjà acquises, soit pour avoir fait quelques forts, ou loges ou autrement, seront tenus de les quitter, ou les rendre à la compagnie des Indes occidentales.

Les Portugais conserveront leurs places situées dans l'intérieur du pays.

ART. 10. — Mais quant aux places situées dedans le pays, et possédées par ledit roi de Portugal, les Portugais demeureront en possession d'icelles, dans les limites sousmentionnées, et ainsi au pays ferme d'Afrique retiendront telles terres et places qu'ils ont possédées en l'an 1647, et jouiront aussi de la liberté du commerce en forme et selon le présent traité de trêve, faite pour dix ans, à condition qu'ils paieront des esclaves et autres denrées et marchandises, à la compagnie des Indes occidentales, telle recognition et tel droit que les habitants des Provinces Unies sont tenus à payer.

étaient au jour que la trêve conclue au mois de juin de l'année 1641 y fut publiée, conformément à ce qu'ont déjà délivré les seigneurs Etats dans la réponse que donnèrent les hautes puissances le premier de juin de l'an 1644. Il sera libre tant aux Portugais qu'aux Hollandais de trafiquer dans leurs ports sans aucun empêchement, en ayant les uns et les autres un droit égal réciproquement, dont il sera convenu.

1648.

Africa todas as praças situadas entre o reino de Loanda e Benguella, e assim todas as costas que se estendem desde a altura do quarto até ao decimo terceiro gráu inclusive, sem que os Portuguezes possam ter nenhuma praça á beira mar entre dois, e no caso de as haverem já adquirido, ou porque fizessem alguns fortes, cabanas, ou outra cousa, serão obrigados a abandona-las, ou a entrega-las á companhia das Indias occidentaes.

Os Portuguezes gozarão da liberdade do commercio.

Art. 10. — Mas quanto as praças situadas dentro do paiz, e possuidas pelo dito rei de Portugal, os Portuguezes ficarão de posse destas nos limites abaixo mencionados, e do mesmo modo, no paiz fechado de Africa reterão aquellas terras e praças, que possuiram no anno de 1647, e gozarão tambem da libertade do commercio na forma e segundo o presente tratado de tregoa, feito por dez annos, com condição que elles pagarão pelos escravos, e outros generos e mercadorias à Companhia das Indias occidentaes, os mesmos direitos que os habitantes das Provincias Unidas são obrigados á pagar.

no dia em que a tregoa concluida no mez de junho do anno de 1641, ali foi publicada conforme as que já outorgaram os senhores Estados na resposta que deram as altas potencias no primeiro de junho de 1644. Será livre aos Portuguezes, como aos Holandezes, o traficar nos seus portos sem impedimento algum, pagando uns e outros um direito igual reciprocamente, sobre que se concordará.

1648.

Précautions contre les fraudes.

ART. 11.—Et afin qu'en ceci nulle fraude soit faite, les navires des Portugais ne pourront aborder aucuns havres, rivières, baies ou autres ruisselets, bormis la rade de la ville de S.-Paulo de Loanda du côté du midi ou du côté du septentrion, ni aussi transporter leurs esclaves négociés, denrées et marchandises, par autre chemin que ladite ville et havre de San-Paulo, où de tout temps le commerce est établi et l'on est coutumé de payer les droits.

Possession de l'île de S.-Thomé.

ART. 12. — Semblablement ceux de la compagnie posséderont toute l'île de S.-Thomé avec ses forts et forteresses, et sur le côté septentrional de l'Afrique toutes les places desquelles ceux de la compagnie en l'an de 1647 ont été en possession; et si d'aventure les Portugais, depuis l'an 1642 et durant les dernières disputes sur l'île susdite et le côté septentrional de l'Afrique entre les limites susmentionnées, eussent aussi fait aucuns forts ou logis, occupés ou conquis soit par force ou aucune autre manière, seront aussi tenus de les quitter ou restituer, comme dessus est dit des côtes du midi.

ART. 12.—Pour ce qui concerne l'île de S.-Thomé, dont il est fait mention en cet article, je réponds dans la même forme que j'ai fait sur l'affaire d'Angole, étant tous deux de même nature; et pour ce que je ne vois point dans ces derniers articles de réponse à ce que j'avais demandé dans l'article 13 de ceux que j'ai donnés le 19 août, touchant la libre jouissance des conditions stipulées par les habitants de la Paraiba, au temps qu'ils se sont soumis à leur obéissance, qui doivent être déclarées et insérées dans le présent traité, je demande que ladite jouissance soit concédée par les seigneurs Etats

1648.

Pagar os direitos á cidade de S. Paulo.

Art. 11.—E para que nisto não haja fraude, os navios dos Portuguezes não poderão abordar á nenhuns portos, rios, bahias ou outros pequenos rios, além da enseada da cidade de S. Paulo de Loanda, do lado do Sul, ou do lado do Norte, nem transportar seus escravos comprados, generos e mercadorias por outro caminho, senão pela dita cidade e porto de S. Paulo, aonde sempre o commercio estiver estabelecido, e é costume pagar os direitos.

A Companhia possuira S.-Thomé.

Art. 12.—Do mesmo modo os da Companhia possuirão toda a ilha de S. Thomé com seus fortes e fortalezas, e do lado septentrional de Africa todas as praças de que os da Companhia se achavam de posse no anno de 1647; e se por ventura os Portuguezes, desde o anno de 1642, e durante as ultimas disputas sobre a sobredita ilha, e o lado septentrional da Africa entre os limites acima mencionados, tiverem tambem feito alguns fortes ou casas, occupadas, ou conquistadas, quer pela força, quer por outro modo, serão igualmente obrigados a abandona-los, ou restitui-los, como

Art. 12. — Pelo que respeita á ilha de S. Thomé, de que neste artigo se faz menção, respondo na mesma fórma, que o fiz sobre o negocio de Angola, sendo ambos da mesma natureza; e porque não vejo nestes ultimos artigos resposta ao que eu havia pedido no artigo 13 dos que dei em 19 de agosto no tocante ao livre goso das condições estipuladas pelos habitantes da Parahiba, no tempo em que se submetteram á sua obediencia, as quaes devem ser declaradas e insertas no presente tratado; peço que o dito goso seja concedido pelos senhores Estados aos Portuguezes seus subditos no

1648.

aux Portugais leurs sujets dans le Brésil, pour une plus grande assurance du traité, tant du côté des seigneurs Etats que de la part de leurs sujets, auxquels Sa Majesté de Portugal a promis d'obtenir de L. H. P. ladite jouissance, quand il a promis de faire ladite restitution.

Outre que comme lesdits habitants n'expérimentent pas la douceur et les avantages du gouvernement immédiat des seigneurs Etats, qu'expérimentent les sujets de ces quartiers;

Et au contraire ils ont déjà bien souvent expérimenté la rigueur du régime des ministres de la Compagnie, et pour cela ils désirent d'avoir en ce point toute sorte d'assurance; et ce qui regarde les ecclésiastiques s'ajoutera dans la forme qui sera trouvée convenable. Pareillement, comme il ne m'a été rien répondu sur l'article 14, je demande qu'entre le seigneur roi de Portugal et les SS. EE. des Pays Unis, soit établie une paix universelle, tant en Europe, comme en Asie, Afrique et Amérique, aux conditions qui seront sur ce sujet ajoutées, et sera cet ac-

acima fica dito das costas do Sul.

Brazil, para maior segurança 1648.
do tratado, tanto do lado dos senhores Estados, como da parte de seus subditos, aos quaes Sua Magestade de Portugal prometteu obter de Suas Altas Potencias o dito goso, quando prometteu fazer a dita restituição.

Além do que, como os ditos habitantes não experimentam a brandura e vantagens do governo immediato dos senhores Estados que experimentam os subditos destas regiões :

E pelo contrario ja por bastantes vezes têem elles experimentado o rigor do governo dos ministros da companhia, e por isso desejam ter neste ponto toda a sorte de segurança; e o que respeita aos ecclesiasticos se ajustará na fórma que se achar conveniente. Do mesmo modo como nada se me respondeu sobre o artigo 14, peço que entre o senhor rey de Portugal e os senhores Estados das Provincias Unidas, seja estabelecida uma paz universal, tanto na Europa, como na Asia, Africa e America, com as condições que forem ajustadas ácerca deste ob-

1648.

commodement inséré audit traité, sans qu'il soit de vigueur et force devant la conclusion du traité de paix.

Liberté des prisonniers.

Art. 13. — Tous les prisonniers d'une et d'autre part, de quelle qualité ou religion qu'ils soient (les Juifs y compris) par deçà et par delà la ligne, seront relâchés et mis en liberté sans rançon, et après la ratification de cet accord sera publiée une amnistie générale, par laquelle tous actes d'hostilités exercés de part et d'autre, tant des inhabitants et sujets de l'Etat des Provinces Unies au Brésil, que des sujets du seigneur roi de Portugal, seront mises en perpétuel oubli, sans y comprendre Théodore de Hoogstraate.

Art. 13. — Je demeure d'accord de cet article.

Engagement réciproque d'observer religieusement ce traité.

Art. 14. — Cet accord sera ponctuellement et religieusement observé de part et d'autre, et en cas qu'avec le temps soit contrevenu en aucun quartier du Brésil ou ailleurs, par delà de la ligne équinoxiale, par ledit seigneur roi de Portugal, les Portugais mêmes, les seigneurs Etats, leurs sujets mêmes, ou quelques autres par leur ordre respectivement, on entend que non

Art. 14. — Je demeure d'accord de cet article, avec condition qu'aussitôt que les différends commenceront à se découvrir entre les sujets de part et d'autre, soient les gouverneurs au Brésil d'un et de l'autre côté obligés de se trouver sur les frontières, par eux ou par leurs commissaires, pour délibérer et convenir à l'amiable (s'il est possible) sur la réparation des griefs et ob-

jecto, e este ajuste será inserto no dito tratado, não tendo força e vigor antes da conclusão do tratado de paz. 1648.

Art. 13. — Todos os prisioneiros de uma e outra parte, de qualquer qualidade, ou religião que sejam (comprehendidos os Judeus) áquem e além da linha, serão soltos, e postos em liberdade sem resgate, e depois da ratificação deste accordo será publicada una amnistia geral, pela qual todos os actos de hostelidades exercidas de uma e outra parte, tanto pelos habitantes e subditos do Estado das Provincias Unidas no Brazil, como pelos subditos do senhor rei de Portugal, ficarão para sempre esquecidos, não se comprehendendo nisto a Theodoro Hoogstraate.

Art. 13. — Estou de accordo neste artigo.

Os prisioneiros serão soltos sem resgate.

Art. 14. — Este ajuste será pontual e religiosamente observado de uma e outra parte, e no caso que por tempo se contravenha em alguna região do Brazil, ou em outra parte além da linha equinoccial, pelo dito senhor rey de Portugal, pelos Portuguezes mesmos, pelos senhores Estados, seus subditos mesmos, ou por alguns outros por sua ordem respectivamente, entende-se que não sómente

Art. 14. — Fico de accordo neste artigo, com condição que logo que se comece a descobrir as differenças entre os subditos de uma e outra parte, os governadores do Brazil ou seus commissarios de um e outro lado sejam obrigados a acharem-se nas fronteiras, para deliberarem e convirem amigavelmente (se possivel fôr) sobre a reparação dos aggravos e observação dos tratados. E não

Este tratado sera observado de uma e outra parte.

1648.

pas ce traité seulement, mais aussi le précédent traité du 12 juin 1641, seront cassés et généralement tenus pour rompus, tant en deçà qu'en delà la ligne.

servation des traités. En quoi, s'ils ne peuvent s'accorder ensemble, sera donné au plus tôt avis en Portugal à Sa Majesté, et ès Pays-Bas unis aux seigneurs Etats, afin que d'un et d'autre côté, ministres publics soient autorisés ou envoyés pour vider et terminer les différends.

Toute infraction aux traités sera empêchée.

ART. 15. — Pour à quoi prévenir, les sujets d'une part et d'autre seront sérieusement commandés d'observer tous les points compris en ce traité, avec advertissement que ledit seigneur roi et les seigneurs Etats respectivement ont résolu et promis à leurs sujets les défendre avec toute la puissance de leurs Etats respectivement contre tous les infracteurs des traités et accords.

ART. 15. — D'accord.

Les rois, les princes, peuples et nations amis sont compris dans ce traité.

ART. 16. — En ce traité seront compris tous les rois, princes, seigneurs, peuples et nations avec lesquels ledit seigneur roi et les seigneurs Etats, ou de leur part la générale compagnie des Indes occidentales, sont en alliance ou amitié respectivement, tant en Afrique qu'en Amérique, nul excepté.

ART. 16. — D'accord.

Ratification dans le délai de trois mois.

ART. 17. — Le traité sera agréé et ratifié par le seigneur

ART. 17. — D'accord.

1648.

este tratado, mas tambem o precedente de 12 de junho de 1641, serão invalidados, e geralmente tidos por annullados, tanto áquem como além da linha.

podendo juntos vir a um accordo, dar-se-ha o mais breve possivel aviso para Portugal a Sua Magestade, e para os Paizes Baixos Unidos aos senhores Estados, a fim de que de um e outro lado sejam authorisados ou enviados ministros publicos, para terminar as differenças.

Os subditos serão defendidos respectivamente.

ART. 15. — Para prevenir o que, se mandará observar seriamente aos subditos de uma e outra parte todos os pontos comprehendidos neste tratado, advertindo, que o dito senhor rei e os senhores Estados respectivamente resolveram e prometteram a seus subditos de os defender com todo o poder de seus Estados respectivamente, contra todos os infractores dos tratados e ajustes.

ART. 15. — De accordo.

Serão comprendidos os povos e nações que tem alliança.

ART. 16. — Neste tratado serão comprehendidos todos os reis, principes, senhores, povos e nações, com os quaes o dito senhor rei e os senhores Estados, ou da sua parte a companhia geral das Indias occidentaes, tem alliança ou amizade respectivamente, tanto na Africa, como na America, não se exceptuando nenhum.

ART. 16. — De accordo.

Ratificação dentro de tres mezes.

ART. 17. — O tratado será approvado e ratificado pelo se-

ART. 17. — De accordo.



1648.

roi de Portugal et les seigneurs Etats généraux respectivement, en due et meilleure forme, en trois mois à commencer de la date d'aujourd'hui, et sur ce étant venue la ratification du seigneur roi susmentionné audit temps, elle sera échangée et délivrée contre celle des susdits EE. généraux.

Serment formel d'observer ce traité.

ART. 18. — Et afin que ce traité puisse être mieux observé, seront obligés par serment formel promettre l'observation de ce traité au Recif, le président et grand conseil au nom des susdits seigneurs Etats et de tous les inhabitants, en présence des ministres portugais de Sa Majesté sus-mentionnée, et en la Bahía de Todos os Santos et Rio de Janeiro, par le gouverneur et régents de ces places au nom du susdit seigneur roi, et tous les inhabitants *illec* aussi, en présence et à la réquisition des députés à cette fin y envoyés du Recif.

ART. 18. — D'accord.

Cessation des hostilités et restitution des places.

ART. 19.—Et cesseront tous actes d'hostilité, et la restitution des places stipulées et biens sera faite aussitôt que la notification de cet accord sera

ART. 19.— Je demeure aussi d'accord de cet article ; néanmoins si les seigneurs Etats trouvent bon que tous les actes d'hostilité cessent aussitôt que

1648.

nhor rei de Portugal, e pelos senhores Estados Geraes respectivamente em devida e melhor fórma, dentro de tres mezes a começar da data de hoje, e chegando no dito tempo a ratificação do senhor rei acima mencionado, será a mesma trocada e entregue pela dos sobreditos Estados Geraes.

Art. 18. — E para que este tratado possa melhor ser observado, serão obrigados, por juramento formal, a prometter a observancia deste tratado, no Recife, o presidente, e o gram-conselho, em nome dos senhores Estados e de todos os habitantes, em presença dos ministros portuguezes de Sua Magestade acima mencionada; e na Bahía de Todos os Santos e no Rio de Janeiro, o governador e regentes desses lugares em nome do sobredito senhor rei e de todos os seus habitantes, tambem en presença e pela requisição dos deputados ali mandados do Recife para esse fim.

Art. 18. — De accordo.

Juramento formal de observar este ajuste.

Art. 19. — E cessarão todos os actos de hostelidade, e a restituição dos lugares e bens estipulados se effectuará logo que a notificação deste ajuste

Art. 19. — Tambem fico de accordo neste artigo; todavia se os senhores Estados acham que todos os actos de hostelidade cessem logo que o tra-

Restituição dos lugares estipulados.

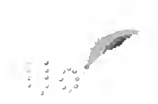
1648. faite au Brésil et ailleurs, laquelle au plus tard suivra la signature de ce présent traité.

le traité sera signé, il me semble qu'il serait plus à propos, pour obvier à beaucoup de désordres qui pourraient arriver.



se fizer no Brazil e nas outras partes, a qual, ao mais tardar, seguirá a assignatura deste tratado.

tado se assignar, parece-me que isso seria mais a proposito, a fim de obviar a muitas desordens, que poderiam acontecer. 1648.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LOS PAÍSES BAJOS.

ASIENTO Y CONDICIONES

CON QUE LOS SEÑORES DEL SUPREMO CONSEJO DE ARRECIFE ENTREGARON AL SR. MAESTRO DE CAMPO GENERAL, BARRETO DE MENÉZES, LA CIUDAD DE MAURICÉA.

1654. Véase la nota del tratado de 1641, pág. 43. Desde la tregua de 1641, la lucha heróica de los habitantes del Brasil contra los Holandeses continuó siendo favorable, y en 1654 tuvo lugar la completa expulsion de estos del Brasil, segun los hechos históricos que siguen. El maestro de campo Vieira, dejando mil hombres para guarnecer las fortalezas de Arrayal, villa de Olinda, Páo Amarello y Barreta, marchó, el 14 de enero, á la cabeza de 2,500 hombres, contra la fortaleza *das Salinas*, en donde *Francisco do Rego* mandaba el pasaje del rio. Falto de municiones de guerra, el comandante *Naker* se vió obligado á capitular el 16, bajo la condicion de embarcarse con la guarnicion para el Portugal. Esta se componia de 87 Holandeses. Se

encontraron en el fuerte 40 piezas de artillería y una cantidad considerable de armas y municiones. 1654.

Schoppe hizo retirar las guarniciones de Barreta y de *Buraco* de Santiago, para apoyar la defensa de la ciudad. Comenzaron las operaciones contra el fuerte *Altenar*, situado en el Bibéribe, á medio cuarto de legua al S. del de Salinas, y en frente de Arrecife. Se practicaron un camino oculto y minas, bajo la direccion de un ingeniero frances (*capitão dos mineiros*), nombrado *Dumont*, que se habia desertado con algunos de sus hombres. La guarnicion, compuesta de 240 Holandeses y Tapuyas, temiendo saltar en el aire, ó ser exterminados por los negros de Henrique Diaz, propuso tambien capitular, lo que tuvo lugar el 19 de enero. Murieron treinta y un soldados y hubo veinte heridos, en la defensa de esa plaza. Vieira dejó una guarnicion en ese fuerte, en el que encontró nueve cañones de bronce y uno de hierro, y una buena cantidad de municiones y provisiones de boca.

Schoppe hizo evacuar el fuerte *dos Affogados*, situado á media legua de *Arrecife*, en el interior del país, para reforzar la guarnicion de la ciudad. No quedaba entónces mas que el de *Cincopontas* y el reducto de *Milhou* (*Reducto do Milhou*), construido en el mar, á la distancia de 200 toesas de la ciudad. Andres Vidal y Diaz Cardoso marcharon á la cabeza de mil hombres al traves de la llanura, y aprovechándose de la noche y de la marea baja, sorprendieron el reducto. El 21 se rindió á discrecion el comandante Brink, despues de haber perdido cinco hombres muertos y otros tantos heridos, con cincuenta y dos Holandeses y diez Indios que componian la guarnicion.

No obedeciendo mas los habitantes á las autoridades, y exigiendo capitular, el consejo supremo se vió obligado á aceptar este tratado de capitulacion y evacuacion. La guarnicion holandesa se componia de 1,200 hombres de tropas regulares. Ochocientos cincuenta Indios se habian retirado hácia el Ceará con los habitantes auxiliares de los Portugueses. Se encontraron en la ciudad 103 cañones de bronce, 107 de hierro, 6,000 balas de todo calibre, muchas municiones de guerra y provisiones de

1654. toda especie para un año. El 28, el maestro de campo João Fernandez Vieira entró en triunfo en Arrecife; y el 1° de febrero, el maestro de campo general, Francisco Barretto de Menézes, dió órden á Francisco de Tigueirao de ir con su cuerpo de 850 y el regimiento de Vieira, á tomar posesion de las capitanías y fuertes de la isla de Ytamarca, Parahyba y Rio-Grande. En el primero habia 400 soldados, 33 piezas de artillería, y una gran cantidad de armas, de municiones y provisiones (1).

Los consejeros Schonenburg y Hacks llegaron á Holanda el 13 de julio, despues de un viaje de cuatro meses; y el 4 de agosto dieron su informe á los Estados generales, en el cual dijeron, entre otras cosas, que á los Holandeses les habian faltado víveres en el Brasil; que los soldados y los marinos se quejaban de falta de alimento y de paga, y de haber servido tres veces mas del tiempo por que se habian enganchado, habiendo amenazado saquear á Arrecife. Que en esa situacion habian sido atacados por mar el 20 de diciembre del año precedente, por una flota portuguesa de sesenta velas, y, por tierra, por un cuerpo de Portugueses, Brasileros, negros y mulatos, y obligados á capitular.

El teniente general Segismundo Schoppe, que habia consentido en la rendicion de la plaza, presentó á los Estados otra memoria, en la cual recordaba que, desde el año 1648, en que habia sido enviado al Brasil, no habia cesado de hacer conocer el estado de las cosas, y principalmente las quejas de los soldados; que las autoridades holandesas en el Brasil habian tenido que entregar Arrecife á los Portugueses para salvar á los habitantes; primero, porque habia falta de tropas; segundo, porque los soldados, mal pagados y mal alimentados, habian considerado la presencia de los Portugueses en Arrecife como un gaje de su libertad, y aun habian dicho que preferirian saquear la plaza y pagarse á sí mismos ántes que servir por

(1) Aquí termina la historia de Rafael de Jesus, bajo el título de *Castrioto lusitano*. Lisboa, 1679.

Véase *América portuguesa*, lib. V, p. 115 y 123.

mas tiempo; tercero, porque solo habia un buque llamado *El Brasil*, para defender la costa contra sesenta y ocho navíos portugueses, y que ese buque mismo estaba en el mar; y cuarto, porque los almacenes no estaban bastante provistos de las cosas necesarias para la defensa de la plaza, faltando principalmente mechas. 1654.

Las cámaras de la compañía de las Indias nombraron comisarios para examinar esas memorias. El 3 de setiembre se mandó prender á los consejeros Schonenburg, Hacks y al general Schoppe; y por sentencia de los jueces, escogidos entre los oficiales de las tropas de los Estados generales, dictada el 20 de marzo del siguiente año, Schoppe fué privado de todos sus sueldos desde el 25 de enero, dia de la capitulacion de Arrecife, y los dos consejeros sometidos á los tribunales de sus provincias (1).

La noticia de esa capitulacion llegó á Portugal el dia de San José, aniversario del rey. Vidal, que estaba encargado de comunicarla, habia venido para abogar en favor de los Pernambucanos, que habian conquistado el país contra la voluntad del rey.

Los Holandeses lamentaban vivamente la pérdida de esa colonia, principalmente por la humillacion que les causaba el haber sido expulsados por la fuerza de las armas. Su flota, mandada por Tromp, batida por los Ingleses, les privó del medio de vengarse, pero no les impidió expulsar á los Portugueses de su importante posesion de Ceylan.

(1) Le Clerc, *Hist. des Prov.-Unies*, etc., lib. VIII.

1654. *Assento e condições com que os senhores do conselho supremo residentes no Arrecife, entregão ao senhor mestre-de-campo-general Francisco Barreto de Menezes, governador em Pernambuco, a Cidade Mauricéa, Arrecife e mais forças et fortes junto d'ellas, e mais praças, que tinhão occupadas na banda do Norte, á saber: a ilha de Fernão de Noronha, Ceará, Rio-Grande, Paraiba, ilha de Itamaracá, accordado tudo pelos commissarios de huma e otra parte, abaixo assignados.*

Guerra esta esquecida.

1. — Que o senhor mestre-de-campo-general, Francisco Barreto, dá por esquecida toda a guerra, que se tem comettido com os vassalos dos senhores Estados Geraes das Provincias Unidas e Companhia occidental, contra a nação portugueza, ou seja por mar ou por terra, a qual sera tida e esquecida, como se nunca houvera sido commettida.

Judos são comprehendidos.

2. — Tambem serão comprehendidas neste accordo todas as nacões de qualquer qualidade, ou religião que sejão; que a todas perdoa, posto que hajão sido rebeldes á corõa de Portugal; e o mesmo o concede, no que póde, a todos os Judos que estão no Arrecife e Cidade de Mauricéa.

Bens moveis.

3. — Concede a todos os vassallos, e pessoas que estão debaixo da obediencia das senhores Estados Geraes, tudo o que for de bens moveis, que actualmente estiverem possuindo.

Artilheria para defensa.

4. — Concede aos vassallos dos senhores Estados Geraes que lhes dará de todas as embarcações, que estão dentro do porto do Arrecife, aquellas que forem capazes de passar a linha, com a artilheria que ao senhor mestre-de-campo-general parecer bastante para sua defensa, da qual não sera nenhuma de bronze, excepto a que se concede ao senhor general Sigismundo Van Schoppe.

Mulheres portuguezas et flamengos.

5. — Concede aos vassallos dos ditos senhores Estados Geraes que forem casados com mulheres portuguezas, ou nascidas na terra, que sejão tratados como que se forão casados com Framengas, e que possão levar comsigo as mulheres portuguezas por sua vontade.

6. — Concede á todos os vassallos acima referidos, que quizerem ficar nesta terra, debaixo da obediencia das armas portuguezas, e no que toca á religião, vivirão em a conformidade em que vivem todos os estrangeiros em Portugal actualmente. 1654. Religião.

7. — Que os fortes situados ao redor do Arrecife e Cidade Mauricéa, a saber: o forte das Cinco-Pontas, a casa da Boavista e do mosteiro de S.-Antonio, o castello da Cidade Mauricéa, o das Tres-Pontas, o de Brum com seu reduto, o castello de S.-Jorge, o castello do Mar, e as mais casas fortes, e baterias, se entregarão todos á ordem do senhor mestre-de-campo-general, logo que acabarem de firmar este accordo e assento, com a artilheria e munições que tem. Fortes e castellos, praças.

8. — Que os vassallos dos senhores Estados Geraes, moradores no Arrecife e Cidade Mauricéa, poderão ficar nas ditas praças no tempo de tres mezes; com tanto que entregarão logo as armas e bandeiras, as quaes se metterão em hum armazem á ordem do senhor mestre-de-campo-general, durante os tres mezes; e quando se quizerem embarcar (ainda que seja antes dos tres mezes), lhas darão para sua defensa. E logo, juntamente com as ditas forças, entregarão o Arrecife e Cidade Mauricéa; e lhes concede que possão comprar aos Portuguezes, nas ditas praças, todos os mantimentos, que lhes forem necessarios para seu sustento e viagem. Mantimentos necessarios.

9. — As negociações, que os ditos vassallos fizerem, en quanto durarem os ditos tres mezes, serão feitas na conformidade acima referida. Concessão de tres mezes.

10. — Que o senhor mestre-de-campo-general assistirá com seu exercito, onde lhe parecer melhor; mas fará que os vassallos dos senhores Estados Geraes, de nenhuma pessoa portugueza sejão molestados nem vexados, antes serão tratados com muito respeito e cortezia, e lhes concede que nos ditos tres mezes, que hão de estar na terra, possão decidir os pleitos e questões, que tiverem, huns com outros, diante dos seus ministros de justiça. Pleitos e questões.

11. — Que concede aos ditos vassallos senhores Estados Geraes, levem todos os papeis que tiverem, de qualquer sorte Levar papeis e bens moveis.

1654. que sejão, e levem tambem todos os bens moveis, que lhes tem outorgados no terceiro artigo o senhor mestre-de-campo-general.

Vender os ditos bens.

12.—Que poderão deixar os ditos bens moveis acima outorgados, que tiverem por vender, ao tempo de sua embarcação, aos procuradores que nomearem, de qualquer nação que sejão, que fiquem debaixo da obediencia das armas portuguezas.

Navios aparelhados.

13. — E lhes concede todos os mantimentos assim secos como molhados, que tiverem nos armazens do Arrecife, e fortalezas, para se servirem d'elles, e fazerem sua viagem, largando aos soldados os de que elles necessitarem para seu sustento e viagem : mas não lhes outorga o maçame para os navios, porque promette darlhos aparelhados, para quando partirem para Hollanda.

Dividas e pertenções.

14. — Que sobre as dividas e pertenções, que os ditos vassallos dos senhores Estados Geraes pertendem dos moradores portuguezes, lhes concede o direito, que S. M. o senhor rei de Portugal lhes decidir, ouvidas as partes.

Quaes podem voltar para Hollenda.

15. — Que lhes concede que as embarcações pertencentes aos ditos vassallos, que chegarem a este porto, ou fora d'elle, por tempo dos primeiros quatro mezes, sem ter noticia deste accordo, que possão livremente voltar para Hollenda sem lhes fazerem molestia alguna.

Embarcação do porto do Arrecife.

16. — Que concede aos ditos vassallos dos senhores Estados Geraes, que possão mandar chamar or seus navios, que trazem nesta costa, para que d'este porto do Arrecife se possão tambem embarcar nelles, e levar nelles os bens moveis acima outorgados.

Conveniencias que podem estar feitas.

17. — No que toca ao que os ditos vassallos pedem, sobre não prejudicar este concerto, e assento as conveniencias que podem estar feitas, entre o senhor rei de Portugal, e os senhores Estados Geraes, antes de chegar noticia do dito concerto, não concede o senhor mestre-de-campo-general, porque se não intromette nos taes accordos, que os ditos senhores tiverem feito porquanto de presente tem exercito, e poder para conseguir quanto emprender restituição tão justa.

ARTIGOS MILITARES. 1654.

18. — Que todas as offensas, e hostelidades quanto aos senhores Estados Geraes, e vassallos, que se tem, se esquecem na conformidade acima referida. Offensas serão esquecidas.

19. — Que o senhor mestre-de-campo-general concede, que os soldados assistentes no Arrecife e Cidade Mauricéa, a seus fortes, saião com armas, mecha acesa, bala em boca, bandeira larga, com condição que passando pelo nosso exercito portuguez, apagarão logos os murões, e tirarão logo as pedras das espingardas, e caravinas, e metterão as ditas armas na casa ou armazem, que o senhor mestre-de-campo-general lhes nomear, das quaes elle mandará ter cuidado, para lhas entregarem quando se embarcarem, e só ficarão com ellas todos os officiaes, de sargento para cima. E quando se embarcarem, seguirão direitamente a viagem, que pedem, aos portos de Nantes, a Rochella, ou outros das Provincias Unidas, sem tomarem porto algum da corôa de Portugal. Para firmeza do que, deixarão os vassallos dos ditos senhores Estados Geraes, em refens tres pessoas : hum official maior de guerra, outra pessoa do conselho supremo, e outra dos maiores vassallos dos senhores Estados Geraes. E que os officiaes de guerra, soldados desta praça do Arrecife, e mais portos junto a elle, se embarcarão todos juntos, en companhia do senhor general Sigismundo Van Schoppe, com condição que se entregarão primeiro á ordem do senhor mestre-de-campo-general, as praças e forças do Rio-Grande, Paraiba, Itamaraca, ilha de Fernão de Moronha, e Ceará; para cumprimento de todo o referido neste capitulo, deixando as pessoas que se pedem em refens. Os soldados metterão as armas no armazem.

20. — Que concede ao senhor Sigismundo Van Schoppe, que depois de entregues as ditas praças et forças acima referidas, com á artilheria que tinhão, até á hora que chegou a armada á vista do Arrefice, leve vinte peças de artilheria en bronze, sorteadas de quatro até dézoito libras, além dos peças de ferro, que serão necessarias para defensa dos navios, que forem em sua Peças de artilheria necessarias para defensa dos navios, carretas e munições.

1654. companhia; com as quaes lhe sarão necessarias para defensa dos navios, que forem em sua companhia; com as quaes lhe darão suas carretas e munições necessarias; o mais trem se entregará á ordem do senhor mestre-de-campo-general.

Embarcações necessarias.

21. — Que o senhor mestre-de-campo-general lhe concede as embarcações necessarias, para a dita viagem, na conformidade acima referida.

Mantimentos necessarios.

22. — Que o senhor mestre-de-campo-general lhe concede os mantimentos, na conformidade que estão concedidos no capitulo XIII acima, e dado caso que não bastem os ditos mantimentos, o senhor mestre-de-campo-general promette de lhe dar os de que necessitarem os soldados.

Bens moveis e escravos.

23. — Que o senhor mestre-de-campo-general concede ao senhor Sigismundo Van Schoppe, que possa possuir, alienar e embarcar quaesquer bens moveis, e de raiz, que tem no Arrecife, e os escravos que tiver comsigo, sendo seus. E que o mesmo favor concede aos officiaes de guerra, e que possão morar nas casas em que vivem até á hora da partida.

Soldados feridos, etc.

24. — O senhor mestre-de-campo-general concede aos soldados doentes, e feridos, que se possão curar no hospital em que estão, até que tenhão saude para se poderem embarcar.

Soldados não serão molestados.

25. — Que em quanto estiverem os soldados do senhor general Sigismundo Van Schoppe em terra, não serão molestados, nem offendidos de pessoa alguma portugueza. E em caso que o sejão, ou lhes fação alguma molestia, se dará logo parte ao senhor mestre-de-campo-general para castigar a quem lha fizer.

Os que se renderão e aprisionarão.

26. — No tocante a irem juntos com os soldados, que hoje estão no Arrecife, os que se renderão e aprisionárão antes d'este accordo, não concede o senhor mestre-de-campo-general; porque tem dado já cumprimento ao que com elles capitulou sobre sua entrega.

Perdão a todos os soldados, mulatos e negros.

27. — O senhor mestre-de-campo-general concede perdão a todos os soldados; especialmente a Antonio Mendes, e mais Judeus assistentes no Arrecife, e terras junto á elle. E da mesma maneira aos mulatos e negros e mamalucos; mas que lhes não concede a honra de irem com armas.

28. — Que tanto que forem assignadas as ditas capitulações, se entregarão á ordem do senhor mestre-de-campo-general as praças do Arrecife e Cidade Mauricéa, e todos os mais fortes e redutos, que estão ao redor das ditas praças, com sua artilheria, trem e munições. E que o senhor mestre-de-campo-general se obriga a dar guarda necessaria, para que no alojamento das ditas praças esteja com segurença a pessoa do senhor general Sigismundo Van Schoppe, e mais officiaes, e ministros durante o tempo concedido.

1654. Se entregarão fortes, redutos artilheria, trem, etc.

29. — E sobre todos estes capitulos, e condições acima contratados, se obrigão os senhores do supremo conselho, residente no Arrecife, a entregar tambem logo, á ordem do senhor mestre-de-campo-general, as praças da ilha de Fernão de Noronha, Ceará, Rio-Grande, Paraiba, ilha de Itamaracá, com todas as suas forças e artilheria, que tem, e tinhão até á chegada da armada portugueza, que de presente está sobre o Arrecife e Cidade Mauricéa, mas que o senhor mestre-de-campo-general sea obrigado a mandar ao Ceará huma nao, sufficiente para se embarcar nella a gente, assim moradores, como soldados, vassallos dos ditos senhores Estados Geraes, com os referidos bens : a qual não levará mantimentos para sustento de viagem das ditas pessoas que se embarcarem do Ceará. E que todos os navios e embarcações que estiverem naquelles portos do Rio-Grande, Paraiba e ilha de Itamaracá, capazes de poderem passar a linha lhos concede o senhor mestre-de-campo-general, para sua viágem, e trespasso de seus bens; mas que não leverão artilheria de bronze, mais que a de ferro, necessaria para sua defensa. Feita nesta campanha do Taborda, a 26 de janeiro de 1654, segunda feira, pelas onze horas da noite.

Navios concedidos para viagem e trespasso dos bens.

Francisco Baretta de Menézes; André Vidal de Negreiros; Affonso de Albuquerque; o capitão secretario Manoel Gonçalves Correa; o ouvidor e auditor Francisco Alvaréa Moreira; Sigismundo Van Schoppe; Gisberto Vuit; o tenente general Van der Val; o capitão Valoo.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LOS PAÍSES BAJOS.

TRATADO DE PAZ

FIRMADO EN LA HAYA,

ENTRE EL PORTUGAL Y LOS ESTADOS GENERALES DE LAS PROVINCIAS UNIDAS DE LOS PAÍSES BAJOS.

1661. Durante la guerra con la España, los Holandeses habian atacado las posesiones de esta corona en las Indias, que habian pasado bajo su dominacion con el Portugal. Habíanse apoderado sucesivamente de las islas Molucas y de los principales establecimientos portugueses en Asia, África y América (1). En 1641, y poco despues de la insurreccion del Portugal contra la España, los Holandeses concluyeron con los Portugueses una tregua de diez años, siendo una de sus principales condiciones que ambas naciones se ayudasen mutuamente contra los Españoles con un auxilio de veinte buques de guerra (2). Vióse en-

(1) Véanse las notas que acompañan el tratado de tregua de 1641 y la capitulacion de 1654.

(2) Du Mont, *Corps dipl* , tom. V, pág. 215.

tónces un fenómeno político : viviendo en paz los Holandeses con los Portugueses, y aun prestándose auxilios en Europa, miéntras que continuaron haciéndoles la guerra en las Indias y despojándoles de sus colonias. 1661.

Por su parte, los Portugueses volvieron á tomar á los Holandeses, en 1645, una gran porcion del Brasil, expulsándoles enteramente de este país en 1654. Angola, y la isla de Santo-Tomas en la costa de África, tambien cayeron de nuevo, en 1648, en poder de los Portugueses. Los Holandeses se apoderaron en 1650 del cabo de Buena Esperanza, y en 1656 quitaron á los Portugueses la ciudad de Colombo, capital de sus posesiones en la isla de Ceylan.

Fueron infructuosas las tentativas que de vez en cuando se hicieron para conciliar las desavenencias de esas dos naciones, porque habiendo los Portugueses logrado arrojar del Brasil á los Holandeses, esperaban expulsarlos tambien de las Indias, y no podian resolverse á renunciar en su favor las conquistas que habian hecho esos republicanos. En fin, no pudiendo ya durar por mas tiempo este estado de cosas facticio, declaráronse ambos pueblos la guerra en 1657. Los Holandeses tomaron á los Portugueses, por medio de la conquista en 1658, la isla de Manara, célebre por la pesca de perlas, Jafanapatnam en la isla de Ceylan y Negapatnam en la costa de Coromandel.

En fin, atacados vivamente los Portugueses por los Españoles en 1661, aceptaron la mediacion de la Inglaterra, y se concluyó en La Haya, el 6 de agosto de 1661, este tratado de paz entre ambas naciones, no obstante la oposicion de las provincias de Gueldre y de Zelanda, por demas interesadas en la compañia de las Indias occidentales. Prometió el rey de Portugal, por este tratado, pagar por el Brasil una suma de tres millones de florines, ó su valor en tabaco, sal y otras mercancías. Los súbditos de los Estados generales conservaron el derecho de hacer el comercio del Brasil, con toda especie de mercancías, exceptuado el palo de tinte (1). Estipulóse que las hostilidades cesarian en

(1) DU MONT, tom VI, part. II, pág. 466.

1661. Europa, dos meses despues de firmada la paz, y en las demas partes del mundo, cuando se publicase; que esta publicacion se haria tres meses despues de la ratificacion, y que cuanto hubiese pertenecido hasta entónces á una y otra parte, quedase en poder del que se encontrase poseyéndolo; pero que todo lo que se hubiese conquistado en Europa, dos meses despues de firmada la paz, y lo que lo hubiese sido en las demas partes del mundo despues de su publicacion, sería devuelto recíprocamente.

El canje de las ratificaciones no se hizo hasta el 14 de diciembre de 1672, por diversos inconvenientes. Los Holandeses aprovecharon ese intervalo para hacer nuevas conquistas en los territorios portugueses, y les tomaron, en 1661, á Coulan; en 1662, á Cranganor; y en 1663, á Cananor y Cochin en la costa de Malabá.

Al arribo de las noticias de esta conquista á Europa, se suscitó una discusion sobre su legitimidad. Los Portugueses exigian la restitucion de todos los puntos que los Holandeses habian ocupado despues del 25 de octubre de 1662. Pretendian que se habia presentado en La Haya, desde el 25 de julio de 1662, la ratificacion, habiéndose retardado el canje por los Holandeses, y que por consiguiente debia comenzar el término de los tres meses estipulados para la publicacion desde el dia de esa presentacion. Los Holandeses sostenian, por el contrario, que ese término no debia tener lugar sino desde el mismo dia del canje, que se efectuó el 14 de diciembre de 1662. Querian, pues, conservar todas las conquistas hechas hasta el 14 de marzo de 1663, y principalmente á Cochin y Cananor. Habiendo rehusado constantemente la restitucion de esas posesiones, la negociacion se difirió, y la conciliacion definitiva entre ambas naciones no tuvo lugar hasta 1669.

Firmóse en fin, en *La Haya, el* 31 *de julio* de este año, un nuevo tratado que confirmó y modificó el de 1661 (1). Los Ho-

(1) Du Mont, *Corps dipl.*, tom. VII p. 114. Schmanss, C. j. g. ac., pág. 935.

landeses conservaron generalmente todas sus conquistas, sin exceptuar las que habian hecho despues de la conclusion de la paz de 1661; obligándose solamente á la restitucion de Cananor y de Cochin, cuando los Portugueses les pagasen los tres millones de florines mencionados en el tratado, y les reembolsasen los gastos hechos para la toma de esas plazas. Esa cláusula onerosa fué el equivalente del completo abandono de ellas. El rey de Portugal prometió pagar por el Brasil el valor de un millon de florines en sal. La pérdida del Brasil arruinó á la compañía holandesa de las Indias occidentales, que fué suprimida en 1673, y reemplazada por una nueva sociedad. 1661.

1661. *Tratado de paz e de confederação entre el rei o senhor dom Affonso VI e os Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paizes Baixos, assignado na Haya a 6 de agosto de 1661; ratificado por parte de Portugal, em 24 de maio, e pela dos Estados Geraes, em 4 de novembro de 1662.*

(MSS. DE D. LUIZ CAETANO DE LIMA.)

Art. 1. — Rex et regnum Lusitaniæ spondent, fidemque suam nexu comprimis solido ac firmo adstringunt, se quadragies centena cruzatorum millia ordinibus fœderati Belgii persoluturos esse, singulis cruzatis duum florenorum carolinorum pretium in Hollandia æquantibus, eamque summam aut parata pecunia, aut saccaro, tabacco et sale se suppeditaturos, sicut hæ merces pluris ne æstimentur, nec majus iis pretium ponatur, quam illud quo eædem merces illo quo suppeditandæ sunt tempore secundum quotidianum usum per ipsam Lusitaniam vendentur, si quid autem ad plenam summam aut in ipsa pecunia, aut in una alterave ex jam dictis mercibus fortasse desiderabitur, id ut alia earumdem specie suppleatur, integrum esto, hujus tamen rei electio erit penes præfatum regem, ut in qualicumque specie suppleat alterius defectum, aut etiam ex illo vectigali, quod authoritate et ratione hujus pacti conventi a fœderati Belgii incolis per Lusitanam ditionem negotiantibus, in usum jam dicti regis legitime posset exigi, quodque mercibus eorum tam afferendis in dictam ditionem, quam inde efferendis, imponi ex lege sequentium paragraphorum sive articulorum jus ac fas esset : in quem finem a fœderati Belgii

Tratado de paz e de confederação entre el rei o senhor dom Affonso VI e os Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paizes Baixos, assignado na Haya a 6 de agosto de 1661; ratificado por parte de Portugal, em 24 de maio, e pela dos Estados Geraes, em 4 de novembro de 1662. 1661.

(TRADUCÇÃO TIRADA DOS MSS. DE D. LUIZ CAETANO DE LIMA.)

Art. 1. — El rei e o reino de Portugal se obrigam e promettem a pagar segura e fielmente aos Estados das Provincias Unidas quatro milhões de cruzados, tendo cada cruzado o valor de dous florins carolinos, moeda de Hollanda, dando-se esta quantia em dinheiro, ou em assucares, tabaco e sal: em forma que estas fazendas não tenham maior preço, nem se avaliem em mais do que se venderem em Portugal para o uso quotidiano dos moradores do reino, no tempo em que as ditas fazendas se houverem de dar em pagamento; mas em caso que para a inteira satisfacção desta quantia viesse a faltar alguma cousa, ou no dinheiro, ou em uma, ou outra das ditas fazendas, será licito o suppri-la com outra dos generos nomeados, a qual eleição fica á vontade del rei, para que de qualquer destas especies possa supprir a falta da outra, e tambem dos direitos, que em virtude deste tratado se poderão legitimamente pedir aos vassallos das Provincias Unidas, que negociarem em Portugal, e que justa e licitamente em rasão dos seguintes artigos se houveram de impôr sobre as mercadorias dos ditos vassallos das Provincias Unidas assim na entrada, como na sahida dos portos do dito reino. E para este fim e affeito os Estados das Provincias

El rei de Portugal se obriga a pagar 4 milhões em 16 partes ou pensões.

1661. ordinibus unus pluresve constituentur, qui in Lusitania ipsorum nomine dictum vectigal percipiant, eadem forma ac methodo quibus ejusmodi vectigalia a ministris lusitanis ibidem exigi consueverunt, dicta vero summa per sexdecim partes æqualiter distribuendas, certo statutoque quotannis tempore Ulisiponæ pendatur, sic ut prima summæ hujus pars præstanda mox sit, ubi primum in Lusitania constabit, certisque documentis demonstrabitur, fœderi huic utrinque subscriptum esse, idque ratum ab ambabus partibus haberi ac promulgatum esse, rex præterea Lusitaniæ restituat vel restitui curet omnia tormènta quæ in Recife aliisque Brasiliæ munimentis, cum ea a Lusitanis occuparentur, reperta fuerunt, quæque insignibus fœderatorum ordinum, societatisve americanæ notata etiam deprehenduntur.

Art. 2. — Quandoquidem vero a parte dictorum fœderati Belgii ordinum allatæ sunt in medium querelæ, occasione introductæ cujusdam consuetudinis, nempe partitionis in venditione salis, quod in oppido Cetobriga (Setuval a Lusitanis, a Belgis S. Ubes appellatum) ac per conterminum èidem oppido tractum fieri solet ac confici, convenit ac consensum est, uti singulis annis, inter præfatum regem et predictos fœderati Belgii ordines pactum peculiare ineatur de pretio, quo omnibus et singulis fœderati Belgii incolis integrum erit tantumdem prædicti salis, quantum ipsis libuerit, ibidem coëmere, in qua quidem transactione justa utrinque habebitur ratio pretii, quo sub id tempus dictum sal per Lusitaniam inter Lusitanos ipsos vendetur, emetur et distraetur. At si nihilominus præter spem ac expectationem super ejusdem salis pretium utrinque parum convenerit, tum fœderatorum Belgarum respectu salarii illa commercii partitio cesset ac amoveatur, quæ ab annis jam aliquot introducta est: liberumque ac integrum unicuique fœderatorum Belgarum relinquatur a quibuslibet mercari ac sibi comparare eam salis quantitatem, de qua cum venditoribus convenire poterit, quemadmodum paragrapho sive articulo septimo copiosius de omni mercimoniorum genere est conventum. Sed nec ipsis salis possessoribus ullo modo

Unidas constituirão em seu nome uma, ou mais pessoas, que hajam de receber estes direitos, na forma e maneira que o costumam fazer os ministros portuguezes. Esta somma se pagará na cidade de Lisboa cada anno em certo e assignado tempo, em 16 partes, ou pensões igualmente repartidas, de modo que a 1ª pensão se haverá de pagar logo que em Portugal se souber com certeza haver sido este tratado por ambas as partes assinado, ratificado e publicado. Outrosim mandará el rei de Portugal restituir toda a artelharia que constar haver-se achado na praça do Recife e mais fortalezas do Brazil no tempo que os Portuguezes se apoderaram dellas; e juntamente as mais peças, que se acharem com as armas dos Estados das Provincias Unidas, e companhia das Indias occidentaes. 1661.

Transacção tocante ao preço do sal e a libertade de pode-lo vender.

Art. 2. — E por quanto por parte dos ditos EE. se fizeram queixas em occasião de haver-se introduzido certo costume, a saber, da repartição do sal, que se fabrica em Setubal, e no seu termo e contornos; as partes convieram entre si, que todos os annos entre el rei e os EE. se faça uma convenção, ou transacção especial tocante ao preço, pelo qual poderão todos e quaesquer vassallos dos ditos EE. livremente comprar nos ditos logares aquella quantidade de sal, que lhes parecer; na qual transacção e pacto se terá por ambas as partes igual respeito ao preço, que então correr em Portugal na compra e venda do dito sal entre os mesmos Portuguezes. Comtudo se houver, contra o que se espera, poca conformidade entre as partes, no pertencente ao preço do sal, neste caso cessará em quanto aos vassallos dos ditos EE. tocar, e se tirará essa repartição do sal, que de alguns annos se tem introduzido, e poderá cada um dos ditos vasallos comprar sem impedimento algun de quem elle quizer a quantidade de sal, que com os vendedores tiver contratado, assim e da maneira que no artigo 7° mais largamente convierem as partes sobre todo o genero de mercadorias. Nem assim aos donos do sal se tirará por algum modo, ou se restringirá a liberdade de pode-lo vender a todos e quaesquer que quizerem; e no tocante ás mais nações, haver-se-

1661. adimatur, aut restringatur facultas vendendi pro libitu omnibus et singulis quibus eis libuerit, respectu vero aliarum nationum prædictus Lusitaniæ rex hac in parte sese geret, prout ipsi placuerit.

Art. 3. — Fœderatorum Belgarum populus secure ac tuto negotietur commerciumque exerceat, tam ex Lusitania et terris ac tractibus eidem Lusitaniæ subditis, in Brasiliam, quam ex Brasilia in eamdem vicissim Lusitaniam, et terras tractusque eidem subjectos ac omne præterea mercium genus ultro citroque transferre, ne sit damno aut noxæ, excepto dumtaxat Brasiliensi ligno, penso tamen ante ac persoluto vectigali eo portorioque, quod a Lusitanis ipsis in illas regiones negotiantibus persolvi jus est. Cæterum Belgæ fœderati ex Brasiliæ portubus in portus quoscumque alios eidem Lusitaniæ subditos ubi appellent, naves suas exonerare, aut merces inde ullas eximere, in terramve exponere neutiquam cogantur: sed præfecti teloniis, portoriorum exactores ut merx in ipsis navibus inspiciatur ac ponderetur, utque ita debitum pro merce vectigal ac portorium pendatur, curent; quod si vero rerum experimentis comperiatur, id vel nullatenus, vel minus commode expedire posse, alia in eumdem finem media excogitentur, ac mutuo pactis, utriusque consensu ad effectum perducantur: fœderatorum autem Belgarum populo omnino fas ac jus esto hac in parte iisdem mediis ac commodis uti frui, quibus Angli aut vi pacti, aut quotidiano uso gaudent, vel in posterùm gavisuri sunt. Quin nec gravius vectigal, nec plus nummorum impensare pro dicta merce exigatur, aut persolvatur, quam si exoneratæ omnino naves ac merces in terra expositæ fuissent; moræ etiam nihil in expediendis hisce navibus dimittendisve a parte Lusitana nectatur. Cum vero in alias regiones portusve Lusitaniæ aut eidem subditos post pensum jam semel vectigal debitum naves dictæ appellent, quod reliquum erit itineris, impedimento molestiaque omni procul habitis, ullisque de novo vectigalibus persolutis, libere conficiant et absolvant. Merces præterea ac res cæteræ aut a Lusitanis ipsis, aut ab alia quacumque gente navibus fœderatum Belgarum creditæ ac commissæ, quæ in regiones por-

ha nesta parte el rei de Portugal, como melhor fôr servido. 1661.

Art. 3. — Os povos das Provincias Unidas poderão seguramente negociar e exercitar seu commercio assim do reino de Portugal, e das terras, que estão á sua obediencia para o Brasil, como reciprocamente do Brasil para Portugal, e dominios da sua jurisdição, nem lhe será de dano ou prejuízo o levarem de uma parte a outra todo o genero de mercadorias, excepto somente o pau do Brasil, pagando primeiro os tributos e direitos, que pelos Portuguezes, que por aquellas partes commerceam, de direito e justiça se costumam pagar; porem os vassallos das ditas Provincias Unidas em chegando dos portos do Brasil a outros quaesquer portos do dominio de Portugal, não serão por alguma via constrangidos a descarregar as suas naus, ou tirar dellas fazenda alguma por terra; mas os ministros e officiaes das alfandegas e direitos terão cuidado de mandar visitar e pesar as ditas fazendas dentro nos mesmos navios, e cobrarão os direitos, que por ellas se deverem. E dado caso que pela experiencia se venha a conhecer a impossibilidade, ou difficuldade deste expediente, buscar-se-hão outros meios para este fim, os quaes se porão em effeito por consentimento commum de ambas as partes. Tambem poderá a nação hollandeza licitamente e de direito em quanto a este particular toca, usar e gosar dos mesmos meios, de que os Inglezes em virtude de algum tratado, ou por rasão do uso quotidiano gosam, ou pelo tempo em diante houverem de gosar; nem por razão das ditas fazendas se tomarão mais direitos, ou se pagará mais dinheiro ou despezas, do que succederia, se os ditos navios se houvessem descarregado, e as fazendas posto em terra, não intervindo por parte dos Portuguezes dilação alguma no aviamento e despacho dos ditos navios, os quaes chegando a outras terras, ou portos dos dominios de Portugal, despois de pagos por uma vez os direitos que se deverem, poderão livremente fazer e acabar o que lhes faltar de sua viagem, sem molestia ou impedimento algum, e sem

Segurança do commercio; pagamento dos tributos e direitos.

1661. tusve alios eidem Lusitaniæ subditos transferentur, nihilo plus vectigalis pendant, quam si commissæ Lusitanis navibus, et transferendæ vel translatæ essent.

ART. 4. — Liberum quoque fœderatis Belgis esto, navigationem atque iter moliri in colonias omnes, insulas, regiones, terrarum tractus, portus, civitates, pagos, emporia, quotquot dicto regno parent ac subsunt per ditionem Africanam, cui accensetur Sancti Thomæ insula, inibique morari, negotiari, ac mercaturam exercere, res, sarcinas, merces, omne genus terra marique et fluviis subvehere, venum ubivis exponere, efferre etiam inde atque in alias regiones exportare integrum sit ac concedatur, idque pari libertate, qua Angli aut alia quælibet gens vel nunc gaudent, vel antehac gavisi sunt, vel in posterum eos gaudere aut gavisos esse comperietur : propriasque ibidem ædes in quibus habitent habere et possidere, necnon repositoria, in quibus bona, mercesque suas recondant, absque ulla a quopiam molestia. Nihil vero eorum, quæ paragrapho seu articulo hoc et proxime præcedenti pacta et stipulata sunt, irritum unquam fiat, eludaturve, nec fœderati Belgæ pactis conventis hisce ulla ex parte fraudentur. Quod si dictus Belgarum populus usu nihilominus libero ac solido pacti hujus conventi aliquando prohibeatur, excludaturve, aut alia ex parte impediatur, quod avertat Deus, ne plenos debitosque ex fide et authoritate hujus fœderis percipiat fructus, tum fœderati Belgii ordinibus idem in Lusitanos jus esto, actioque de novo eadem resurgat et renascatur, quæ ante hoc fœdus initum iis competebat; jusque suum ut adversus regnum Lusitaniam persequantur, fas esto, sed et hoc ipso ea omnia ad dictos ordines devoluta censeantur, eorumque repetendorum causa rex et regnum cadant, quæcumque ex lege primi in his conventis paragraphi seu articuli persoluta ac depensa jam fuerunt. Eodemque pacto si per prædictos fœderati Belgii ordines fœdus

pagar direito de novo. E outrosim todas as mercadorias, e outras quaesquer cousas, que pelos mesmos Portuguezes, ou por outra qualquer nação se houverem carregado nas ditas embarcações hollandezas, e se levarem a outras terras e portos da corôa de Portugal não pagarão mais direitos do que pagariam se se houvessem carregado e levado em navios portuguezes. 1661.

Livre e inteiro uso desde pacto.

Art. 4. — Tambem poderão os vassallos das Provincias Unidas livremente navegar e fazer viagem a todas as colonias, ilhas, provincias, terras, portos, cidades, villas e logares de commercio que obedecem a el rei de Portugal em Africa, em que se comprehende a ilha de S.-Thomé, e ahi morar, negociar, e exercitar a mercancia, levar por terra, mar e rios as suas roupas, bagagem, e todo o genero de mercadorias, vendê-las publicamente, e leva-las de uma parte a outra com a mesma liberdade que os Inglezes, ou outra qualquer nação, agora gosam, ou de antes gosaram, ou d'aqui em diante gosarem, e outrosim nas sobreditas terras haver e possuir casas proprias em que vivam, e armazens, em que depositem e guardem seus bens e fazendas, sem que se lhes dê molestia alguma. Nada do que neste artigo, e no que immediatamente precede, está tratado e estipulado entre as partes, deixará em algum tempo de ter effeito, sem engano, ou illusão alguma; nem os vassallos das ditas Provincias Unidas ficarão em algum modo que seja, defraudados e frustrados de beneficios desta convenção. Se todavia em algum tempo se lhes prohibisse o livre e inteiro uso deste pacto, ou por alguma via se lhes puzesse impedimento, o que Deus não permitta, de poder receber solidamente as utilidades devidas em virtude e authoridade desta capitulação, então os EE. das ditas Provincias Unidas terão acção de novo contra os Portuguezes, e ficarão com o mesmo direito que antes de feito este tratado lhes podia competir, e por esta rasão se terá por perdido para el rei e reino de Portugal, e devoluto aos ditos Estados, tudo o que em virtude do 1° artigo deste tratado se houver dado em pagamento. Do mesmo modo se pelos ditos Estados se quebrar este pacto, ficará el rei de Portugal com o

1661. hoc violetur aut infrangatur, præfato Lusitaniæ regi idem jus esto quod illi ante hoc pactum ullo modo competebat.

ART. 5. — Atque ita solutione quadragies centenorum cruzatorum millium facienda terminis supra expressis atque libero usu veraque perceptione eorum omnium, quæ articulis tribus hunc præcedentibus continentur, intermittantur ac cessent controversiæ, lis et actiones omnes, quæ regi regnoque Lusitaniæ a fœderatis Belgis intentæ hactenus ac motæ sunt, intendique possent ac moveri; nec minus intermittantur cessentque actiones, lis et controversiæ, si quæ fœderatis Belgis a rege regnoque jam dictis vicissim intendi et moveri possint.

ART. 6. — Cui consequenter cessent inter regem et regnum Lusitaniæ, et fœderatum Belgium ab altera parte, ac utriusque subditos et incolas omnes actus hostilitatis et injuriarum, idque in Europa post elapsum bimestre spatium ab eo die, quo huic fœderi utrinque subscriptum erit, in cæteris vero mundi partibus a publicatione harum tabularum, omnesque captivi hinc inde illico post ratihabitionem hujus tractatus pristinæ libertati restituantur, omnes itaque ditiones, omniaque loca, naves, bonaque, quæ temporis interea ab alterutro occupabantur, ut et quæ antea occupata fuerunt in India orientali, occidentali vel alicubi locorum, in dominio permanebunt eorum, qui præfatis temporibus eorum possessores comperientur; ea vero, quæ elapsis duobus post factam eamdem subscriptionem mensibus in Europa, et post publicationem in cæteris mundi partibus occupabuntur aut capientur, prioribus eorumdem dominis absque ulla mora aut exceptione restituentur. Regi proinde regnoque Lusitaniæ solida ac firma pax cum fœderati Belgii ordinibus ineatur, quæ cives utrinque omnes et subditos comprehendat, quæque ubivis locorum nullis exceptis, tam intra quam extra Europæ limites sancte et religiose observetur, Lusitani quoque et fœderatorum Belgarum populi terra marique mutuis inter sese officiis ac mutua benevolentia utrinque certent, nihilque prorsus moliantur, aut effectum dare conentur, quod cum incommodo aut detrimento

mesmo direito, que por algum modo, ou via que seja, lhe competia, antes que se fizesse a presente transacção. 1661.

Cessação controversias e acções.

ART. 5. — E assim pagando-se a quantia de cuatro milhões de cruzados pelos termos e pensões acima declaradas, e concedendo-se o livre e verdadeiro uso de quanto nos tres artigos precedentes se contem, cessarão e terão fim todas e quaesquer controversias e acções que por parte dos Estados destas Provincias Unidas se intentaram e moveram até o presente, e se poderão intentar e mover contra el rei e o reino de Portugal. Do mesmo modo cessarão e terão fim as acções e controversias que os ditos rei e reino de Portugal podessem reciprocamente intentar contra os Estados das Provincias Unidas.

Todos dominios, navios, bens se restituirão sem dilação.

ART. 6. — Pelo conseguinte cessarão entre el rey e o reyno de Portugal e os EE. das Provincias Unidas todos e quaesquer actos de hostilidades e injurias em Europa dentro de dous mezes, a contar do dia, em que reciprocamente for assignado o presente tratado; e nas outras partes do mundo depois da publicação delle; pondo-se logo depois da ratificação deste pacto todos os prisioneiros de uma e outra parte em sua primeira liberdade. E assim todos e quaesquer dominios, logares, navios, e bens de que no decurso deste tempo se apoderar ou uma, ou outra das partes, ou que de antes tiver occupado na oriental India, occidental, ou outra qualquer parte, ficarão em poder daquelles que no sobredito tempo se achar serem os possuidores, mas tudo quanto se tomar passados os dous mezes depois da assignatura deste tratado em Europa, e da publicação delle em as outras partes do mundo, se restituirá sem dilação, ou excepção alguma a seus primeiros donos; portanto se celebrarão umas pazes firmes e estaveis entre el rei e reino de Portugal e os EE. das Provincias Unidas, que encerram e comprehendem todos os vassallos de uma e outra parte, as quaes sem excepção alguma se observarão verdadeira e religiosamente em toda a parte, ou logar, assim dentro, como fóra dos limites de Europa, tratando-se os Portuguezes e Hollandeses por mar e por terra com amigaveis obsequios e mutua benevolencia, não se intentando, ou effectuando cousa alguma, que seja, ou tenha

1661. partis alterutrius ullo modo videri possit conjunctum; quare nec subditis aut incolis partis alterutrius permissum erit sub authoritate vel diplomate alius cujusvis principis vel status alterius subditos vel incolas, navesve aut merces eorum aggredi, vel alio quovis modo, sub qualicumque nomine vel prætextu piraticum contra eos excercere, idque sub pœna exilii et publicationis bonorum.

Art. 7. — Fœderatis porro Belgis integrum posthac esto, in regnis, provinciis, insulis, oppidis, portibus, ac locis quibuscumque, quæ regi Lusitaniæ patent, commercium omni cum libertate exercere, nihil moræ iis objiciatur aut directe, aut oblique, nihil eos impediat, quominus merces a quibuslibet eas emant ac comparent, quas e re potissimum sua fore judicabunt, sive majori copia, sive minori comparatas, nullisque mensuræ ponderum, temporis, loci, propolarum, monopolarumve, aut pretii legibus adstringantur. Nec minus iisdem fœderatis Belgis integrum relinquatur res pro libitu quascumque ac merces eodem transferre, vendere ibidem has ipsas ac permutare, res præterea ac merces inde offerre, idque amoto omni obstaculo, persolutis solummodo vectigalibus iis, quæ ex authoritate publica per regnum lusitanum anno millesimo sexcentesimo quinquagesimo tertio mense martio pensa ac persoluta sunt aut solvi debuere, adeo ut fœderati Belgæ eodem prorsus loco sint habendi quo Lusitani ipsi habentur, idque tam emptionis venditionisque nomine, quam vectigalium aliorumve aut onerum aut commodorum, immunitatum ac privilegiorum respectu, utque fœderati in posterum fruituri sint prærogativis, immunitatibus ac privilegiis omnibus quotquot hactenus ulli genti, regno Lusitano fœdere aut amicitia sociata concessa sunt, vel posthac concedentur. Lusitani vicissim commerciorum ac mercaturæ respectu eodem per fœderatum Belgium loco habeantur, quo Belgas ipsos et indigenas habere juris illic est ac moris.

Art. 8. — Belgæ fœderati qui cum navibus ac merce in portus Lusitaniæ ditionis appellent, nullo mercimonii genere naves suas onerare cogantur, nisi quod elegerint ipsi, quotque

sombra de ser em descommodo, ou detrimento de uma ou outra das partes. Pelo que não será licito, nem se permittirá aos vassallos de uma parte accommetter os vassallos da outra, nem seus navios, ou fazendas com patentes, e cartas de marca de qualquer outro principe e Estado, nem por outro modo, pretexto, ou causa que seja exercitar acções de piratas contra elles, sobpena de degredo e confiscação de seus bens. 1661.

Vendas e exempções, immunidades e privilegios.

Art. 7. — Será permittido d'aqui em deante aos vassallos das Provincias Unidas exercitar livremente o seu commercio nos reinos, provincias, ilhas, cidades, portos, e em quaesquer outros logares sujeitos a el rei de Portugal, sem que se lhes ponha directa, ou indirectamente impedimento algum de poder comprar fazendas, de quem lhes parecer, e elles julgarem ser mais conveniencia sua, seja em maior, seja em menor quantidade, sem que estejam sujeitos ás leis do preço, e avaliação, medidas, pezos, tempo, logar e estanques; tendo outrosim inteira liberdade de levar para os logares acima nomeados todo o genero de mercadorias, e nelles as vender, trocar e transferir a outras partes sem estorvo algum, pagando sómente os direitos, que por autoridade publica se pagaram, ou deveram pagar no reino de Portugal no mez de março de 1653, de modo que os vassallos das ditas Provincias Unidas serão tidos e tratados como os mesmos Portuguezes assim no que tocar ás vendas e exempções, como por rasão dos direitos e outras imposições, ou dos commodos, immunidades e privilegios, que até agora se concederam, ou d'aqui em deante se poderem conceder a qualquer outra nação confederada com o reino de Portugal. Assim tambem reciprocamente os Portuguezes pelo que toca ao commercio serão tratados nos dominios das Provincias Unidas do mesmo modo que se costumam tratar os vassallos das ditas Provincias.

Não se pagará cousa alguma aos guardas.

Art. 8. — Os vassallos das Provincias Unidas que tomarem os portos sujeitos á coroa de Portugal com navios e fazendas, não se poderão obrigar a que carreguem suas naus de alguns

1661. utile sibi ac consultum præ cæteris fore sint arbitrati : sed nec in navem fœderatorum Belgarum unamquamque custodes, excubitoresve plures duobus, qui regis, regnique nomine merces observent, admittantur, nihilque omnino obstaculi aut impedimenti navibus onerandis, exonerandisve adferatur. Atque illæ, sive merce arida et sicca onustæ, nisi decimo postquam appulerint die, sive pisces, aliudve quodvis cibariorum ac esculentæ merces subvehentes genus, nisi die post intratum portum decimo quarto exoneratæ sint. Nihilominus dictis custodibus, excubitoribusve salarii aut mercedis loco haud quidquam persolvatur, aut eorum in gratiam erogetur, præter id quod decem, aut quatuordecim dierum jam dictorum usus ac lex præscribunt.

Art. 9. — Consules, qui fœderatis Belgis per ditionem Lusitanam negotiantibus, habitantibusve præsidio dabuntur, à fœderati Belgii ordinibus creandi sint ac constituantur ; constituti tantumdem habeant authoritatis, utcumque romanam religionem non profitentes, quantum ulli per Lusitanam ditionem consuli earum gentium quæ illic negotiantur, hactenus delatum est, vel in posterum deferetur, causis præterea litibusque, quæ fœderatos Belgas spectabunt, judicandis judex conservator constituatur, a quo provocare non liceat, nisi ad relationis senatum, qui quarto ad summum post provocationem mense causis litibusque ad se delatis finem imponat.

Art. 10. — Si quis fœderatus Belga, per ditionem regis Lusitaniæ e vivis excesserit, chartæ, libri, rationes, bona ac facultates tam ipsius defuncti, quam aliorum ejusdem fœderatæ nationis, quæ penes defunctum erunt depositæ a pupillorum, absentiumve judicibus aut eorum ministris inspici et occupari nefas esto ; neque horum jurisdictioni res jam dictæ sunto obnoxiæ, sed iis consignator, quibus eas defunctus ipsum ante excessum consignare jusserit, ut si rebus suis ante obitum minus cavit, prospexitve, tum chartæ illæ, libri, rationes, bona, ac facultates ex mandato judicis conservatoris custodiendæ committantur duobus, pluribusve Belgis mercatoribus

generos e mercadorias, que elles não quizerem, e não julgarem ser muito em sua utilidade, nem se porão em cada um dos baixeis hollandezes mais que 2 guardas, ou vigias, os quaes em nome d'el rei e do reino tenham conta com as fazendas, nem tam pouco haverá impedimento, ou estorvo algum no carregarem-se ou descarregarem os ditos baixeis, os quaes vindo carregados de mercadoria sua, se 10 dias depois da sua chegada não forem descarregados, ou trazendo peixe, ou qualquer outro genero de mantimentos 14 dias depois de haverem entrado no porto, comtudo não se pagará aos ditos guardas cousa alguma por rasão de salario, ou de mimo, senão somente o que as leis, e o uso ordenam por conta dos 10 ou 14 dias acima declarados. 1661.

Art. 9. — Os consules que se derem para o amparo e protecção dos vassallos das Provincias Unidas, que negociarem e viverem nas terras do dominio de Portugal, serão constituidos pelos EE., os quaes uma vez estabelecidos terão tanta autoridade, supposto que não professem a religião romana, como até agora teve, ou pelo tempo adiante poderá ter qualquer consul das nações, que commerceam no dito dominio. Tambem se constituirá um juiz conservador para que julgue as causas e demandas, que pertencerem á nação hollandeza, do qual juiz se não poderá appellar senão para o senado da relação; o qual dentro de 4 mezes o mais tardar, dará sentença final nas causas e processos, que lhe forem remettidos.

Consules estabelecidos.

Juiz conservador.

Art. 10. — Succedendo que alguns vassallos das Provincias Unidas venham a falecer nos Estados d'el rei de Portugal, os papeis, livros, contas, bens e fazendas assim do defunto, como de outros Hollandezes, que se tiverem depositado nas mãos do morto, não se poderão vêr, nem tomar pelos juizes dos orfãos e ausentes, nem por seus officiaes, nem as sobreditas cousas serão sujeitas á sua jurisdição, e se entregarão as pessoas, a quem o mesmo defunto antes da sua morte as tiver mandado entregar; que se elle antes de seu falecimento tiver menos cuidado neste particular, então os sobreditos papeis, livros, contas, bens e fazendas, que por ordem do juiz conservador se haverão de

Papeis e bens dos defuntos.

1661. institoribusve, in quos potissima popularium suorum illic loci degentium suffragia, accedente consulis Belgæ assensu, hanc curam devolvent; ita tamen ut ne curæ suæ commissas res dicti mercatores institoresve servandas in se recipiant, nisi data prius cautione per fidejussores idoneos, et ab eodem consule omnino approbandos, de rebus sibi creditis ad legitimos sive dominos, sive hæredes, sive etiam creditores sua opera perventuris. Omnia itaque bona, facultatesque quæ in Domino defuncti fuerunt, hæredibus ejus executoribusve, vel creditoribus tradentur.

Art. 11. — Nec regi Lusitaniæ ipsi, nec ministrorum regiorum cuiquam fas licitumve sit mercatoribus, naucleris, sociis Belgarum navalibus, aut eorum navibus, merci, facultatibus, manum injicere, ullamve molestiam exhibere nequidem sub gerendi cum hoste belli, aut cujusvis expeditionis parandæ prætextu; nisi a fœderati Belgii ordinibus, quorum illi imperio subsunt, naviumque mercis ac facultatum possessoribus eam jam ante in rem fuerit consensum; sed dicti mercatores et naucleri, cum navibus ac merce, sine ullo incommodo per regem, ministrosve regios oblato, ex portubus Lusitanis quibuscumque pro libitu arbitrioque suo solvant ac discedant: fœderatorum porro Belgarum populus a merce, facultatibusve suis vendendis aut distrahendis nullo modo prohibeatur, avocetur, interpelleturve; nequidem si rex ipse, aut ministri regii iis sibi rebus opus esse obtendant, nec illam omnino ob causam dictarum mercium et facultatum venditio protrahatur, differaturve; nec averti dictas merces in regis publicosve aut privatos quoscumque usus liceat, nisi illi quorum res agetur, et ad quos dictæ merces, facultatesve pertinebunt, annuant ac præcedente conventione assensum isti rei præbeant.

Art. 12. — Liberum præterea Belgarum fœderatorum populo, ac permissum sit præter mercis omne genus, arma etiam, res bellicas, et annonam, tam ex fœderatorum Belgii provinciarum, quam ex aliis quibusvis portubus ac terris in quascumque orbis regiones, et ad quascumque gentes transferre,

guardar, serão entregues a dous ou mais mercadores ou feitores hollandezes, a quem a approvação e votos dos seus naturaes, que morarem no tal logar juntamente com o consul hollandez julgarem dignos de similhante commissão. De tal maneira porem se entregarão as cousas acima nomeadas aos mercadores ou feitores, que se encarregarem dellas, que primeiro haverão de dar fiadores abonados e approvados pelo dito consul de como as haverão fielmente de remetter a seus legitimos donos, herdeiros, ou credores. De sorte que todos os bens e fazendas, que foram do dito defunto, se entregarão a seus herdeiros, ou aos executores do testamento, ou credores. 1661.

Mercadores e mestres de navios poderão sahir a sua vontade.

ART. 11. — Não será licito a el rei de Portugal nem a seus ministros prender aos mercadores, mestres de navios, e marinheiros hollandezes, ou tomar seus navios, mercadorias e fazendas, ou dar-lhe molestia alguma, posto que em occasião de fazer-se guerra ao inimigo, ou com pretexto de qualquer outra expedição sem consentimento particular a este fim dos EE. das Provincias Unidas, cuyos vassallos são, ou dos donos das ditas naus, mercadorias e fazendas; mas os ditos mercadores, e mestres com seus navios e fazendas poderão sahir a sua vontade e eleição de quaesquer portos de Portugal, sem que por parte de el rei, ou de seus ministros recebam algum descommodo; nem tam pouco se lhes porá impedimento ou desvio na venda de suas mercadorias e fazendas, ainda que el rei, ou seus ministros mostrem ter dellas necessidade; assim que por nenhuma maneira se virá a retardar a venda das ditas fazendas, nem será permittido diverti-las em serviço de el rei, ou em usos do publico, ou dos particulares, sem as pessoas, a quem tocar, e tiverem interesse nestas fazendas, o queiram, e deem seu consentimento a este fim por contrato, que haja precedido.

Não se porão limites ao commercio.

ART. 12. — Terão outrosim os povos das Provincias Unidas liberdade de poderem levar além de todo o genero de mercancia, armas e petrechos de guerra, trigo e mantimentos; assim das terras dos EE., como de outros quaesquer portos e terras, em quaesquer partes e provincias do mundo, e a quaesquer na-

1661. tam inimicas regi regnoque Lusitaniæ quam amicas ac fœderatas, nec dicto regi, ejusve subditis aut ministris huic rei moram aut impedimentum afferre liceat per detentiones, represalias, pignorationes ullove alio modo, sive id directe aperteque, sive oblique ac occulte fiat, dummodo dictus Fœderatorum populus ex ipsis portubus Lusitanis armorum nihil apparatus aut rerum bellicarum ad dicti regis, regnique hostes et adversarios transvectet, nec minus iisdem Fœderatis Belgis integrum relinquatur ac permittatur, in universam ditionem dicti regis quascumque merces, res etiam ad armaturam, bellum ac militarem annonam pertinentes inferre, easque non minus magna, quam exigua copia vendendas exponere, et sive integras simul, sive seorsum et per partes pretio ibidem quocumque vendere, ac pro arbitrio suo permutare, commerciaque quævis exercere cum iis emptoribus, negotiatoribusve, quos ipsi fore sibi potissimum utiles ac commodos arbitrabuntur, nec interpellari aut a proposito eo dimoveri per regem regiosque ministros, propolas, monopoliorum exercitores, fiscum, juridicos confessos, quemvis alium ullo modo, ullave de causa fas esto; nullo denique mercimoniorum limite aut regula circumscribantur.

Art. 13. — Res ac merces, quæ ex uno Lusitaniæ portu in alium eidem regno subjectum transferentur, persoluto ante debito vectigali et portorio, nulla ulteriore pecuniæ aut teloniorum exactione teneantur, præter eam, qua ipsas mercatorum Lusitanorum, res ac merces tali casu teneri liquebit, constabit.

Art. 14. — Nulli alcaido, quam Lusitani vocant, nullique alio ministro regio licitum aut permissum esto, ex fœderatis Belgis quemquam, cujuscumque is conditionis sit aut sortis, interpellare nolentem detinere, carceri, vinculisve mancipare, præterquam in causa criminali et in flagranti delicto deprehensum, nisi facta prius a judice conservatore eam in rem potestate, quæ scripto consignata sit. Fœderati præterea Belgæ sub ditione atque imperio Lusitano degentes, tam sui ipsorum, quam domicilii, librorum rationum, mercis, aliorumque rerum ac bonorum ad ipsos pertinentium respectu, non minus

ções assim inimigas de el rei e reino de Portugal, como amigas e confederadas; nem poderá el rei, seus ministros, ou vassallos interpôr dilações ou impedimentos a este commercio por via de detenções, represalias, penhoras, ou por outro qualquer modo, directa ou indirecta, aberta ou occultamente. Com tanto porem que os ditos Hollandezes não levem dos portos de Portugal armas, petrechos, e cousas pertenecentes á guerra para os inimigos de el rei e do reino. Tambem poderão os vassallos das ditas Provincias Unidas levar por todas as terras sujeitas ao dito reino toda a sorte de mercancias, armas e mais cousas pertenecentes a guerra, e suas provisões, expo-las em publica venda, assim en grande, como em pequena quantidade, vende-las juntas, ou separadas, e por partes a qualquer preço, commuta-las como melhor lhe parecer, exercitar todos e quaesquer commercios com aquelles compradores e negociantes, de que julgarem poderão tirar maior emolumento e utilidade, nem se lhes estorvará esta tenção e proposito por el rei, ou seus ministros, mercadores, estanqueiros, fisco, justiças, ou outras pessoas, por qualquer modo ou causa que seja. Finalmente não se porão regras, ou limites a seus commercios. 1661.

Fazendas dos mercadores portuguezes.

Art. 13. — As mercancias que de um porto de Portugal, se levarem, ou transferirem a outro, que fôr sujeito ao mesmo reino, havendo-se pago no primeiro porto os tributos que se devem, não tornarão a pagar novamente outros direitos, salvo os que constar, que são obrigados a pagar em tal caso as fazendas dos mercadores portuguezes.

Devedores chamados em juizo; foro ecclesiastico.

Art. 14. — Nenhum alcaide, nem outro ministro d'el rei poderá molestar algum dos vassallos das Provincias Unidas, de qualquer qualidade e condição que seja, nem dete-lo contra sua vontade, e mete-lo em prisões e ferros, salvo se for comprehendido em causa de crime, ou achado em flagrante delito, sem primeiro ter licença por escripto do juiz conservador para este effeito. Assim os ditos vassallos das Provincias Unidas, que vivem debaixo do dominio e imperio portuguez, tanto no que toca a suas pessoas, como a seus domicilios, livros de contas, fazendas, e outras quaesquer causas e bens a elles pertencentes,

1661. carceris, vinculorum cujuscumque detentionis ac molestiæ immunes sunto ac habeantur, quam aliusquivis ex cæteris regi Lusitaniæ fœderatis populis hactenus habetur, aut in posterum habebitur. Sed nec per litteras salvi-conductus aut aliud patrocinii genus subditis suis aut aliis quibuscumque in ditione Lusitana degentibus a rege concedendum, fœderati Belgæ impediantur, prohibeanturve a debitis exigendis, aut nominibus æri suo obnoxiis in jus vocandis; at vero debiti exactionem et jus suum libere persequantur, neque fraudi sit creditoribus si principis patrocinium aut alterius cujuscumque pollentis authoritatem implorarit debitor, amplexusve sit, ejusque vel eorum litteris, et salvis-conductibus sese munierit, quo debitum eludat, creditoremve trahat ac frustretur, quod ne fiat ab omni patrocinio debitor arceatur, excludatur. Sed nec bona ulla ad fœderati Belgii incolas aut subditos pertinentia, quæ illi Lusitanæ nationis institoribus, procuratoribus aut res suas agentibus commiserint, vel aliorum quorumvis exterorum in Lusitana ditione degentium curæ ac fidei crediderint, detineri manumve iis injici licitum aut permissum habeatur, intentare præsertim litem, aut negotium inquisitione (quam vocant) ecclesiastica, sive in religionis, sive alia quacumque in causa id fiat, seu res ac bona ista omnia, si commendata sint iis, qui coram judice et in foro ecclesiastico illa ex causa forte convenientur, aut inquisitionis dictæ nomine accusabuntur interpellabunturve, confestim integra et intacta dimittantur, usibusque possessoris restituantur, ut primum apparebit ac demonstrabitur ad fœderati Belgii incolas subditosve res eas pertinere.

Art. 15.—Cumque prærogativa commerciorum omnis plane futura sit inutilis ac speratus ex pace fructus omnino intervertendus, si fœderati Belgii incolæ ac subditi, qui per ditionem Lusitanam ultro citroque commeabunt, aut..... negotiationis merciumve distrahendarum ergo illic morabuntur ex occasione religionis inter Lusitanos ac se discrepantis ulla molestia, ullove incommodo afficiantur, providebit huic rei rex ac occurret, quo terra marique mutuum posthac utriusque gentis

não serão menos livres e exemptos de prisões, cadeas e qualquer outra retenção e aggravo do que o ha sido até agora, ou pelo tempo em diante o poderá ser qualquer dos povos confederados com el rei de Portugal. Nem por decreto real e salvos-conductos, ou outra sorte de patrocinio que el rei de Portugal poder conceder a seus vassallos, ou outras quaesquer pessoas, que morarem em terras de seus senhorios, se poderá pôr impedimento aos ditos Hollandezes, de poderem arrecadar as suas dividas, e chamar em juizo aos seus devedores, antes poderão tratar livremente do pagamento das ditas dividas, e do seu direito. Não ficarão tam pouco frustrados com damno seu os credores, se o devedor se abraçar com o patrocinio do principe, ou implorar a authoridade de algum poderoso, e quizer acoutar-se para fugir da divida, e frustar o credor; e para que isto não venha a succeder, será o dito devedor excluido de todo o favor e patrocinio; nem outrosim será licito e permittido embargar, ou lançar mão dos bens que pertencerem aos ditos vassallos das Provincias Unidas, e que estiverem em poder de mercadores, procuradores, ou feitores seus portuguezes, ou de quaesquer outros estrangeiros, que viverem em as terras e dominio da corôa de Portugal, principalmente se a inquisição intentar algum negocio, ou mover demanda por causa da religião, ou por outra qualquer que seja; mas todos estes bens e fazendas se estiverem em poder de pessoas que perante o juiz e no foro ecclesiastico por alguma causa, ou por parte da inquisação forem accusados, se largarão inteiramente, e sem dilação, e se restituirão a seus donos, logo que se verificar e constar que as sobreditas fazendas pertencem a vassallos das Provincias Unidas. 1661.

Art. 15. — E porque o esperado fructo da paz e os privilegios do commercio viriam a ser de todo inuteis e prevertidos se os vassallos das Provincias Unidas, que negociarem nas terras da corôa de Portugal, por causa da differença da sua religião á dos Portuguezes, recebessem alguma molestia, ou descommodo, el rei terá mão e cuidado neste particular, para que o mutuo commercio de ambas as nações d'aqui em diantè se conserve por mar e por terra segura e inviolavelmente, procu- Differença de religião.

1661. mercium illibatum sartumque ac tectum conservetur, curabitque, ne cui ex fœderati Belgii incolis vel subditis cujuscumque tandem christianæ religionis, sortis ac conditionis is sit, negotium hac de causa illum aut molestia exhibeatur, neve is ulli præterea curiæ tribunali, judici, inquisitioni si flatur aut obnoxius fiat, nec ab ullo regio ministro, vel alio quocumque hac ex re conveniatur ullo damno assiciatur, sive ob circumlata fortasse secum biblia sacræve Scripturæ aut aliorum librorum usum ac sectationem, sive quovis alio discrepantis et dissentientis religionis nomine, quinimo fœderati Belgii incolis subditisque sub ditione regis Lusitaniæ morantibus, eorumque familiæ liberum ac concessum esto, tam domi suæ, quam in suis navibus religioni ei, iisque sacris quibus sese addictos profitebantur, pro arbitrio ac libitu nemine prorsus interpellante, operavis, locus iis denique opportunus sepeliendis mortuis et commodus assiguatur, qua libertate impetrata ne abutantur, iisdem fœderati Belgii incolis ac subditis erit cavendum.

Art. 16. — Si quandocumque contingat controversias oriri inter dictos regem regnumque, ac fœderati Belgii ordines, unde interrumpendi inter utramque gentem commercii periculum incumbat, incolæ, cives, indigenæ tam ex hac, quam ex illa parte per utramque ditionem de simultatibus, ac controversiis enatis publice præmoneantur; ac post communicationem promulgatam bienne spatium utrinque concedatur, quo merci, navibus, bonis suis ac facultatibus tempestive consulant, easque in tutiorem locum transferant, nullo interea aut impedimento iis objecto aut exhibita molestia, nullo etiam facultatibus eorum ac bonis damno illato; quod si cum ex parte alterutra intra præfinitum biennii spatii tempus debita ulla, illic locorum in quibus negotiatus erat exigenda restabunt, ea legitimum in modum exigi jure quoque ac legibus ad ea repetenda, agi fas esto nec lis per ambages aut circuitus a judice trahatur, sed is omni cura effectum det, ut ante præscriptum tempus elapsum creditores quod debebitur, consequantur.

Art. 17. — Si porro pactis hisce ac mutua necessitudine,

rando que a nenhum vassallo dos ditos EE. de qualquer religião christã, qualidade e condição que seja, se lhe dê molestia, ou trabalho por esta causa, nem que esteja obrigado a apresentar-se perante algum juiz, tribunal e inquisição, ou receba damno por esta rasão de algum ministro de el rei, ou de outro qualquer que seja, por occasião de trazer comsigo a Biblia, ou lêr a Escriptura sagrada, e outros livros, seja por qualquer outro respeito de differente religião : antes aos vassallos das ditas Provincias, que viverem nas terras do dominio de Portugal, e juntamente ás pessoas de sua familia se lhes permittirá o livre e voluntario uso das ceremonias e religião que professarem, assim em suas casas, como em seus navios. Finalmente se lhes dará e assignalará um logar commodo para a sepultura dos defuntos, tendo-se porem particular cuidado e resguardo pelos ditos vassallos das Provincias Unidas de não usar mal da concedida liberdade. 1661.

Controversas dividas, credores.

Art. 16.—Se em algum tempo nascerem controversias ou desavenças entre el rei e reino de Portugal e os EE. das Provincias Unidas, por onde se possa temer interrupção do commercio entre ambas as nações: os vassallos de uma e outra parte serão publicamente avisados das controversias e discordias, que houverem succedido, e depois de publicado o tal aviso, se lhes concederá reciprocamente o espaço de dous annos, para que com tempo olhem por suas fazendas, bens e navios, e os ponham em logar seguro, sem entretanto receber impedimento, e molestia, ou damno algum em os ditos seus bens e fazendas. Que se de algum vassallo de uma e outra parte dentro do termo dos sobreditos dous annos lhe ficarem algumas dividas por arrecadar nos logares e terras onde tiver negociado, lhe será licito e concedido cobra-las por via legitima de justiça e de dereito; nem o juiz da causa as dilatará com rodeos e circuitos; antes procurará com effeito que os credores consigam e cobrem as suas dividas primeiro que passe o tempo assignalado.

Art. 17.—Porém se durante este tratado e reciproca amisade

1661. quæ per pacta sancitur, durantibus, contingat, fœderis hujus partem quantamcumque ab alterutrius gentis subdito aliquo terrarum ullibi aut locorum violari, aut in pactorum conventorum authoritatem impingi, societas ac necessitudo inter utramque gentem hoc sancita fœdere nequaquam eam ob causam interrumpatur, sed vim integram ac vigorem, nihilhominus illibatum conservet, obtineatque pœna ac mulcta illis solummodo irrogata, qui in leges fœderis deliquisse convincentur; iis vero, quos damno contumeliave adfectos esse constabit omnino satisfiat, erit autem satisfaciendum intra annum ab instituta actione tempus, si quis in Europa aut in Gaditano freto, per Americæ etiam Africæve littus et tractum, aut alibi locorum terra, marive, eis Bonæ Spei promontorium fœdus ulla ex parte hoc temeraverit violaveritve, aut vero qui ultra jam dictum promontorium locorum ubicumque in pacta hac peccasse deprehendetur, is satisfactione tenebitur ante exactum decimum octavum mensem ab implorata per actorem ope judicis; aut si reus violati fœderis in jus vocatus foro se non stiterit judicumque subterfugerit, nec intra præscriptum tempus satisfecerit, hostis utriusque partis judicetur, bonaque ejus ac facultates flagiatæ ac debitæ satisfactioni impendenda publicentur, in potestatem quoque partis alterutrius is ipse si venerit, pœnas quæ atrocitas injuriæ ac delicti magnitudo mereri videbuntur, persolvat.

Art. 18. — Si quam controversiam aut etiam inspectores mercium vel regii ministri mercatoribus, institoribus, naucleris Belgis de annonæ aut cujuscumque mercis, quæ in ditionem Lusitanam subvehentur, precio movebunt, lis illa per gentis Lusitanæ arbitros partim per illius loci magistratum, partim per consulem nationis Belgicæ (idque pari utrinque jure) eligendos decidatur, sic ut arbitri illi effectum omnino dent ne quid detrimenti pro tracta in longum disceptatione, possessor ejus mercis capiat aut patiatur.

por elle contraida, succeder que alguma pessoa de uma ou outra nação em qualquer logar que seja, venha a quebrar parte deste pacto, ou offender a authoridade delle, a alliança e amisade celebrada entre ambas as nações por esta confederação, não padecerá interrupção alguma, mas conservará sua inteira força e vigor inviolavel, dando-se sómente pena e castigo a quem fôr convencido de haver delinquido contra as leis desta convenção, e satisfazendo-se pontualmente a quem tiver recibido o damno; entendendo-se que se haverá de dar esta satisfacção dentro de um anno depois da acção intentada, se alguem tiver quebrantado, e violado este tratado em Europa, estreito de Gibraltar, costas e terras de Africa e America, ou em outros logares por mar e por terra, áquem do cabo de Boa Esperança. Porém quem tiver delinquido contra esta convenção além do sobredito cabo em qualquer parte que seja, será obrigado a dar satisfacção antes de 18 mezes, depois de haver o autor requirido sua justiça; e se o reo depois de citado se não quizer apresentar em juizo, ou fugir delle, não satisfazendo dentro do tempo acima declarado, será o dito reo julgado e tido por inimigo de ambas as partes, e publicados seus bens e fazendas para satisfacção do aggravado, e caindo nas mãos da uma ou outra das partes, será castigado conforme merecerem a grandeza da injuria, e a atrocidade do delicto.

1661.

A amisade não padecerá interrupção alguma.

Art. 18. —Se os ministros del rei, e officiaes deputados para a visita das mercadorias tiverem alguma controversia e desavença com os mercadores, ou mestres dos navios hollandezes tocante ao preço e avaliação do trigo, mantimentos, e outras quaesquer fazendas que se levarem ás terras da corôa e dominio de Portugal, decidir-se-ha esta contenda por arbitros e louvados portuguezes, cuja eleição se fará pelo magistrado de tal logar, e pelo consul da nação hollandeza com poderes iguaes, de modo que os ditos louvados procurem com toda a efficacia possivel, que os donos das ditas fazendas não recebam, nem padeçam detrimento por largas e dilatadas altercações.

Visita das mercadorias.

1661. Art. 19. — Licitum de cæteris genti utrique esto in fœderatæ ditionis portus quosqumque cum navibus tam bellicis, quam onerariis appellere, illic etiam morari, ac pari cum libertate inde discedere, sive per procellas ac tempestatem illuc compulsi sint, sive navibus reficiendis victusque ac commeatus parandi causa in portum eum se contulerint, ita tamen ne illuc plures sex navibus bellicis simul, in portibus vero minoribus et ubi fortalita ad sui defensionem extructa non reperiuntur non plures tribus nisi urgente necessitate se recipiant, neve plus temporis illic insumant, quam quod jam dictæ refectioni, aut parando commeatu sit satis; ne qua forte causa hinc nascatur interrumpendo aliarum gentium non minus eidem ditioni fœderatarum commercio. Quod si forte, major navium bellicarum numerus ad eumdem simul appellat, eo intrare hisce navibus nequaquam fas esto, haud impetrato antea permissu ab iis quorum a nutu ac imperio portus ille pendebit, nisi vi fortasse tempestatis aut alia necessitate invitos impellente huc angustiarum constringantur ad evitandum instantis naufragii periculum, quo casu interveniente causam adventus sui præfecto illius portus aut supremo magistratui confestim judicandam curent, nec moram illic diuturniorem trahant quam quæ a portus illius præfecto aut jam dicto supremo magistratu fuerit concessa, nihilque interea temporis, molantur aut machinentur, quod illi ditioni ulla ex parte nociturum sit aut in detrimentum cedat.

Art. 20. — Rex regnumque Lusitaniæ ac fœderati Belgii ordines, naves, merces ac bona partis alterutrius si ab hoste, a piratis, aut ab alio quovis intercepta, inque portum aut locum quemcumque utriusvis ditionis subvecta atque subducta sint, nequaquam ex abalienari patiantur, sed aut ipsis ea possessoribus aut res possessorum agentibus restituant, dummodo illi navibus nondum exoneratis, nec adhuc distractis mercibus, ad sese res eas pertinere sint professi, aut profitendum curent et ante exactum tertium ab interceptis navibus mensem si in Europa casus evenerit, in cæteris autem mundi partibus ante annum elapsum, jus in eas sibi esse certis argumentis ac testi-

1661.

Concerto dos navios; compra de mantimentos.

Art. 19. — Poderão os vassallos de um e outro dominio tomar quaesquer portos das terras confederadas, assim com navios de guerra, como mercantis, fazer demora nos ditos portos, e sahir delles com toda a liberdade, seja que hajam entrado obrigados de tormenta, seja em ordem a comprar mantimentos ou para conçertarem os navios, com tanto que não passem de seis naus de guerra juntas; e nos portos menores, que se acham sem fortalezas que os defendam, não passem de tres, salvo em caso de urgente necessidade, nem poderão estar nos ditos portos mais tempo do que fôr preciso para o concerto dos ditos navios, ou compra de mantimentos, por não dar occasião a se interromper o commercio e negocio de outras nações não menos confederadas com o seu Estado. Que se acaso maior numero de navios de guerra chegar a um mesmo porto, não poderão as ditas naus por algum modo entrar nelle, sem primeiro têr alcançado licença da pessoa, ou pessoas a cujo cargo estiver o dito porto, salvo se constrangidas e violentadas da tormenta, ou outra necessidade grande, buscarem abrigo para evitar o naufragio. Neste caso mandarão logo avisar ao governador, ou supremo magistrado do tal porto, dando-lhe relação da causa da sua chegada, nem se poderão detêr nessa paragem mais tempo do que lhe for concedido pelo dito governador, ou supremo magistrado do tal ponto, não commettendo entretanto, nem machinando cousa que possa ser em damno, ou detrimento do tal logar.

Os donos pagarão as despezas, e gastos.

Art. 20. — El rei e reino de Portugal e os EE. das Provincias Unidas não permittirão que se alienem os navios, fazendas e bens de uma ou outra nação, que se houverem tomado pelos inimigos, piratas, ou outros, e levado a seus portos, e outros quaesquer logares sujeitos á jurisdição de uma ou outra das ditas nações; antes os mandarão restituir aos donos, ou seus procuradores e feitores, como declarem, ou façam declarar serem ellos os verdadeiros donos das ditas fazendas, primeiro que os navios se descarreguem, e ellas se vendam; e que antes de passado o termo de tres mezes depois da tomada das naus, se acaso houver acontecido em Europa, verifiquem e provem com

1661. moniis productis doceant, evincant impensas, servandis custodiendisque navibus merci ac bonis cæteris factas refundant ipsi possessores.

Art. 21. — Fœderati Belgæ per Lusitanam ditionem negotiantes aut in portus Lusitanos appellentes, nullo omnino vectigal aut portorium pro bonis suis ac navibus persolvant, nihilque pendant, præter id quod regi cameræque Ulisiponensi, anno millesimo sexcentesimo quinquagesimo tertio persolvi jus fuit : oneribus si quæ postea introducta sint aut adhuc introduci possent nullatenus teneantur.

Art. 22. — Tributum nullum a fœderatis Belgis in usum aut emolumentum sacelli Sancti Georgii per Lusitanos exigatur, nulla obire munia, nullum armorum genus aut ipsi induere aut aliis suppeditare jubeantur, cogantur.

Art. 23. — Mercatores ex utraque gente, eorumve institores, ministri, familiares ac domestici, naucleri, nautæ et navales socii per ditionem regis ac ordinum, perque portus eorum, ac littora tuto et libere ultro citroque commeent, hæreant ac versentur : ædes domosque, quæ aut ipsi habebant, aut recondendæ promendæque merci utiles ac necessarias, dominio possidere iis permittatur, gladiis accingi, arma cujuscumque generis, prout mos gentis fert circumferre, quibus se ac rem suam tueantur ne sit fraudi, aut vetitum habeatur.

Art. 24. — Bona quælibet ac merces, sive ad dictos regem ordinesque spectabunt sive ad utrimvis populum, si navibus alterutri parti inimicis hostibusque creditæ, ac in iis deprehensæ fuerint, non minus quam naves ipsæ in prædam cedant, ac fisco occupantium addicantur. Merces vero ac res quæcumque ad partis utriuslibet hostem pertinentes, regis ordinumque jam dictorum aut utriuscumque populi navibus impositæ, in eas fisco nil juris esto, adeoque nec detineantur, nec possessoribus intervertantur.

Art. 25. — Denique, cum Belgarum fœderatorum nonnullis, sive a parte societatis Indiarum occidentalium, sive alio

documentos e testemunhas, o direito que antes tinham nellas; 1661.
e os sobreditos donos pagarão as despezas, e gastos que se fizerem em guardar e conservar as ditas embarcações, bens e fazendas.

Hollandezes não pagarão direito algum.

Art. 21. — Os Hollandezes que commerciarem pelas terras e dominios da corôa de Portugal, ou entrarem nos portos do dito reino, não pagarão direito algum por seus fretes, nem por seus navios, nem outro qualquer tributo, mais que o que se pagou a el rei e á camara de Lisboa o anno de 1653, nem serão sujeitos as imposições, que desde então se podem haver introduzido, ou d'aqui em diante se poderem introduzir.

Não poderão os Portuguezes exigir tributo.

Art. 22. — Não poderão os Portuguezes exigir tributo dos vassallos das Provincias Unidas em uso e emolumento da capella de S.-Jorge, nem obriga-los a alguns encargos, como de tomarem armas pessoalmente, ou contribuirem com ellas para outras pessoas.

Livremente andar por todas as terras.

Art. 23. — Os mercadores de ambas as nações, seus feitores, creados e domesticos, mestres de navios e marinheiros poderão livremente andar por todas as terras, costas e portos, que forem sujeitos a el rei de Portugal, e aos EE. das Provincias Unidas, morar nas ditas partes, e possuir casas em que vivam, e outras que lhes forem necessarias para segurança de suas fazendas, nem lhes será prohibido, ou damnoso o trazer espadas, ou outras quaesquer armas, segundo fôr o costume da nação para defensa de suas pessoas e fazendas.

Bens de boa presa.

Art. 24. — Todos os bens e fazendas assim de el rei de Portugal, e dos EE. Unidos, como dos povos de ambas as nações, que se acharem em navios inimigos de uma ou outra das partes, serão de boa presa e confiscados não menos que os mesmos navios; mas nos bens e mercadorias que pertencerem aos inimigos de uma ou outra parte embarcadas em navios de el rei, ou dos Estados sobreditos, e seus vassallos, não tem o fisco direito algum; assim que não se poderão embargar, nem desviar em damno e prejuizo de seus donos.

Os bens de raiz; casas e engenhos; pretensões e acções.

Art. 25. — Finalmente, como ha alguns Hollandezes, a quem, ou por parte da Companhia da India occidental, ou em

1661. etiam nomine, tam per Brasiliam, quam per Lusitaniam ipsam, cæteramque dicti regis ditionem bona immobilia tum debita, quoque non pauca etiam nunc restent ac supersint reliqua, fierique etiam possit ut a subditis præfati Lusitaniæ regis in Brasilia habitantibus, vel qui ibidem habitacula sua habuere par actio supersit instituenda per ditionem et in populum fœderatorum Belgarum : convenit utrinque ac consensum est, uti bona immobilia, fundi præsertim demum, molæ saccaro parando inservientes possessoribus pristinis restituantur, sed et actiones quæ restant exigendæ, uti a debitoribus quam primum expungantur; et quoniam prædictus regis Lusitaniæ legatus instructum sese mandato sufficienti professus est, amicabili compositione finem faciendi actionibus tam realibus, quam personalibus, quæ fœderatorum Belgarum populo ex eo capite competere possent, idcirco ut in casibus prædictis, iis quorum interest absque ulla ambage et molestia, per æquipollens satisfiat, eædem actiones omnes prædicto regis Lusitaniæ legato intra trimestre spatium communicentur, redacta in scriptis confecto inventario, cum declaratione originis et documentorum quibus illæ actiones probari possint, ac porro vel per pacta singularia cum iis quorum interest, vel pacto generali inter præfatum regem et prædictos fœderati Belgii ordines per solutionem summæ pecuniariæ penitus extinguantur. At si prædicta negotia vel in totum, vel pro parte intra sex mensium spatium hoc pacto componi nequeant, tamque controversiæ omnes quæ super æquitate rationibus ac taxatione actionum, hinc inde moveri ac repollulare possint, penitus præcidantur ac tollantur, tres utrinque commissarii constituentur, qui post exactum octodecim mensium spatium, ut in Brasilia commorantes ejus rei certiores fieri et tempestive præmonere possint, Ulisiponæ in unum convocandi ac conventuri sunt, instructi potestate ac authoritate, quæ peculiariter nunc iis hoc ipso diplomate defertur, admittendi et sub examen vocandi, intentatam quamcumque actionem super immobilibus bonis ac debitis, tum in jus etiam citandi reos adversamque actoribus partem, ut obloquantur aut causam suam tuentur, si possint; defertur præte-

outro nome, assim nas terras do Brazil, como de Portugal e outras sujeitas ao dito reino, ficam ainda bens de raiz, e não poucas dividas; e tambem pode ser que alguns vassallos de el rei de Portugal, moradores no Brazil, ou que lá tiverem tido seus domicilios, tenham acção que intentar em os dominios, e contra os vassallos das Provincias Unidas: de commum consentimento os bens de raiz, particularmente as casas e engenhos, que servem para a fabrica dos assucares, se haverão de restituir a seus primeiros donos e possuidores; e as acções e demandas que se intentarem, se haverão logo de averiguar por parte dos devedores. E porque o embaixador de el rei de Portugal disse que tinha uma ordem sufficiente para compôr amigavelmente todas e quaesquer acções e pretensões, que por esta via podessem competir aos vassallos das Provincias Unidas; portanto para que nos sobreditos casos se dê sem molestia e dilação uma equivalente satisfacção ás partes interessadas, se haverão do comunicar por escripto todas estas acções ao dito embaixador no termo de dous mezes, fazendo-se inventario com declaração da origem e principio e dos documentos, por onde as ditas pretensões e acções se possam provar, e venham de todo a extinguir-se, ou por contratos particulares, que se fizerem com as partes interessadas, ou por um geral entre el rei e os EE. por pagamento de uma somma pecuniaria. Porém se os sobreditos negocios, ou em todo, ou em parte se não poderem por este meio compôr no termo de seis mezes, então para que se cortem, e tirem totalmente as controversias, que poderiam mover-se e nascer outra vez entre as partes sobre a equidade, contas e taixa das ditas acções, se constituirão e estabelecerão tres commissarios de uma e outra parte, os quaes passado o termo de 18 mezes, para neste tempo se poder avisar aos que morarem no Brazil, se convocarão e juntarão na cidade de Lisboa, e terão poder e autoridade qual agora pelas presentes lhes é especialmente outorgada, para admittir e examinar qualquer acção instituida tocante aos bens de raiz e dividas; e outrosim para chamar a juizo aos reos que deem suas contraditas, e defendam sua causa, se poderem. Tambem se concede 1661.

1661. rea iisdem commissariis auctoritas qua auditis contradictoribus, aut iis non comparentibus adversus contumaces decernant juxta jura et æquitatem, nulla judicii forensis adhibita solemnitate, atque omni ambage litis protrahendæ prorsus amota, jus de plano dicant, curabunt quoque præfatus rex ac Ordines ut re ipsa præstantur, utque effectum omni ex parte habeat, quidquid per utriusque partis commissarios decernetur ac pronuntiabitur. Tum ut judicio casurus, causam tenenti adversario confestim solide atque ex asse satisfaciat, decreta ac sententias commissariorum per ministros suos plenæ executioni illico et sine mora mandabuntur. Si quid vero ad summam satisfactionis desiderabitur, rex ipse atque ordines spondebunt, et fidem suam interponent, id omne suo ex ære, suisque impensis sarciendum ac supplendum fore, si liquebit executionem neglectam aut extra consuetum et receptum ordinem dilatam stetisse, quo minus decreta commissariorum effectum sortita sint. Si vero pari utrinque concurrente judicium discrepantia ac dissensu suffragiorum fiat, ut actioni intentatæ finis imponi a commissariis non possit, tum ut iidem aut concordibus votis, aut per majora super arbitrium eligant, his vero etiam eo casu inter sese ita dissentientibus, ut eadem super arbitri electio aut paribus votis; aut per majora suffragia absolvi nequeat, uti discrepantia inter illos sorte dirimatur; utque post electionem super arbitri, aut hoc aut illo modo factam, res per eumdem unicum prædictis commissariis resumatur, et vel per amicabilem compositionem vel decisione per majora vota terminetur.

Art. 26. — Conventum porro ac utrinque consensum est ut pax hæc et transactio, omniaque et singula hisce tabulis comprehensa, in optima legitimaque forma tam a præfato Lusitaniæ rege, quam a prædictis fœderatarum Provinciarum ordinibus generalibus, per patentes utriusque partis litteras, sigillo magno munitas confirmentur ac ratihabeantur, mutuaque ratihabitionis instrumenta intra trium mensium spatium, ultro

autoridade aos ditos commissarios, para que ouvidas as contra- 1661.
ditas, ou não se apresentando os reos, possam sentencear os contumazes segundo o direito e a razão, sem outra forma e solemnidade de juizo, tirando-se todas as dilações, que podem haver nas ditas causas. El rei de Portugal e os EE. Unidos terão cuidado e procurarão, que as causas, que forem julgadas e sentenceadas pelos commissarios de uma e outra parte, tenham seu inteiro e total effeito. E assim para que a parte condemnada satisfaça breve e inteiramente as sentenças dos ditos commissarios, se haverão de dar á execução com toda a delligencia pelos seus ministros. Que se faltar alguma cousa para a inteira e plenaria satisfação, el rei e os sobreditos Estados prometterão e empenharão sua fé, como em effeito promettem e empenham de suppri-lo e paga-lo á custa da sua fazenda, constando que por se têr feito pouco caso da execução, ou por haver-se dilatado contra a ordem sobredita e costumada, as sentenças dos ditos commissarios não tiveram seu effeito. Porem se succeder que concorrendo entre os juizes de uma e outra parte igual numero de pareceres diferentes, os commissarios não possam decidir as causas e acções intentadas, então elles mesmos, ou de commum consentimento, ou pela maior parte dos votos elegerão um superarbitro; e succedendo ainda neste caso que haja entre elles differença nos pareceres, de modo que a eleição do superarbitro, ou por igualdade, ou por maior numero de votos se não possa fazer, esta differença se terminará por sortes; e depois da eleição do super-arbitro, feita de um modo, ou de outro, se tornará a ventilar a causa, e se terminará, ou por composição amigavel, ou pelo maior numero dos votos.

Cartas de ratificação.

ART. 26. — Consentiram as partes entre si e convieram que esta paz e tratado, e quanto nelle se contem, assim por el rei de Portugal, como pelos Estados das Provincias Unidas com boa e legitima forma se confirme e ratifique por cartas patentes de uma e outra parte, selladas com o sello maior de suas armas; e que reciprocamente se tirem instrumentos, ou cartas de ratificação no tempo de tres mezes; e passados outros tres mezes

1661. citroque extradantur, atque ut hæ tabulæ post elapsos alios tres menses, a traditis et commutatis ratihabitionum instrumentis, forma locoque solitis promulgentur : In quorum omnium fidem et testimonium, nos extraordinarius legatus prædicti regis Lusitaniæ, et commissarii dictorum fœderati Belgii ordinum, vi et vigore litterarum mandati ac potestatis nobis a superioribus nostris datarum, hosce articulos manibus propriis subsignavimus, ac sigillis nostris munivimus. Hagæ Comitum in Holandia, die sexta mensis augusti anno millesimo sexcentesimo sexagesimo primo.

(L. S.) Conde DE MIRANDA.
(L. S.) Fl. CANT.
(L. S.) Johan DE WIT.
(L. S.) Christ. RODENBURGH.
(L. S.) E. S. VAN GLINSTRA.
(L. S.) B. J. MULERT.
(L. S.) J. SCHULENBURGH.



depois de tirados os ditos instrumentos se publique este tratado na forma e logares costumados. 1661.

Em fé e testemunho de quanto acima está declarado, nos o embaixador extraordinario de el rei de Portugal, e os commissarios dos Estados das Provincias Unidas dos Paizes Baixos, em virtude da ordem e poderes de nossos superiores á nos concedidos, temos assignado estes artigos de nossas proprias mãos e lhes avemos posto os sellos de nossas armas; na Haya dos Condes em Hollanda aos 6 dias de mez de agosto do anno de 1661.

(L. S.) Conde de Miranda.
(L. S.) Fl. Cant.
(L. S.) Johan de Wit.
(L. S.) Christ. Rodenburgh.
(L. S.) E. S. van Glinstra.
(L. S.) B. J. Mulert.
(L. S.) J. Schulenburgh.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LOS PAÍSES BAJOS.

Véanse las notas que acompañan al tratado de tregua de 1641, la capitulacion de 1654 y el tratado de paz de 1661.

1669. *Tratado de paz, alliança e commercio entre o senhor dom Pedro, principe regente, e os Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paizes Baixos, assignado na Haya em 30 de julho de 1669; ratificado por parte de Portugal em 10 de outubro, e pela dos Estados Geraes em 13 de dezembro do dito anno.*

(Traducção tirada dos Mss. de D. Luiz Caetano de Lima.)

Por quanto depois da conclusão e ratificação do ultimo tratado de paz entre o reino de Portugal por uma parte, e os Estados das Provincias Unidas dos Paizes Baixos de outra, aos 6 dias de agosto de 1661, sobrevieram algumas duvidas tocantes a certa differença sobre a presa e retenção das cidades e praças de Cochim e Cananor, que as armas da Companhia oriental (1)

(1) Deverá ser occidental [?].

das ditas Provincias occuparam na India : Em razão do qual e em quanto se disputava do direito das ditas praças não se deu satisfação da parte da corôa de Portugal a algumas promessas, tanto de dinheiro, ou de valor delle, como de commercio nas conquistas de Portugal, e em outras partes; e que com justa razão se podia temer que pela continuação destas differenças as duas nações tornassem outra vez a entrar em guerra (o que tanto uma como outra desejam com todo o affecto prevenir), foi concluido e ajustado entre o senhor D. Francisco de Mello, cavalleiro da ordem de Christo, commendador de S. Pedro da Veiga de Lilla, e de S. Martinho de Ranhados, senhor da villa de Silvam, alcaide mór e governador da cidade de Lamego, trinchante mór do serenissimo principe de Portugal, do seu conselho e seu embaixador extraordinario aos Estados Geraes das Provincias Unidas, em virtude do pleno poder a elle dado por Sua Alteza Real o dito serenissimo principe D. Pedro, successor, governador, e regente do reino de Portugal (do qual poder a copia será junta ao fim de presente tratado) de uma parte : e os senhores Guilherme de Heuckelom, bourgo-mestre da cidade de Alkmaer, João de Wit, conselheiro pensionario de Hollanda e West Frisa, Adriano Pieterson, pensionario da cidade de Ziriczee, João Barão de Reede, senhor de Renswoude e Emmyckhuissen, etc., cavalleiro da ordem d'el rei de Dinamarca, Everwin de Benthem, doutor em direito, e bourgomestro da cidade de Campen, e Egbert Horenken, senhor de Vierhuysen, etc., deputados e plenipotenciarios dos altos e poderosos senhores os Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paizes Baixos, igualmente em virtude dos poderes a elles dados por seus superiores (dos quaes tambem a copia será junta ao fim desde tratado), de outra parte. Como tambem para prevenir maiores desordens, e para restabelecer uma boa e sincera amizade entre as duas nações, foi convíndo e ajustado pelas presentes. 1669.

Segurança e penhor do pagamento de tres milhões.

ART. 1ro. — Que no interim as ditas cidades e praças de Cochim e Cananor ficarão (como ellas estão ao presente) no poder dos ditos senhores Estados, e nas mãos da sua Companhia da

1669. India oriental, para servir de segurança e penhor do pagamento dos seis termos expressos e promettidos no dito tratado de 1661, e vencidos em abril de 1668, que montam a tres milhões de livras de dinheiro de Hollanda; como outrosim da reparação das despezas feitas no apresto de armada, e das outras prevenções que se fizeram para a tomada das ditas praças, das novas fortificações que nellas se fizeram, e das velhas que se repararam, depois da sua reducção : das quaes despezas se fará estimação segundo o justo valor; e que não poderá a corôa de Portugal pretender dos seus altos poderes a restituição destas praças, antes de haver effectivamente pago os ditos termos vencidos, e satisfeito ás despezas dos gastos que ficam ditos; nem os ditos Estados Geraes da sua parte poderão pedir á corôa de Portugal a dita somma de tres milhões, em quanto elles tiverem as ditas praças.

Art. 2. — E quanto ao direito da propiedade das ditas cidades e praças, do qual até agora as duas partes se não hão podido conformar, se procurará maior clareza, e concordar amigavelmente, primeiro que S. A. P. cobrem a somma dos tres milhões, e a satisfação dos gastos e despezas, como fica dito.

Quinhentos mil cruzados; sal para ser carregado.

Art. 3. — Demais que de uma parte S. A. P. renunciarão, assim como em effeito renunciam pelas presentes, ao direito adquirido pelo artigo 25 do mesmo tratado de paz, tanto pelo que lhes toca a elles, como á sua Companhia das Indias occidentaes, e aos outros habitantes das Provincias Unidas; e que da outra parte o reino de Portugal se obrigará em boa fé, assi como se obriga pelo presente tratado, a pagar a S. A. P., ou á sua ordem pontual e effectivamente, a somma de quinhentos mil cruzados, ou um milhão de livras, e isto em sal, o qual será entregue na villa de Setubal, para ser nella carregado nos navios que para este effeito serão lá enviados por ordem dos ditos Estados Geraes.

25 moios de sal por 75 cruzados.

Art. 4. — E será o dito sal entregue pelos Portuguezes, e á sua custa, livre, á borda do mar, nos bateis ou barcos que o forem buscar, da maneira que se usa e pratica até agora com os vassallos e habitantes das Provincias Unidas, quando vão

comprar sal a Setubal : pelo preço de 1,480 réis o moio, que reduzidos a cruzados, segundo o preço por que correm de presente em Portugal, fazem dois cruzados e vinte e quatro partes de outro repartido em vinte e cinco partes. Convem a saber que por 74 cruzados serão entregues 25 moios de sal. E por conclusão fica ajustado inalteravelmente, que pelos quinhentos mil cruzados serão entregues cento e sessenta e oito mil novecentos e dezanove mil moios de sal. 1669.

Art. 5. — Quanto ao tempo o dito sal será entregue logo que os navios destinados para o trazerem, forem chegados, e isto em duas ou tres vezes, ou mais se succeder, e os ditos senhores Estados o acharem conveniente.

Instrumentos, papeis, contratos de pretenções.

Art. 6. — Mediante o qual, para evitar que em algum tempo os ditos vassallos e habitantes não possam repetir suas pretenções, nem pedir outra satisfacção á corôa de Portugal mais que aquella que fica estipulada pelo presente tratado, S. A. P. farão entregar nas mãos do dito Sr. embaixador de Portugal, depois que os ditos quinhentos mil cruzados forem effectivamente pagos, todos os instrumentos, papeis, e documentos, e contratos de pretenções assim liquidas, como por liquidar, que se acharem e forem produzidas contra a corôa de Portugal pelos interessados no artigo 25.

Pagamento dos termos.

Art. 7. — E pelo que toca ás outras sommas que o reino de Portugal está obrigado a pagar dentro dos termos declarados no dito tratado da paz, convem a saber, dozentos e cincoenta mil cruzados cada anno em dez annos consecutivos, elles serão pagos na maneira seguinte. Por quanto a corôa de Portugal tem em cada moio de sal que se vende e carrega em Setubal, por seu direito, um tributo de setecentos réis, que fazem segundo o presente preço dos cruzados, um cruzado e duas partes de outro, repartido em cinco partes, convem a saber sete cruzados em cinco moios de sal, e a mesma proporção em uma maior quantidade : o dito direito será unicamente applicado, e effectivamente consignado ao pagamento dos termos, que se ficam a dever a S. A. P.

Art. 8. — Mas porque para a satisfacção effectiva de cada

1669.

Reditos das sommas que não foram pagas.

termo seria necessario por esta conta que se embarcassem todos os annos mais de 178,571 moios de sal, e que não ha apparencia alguma de que esta quantidade se possa gastar em um anno, havendo a experiencia mostrado que ainda em tempos de paz, quando o commercio não é interrompido por alguns inconvenientes, ou incommodidades por mar, nem por terra, não se embarcam cada anno mais que quazi oitenta mil moios de sal, pouco mais ou menos : foi ajustado e convindo, que para prevenir muitos inconvenientes, que seriam inevitaveis em Portugal, se o obrigassem ao preciso pagamento destas grandes sommas de dinheiro todos os annos, o tempo do dito pagamento será prolongado; e que assi por esta consideração, como para recompensar da alguma maneira a perda dos interesses e reditos, e a incerteza dos pagamentos que se considera nesta larga prolongação de termos, a dita satisfacção se fará em vinte annos; dos quaes o primeiro começará depois que S. A. P. tiverem acabado de mandar buscar o valor do milhão de livras em sal, como fica dito. E que durante o dito termo de vinte annos, lhes será em cada um delles pago effectivamente o valor de cento e cincoenta mil cruzados. Na qual conformidade cessarão todas as differenças e embaraços de contas, que pode haver pelos reditos das sommas que não foram pagas nos termos determinados pelo dito tratado da paz, como tambem do mais que além disto foi proposto sobre a mesma materia.

O direito sobre o sal que se vende em Setubal.

Art. 9. — Que para a satisfação effectiva da dita somma de cento e cincoenta mil cruzados cada anno, a corôa de Portugal cederá na maneira que fica dito, como ella cede irrevocavelmente a S. A. P. pelas presentes, o direito que a dita corôa tem, como fica dito, sobre todo o sal que se vende e embarca em Setubal, a saber setecentos réis, ou um cruzado e dous quintos em cada moio, e com cento e sete mil cento e quarenta e tres moios a somma inteira de cento e cincoenta mil cruzados.

Suprir em sal o que faltar cada anno.

Art. 10. — Com esta condição expresa porém, que em cazo que a dita quantidade de 107,143 moios não possa ser tirada em um anno, e que por esta rasão os direitos da corôa não possam montar á somma inteira de cento e cincoenta mil cruza-

dos em dinheiro; a dita corôa de Portugal suprirá esta falta, pagando o anno seguinte primeiro que tudo a S. A. P. tantos moios do sal, quantos bastarem para suprir a falta do anno antecedente, de sorte que cada moio de sal entregue na maneira declarada, sendo estimado (comprehendidos os direitos da corôa e os gastos) em mil quatrocentos e oitenta réis, ou dois cruzados e vinte e quatro partes de cruzado, repartido em vinte e cinco. O mesmo moio sem os direitos será estimado a rasão de 780 réis, ou um cruzado e quatro partes de outro, repartido em vinte e cinco. De tal modo que vinte e cinco moios pagos da maneira acima, suprirão a falta de trinta e nove cruzados, e uma maior quantidade a mesma proporção. Comtanto que a dita falta não exceda o valor de trinta mil cruzados cada anno; pois a corôa de Portugal ha bem expressamente declarado pelo presente tratado que ella não será obrigada a suprir em sal o que faltar cada anno, além da dita somma de trinta mil cruzados. Como tambem que em caso de qualquer outra falta se buscarão todos os expedientes, e todas as precauções necessarias e possiveis, a fim de que S. A. P. sejam inteiramente assegurados, e effectivamente satisfeitos do pagamento da dita somma de cento e cincoenta mil cruzados cada anno, sem que haja falta ou defeito algum, em qualquer maneira que seja. 1669.

Obrigação de buscar todos os annos tanta quantidade de sal.

Art. 11. — E para que em nenhum caso a dita falta se augmente da parte de S. A. P., ou por culpa dos habitantes e vassallos das Provincias Unidas, elles prometeram e se obrigaram, como prometem e se obrigam pelas presentes, que elles farão de modo que os vassallos e habitantes destas Provincias irão buscar todos os annos tanta quantidade de sal, quanto foi o mais que elles tiraram em algum dos dez annos proximos passados.

Portugal não pagará interesses, ou reditos.

Art. 12. — E em caso que possa succeder algum embaraço por guerras e impedimentos por mar, ou outras incommodidades que podem algum tempo sobrevir, de sorte que os vassallos e habitantes das ditas Provincias Unidas não possam ir buscar a quantidade de sal, a que elles são obrigados pelo ar-

1669. tigo precedente; que em tal caso a corôa de Portugal não será obrigada a suprir esta falta, senão depois de expiração inteira dos ditos vinte annos, sem que por rasão disto ella seja obrigada a pagar alguns interesses, ou reditos. E não poderão S. A. P. sem voluntario consentimento da corôa de Portugal pretender alguma outra satisfacção da sua divida, em cuanto elles gosarem effectivamente os ditos direitos do sal de Setubal.

Outro meio para livrarse desta divida.

ART. 13. — Comtudo em caso que a corôa de Portugal ache algum outro meio conveniente para se livrar mais cedo desta divida, ou seja em dinheiro, ou outros effeitos, fóra dos ditos direitos do sal, ficará á sua escolha o faze-lo; e nesse caso se abaterá do termo á mesma proporção.

O sal sera vendido 1,408 réis cada moio.

ART. 14. — Foi tambem particularmente convindo e ajustado, como pelas presentes se ajusta e convém, que para prevenir toda a sorte de inconvenientes, o sal não será vendido, durante o tempo do dito pagamento, a mais alto preço aos habitantes das Provincias Unidas, nem a menor preço a alguma outra nação, que a mil quatrocentos e oitenta réis, que como fica dito, fazem, segundo o preço corrente dos cruzados, dois cruzados e vinte e quatro partes de outro repartido em vinte e cinco partes, cada moio, ao menos sem preceder consentimento de S. A. P.

A divida paga, cessara a consignação.

ART. 15. — Como tambem que em caso que se ache que os senhores Estados pela grande quantidade de sal, que podessem haver tirado de Setubal, estejam pagos de toda a divida, antes da expiração do dito termo de vinte annos: não obstante a consignação do dito termo, em qualquer tempo que se achar que a divida está paga, cessará a dita consignação, e os direitos ficarão livres á corôa de Portugal.

Duas pessoas estabelecidas para ter conta e registro, e para dar quitacões.

ART. 16. — Que para executar tudo o sobredito com ordem e segurança necessaria, S. A. P. estabelecerão da sua parte, e constituirão na dita villa de Setubal, uma pessoa capaz, revestida de auctoridade publica, a qual primeiramente dará quitação em seu nome de todo o sal que for entregue para o pagamento do dito milhão, e que consecutivamente receberá em

nome de S. A. P. o valor inteiro de todo o sal, que se embarcar ou carregar, assim pelos habitantes destas Provincias, como pelos de outras nações, para do procedido pagar o que tocar aos direitos de corôa, e o que for necessario para suprir as faltas de cada anno, da maneira que fica declarado, a S. A. P., ou a sua ordem; como outro sí para entregar o que restar na mão dos mercadores de sal de Setubal, a quem o dito dinheiro pertencer. Pela sinceridade e fidelidade da tal pessoa, como tambem pela pontualidade em executar e cumplir tudo o sobredito, S. A. P. se hão obrigado e constituido fiadores, como elles se obrigam e constituem pelas presentes, e da parte de Sua Alteza Real lhe será adjunta outra pessoa, para têr conta e registro de tudo o que elle receber, tanto em direitos como em sal; e as quitações que forem dadas da dita receita, serão assignadas por estas duas pessoas juntamente. 1669.

Art. 17. — E não poderá o curso da dita entrega do sal ou pagamento ser interrompido, ou embaraçado de qualquer maneira que seja, nem será permittido que elle seja impedido de embargos, nem penhoras; mas será o dito pagamento e satisfacção sempre continuada, não obstante quaesquer incidentes, ou embaraços que possam sobrevir, ou quaesquer acções ou pretenções que possam accrescer depois; sem que por causa disto se possa pretender e menos executar em effeito alguma retenção, compensação, ou rebate. Pagamento e satisfacção sempre continuada.

Art. 18. — E a fim de que não haja algum obstaculo, ou retardamento que possa impedir em Portugal a execução de tudo o sobredito, mas antes que os navios deste paiz tanto que lá chegarem, possam achar a sua carga prompta, S. A. P. advirtirão o ministro que residir da parte da corôa de Portugal nesta côrte um mez antes da sua partida. Advertir um mez antes da salida.

Art. 19. — E porquanto o serenissimo principe de Portugal se obriga a que na conformidade sobredita os senhores Estados Geraes gosarão dos ditos direitos da corôa de 700 réis em cada moio de sal: visto que o dinheiro se poderá alterar depois em Portugal, e que por consecuencia os cruzados poderão ser reduzidos a maior ou a menor numero de réis, que o que elles tem Direitos descontados a proporção.

1669. de presente, e que por este modo o dito direito de 700 réis fará mais ou menos cruzados do que faz presentemente, foi acordado que succedendo tal mudança em algum tempo, e por consequencia o direito da corôa montando a mais ou menos de um cruzado e dois quintos em cada moio, assim tambem os ditos direitos serão imputados e descontados aos ditos Estados á mesmo proporção, convem a saver por tantas partes delles, quanto effectivamente se pagarem pelos ditos direitos.

Pretenções de alguns particulares.

ART. 20. — E posto que S. A. P. hajam renunciado atraz aos direitos adquiridos dos particulares pelo artigo 25 do dito tratado de paz, comtudo não se deixarão de executar e cumprir sem dilação os contratos formaes que o conde de Miranda fez em nome d'el rei, e da corôa de Portugal com alguns particulares sobre as suas legitimas pretenções, e nomeadamente com os senhores Guilherme Doncher, burgomestre da Haya, Gisbert de Wit, e Habrabam de Azevedo, os quaes contratos se hão aqui por expressos palavra por palavra (1).

Obrigação de entrar nos portos do Portugal; direitos de saida.

ART. 21. — E porquanto por tudo o que fica dito se tiram inteiramente todas as causas, e todos os pretextos que podiam impedir ou dilatar a execução do dito tratado da paz, se declarou e prometeu da parte da corôa de Portugal, como tambem da parte de S. A. P., na forma que se declara e promette pelas presentes e boa fé, que ao diante o dito tratado de paz será executado de uma e outra parte em todos seus puntos, clausulas, e artigos, sem alguma dilação, contestação, ou impedimento, e particularmente no tocante aos 3º e 4º artigos delle; de sorte que os navios dos habitantes destas Provincias Unidas, que em virtude da disposição dos ditos artigos quizerem ir a algumas das conquistas de Portugal, ou que tornando dellas forem destinados para outras partes, não possam de algum modo ser re-

(1) Estes contratos, que foram feitos em 1663, não os vimos: porém os tratados de transacção, feitos em 27 e 28 de novembro de 1692, com os herdeiros de Guilherme Doncker e Gisberto de Wit, encontrar-se-hão em seu respectivo logar. Pelo que toca ao de Abrahão de Azevedo, nunca nos foi possivel encontra-lo, nem sabemos se existe.

tardados em suas viagens, nem embargados, ou de outra maneira incomodados, directa ou indirectamente, nos portos de Portugal, sob pretexto de não estar prompto o comboy, ou frota geral, nem por outra causa ou pretexto que seja. Bem entendido que todos os vassallos e habitantes das ditas Provincias Unidas, que quizerem negociar ou mercadejar no Brazil, o não poderão fazer em direitura, mas serão obrigados tanto á ida, como á vinda entrar nos portos de Portugal, e pagar nelles os mesmos direitos de saida os que quizerem ir ao Brazil, e de entrada os que de lá vierem, que os proprios vassallos do reino pagam neste caso. E promettem os ditos senhores Estados Geraes de fazer castigar severamente aos vassallos e habitantes destas Provincias, que se acharem em algum tempo haber contravindo ao sobredito, e de lhes fazer pagar a favor do reino de Portugal, uma condenação de quatro vezes tanto, como o que elles serião obrigados a pagar em Portugal, se elles lá houvessem ido, como são obrigados em virtude do dito tratado e deste presente artigo. 1669.

Art. 22. — E em caso que da parte de Portugal se não satisfaça a tudo o sobredito, ou a quaesquer outros pontos do dito tratado, ou da presente convenção, S. A. P. tornarão a entrar (conforme á disposição do dito 4° artigo) em todos os direitos que lhes pertenciam contra a corôa de Portugal antes da data do dito tratado, sem que por isto os Portuguezes possam pretender a restituição do dinheiro, que el les houvessem já pago em virtude do mesmo tratado, ou da convenção presente, como tambem se da parte dos senhores Estados se contravier ao dito tratado ou á presente convenção, Sua Alteza Real, e a corôa de Portugal tornarão a entrar em todos os direitos, que antes do dito tratado lhes podiam pertencer em virtude do mesmo 4° artigo. Caso de contravenção ao tractado.

Art. 23. — E porque antes disso se hão feito algumas queixas de interrupções e impedimentos de commercio, succedidos pela má intelligencia que até agora houve entre as duas nações, assim en Europa, como nas Indias, a amizade que pelo presente tratado se torna a restabelecer, produzirá tambem este effeito, Amizade; pontual execução das convençaõs.

1669. que em virtude desta convenção, e mediante a pontual execução della, se procurará o bem, e a melhoria de uma e outra por todas as vias, e por todos os meios convenientes; e principalmente se favorecerá a navegação e o commercio dos vassallos e habitantes de uma e outra por toda a parte e particularmente na India oriental, segundo o direito das gentes; e conforme a isso se não farão algum aggravo nem molestia uns a outros, nem permittirão que tal se faça pelos vassallos de uma, nem de outra parte; mais ao contrario, que se succeder algum dia qualquer cousa similhante de uma parte ou de outra (o que Deos não permitta), que o dano será reparado sem dilação, e se dará á parte lesa a satisfação que lhe for devida.

As partes se obrigão a fazer observar o tratado.

ART. 24. — E sobretudo que como Sua Alteza Real se obriga por si e por seus vassallos, a observar e fazer observar inviolavelmente em toda a parte o que fica dito; assim tambem S. A. P. se obrigam por si e por seus vassallos, e nomeadamente pelos das duas Companhias oriental e occidental, a fazer observar em toda a parte o presente tratado, e manter a paz tanto em Europa, como nas mais partes, do modo que mais amplamente fica deduzido no artigo precedente.

Ratificação entregues dentro de tres mezes, e permutadas.

ART. 25. — Finalmente foi convindo de uma e outra parte que este tratado e tudo o conteudo nos presentes artigos, será confirmado e ratificado na melhor e mais legitima forma que poder ser, tanto da parte do serenissimo principe de Portugal, como da dos senhores Estados Geraes das Provincias Unidas; e isto por cartas patentes de um e outro Estado, e selladas de seus grandes sellos, e que os instrumentos das ditas ratificações serão mutuamente entregues dentro do espaço de tres mezes a contar do dia da assignatura do presente tratado, e tudo o que nelle se contém será publicado de uma e outra parte, logo depois da permutação das ditas ratificações nas formas e lugares costumados.

Em fé e testemunho do qual, nós embaixador extraordinario do dito serenissimo principe de Portugal, e commissarios deputados dos ditos senhores Estados, em virtude dos poderes a nós dados por nossos superiores, havemos assignado de nossas

proprias mãos, e sellado de nossos sinetes estes artigos na Haya, em 30 de julho de 1669. 1669.

(L. S.) D. Francisco DE MELLO.

(L. S.) W. VAN HEUCKELOM.
(L. S.) Johan DE WIT.
(L. S.) A. PIETERSON.
(L. S.) Joh. baron VAN REEDE.
(L. S.) E. VAN BENTHEM.
(L. S.) E. HORENKEN.

ARTIGO SEPARADO.

Ir buscar todos os annos tanto sal.

Porquanto os senhores Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paizes Baixos se tem obrigado pelo artigo 11° do tratado que hoje foi concluido e assignado entre nós, a que S. A. P. farão de modo, que os seus vassallos e habitantes das ditas Provincias Unidas irão buscar todos os annos tanto sal, quanto foi o mais que elles tiraram em algum dos dez annos proximos passados; e que pelo artigo decimo segundo seguinte foi accordado que em caso que possa succeder alguma falta por guerras, ou embaraços por mar, ou por outras incommodidades, que em algum tempo possam sobrevir, de sorte que os vassallos e habitantes das ditas Provincias não possam ir buscar a quantidade de sal, a que elles se tem obrigado pelo sobredito artigo 11°. Em tal caso a corôa de Portugal não será obrigada a suprir a esta falta, senão depois da expiração inteira dos vinte annos de que se faz menção nos artigos precedentes do mesmo tratado; sem que por razão disso ella seja obrigada a pagar algum interesse ou redito. Para maior clareza, e a fim de prevenir as differenças que ao diante se podem encontrar, ou seja tocante á justa quantidade de sal que os habitantes d'estas Provincias podem haver tirado em algum dos ditos dez annos, em que elles tirassem mais sal de Setubal; ou seja no tocante á sufficiente qualidade das incommodidades pelas quaes os mesmos habitantes se podem abster de tirar e carregar toda a dita quan-



1669. tidade de sal; foi convindo e accordado por este presente artigo separado (assim como nos concordamos e convimos por estas presentes) que da parte de Portugal se apresentará, juntamente com a ratificação do dito tratado, uma certidão authentica dos livros de receita dos direitos da entrada e saida, ou de outros registros do mesmo reino de Portugal, de todo o sal que foi carregado pelos habitantes d'estas Provincias em Setubal nos annos de 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667 e 1668, com expressão dos nomes e sobrenomes dos mestres, e dos navios, pelos quaes, e nos quaes a dita quantidade de sal foi carregada; a fim de que com esta noticia, e com as outras informações que S. A. P. tomarão entretanto sobre o mesmo negocio n'estes paizes, se possa ao tempo da permutação das ratificações, fixar e particularmente determinar por uma reciproca convenção a justa quantidade de moios, que os habitantes d'estas Provincias Unidas serão obrigados a ir buscar todos os annos, para satisfazer ao conteúdo no sobredito artigo 11°. E além d'isto que ficará na escolha e opção do principe de Portugal o fazer subsistir e executar geralmente, e sem alguma excepção a condição expressa no dito artigo 11°, convem a saber de suprir sem contestação a sobredita falta depois da expiração dos ditos vinte annos, ou de pagar no fim de cada anno promptamente em dinheiro de contado, o justo terço do valor do sal, que os vassallos e habitantes d'estas Provincias Unidas houverem deixado de carregar no dito anno, menos da quantidade estipulada no dito artigo. Mediante o qual o dito Sr. principe se explicará positivamente sobre a dita alternativa, ao tempo da permutação das sobreditas ratificações. E em caso que elle aceite a derradeira parte da mesma alternativa (a saber o pagar promptamente em dinheiro de contado a terça parte da dita falta) que ella a satisfará real e effectivamente e sem dilação; e em falta disto o anno seguinte S. A. P. receberão o valor inteiro da falta em sal, da mesma maneira que ha sido estipulado, e mais amplamente expresso no 10° artigo do mesmo tratado, sobre o supplemento da falta que succeder, sem ser por culpa de S. A. P., ou de seus vassallos e

habitantes d'estas Provincias Unidas, e isto além da quantidade 1669.
de sal, que pela razão n'elle declarada se tem accordado pelo dito 10º artigo. Feito na Haya, aos 31 de julho de 1669.

(L. S.) D. Francisco de Mello.

(L. S.) W. van Heuckelom.
(L. S.) Johan de Wit.
(L. S.) A. Pietesson.
(L. S.) Johan baron van Reede.
(L. S.) E. van Benthem.
(L. S.) E. Horenken.









PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y GRAN BRETAÑA.

TRATADO

ENTRE LAS CORONAS DE ESPAÑA Y DE LA GRAN BRETAÑA,

PARA RESTABLECER LA AMISTAD Y BUENA CORRESPONDENCIA EN AMÉRICA;

FIRMADO EL 18 DE JULIO DE 1670, RATIFICADO EL 12 DE AGOSTO Y 3 DE OCTUBRE DE 1670.

AJUSTADO EN MADRID Á 18 DE JULIO DE 1670.

(Secretaría del Consejo de Estado del cargo de D. Augustin Pablo de l'Hordenada, original en latin.)

1670. Objeto del presente tratado.

Tratado para componer las diferencias, reprimir las pressas, y ajustar la paz entre las coronas de España y la Gran Bretaña en América, hecho y concluido por el excelentíssimo señor D. Gaspar de Bracamonte y Guzman, conde de Peñazanda, consejero de Estado, y presidente de Indias, en nombre de los sereníssimos y muy poderosos rey y reyna de las Españas sus señores; y por el illustríssimo señor D. Guillermo Godolphin, cavallero de la Espuela Dorada, auditor del fisco y de las rentas reales, senador en el parlamento de Inglaterra, y embiado extraordinario del sereníssimo y muy poderoso rey de la Gran

Bretaña á España, en nombre del dicho serenissimo rey, su señor: en Madrid á 18 dias del mes de julio, año del Señor de 1670. 1670.

Haviéndose interrumpido, de muchos años á esta parte, en la América, la buena intelligencia, y amigable correspondencia entre las naciones española é inglesa; y, para restaurar una y otra, y establecerla con ciertas reglas para en adelante, embiado á España el serenissimo y poderosissimo señor Cárlos, rey de la Gran Bretaña, por su embiado extraordinario al señor Guillermo Godolphin, cavallero de la Espuela Dorada, auditor del fisco y rentas reales, y senador en el parlamento de Inglaterra, con pleno y universal poder para ajustar qualquier tratado necessario á este fin: y aviendo tambien diputado por su plenipotenciario los serenissimos y poderosissimos don Cárlos, rey de la España, etc., y la reyna doña María Ana de Austria, su madre, tutora y curadora, y gobernadora de sus reynos y señoríos, para promover tan santa obra, al excelentissimo señor don Gaspar de Bracamonte y Guzman, conde de Peñaranda, consejero de Estado, y presidente de Indias, á fin que confiriesse, tratasse, y concluyesse sobre esta materia con el sobredicho señor Guillermo Godolphin, embiado extraordinario; finalmente se ha convenido de ambas partes en los artículos del siguiente tratado, en virtud de sus respectivos poderes, cuyas copias se insertan aqui.

(Síguese el tenor del poder ó plenipotencia concedida por S. M. cathólica al señor conde de Peñaranda.)

Poder concedido al plenipotenciario de las Españas.

Don Cárlos, por la gracia de Dios rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de ambas Sicilias, de Jerusalem, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Córdova, de Córcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las islas de Canaria, de las Indias orientales y occidentales, islas y tierra firme del mar Occéano, archiduque de Austria, duque de Borgoña, de Brabante y Milan, conde de Abspurg, Flandes, Tirol y Barcelona, señor de Viscaya y el Molina, etc.; y la reyna doña María Ana su madre, tutora y curadora de su real persona y gobernadora de dichos reynos y señoríos. Por quanto

1670. para asentar y estrechar mas la buena correspondencia y amistad entre las serenissimas dos coronas de España y la Gran Bretaña, y especialmente para apartar todo motivo de mala intelligencia que la pueda turbar, conviene que se haga nueva explicacion y declaracion de algunos puntos contenidos en los artículos del tratado de paz ajustado entre las dichas dos coronas el año de mil seiscientos y sesenta y siete pertenecientes á entrambas Indias; he tenido por bien de dar poder, como en virtud de la presente le doy á don Gaspar de Bracamonte y Guzman, conde del Peñaranda, del consejo de Estado y presidente del de Indias, por concurrir en su persona las prerogativas de gran calidad, prudencia y experiencia, zelo y amor de mi servicio, y particularmente por la gran confianza y satisfaccion que me assiste de lo que procura y dessea todo lo que pueda conducir al beneficio y bien público. Por tanto en virtud del presente poder le authorizo y doy tan cumplida facultad qual de derecho se requiere para que por el serenissimo rey, mi muy charo y muy amado hijo, y en su real nombre representando mi propria persona pueda oir, conferir, tratar, ajustar y concluir con don Guillermo Godolphin, embiado extraordinario en esta corte del serenissimo rey de la Gran Bretaña Cárlos segundo, mi buen hermano y primo, en virtud del poder que presenta suyo, qualesquier tratados de union y alianza con el dicho serenissimo rey de la Gran Bretaña y hacer todas las explicaciones que fueren necessarias para la mejor intelligencia de los artículos del dicho tratado del año de mil seiscientos y sesenta y siete y especialmente de los que tratan de entrambas Indias, el qual poder y facultad le concedo con toda la mayor autoridad y potestad, y la misma que reside en mi real persona, obligándome como me obligo y al dicho rey mi hijo en fé y palabra real á estar y passar por ello, approbarlo y ratificarlo con el juramento y mas requisitos y solemnidades que en tal caso fuere necessario dentro del término que para ello se señalare sin diminucion alguna, en fé de lo qual mandé despachar la presente firmada de mi mano, sellada con el sello secreto y refrendada del infrascripto secretario de Estado. Dada

en Madrid á doce de julio de mil seiscientos y sesenta. Yo la reyna. Diego de la Torre. 1670.

Síguese el tenor del poder, ó plenipotencia concedida por el serenissimo rey de la Gran Bretaña al señor Guillermo Godolphin.

Poder concedido al plenipotenciario de la Gran Bretaña.

Cárlos segundo, por la gracia de Dios rey de la Gran Bretaña, Francia é Irlanda, defensor de la fé, etc., á todos, y á cada uno de los que las presentes letras vieren, salud. Por quanto ninguna cosa puede haver mas conveniente y conforme á la inclinacion natural de nuestro ánimo, á las razones fundamentales de nuestra corona, y á los prudentíssimos exemplares de nuestros predecessores, que cultivar incessantemente una amistad y confederacion estrecha y muy constante con la corona cathólica, con la qual ha manifestado una larga experiencia, que han florecido maravillosamente en todas partes y tiempos las dos naciones británica y española, assí en el comercio y utilidades del tráfico, con que se han enriquecido recíprocamente, como en la fama y reputacion de sus fuerzas, con que siempre han causado terror á los enemigos proprios ó comunes : y por quanto la actual constitucion de las cosas y tiempos parece pide una grande y mas estrecha union, assí de dictámenes, como de inclinaciones; y finalmente siendo necessario, para fomentar y conservar la mejor correspondencia entre nuestros respectivos vassallos, hacer una mas clara explicacion de algunos artículos pertenecientes á ambas Indias, mayormente quando en aquellas remotas partes del mundo se han originado algunos motivos de diferencias; sobre cuyo remedio y composicion parece no se ha tomado bastante providencia y precaucion por los tratados concluidos hasta aquí : Por tanto hemos tenido por conveniente nombrar por nuestro embiado extraordinario á nuestro amado y fiel Guillermo Godolphin, cavallero de la Espuela Dorada, auditor del fisco y rentas reales, y senador en el supremo consejo, ó parlamento de Inglaterra, persona en quien concurren todas las circunstancias necessarias para un cargo de tanta importancia, cerca de los sereníssimos y poderosíssimos rey cathólico, y reyna doña María Ana de

1670. Austria, su madre, tutora y curadora, y gobernadora de sus reynos y señoríos para cada uno de los sobredichos fines, y para tratar de nuevo, y concluir finalmente todo lo que pueda conducir á la mayor frequencia, y seguridad del comercio, ó á la mas amigable correspondencia, y estrechíssima confederacion entre los reynos y pueblos de la Gran Bretaña, y España. Sabed, pues, que nos, confiando mucho en la prudencia, integridad, fidelidad é industria del sobredicho Guillermo Godolphin, le hemos hecho, ordenado y diputado, como por las presentes le hacemos, ordenamos y diputamos por nuestro embiado extraordinario á los dichos serenissimos rey y reyna de las Españas, dándole, y concediéndole plena y omnímoda potestad, authoridad, y poder general y especial para comunicar, tratar, convenir y concluir en nuestro nombre con los sobredichos serenissimos rey y reyna, y con sus commissarios, diputados y procuradores authorizados con suficiente poder para ello, de y sobre una mas estrecha confederacion entre nos y la corona cathólica : como tambien de y sobre la explicacion y ampliacion de ciertos artículos poco há ; y assimismo para hacer nuevos tratados y alianzas con muy útiles y convenientes artículos y condiciones ; y para practicar todas, y cada una de las demas cosas, que miren y conduzcan á los dichos fines, ó á qualesquiera de ellos ; y sobre ellas formar, y pedir, y recivir de la otra parte los artículos, letras, é instrumentos necessarios ; y finalmente para executar todas aquellas cosas que para lo referido, ó en orden á ello, fueren necessarias y oportunas : prometiendo con buena fé, y con palabra de rey, que tendremos por ratas, gratas y firmes todas y cada una de las cosas que en lo sobredicho, ó en alguna parte de ello, se hicieren, pactaren y concluyeren entre los mencionados serenissimos rey y reyna de las Españas, ó sus procuradores, diputados y commissarios, y el sobredicho Guillermo Godolphin, nuestro embiado extraordinario. En testimonio de lo qual hemos mandado hacer, y corroborar con el gran sello de nuestro reyno de Inglaterra las presentes letras, firmadas de nuestra mano, dadas en nuestro palacio de Westminter dia 24 de febrero año del

Señor de 1668 (estilo antiguo) y 69 (estilo nuevo) y de nuestro reinado el 21. Cárlos, rey. 1670

Confirmacion del tratado de paz y amistad, hecho en Madrid en 1667.

1. — Primeramente se ha acordado entre los sobredichos plenipotenciarios el señor conde de Peñaranda, y el señor Guillermo Godolphin, en los nombres de ambos serenissimos reyes sus soberanos, que de ninguna manera se entiendan abolidos ó derogados por los presentes artículos y convenciones el tratado de paz ó amistad, ajustado en Madrid el dia 13/23 de mayo año del Señor de 1667, entre las coronas de España y de la Gran Bretaña, ó algunos de sus artículos; sino que permanezcan perpetuamente en su antigua fuerza, firmeza y vigor, en quanto no sean contrarios ó repugnantes al presente tratado, ó á alguno de los artículos contenidos en él.

Paz universal y amistad sincera y verdadera.

2. — Que haya paz universal, y una sincera y verdadera amistad, assí en la América, como en las demas partes del mundo, entre los serenissimos reyes de España y de la Gran Bretaña, sus herederos y successores, y assimismo entre los reynos, Estados, colonias, fortalezas, ciudades, gobiernos é islas, sin distincion de lugares, sujetos al dominio de uno y otro, y entre sus pueblos y habitantes; la qual durará desde hoy para siempre, y se observará religiosamente, assí por tierra como por mar, y en todas aguas; de modo, que el uno promueva las ventajas y utilidades del otro, y los pueblos se socorran y favorezcan, con recíproca benevolencia y verdadero afecto, y de todos modos crezca y se aumente cada dia en aquellas remotas provincias, assí como en las mas próximas, una fiel vecindad, y segura observancia de paz y amistad.

Deposicion de enemistades y discordias.

3. — Item, que cessen y se depongan de aquí en adelante todas enemistades y discordias entre los sobredichos señores reyes, y sus súbditos y habitantes; y ambas partes suspendan y se abstengan enteramente de todos robos, pressas, lesion, injurias y daños qualesquiera, assí por tierra como por mar, y aguas dulces, en qualquier parte del mundo.

4. — Item, que los dichos serenissimos reyes procuren que sus súbditos se abstengan de toda violencia é injuria, y que revoquen qualesquiera comissiones y letras que contengan,

1670.

Abstencion de violencias: revocacion de la facultad de represalias, ó de marca, y de hacer presas.

assí la facultad de repressalias ó de marca, como de hacer pressas en la India occidental, de qualquier género ó condicion que sean, en perjuicio de uno ú otro, ó de sus súbditos, dadas y concedidas á sus proprios súbditos y habitantes, ó á los extrangeros, y las declaren por nulas, derogadas y de ningun valor; y que qualesquiera personas que contravinieren á ello, sean castigadas, y ademas de la pena criminal impuesta, obligadas á resarcir los daños causados á los súbditos ofendidos y que lo requirieren.

Renuncias á cualquiera liga ó actos que repugnen ó puedan repugnar á este tratado.

5. — Y demas de esto renunciarán, como por el tenor de las presentes los dichos reyes y cada uno de ellos renunciará, y renuncia, qualquier liga, confederacion, capitulacion é intelligencia hecha de qualquier modo en perjuicio de uno ú otro, que repugne ó pueda repugnar á la presente paz y concordia, y á todas y cada una de las cosas contenidas en ella, y las casarán y anularán todas y cada una de ellas para el sobredicho efecto, y las declararán por de ningun valor.

Libertad de prisioneros, sin rescate.

6. — Que todos los prisioneros de ambas partes, sin exceptuar ninguno, de qualquier calidad y condicion que sean, que se hallan detenidos por razon de alguna hostilidad hecha anteriormente en la América, sean puestos en libertad promptamente, sin pagar rescate, ó alguna otra cosa por razon de él.

Olvido de todas las ofensas, etc.

7. — Que todas las ofensas, pérdidas, daños, é injurias, que las naciones española é inglesa huvieren padecido recíprocamente en la América, en qualesquiera tiempos passados, por qualquier causa ó pretexto, por una ú otra de las partes, se pongan en olvido, y se borren enteramente de la memoria, como si nunca huviessen succedido. Demas de esto se ha convenido, que el sereníssimo rey de la Gran Bretaña, y sus herederos y successores, gozarán, tendrán y posseerán perpetuamente, con pleno derecho de soberanía, propriedad y possession, todas las tierras, provincias, islas, colonias, y dominios situados en la India occidental, ó en qualquier parte de la América, que el dicho rey de la Gran Bretaña, y sus súbditos tienen y posseen al presente: de suerte, que ni por razon de esto, ni

con qualquier otro pretexto, se pueda ni deba pretender jamas alguna otra cosa, ni moverse de aquí en adelante controversia alguna (1). 1670.

Abstencion de comerciar y navegar en los lugares donde haya fortalezas y almacenes de mercaderías de la otra parte.

8. —Los súbditos y habitantes, mercantes, pilotos, patrones, y marineros de los reynos, provincias y tierras de ambos reyes respectivamente, se abstendrán, y guardarán de comerciar y navegar á los puertos y lugares donde haya fortalezas, almacenes de mercaderías ó castillos, y á todos los demas que una ú otra parte tenga en la India occidental; es á saber, los súbditos del rey de la Gran Bretaña no dirigirán su comercio, ni navegarán á los puertos ó lugares que el rey cathólico tiene en dicha In-

(1) El no haverse expressado en este artículo quáles eran las tierras, provincias, islas, colonias y dominios, que los Ingleses posseian en aquel tiempo en la India occidental, ha producido varias contestaciones, y la misma omission se reconoce en los artículos V y VI de la paz con las Provincias Unidas en 1648; y aunque por una cédula expedida en 7 de junio de 1689, núm. 26 y 27, se dixo, entre otras cosas, que las islas que los Ingleses tenian en la América eran la Barbada, la Nueva Inglaterra, una parte de la San Christóval, la Canadá, y la Jamayca, se halla, que en un tomo en 8º compuesto en inglés por M. Richard Blome, y que traducido en frances, fué impresso en Amsterdam en 1688, con el título de América inglesa, ó descripcion de las islas, y tierras del rey de Inglaterra en la América, se supone, que ademas de las colonias que expressó dicha real cédula, posseian los Ingleses en aquellas partes las cuatro provincias de la Nueva Jerzey, Pensylvania, Maryland, y la Nueva Yorck, y las islas de Nevis ó Mevis, Antigua, San Vicente, la Dominica, Monserrate, la Anguila, la Carolina, la Nueva Foundland, y la del Tabuco, haviendo ocupado despues la llamada la Providencia: todas las quales, y otras ocupadas últimamente por Franceses, Holandeses y Dinamarqueses, estaban baxo el dominio y possession de esta corona en el año de 1645; pues en el synodo diocesano, celebrado el referido año en la isla de Puerto Rico, que fué aprobado por el consejo de Indias en el de 1646 é impresso en el de 1647, se halla al folio 127, que concurrieron á él, como del territorio de aquel obispado, los procuradores seculares y eclesiásticos de las islas del Barran, Santa Cruz, las Vírgines, la Anguila, el Sombrero, San Martin, San Vicente, Sabá, Estacca, San Christóval, las Nieves, Redonda, Monserrate, Tilan, Taria, la Barbada, Guadalupe, la Deseada, Marigalam, Todos Santos y la Dominica, que todas son islas de barlovento; porque los de las islas de sotavento concurrian á los synodos del obispado de Cuba, de que eran dependientes estas islas.

(*Abreu.*)

1670. dia, ni comerciarán en ellos; y recíprocamente, los súbditos del rey de España no navegarán á los lugares que allí possee el rey de la Gran Bretaña ni comerciarán en ellos.

Regla para los casos ocurrentes de excepcion al anterior artículo.

9. — Y si, con el discurso del tiempo, alguno de los reyes tuviere por conveniente conceder alguna licencia general ó especial, ó algunos privilegios, á los súbditos del otro, para navegar y comerciar qualesquiera lugares del dominio de aquel que concediere las dichas licencias y privilegios; la dicha navegacion y comercio se harán y mantendrán segun y conforme á la forma, tenor y efecto de las permissiones ó privilegios que se pudieren conceder; para cuya seguridad servirá el presente tratado y su ratificacion.

Proteccion amigable y facultades recíprocas en casos de arribada forzosa.

10. — Item se ha acordado, que si los súbditos y habitantes de uno de los confederados fuesen arrojados por tempestad, ó perseguidos de piratas ó enemigos, ó por algun otro accidente se vieren obligados á entrar en los rios, ensenadas, bahías, y habras del otro, para refugiarse, ó arribar á qualesquiera costas de la América, sean allí recividos con humanidad, gocen de una proteccion amigable, y sean tratados con benevolencia, y de ninguna manera se les impida el que puedan repararse enteramente, y assimismo comprar, al precio justo y acostumbrado, vituallas y todo género de bastimentos necessario para el sustento de la vida, para el reparo de sus navíos y continuacion de su viage; y que assimismo no se les ponga embarazo alguno en que recíprocamente se hagan á la vela, y salgan del puerto y bahía, sino que ántes les sea lícito levarse, y salir libremente quando y adonde les pareciere, sin alguna molestia ó impedimento.

Estipulaciones análogas para casos igualmente fortuitos.

11. — De la misma manera, si los navíos de alguno de los confederados, y de sus súbditos y habitantes, encallaren en las riveras ó dominios del otro, alijaren, ó, lo que Dios no permita, padecieren algun naufragio ó perjuicio, no será lícito prender ó cautivar á los que huvieren sido arrojados, ó padecido algun detrimento, sino que ántes bien se socorrerá, y dará auxilio benigna y amistosamente á los que se hallaren en peligro, ó huvieren padecido naufragio; y se les darán letras de

salvoconducto, para que puedan salir de allí seguramente y sin molestia, y volver cada uno á su patria. 1670.

12. — Pero quando los navíos de uno de los confederados, como se ha dicho arriba, entraren en los puertos del otro, impelidos de algun peligro de mar, ó de otra necessidad urgente, si fueren tres ó quatro, y pudieren dar justo motivo de sospecha, se dará inmediatamente aviso del motivo de su arribo al gobernador ó primer magistrado del lugar, y no se detendrán allí mas tiempo del que les permitiere el dicho gobernador ó magistrado, y fuere conveniente y justo para proveerse de bastimentos, y reparar y componer los navíos; pero en ningun tiempo será lícito desembarcar ó sacar de los navíos alguna parte de las mercaderías ó géneros, ó ponerlas en venta, ni admitir á su bordo las mercaderías de la otra parte, ó hacer alguna cosa contra esta alianza.

Prevenciones para evitar abusos en esos casos.

13. — Ambas partes observarán, y executarán verdadera y firmemente el presente tratado, y todas y cada una de las cosas contenidas y comprendidas en él, y tendrán particular cuidado de que se observen, y cumplan por sus respectivos súbditos y habitantes.

Observancia y ejecucion recíproca de este tratado

14.—Ningun agravio particular disminuirá de ningun modo esta amistad, ó alianza, ni suscitará odio, ó diferencias entre las sobredichas naciones; sino que cada uno estará obligado á responder de sus proprios hechos; y no pagará por causa de represallias, ú otros semejantes procedimientos, lo que huviere delinquido el otro, excepto en caso de que se le niegue la justicia, ó se dilate mas de lo que fuere razon; en cuyo caso será lícito á aquel rey cuyo súbdito huviere padecido el daño é injuria, proceder de todos modos segun las leyes y disposiciones del derecho de gentes, hasta que se dé satisfaccion á la parte agraviada.

Caso excepcional de reparacion de injurias privadas, por las partes contratantes.

15. — El presente tratado no derogará de ningun modo la preeminencia, derecho y dominio que qualquiera de los confederados tuviere en los mares de América, estrechos y qualesquiera aguas; sino que los tendrán y retendrán con la misma amplitud que de derecho les compete; pero debiéndose

Subsisten la preeminencia, derecho y dominio que tuvieren los confederados en los mares de América, etc.

1670. entender siempre, que de ninguna manera se interrumpirá la libertad de navegar, con tal que no se cometa ó haga cosa alguna contra el genuino sentido de estos artículos.

Plazo para las ratificaciones del presente tratado.

16.—Finalmente, las ratificaciones de este tratado y alianza, hechas solemne y legítimamente, se presentarán y cambiarán recíprocamente por ambas partes dentro de quatro meses contados desde hoy; y en el término de ocho meses, que se han de contar desde el dicho cambio de los instrumentos, ó ántes, si fuere possible, se publicarán en todos los reynos, Estados, dominios é islas de ambos confederados en donde convenga, assí en la India occidental, como en otras partes.

En fe de todas y cada una de las quales cosas, nos los mencionados plenipotenciarios hemos firmado y corroborado el presente tratado con nuestras firmas, y sellos respectivos, en Madrid, dia 18 del mes de julio, año del Señor de 1670 (1).

El conde DE PEÑARANDA.
Guillermo GODOLPHIN.

(1) Este instrumento consta de doce hojas de papel de marquilla, las nueve y parte de otra escritas, y las demas en blanco, y todas cosidas con seda floxa amarilla; y debaxo de las firmas de los plenipotenciarios, están impressos en lacre encarnado los respectivos sellos de sus armas.

Las ratificaciones de este tratado, hechas por Sus Majestades cathólica y de la Gran Bretaña en 12 de agosto y 8 de octubre de este mismo año, se hallarán mas adelante en los lugares que les corresponden. (*Abreu.*)



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LOS PAÍSES BAJOS.

Convenção entre o senhor dom Pedro principe regente e os Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paizes-Baixos, sobre a saca do sal de Setubal, assignada em Lisboa no 1º de junio de 1677, — Ratificada por parte de Portugal em 18 de setembro e pela dos Estados Geraes em 8 de julho do dito anno. 1677.

(Traducção particular.)

Quantidade de sal.

Como no anno de 1669, fosse feito e ratificado um tratado e composição amigavel, sobre as controversias que poderiam oppôr-se á paz celebrada no anno de 1661, entre o reino de Portugal e os Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paizes-Baizos, no artigo XI do qual tratado se declarou que os ditos Estados Geraes se obrigavam e comprometiam a empregar os seus esforços, para que os cidadãos e habitantes das ditas Provincias extrahissem annualmente da villa de Setubal, tanto sal cuanto houvessem d'ella extrahido em um dos dez antecedentes annos, em que tivessem carregado em seus navios maior quanti-

1677. dade do mesmo; e no artigo separado do qual tratado se expõe, que para maior clareza, e a fim de obviar ás differenças que depois se podessem originar, quer por causa da justa quantidade de sal, que os habitantes das ditas Provincias podem haver tirado em algum dos ditos dez annos, em que tirassem maior quantidade da mencionada villa de Setubal, quer em relação ás difficultades em presença das quaes os mesmos habitantes das Provincias Unidas se abstivessem de tirar e embarcar toda a dita quantidade de sal, poderá, na occasião da entrega reciproca das ratificações do mesmo tratado, fixar-se e determinar-se entre as partes, por uma convenção especial, a justa quantidade de medidas de sal (que os Portuguezes, em lingua familiar, chamam moios) que os subditos e habitantes das ditas Provincias Unidas serão obrigados a extrahir todos os annos da dita villa, a fim de se cumprir o que no dito artigo XI se contem; e já que não foi possivel até aqui tratar de estabelecer e determinar por uma convenção aquella quantidade de sal, em consecuencia das agitações dos tempos: o muito alto e muito poderoso senhor dom Pedro principe regente e governador de Portugal, e bem assim os altos e poderosos senhores Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paizes-Baixos, desejando reciprocamente occorrer ás difficultades que poderem surgir e conservar inalteravel a amisade entre os seus subditos e tributarios, nomearam de commum accordo para seus commissarios: o mencionado serenissimo principe de Portugal, aos illustrissimos e excellentissimos senhores D. Nuno Alvares Pereira, duque de Cadaval, marquez de Ferreira, conde de Tentugal, senhor das villas da Povoa de Santa Christina, Villa Nova d'Anços, Rabaçal, Arega, Villa-Ruiva, Albergaria, Agua dos Heixes, Peral, Vermelha, Cercal, commendador de Grandola na ordem de S. Thiago, do conselho de Estado do mesmo serenissimo principe; Henrique de Sousa Tavares da Silva, marquez de Arronches, conde de Miranda, senhor das villas de Podentes, Vouga, Folgosinhos, Oliveira do Bairro, Germello, Sousa, Arrancada, alcaide de Arronches, e Alpalhão, commendador de Alvalade, Villa-Nova de Alvito, Proença, Alpalhão, das ilhas Ter-

ceira, de S. Miguel e da Madeira, desembargador do Paço, e governador das armas da cidade do Porto, e do conselho de Estado do dito serenissimo principe, e Francisco Correia de Lacerda, do conselho do mesmo senhor principe, seu secretario do Estado e commissario geral da bulla da Santa Cruzada, de uma parte; e da outra os ditos poderosos Estados das Provincias Unidas, ao muito nobre varão João Wolfsen, seu residente na corte do dito principe, com poderes competentes para tratarem e ajustarem o que mais conveniente parecer. Os quaes commissarios, nomeados de uma e outra parte, depois de expendido e discutido o objecto, convieram no seguinte, a saber: que os mencionados senhores Estados das Provincias Unidas dos Paizes-Baixos serão obrigados, como pela presente convenção se obrigam, a extrahir e exportar annualmente da dita villa de Setubal oitenta e cinco mil moios de sal. Em fé e firmeza do que, nós os ditos commissarios, reciprocamente nomeados, em virtude dos poderes que nos foram conferidos por nossos superiores, assignámos de nossas mãos esta convenção e a sellámos com o sèllo de nossas armas. Feita em Lisboa, no dia primeiro do mez de junho do anno de 1677. 1677.

(L. S.) Duque Marquez DE FERREIRA. (L. S.) João WOLFSEN.
(L. S.) Marquez conde DE MIRANDA.
(L. S.) Francisco Correia DE LACERDA.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y ESPAÑA.

TRATADO PROVISIONAL (1)

ENTRE EL PRINCIPE REGENTE DON PEDRO Y CARLOS II, REY DE ESPAÑA,

SOBRE LA RESTITUCION DE LA COLONIA DEL SACRAMENTO

Y SATISFACCION POR EL ATAQUE HECHO POR EL GOBERNADOR DE BUENOS AIRES,

FIRMADO EL 7 DE MAYO, RATIFICADO POR LA ESPAÑA EL 25 DE MAYO, Y POR EL PORTUGAL EL 18 DE JUNIO DEL MISMO AÑO.

1681. Durante los sesenta años que el Portugal estuvo sometido á la corona de Castilla, fundó varias colonias en la vecindad del Uruguay. Interesado en establecer una sobre la ribera setentrional del Rio de la Plata, cerca de la isla de San Gabriel, dió órdenes á ese efecto al maestre de campo *Manuel Lobo,* que habia sido nombrado gobernador de Rio Janeiro, el 8 de octubre de 1678. Ese oficial se dirigió á la villa Santos, el 30 de octubre de 1679, y despues de haber permanecido allí hasta

(1) El mapa de los territorios á que se refiere este tratado, se encuentra en el primer tomo de la coleccion de tratados del Sr. José Ferreira Bórjes de Castro. (*Edicion de Lisboa*, 1856.)

principios de diciembre, se hizo á la vela para su destino con cuatro compañías de doscientos hombres, y de la artillería necesaria para protegerse contra los *Mimanés*, tribu inconstante y pronta siempre á sublevarse. Muchas familias de colonos le acompañaron. Llegado á la embocadura del Plata el 1° de enero de 1680, escogió un lugar conveniente para desarrollar su proyecto en la vecindad de Buenos Aires arriba indicada, y durante mas de seis meses se ocupó en hacer construir obras de defensa y fortificaciones, que formaron una especie de fortaleza, que llamó « *Colonia del Sacramento.* » Por el tratado de Tordesillas (1494), entre las cortes de España y Portugal, la primera sostenia que el Rio de la Plata y el terreno de sus costas habian pertenecido siempre al dominio de esa corona, estando comprendidos en la línea de demarcacion; que el Portugal no tenia ningun derecho á esas regiones, ni por motivo de descubrimiento, ni por ningun otro título. 1681.

El gobernador del Paraguay, *don Felipe Rey Corvalan*, que reclamó en vano contra esa ocupacion, hizo reunir el consejo de Buenos Aires, para reconocer los derechos de la corona de España en esa parte del continente. El consejo decidió que el territorio del Brasil, en la parte del Paraguay, tenia su límite en la provincia de San Vicente.

Instruida de este asunto la corte de Madrid envió instrucciones al abate *Maseratti*, su ministro en la corte de Lisboa, para exigir la evacuacion de esa punta de terreno. *Maseratti* obtuvo dos audiencias del príncipe don Pedro, administrador y gobernador del reino de Portugal; en ellas se refirió á la reclamacion hecha al secretario de Estado de Portugal, *Pedro Sánches Fariña*, á los derechos de propiedad exclusiva de esas regiones, de la corona de Castilla; y pidió á Su Alteza, en nombre del rey su aliado, que diese órden al gobernador de Rio Janeiro, para que evacuase el nuevo establecimiento. La corte de Lisboa se sirvió de diferentes pretextos para diferir la ejecucion de este arreglo. El gobernador del Plata, *don José de Garro*, recibió entónces autorizacion para expulsar á los Portugueses de la parte de territorio perteneciente á la corona de España, é hizo levas de

1681. soldados con ese objeto. Las ciudades de Santa Fe y de Corriéntes concurrieron cada una con una compañia, Tucuman con cuatro, y el superior de las reducciones del Uruguay con 3,000 neófitos, tanto de infantería como de caballería, acompañados de los misioneros.

Reunidas esas fuerzas, de Garro hizo partir tres cuerpos de tropas para explorar el país, de los cuales uno en canoas, por el rio Paraná, y los otros por tierra; debiendo el primero recorrer todo el territorio intermediario hasta la vecindad de la ciudad de San Pablo, y el otro la parte situada hácia la costa del mar y la ribera setentrional del rio de la Plata. Despues de una marcha de mas de doscientas leguas, uno de esos destacamentos encontró un oficial portugues con veinticuatro hombres que habian escapado del naufragio de una embarcacion destinada para el nuevo establecimiento. Los Españoles reconocieron en seguida que ese establecimiento y el fuerte que lo defendia estaban situados á una legua de la isla de San Gabriel, en una entrada muy cómoda del rio, en donde se encontraban cuatro embarcaciones provistas de armas, de instrumentos de hierro y de provisiones para la nueva ciudad, y se dirigieron rápidamente á Buenos Aires para informar al gobernador, quien sin pérdida de tiempo, hizo preguntar á Manuel Lobo, fundador de la colonia, qué hacía en ese paraje, y por órden de quién habia venido. Lobo respondió que los habitantes portugueses del Brasil tenian permiso de su soberano para fundar nuevos establecimientos en los territorios no ocupados, y que habiendo partido con la autorizacion del consejo de Rio Janeiro, habian escogido el paraje mas conveniente para fundar esa colonia.

Don José de Garro impuesto de la respuesta, se dirigió nuevamente á Manuel Lobo, empeñándole para que se retirase de un territorio que pertenecia á la corona de España por derechos que databan de un siglo, exhortándolo por la última vez á no turbar la paz que existia entre las dos potencias. Lobo se limitó á responder que se encontraba en territorio de su príncipe; teniendo entónces lugar una viva discusion entre

ambos gobernadores, concerniente á los derechos respectivos de Castilla y Portugal. Lobo, para robustecer sus pretensiones, presentó una carta, hecha en Lisboa en 1678, con el fin de apoyar su tentativa al apoderarse del territorio de la colonia y del vasto país que la rodea. Segun esa carta, ejecutada por *Juan de Texeira de Albornoz,* las posesiones portuguesas se extendian desde Rio Janeiro hasta la embocadura del rio de la Plata, comprendiendo trescientas leguas de costa hasta Tucuman. 1681.

No pudiendo entenderse, fué necesario decidir la cuestion por las armas. Garro envió una expedicion bajo las órdenes del maestre de campo *don Antonio de Vera Mujica,* compuesta de 500 mulas para llevar las provisiones, 500 bueyes para la artillería, y 4,000 caballos para romper las filas de los enemigos. Un cuerpo numeroso de Indios se reunió en Yapeyú, sobre los bordes del Uruguay; y despues de una marcha de doscientas leguas, la expedicion llegó á la nueva ciudad de Sacramento, y puso sitio. Las fuerzas españolas subian á 4,000 hombres, comprendiendo los negros y mulatos. El general Mujica intimó al comandante portugues para que entregase la plaza, ofreciéndole todas las provisiones necesarias para volver al Brasil; pero habiendo rechazado este con arrogancia la proposicion, el comandante español dió órden, el 6 de agosto, para comenzar el ataque, á la noche y á la señal de un tiro de fusil. Habiendo logrado un neófito subir sobre el baluarte, encontró un centinela dormido y le cortó la cabeza. Uno de los soldados de la guarnicion que lo apercibió, le descargó un tiro, y creyendo entónces los Indios que era la señal convenida, asaltaron los muros por tres parajes distintos, apoderándose de la plaza el 7 de agosto. El terror y la consternacion fué tan grande, que muchos de los sitiados se embarcaron en las chalupas, con la esperanza de salvarse en el buque que estaba en la rada, pero unos se ahogaron y otros fueron hechos prisioneros. Los Portugueses hicieron una defensa heróica, combatiendo hasta las mujeres con grande valor. El resultado de esta lucha fué la pérdida de toda la artillería, municiones y 200 hombres muertos.

1681. El gobernador Lobo fué tomado prisionero y enviado á bordo de una lancha á la ciudad de Buenos Aires, en donde murió de pesar (1).

La pérdida de los Españoles fué pequeña; sus aliados, los Guaranies de las reducciones de los jesuitas, se distinguieron mucho por su valor.

Este descalabro obligó al infante de Portugal don Pedro á entablar una negociacion, que dió por resultado el ajuste de este tratado provisorio.

Al mismo tiempo se convino en que no se construiria ningun fuerte en la colonia del Sacramento, que las casas que se hiciesen serian de madera con techos de paja, y que no podrian residir mas de catorce familias portuguesas. Los Españoles tenian el derecho de comerciar, y el gobernador de Buenos Aires de hacer la visita. El Portugal debia restituir trescientos mil Indios y los rodeos de ganados, de que se habian apoderado los habitantes de San Pablo, pertenecientes á la España (2).

Segun el artículo XII de este tratado, los derechos de ambas coronas á la posesion legal de esos territorios debian arreglarse definitivamente, sin variar el meridiano de Tordesillas.

En el congreso que tuvo lugar con este motivo, se suscitaron las mismas dudas que habian entorpecido la conferencia de Rio Caya entre Badajoz y Yélves. La corte de España envió entónces un comisario á Roma, segun se habia convenido, pero el de Portugal no se presentó. Ambas partes habian llegado á un acuerdo sobre la necesidad de reconocer solemnemente la

(1) Rocha Pitta dice (lib. VII, § 6, 7 et 8), que Lobo fué conducido prisionero á Lima y no á Buenos Aires, donde murió á la flor de la edad. Ese oficial, distinguido por su nacimiento y su valor, habia ejercido honorablemente diversas funciones, entre otras, la de comisario general de caballería de Alenteja; la que sirvió para que fuese elevado, al fin de la guerra, á la dignidad de gobernador de Rio Janeiro.

(2) Véase *América portuguesa*, lib. VII, 6-13; CHARLEVOIX, tom. II, *Hist. du Paraguay*, liv. XIV.
DU MONT, tom. VII, p. 70.
República Argentina.

base fundamental establecida por el tratado de Tordesillas, es decir, de 370 leguas paralelas; pero los diplomáticos portugueses persistian en que debian calcularse á partir de la mas occidental de las islas de Cabo Verde (San Antonio), no obstante que segun sus representaciones al congreso de 1522 habian escogido la isla de Sal ó la mas oriental. Los comisarios españoles preferian la isla de San Nicolas, que está situada á igual distancia de las otras dos. Demostraron que trazándola paralela, á partir de esa isla por los 16° 36' de latitud norte, las 370 leguas abrazaban 22° 5' de longitud, miéntras que procediendo por la paralela de San Antonio, bajo 18° de latitud, comprendian 22° 13' de longitud. 1681.

Otra de las dificultades resultaba de la imperfeccion de los mapa-mundos y cartas formadas en esa época. El problema de la demarcacion de los grados de longitud, á medida que se alejan del Ecuador, no se habia resuelto aun. La solucion pertenece á *Edouard Wright*, que habiendo observado una constante proporcion entre el radio y la secante, segun las reglas geométricas, demostró, por la aplicacion de ese principio, que los grados de latitud aumentan en la misma proporcion que los de longitud disminuyen.

El piloto español, capitan *Gómez Jurado*, calcula, segun las cartas holandesas, en 4 grados la diferencia de meridiano entre la isla San Antonio y el cabo San Agustin; y en 5° 45' la diferencia entre dicho cabo y la isla de San Nicolas.

En cuanto á la diferencia de meridiano entre ese mismo cabo de San Agustin, que es el mas oriental del Brasil, y el de Santa María, en la embocadura del rio de la Plata, los comisarios españoles la estimaron en 19° 3', conforme al derrotero que fué publicado en seguida por el cosmógrafo é ingeniero en jefe portugues *Luis Serrano Pimentel*. Esta diferencia relativamente á las 370 leguas, y á la isla de San Antonio, puede pasar por la línea de demarcacion á 50' al E. del cabo Santa María, y con relacion á la isla de San Nicolas á 2° 43'.

En este asunto, como se ha dicho anteriormente, los comisarios españoles acusaron á los Portugueses de haberse servido

1681. de una falsa carta de *Juan Texeira,* falsificada y publicada por otro Texeira de Albornoz, y aprobada por don Manuel Pimentel Villarboas, uno de los comisarios portugueses. Por ella, el meridiano de demarcacion habria pasado, partiendo de la isla de San Nicolas, á 19 leguas E. de la colonia del Sacramento; y partiendo de San Antonio, á 13 leguas O. de dicha colonia.

La corte de España tachó tambien de mala fe á la de Portugal, porque habia rehusado enviar un delegado á Roma, donde la dificultad habria podido resolverse por el papa y sus cardedenales en pleno consistorio, ó por las nuevas academias de Lóndres y de Paris, sirviéndose de sus observaciones astronómicas.

Teniendo los Portugueses el privilegio de contar, no por leguas castellanas de 26° al grado, ó por leguas marinas de 20°, sino por sus propias leguas de 17° 1/2 al grado, esta gran diferencia les daba una ventaja considerable, pues en la distribucion de las capitanías, avanzaron mas de 5 grados al O. de la línea de division, abrazando las tierras regadas por el rio de Vicente Pinzon, sobre la ribera occidental del Amazónas, siendo esa capitanía injustamente concedida á Luis de Melo de Silva. Esas reparticiones solo debian comenzar en la capitanía de Juan de Bárros, sirviendo de límite, y continuar este y sur al largo de la costa hasta Rio Janeiro y la isla de San Sebastian.

Habiendo acordado la España á la Francia el libre comercio con el Perú y Chile, llegaron quince buques franceses al puerto de Talcaguano. La academia de ciencias aprovechó esa ocasion para enviar hábiles marinos y astrónomos, provistos de instrucciones detalladas y de excelentes instrumentos, con el fin de determinar la diferencia de meridiano entre las islas del Cabo Verde y las partes mas al sur de la costa del Brasil, y establecer así el de Tordesíllas. El naturalista Treville, amigo de Cassini, fijó los meridianos de Montevideo, Buenos Aires y otros puntos do esa costa. El ingeniero Frezier verificó la situacion de las islas del Cabo Verde en África; de la isla de Santa Catalina, contigua al Brasil, de toda la extremidad meridional de ese continente, y en fin de la bahía de Todos los Santos,

lo que decidió á formar una carta particular de esos diversos 1681.
parajes. La comision científica franco-española, que se encontraba en Quito, determinó las posiciones de un gran número de puntos necesarios al establecimiento del meridiano de Tordesillas. Mr. de Lacondamine calculó la longitud del rio Negro en su confluencia con el Amazónas, y la de la embocadura de ese rio en el Pará. Rectificó luego la longitud de la isla de Cayena, fijada por Richer 70 años ántes. Despues de haber establecido así de una manera positiva la longitud del Cabo Verde y de sus islas, la comision demostró la posicion del meridiano de Tordesíllas, tal cual existe en la carta general de la academia de Paris. En esa expedicion, el astrónomo Fleurieu reconoció tambien la situacion del Cabo Verde y de las islas adyacentes, que fué verificada en seguida por el capitan Cook, así como la de Rio Janeiro. En fin, Bouguainville ratificó la posicion de Buenos Aires y la de las islas Malvinas. (*Lastrarria, manuscrito, artículo* 16, 20 *y siguientes.*)

DOCUMENTO.

(Del ejemplar impreso en Lisboa el año de 1750.)

En el nombre de la SS. Trinidad, tres personas distintas, y un solo Dios verdadero. 1681.

El gobernador D. Manuel Lobo.

Como por ocasion de la nueva colonia, que con nombre del Sacramento, el governador del Rio Janeyro don Manuel Lobo, por el mes de enero del año pasado de mil y seiscientos y ochenta, fundó y pobló en la costa y márgen septentrional del rio de la Plata, frente de la isla de San Gabriel (llegada que fué esta noticia por el mes de agosto del mismo año), se excitassen



1681. algunas diferencias de interesses y derechos que fueron promovidas y tratadas amigablemente:

Parte de S. M. católica.

Por parte de Su Majestad cathólica con el fundamento de deverse reparar el acto turbativo causado con esta fundacion en los legítimos derechos de quieta y pacífica possession, en que se hallava de casi dos siglos á esta parte del rio de la Plata, su navegacion, islas y costas australes y septentrionales, y demas tierras adyacentes, reduciéndose las cosas á su primitivo estado, hasta tanto que con mas exacto conocimiento de causa se declarassen los derechos de propriedad que podrian pertenecer á una y otra corona, conforme la justa demarcacion acordada en el assiento que entre los reyes cathólicos y el de Portugal se tomó en Tordesíllas en siete de junio de mil y quatrocientos y noventa y tres.

Parte del sereníssimo príncipe de Portugal.

Por parte del sereníssimo príncipe de Portugal, satisfaciendo á esta instancia con el motivo de assentar que la sinceridad y buena fe con que de su parte se havia procedido en la ocupacion de aquel sitio la devia conservar en su retencion, sin permitir que en modo alguno se pudiesse presumir haver tenido ánimo de turbar, ni transcender los límites de la demarcacion de Su Majestad cathólica preocupando parte, sitio, ni lugar que entendiesse pertenecer, ni á su possession, ni á su dominio, sino de hazer un acto lícito en usar de aquel terreno, cuya situacion en el márgen y costa septentrional del rio de la Plata, con justos fundamentos entendia era perteneciente á la demarcacion de su corona, assegurando en demostracion de tan puro intento la prompta disposicion en que estaba de reparar qualquiera prejuicio del derecho de su corona, que se mostrasse por parte de Su Majestad cathólica haverle resultado de esta fábrica sin alteracion del estado presente, para cuyo efecto convendria en los medios ó arbitrios mas conferentes que á ambos príncipes pareciessen.

Y porque hallándose las cosas en este estado, pendiente este amigable tratado y conferencia, el sereníssimo príncipe de Portugal mostrando sentimiento ha expresado á Su Majestad cathólica la noticia que le ha llegado de haverse apoderado de la

dicha colonia el governador de Buenos Aires el dia seis de agosto del mismo anno, procediendo por via de hecho con muerte de alguna parte de la guarnicion, prision del governador, y demas gente de milicia y vecindad, y aprension de la artillería, armas, municiones y pertrechos de guerra; valiéndose para este efecto, no solo de la gente de su conducta, sino de número copioso de Indios de la obediencia de Su Majestad cathólica, todo ello inflictivo del tratado amigablemente introducido, y de notorio exceso, pues el ánimo de entender reintegrarse de la ocupacion de este terreno, considerándole por proprio y sujeto á su jurisdicion, nunca podia conmutar el acto regulado de restitucion en los inmoderados y violentos de hostilidad. 1681.

E sobre este incidente pedido reparacion del daño, y demostracion del exceso, y que precediendo uno y otro se restableciese el curso de la conferencia alterado con tan violento motivo, para que una y otra corona quedase conservada en los legítimos derechos que le pertenecian, por los títulos justos de su propria demarcacion.

Se pide reparacion del daño y demostracion del excesso.

Y en razon de todo lo referido, haviéndose conferido y deliberado con maduro acuerdo, reconociéndose así por parte de Su Majestad cathólica, como del serenissimo príncipe de Portugal, que á ninguna de las dichas acciones recíprocas ha concurrido noticia ni ánimo ofensivo de la buena paz y amistad, en que se mantienen sus coronas; y queriendo uno y otro conservarla con toda firmeza, sinceridad y buena correspondencia, se han convenido y ajustado en la manera siguiente.

Art. 1ro. — Su Majestad cathólica mandará hazer demostracion con el governador de Buenos Aires, condigna al exceso en el modo de su operacion.

S. M cathólica mandará hacer demostracion.

Art. 2. — Todas las armas, artillería, municiones, herramientas y demas petrechos de guerra que se aprendieron en la fortaleza y colonia del Sacramento, se restituirán enteramente al governador don Manuel Lobo, ó á la persona que en su lugar embiare S. A.

Se manda restituir las armas y demas encontrado en la colonia del Sacramento.

Art. 3. — Toda la gente que estaba y se sacó de la colonia

1681.

La gente se restituirá á la colonia.

del Sacramento, hallándose todavía en Buenos Aires, ó en sus confines, se restituirá á la misma colonia; y no hallándose en dichos parajes á otra tanta gente portuguesa en su lugar, y en ella se podrán detener, y habitarla hasta la determinacion de esta causa; y hazer reparos de tierra solamente para cubrir su artillería, y cubiertos para la habitacion de sus personas, en caso de no haver quedado bastantes para el dicho efecto de las fábricas antiguas de aquel sitio; y no podrán hazer otro algun género de fortificacion nueva, ni labrar casas de piedra, ni de tapia de nuevo, ni otro género de edificio de duracion y permanencia.

No se podrá aumentar el número de gente que se restituyere.

ART. 4. — No se pueda augmentar el número de gente que allí se restituyere en poca ó en mucha cantidad, ni se acrecentarán las armas, municiones, ni otros pertrechos de guerra, ni embiar mercaderías de ningun género á ella, durante la controversia, hasta ser determinada.

Conducta que deberán tener los Portugueses.

ART. 5. — Los Portugueses, que residieren en el sitio referido el tiempo que se ha declarado, se abstendrán de molestar, solicitar, tratar y comerciar con los Indios de las reducciones y doctrinas que son de la obediencia de Su Majestad cathólica, ni en ellas ni con ellos harán novedad ni violencia, ni por trato ni por fuerza, ni en otra manera, ni embiarán á ellos, ni á sus doctrinas y reducciones religiosos, ni otros ecclesiásticos seculares por ningun pretexto, causa ó razon.

Se mandarán averiguar los excessos que se han cometido por los moradores de San Pablo.

ART. 6. — Para que de todo punto quede extirpada qualquiera causa ó motivo de poca satisfaccion entre estas dos coronas, Su Alteza mandará averiguar los excessos que se han cometido por los moradores de San Pablo en las tierras y dominios de Su Majestad confinantes, y los castigará severamente, haciendo con efecto restituir y poner en libertad los Indios, ganados, mulas y demas cosas que se hubieren apresado, y prohibirá que en adelante se executen semejantes hostilidades en perjuicio de la buena paz y amistad de estos reynos, como se contiene en el artículo antecedente.

De lo que gozarán los vecinos de Buenos Aires.

ART. 7. — Los vecinos de Buenos Aires gozarán del uso y aprovechamiento del mismo sitio, sus ganados, madera, caza,

pesca y labores de carbon, como ántes que en él se hiziesse la poblacion, sin diferencia alguna, assistiendo en el mismo sitio todo el tiempo que quisieren con los Portugueses en buena paz y amistad, sin impedimento alguno; para lo que se passarán recíprocamente las órdenes necessarias. 1681.

De lo que gozarán los navíos de S. M. católica.

Art. 8. — Del puerto y ensenada usarán como ántes los navíos de Su Majestad cathólica, teniendo en él sus surgideros, y estancias libres, cortarán las maderas, darán sus carenas, y harán todo aquello que hazian en él, su costa y campaña ántes de la dicha poblacion, sin limitacion alguna, y sin ser secessario consentimiento ni licencia de otra qualquier persona de ninguna calidad que sea; porque assí lo han acordado ambos los príncipes.

Subsistencia de prohibiciones en punto á comercio.

Art. 9. — Las prohibiciones del comercio por mar y por tierra, assí de los Castellanos en el Brasil como de los Portugueses en Buenos Aires, Perú y demas partes de las Indias occidentales quedarán en su entera fuerza y vigor; y en los transgressores se executarán las penas establecidas por leyes de uno y otro reyno irremissiblemente.

Cómo se terminarán las hostilidades.

Art. 10. — Toda hostilidad cometida por una y otra parte, despues del dia seis de agosto del año passado de mil y seiscientos y ochenta, se reparará, y reducirá á los términos de este tratado sin duda ni dificultad alguna.

Facultad del gobernador de Buenos Aires, en punto á fortificaciones.

Art. 11.—Será lícito al governador de Buenos Aires reformar y deshazer las fortificaciones que huviere acrecentado, assí en la fortaleça como en otra parte; y las demas casas y edificios que de nuevo se huvieren labrado, desde el dia que ocupó aquel sitio hasta el tiempo de esta execucion.

Cómo se entiende todo lo referido.

Art. 12.—Todo lo referido sea y se entienda sin perjuicio ni alteracion de los derechos de possession y propriedad de una y otra corona, sino quedando los que á cada una pertenecen en su entero y legítimo valor y permanencia, con todos sus privilegios y prerogativas de título, causa y tiempo, por quanto este assiento se ha tomado por via de medio provisional, y en demostracion de la buena amistad, paz y concordia que professan entre sí estas dos coronas por su recíproca satisfacion, durante

1681. el tiempo de esta controversia, y no para otro efecto alguno.

ART. 13. — Nombraránse comissarios en igual número por una y otra parte dentro de dos meses, contados desde el dia que se permutaren las ratificaciones de este tratado, en cuyo término se juntarán para la conferencia que se havrá de hazer en la misma forma que fué acordado, y se executó por los comissarios del emperador y rey de Portugal el año passado de mil y quinentos y veinte y quatro; y desde el dia que dieren principio á la conferencia (haviendo precedido los juramentos acostumbrados) hasta tres meses siguientes determinarán por su sentencia los derechos de la propriedad de estas demarcaciones, y en discordia de los dichos comissarios, desde luego se compromete esta declaracion y determinacion en la Santidad del summo pontífice, que es ó fuere en el dicho tiempo, para que dentro de un año contado desde el dia en que hizieren sus declaraciones discordes los dichos comissarios de conformidad, ó por mayor parte de votos, y en caso de discordia por Su Santidad, se guardará, observará, y cumplirá inviolablemente por ambas las partes sin valerse de causa, pretexto ni razon en contrario.

Continuacion del cesamiento de todos los movimientos y demas actos militares.

ART. 14.—Continuaráse el cessamiento recíproco de todos los movimientos, y demas actos militares entre una y otra corona que se havia acordado hazer desde el dia del proyecto, manteniéndose la buena paz y amistad antecedente.

Cómo se observará el contenido de este tratado.

ART. 15. — El contenido en este tratado se observará enteramente por unos y otros vassallos, en la parte que á cada uno toca, sin contravenir á él en cosa alguna, y contra los que excedieren, directa ó indirectamente, mandarán proceder con todo rigor ambos los príncipes, y reformarán todo excesso, guardándose en quanto á esto toca el artículo nueve de la paz general entre estas dos coronas, como parte expressa de este tratado.

ART. 16. — Desde el dia que se permutaren las ratificaciones de este tratado, hasta un mes siguiente, se entregarán recíprocamente las órdenes necessarias por duplicado para el cumplimiento del contenido en los artículos de este tratado.

1681.

Compromiso de S. M. C. y el principe de Portugal, de no hacer nada contra este tratado.

Art. 17. — Prometen los sobredichos señores rey cathólico, y príncipe de Portugal, debaxo de su fe y palabra real, de no hazer nada contra ni en prejuicio del contenido en este tratado provisional, ni consentir se haga directa ni indirectamente; y si acaso se hiziere, de repararlo sin alguna dilacion. Y para observancia y firmeza de todo lo en él expressado y referido, se obligan en devida forma, renunciando todas las leyes, estilos y costumbres, y otros qualesquiera derechos que puedan ser de su favor, y procedan en contrario.

Plenipotenciarios.

Todas las quales cosas, que en los artículos de este tratado son referidas, fueron acordadas, establecidas y concluidas por nosotros don Domingo Judice, duque de Jovenaso, don Nuno Alvares Pereira, duque de Cadaval, don Juan Mascarucos, marques de Fronteira, don fray Manuel Pereira, secretario de Estado, en virtud de las plenipotencias que en él van insertas, y declaradas en nombre de Su Majestad cathólica, y del serenísimo príncipe de Portugal; en cuya fe, firmeza y testimonio de verdad, hizimos el presente tratado, firmado de nuestras manos, y sellado con el sello de nuestras armas, en Lisboa, á siete del mes de mayo de mil y siescientos y ochenta y un años.

El duque de Jovenaso. El duque de Cadaval.
El marques de Fronteira. El obispo fray Manuel Pereira, secretario de Estado.



MEMORIA Y DISERTACION

HISTÓRICA Y GEOGRÁFICA

SOBRE EL MERIDIANO DE DEMARCACION

Entre los dominios de España y Portugal y los parajes por donde pasa en la América meridional, conforme á los tratados y derechos de cada Estado, y las mas seguras y modernas observaciones ;

POR D. JORGEJUAN, COMENDADOR DE ALIAGA EN EL ÓRDEN DE SAN JUAN, Y D. ANTONIO DE ULLOA.

Capitanes de navío de la real Armada, de la real Sociedad de Lóndres, y socios correspondientes de la real Academia de las ciencias de Paris.

1681. INTRODUCCION. Con el motivo de haberse tratado en el capítulo 1° y 5° del libro VI, parte 1ª del *Viaje á los reinos del Perú*, de las noticias tanto geográficas como históricas de la provincia de Quito, se expresó por lo tocante á las primeras, sobre sus términos y los del gobierno de Maynas, incluso en ella por la parte del oriente el meridiano, ó línea de demarcacion, que divide los países de la corona de Castilla de los de Portugal; pero quedaron estos dudosos ó confusos allí por no haberse expresado los que lo son en realidad, nacido esto de no haberse hasta el pre-

sente determinado con formalidad por qué parte corta la tierra este meridiano. 1681.

Tan constante ha sido esta duda en la serie de los tiempos, que nunca ha logrado declararse con la precision y exactitud que se requeria, y así aunque varios autores geógrafos é historiadores hayan hablado de ella, no resolviéndola ninguno perfectamente, es forzoso se mantenga suspenso el juicio, ceñido solo á la noticia de haber un meridiano, así llamado de demarcacion, y á las de sus fundamentos y controversias, pero sin llegar á conocer los parajes en que debe entenderse situado; punto principal que se necesita investigar, para que con su inteligencia pueda saberse con firmeza qué países son los que legítimamente corresponden á los de Portugal.

La grande importancia de este asunto se deja entender en su misma gravedad, y en la reflexion de ser este el solo límite que por dilatados espacios ciñe los dominios de los dos Estados, como tambien que la falta de su cabal noticia debe estimarse sumamente perjudicial á entrambos, pues sin tenerlo averiguado, no se hará irregular que los vasallos de uno ú otro falten á la observancia de sus propios confines, viendo que no hay razon en el derecho contrario para convencer de ilegítima cualquiera posesion.

Tocóse pues este punto en los dos lugares ya citados como propio de ellos, y sería el dejarlo, ó tan dudoso ó tan oscuro como los demas escritores, no haber adelantado en el particular cosa alguna; conocer la duda y no aclararla, falta de penetracion ó malicia; y no haber dado en ella, efecto de poca reflexion; pero si allí no nos dilatamos exponiendo nuestro sentir, fué por no haber juzgado á propósito el hacerlo, interrumpiendo con una larga digresion el hilo de la historia. Así dejando advertido entónces, que pone término á la provincia de Quito y gobierno de Maynas el meridiano de demarcacion, quede reservado para esta disertacion el aclarar los países que corre, y por dónde los corta este meridiano, como tambien definir cuáles son sus fundamentos: y aunque esto tenga tanta connexion con aquellas noticias, cuanto que sin hallarse determinado perfectamente y



1681. resuelta la cuestion nunca puede venirse en conocimiento de cuáles sean con formalidad los límites, ó término de dicha provincia y gobierno, porque siendo el meridiano de demarcacion una cosa imaginaria, ínterin no se averigüe con individual especificacion por dónde pasa, se hizo preciso allí no detener la consideracion en él, atendiendo á su distinta naturaleza, que pedia se tratase con separacion.

Es este asunto y su decision tanto mas indispensable para la perfecta inteligencia del otro, cuanto los errores de su falta no reconocen mas ceñidos límites que los de unas distancias tan dilatadas que excediendo de 400 leguas marítimas en longitud, esto es, de oriente á occidente, y extendiéndose de norte á sur todo lo que la América meridional, podria ser muy vasto imperio el que apropiase el engaño, por la falta de conocimiento, á un soberano perjudicando á otro, si con la incertidumbre de lo que debe pertenecer á cada uno, se considera aquel meridiano mas oriental ú occidental, de toda la cantidad en que la duda existe : interes bastante grande para que la monarquía que corra mas peligro en tal errado juicio, deba dedicar el cuidado y la atencion á su mas exacta averiguacion, á fin de conservarla; pero aun fuera de tan recomendable motivo, parece que siempre debe ser regular la investigacion de un asunto de tal naturaleza en que se halla fundado uno de los principales derechos, y acaso de los mas fuertes, que así la corona de Castilla, como la de Portugal, alegan recíprocamente para la posesion de aquellos países, reconociendo al meridiano de demarcacion como legítima barrera de las conquistas de cada una.

Este es el único fin que nos ha movido á la resolucion de tratar sobre el particular, dilatándonos en él, cuando lo requiere su gravedad é incidentes : para ello dividiremos esta disertacion en cuatro puntos. El primero comprenderá noticia de los tratados y convenios celebrados entre las coronas de España y Portugal sobre la posesion de las Indias. El segundo, los cálculos y determinacion del meridiano de demarcacion, arreglada á las capitulaciones y circunstancias estipuladas entre las dos coronas, y á las observaciones mas ciertas y autorizadas que

haya para ello. El tercero dará una idea de los primeros descubridores y descubrimientos de las costas orientales de la América meridional; y el cuarto y último contendrá lo correspondiente á su conquista y poblacion, expresando el modo con que la nacion portuguesa se va apropiando casi todo, ó la mayor parte del rio Marañon, ó de las Amazonas, en contravencion de los derechos que solo pueden considerarse capaces de legitimar la posesion, y con particularidad del principal y mas poderoso de hallarse aquellos países totalmente fuera y apartados de los de su demarcacion, protestando que en el método de tratarlos no tendria la pasion cabimiento, en nuestro juicio, para poder hacer contrapeso á la razon, porque nuestro deseo solo es el de aclarar la verdad, sin otra mira que la de la justicia; y así arreglándonos á las bulas concedidas por los sumos pontífices á favor de los monarcas de España y Portugal, en aquellos tiempos en que estos príncipes tenian dedicada toda su atencion á los descubrimientos y conquistas de nuevas tierras para introducir en ellas la luz del Evangelio; las cuales han sido siempre el fundamento ó base sobre que recíprocamente han fundado el derecho de posesion á aquellas provincias, y en las que ha estribado toda la seguridad y fuerza de los tratados y convenios celebrados entre estos dos soberanos para determinar entre sí qué países son los que pertenecen legítimamente á cada uno; apoyando nuestro dictámen sobre estos mismos derechos en cuanto son favorables á la nacion, y siguiendo las mas exactas observaciones, determinar como geógrafos, qué parajes corta el meridiano de demarcacion; sin pretender otro fin que el que tienen por objeto las ciencias todas, aspirando á la consecucion de la verdad, al servicio del Estado, y al mayor beneficio de la patria. 1681.

PUNTO PRIMERO. Trátase de los primeros descubrimientos que los reyes de Portugal hicieron en las costas de África; los que por parte de los reyes católicos se ejecutaron

Bien sabido es ya de todos, que habiendo empezado los descubrimientos en la costa de África el infante D. Enrique, hijo del rey D. Juan I de Portugal, llegado con ellos hasta la Guinea, y ocupado algunas islas y puertos de su inmediacion y pertenencia, el papa Nicolas V hizo concesion de aquellas conquistas al rey D. Alfonso V de Portugal, sobrino del mismo infante D. Henrique, en cuyo real nombre se hacian aquellos descu-

1681. brimientos y navegacion, expidiendo para ello su bula en Roma, con fecha de 8 de enero de 1454, en la cual se confirmaban y ampliaban las anteriores letras, con que el mismo pontífice le tenia hecha merced á aquel monarca de todo lo que conquistase de los Sarracenos; y se extendió la concesion á todas las tierras desde el cabo de Bojador y de Nair, ó de Non, hasta toda Guinea, y mas adelante hácia el Sur, en atencion al mérito de haberlas descubierto la corona de Portugal, hecho grandes expensas para conquistarlas, y tomado á su cargo el reducir al gremio de la Iglesia aquellas devotas naciones; y á la justa consideracion de no haber sido ocupada ó prevenida tal empresa por ningun otro príncipe cristiano.

en las Indias occidentales; de la concesion que los sumos pontífices otorgaron á favor de cada uno; y de los convenios celebrados entre las dos coronas, en que determinaron lo que les debia pertenecer por medio del meridiano de demarcacion.

La concesion que se le hizo al rey D. Alfonso V por la bula del pontífice Nicolas V, fué confirmada por otra de Calixto III, su fecha en Roma á 15 de marzo de 1456, acrecentándose por esta á instancias de los mismos rey é infante en el derecho de espiritualidad y patronato, que para la presentacion de beneficios y fundacion de iglesias, con lo demas á ello anexo les estaba concedido, el que hubiese de quedar este derecho en la órden militar de Cristo, á cuyas expensas se habia hecho mucha parte del descubrimiento para que el prior mayor de dicha órden fuese el superior espiritual de todos aquellos países, y los demas que se descubriesen y conquistasen hasta la India.

Últimamente el papa Sixto IV, por su bula dada en Roma á 21 de junio de 1481, confirmó al mismo D. Alfonso V de Portugal lo que se le habia concedido por las antecedentes, declarando que mediante haberse hecho un tratado entre los reyes católicos y el mismo D. Alfonso, conviniéndose por él que hubiesen de pertenecer á la corona de Castilla las islas de Canarias, no debian entenderse estas inclusas en la concesion al rey de Portugal, ántes bien se confirmó y ratificó el capítulo de este tratado en la citada bula.

Es igualmente notorio el modo en que vino á España el almirante D. Cristóbal Colon, despues de haber estado en Portugal y de haber propuesto allí y en otras partes, aunque sin provecho, la empresa del descubrimiento de las Indias: y no ménos

lo es, que protegiéndole en ella los reyes católicos D. Fernando y Dª Isabel, habiendo formalizado con él cierto asiento y capitulacion en 17 de abril de 1492, para emprender el descubrimiento de nuevas tierras sin tocar á las de Portugal ni perjudicar á sus conquistas, salió del puerto de Palos en 3 de agosto del mismo año de 1492, y que habiendo navegado con tres navíos que se le dieron 950 leguas segun su juicio, al occidente de las islas de Canarias, descubrió la primera tierra en 12 de octubre de aquel año, que fué la isla nombrada Guanaani, y desde entónces San Salvador, nombre que le puso el mismo Colon; que continuó este su descubrimiento hasta llegar á la isla española; que en ella dejó alguna gente para mantener la poblacion que habia establecido, y vuelto á España informó á los reyes católicos el feliz éxito que habia tenido en su viaje, estando estos en Barcelona en el mes de abril de 1493. 1681.

Noticioso el papa Alejandro VI de las particularidades de este descubrimiento, y hecho cargo de cuán bien sabrian los reyes católicos desempeñar la obligacion de esparcir en aquellas tierras la semilla evangélica, y sacar sus gentes de las tinieblas del gentilismo é idolatría en que vivian, no dudó hacerle la omnímoda concesion de las descubiertas provincias é islas, y de las que hácia aquella parte se descubriesen; teniendo para ello la anticipada reflexion de no perjudicarse en esta gracia las conquistas de Portugal, ni contravenirse á lo dispuesto por las bulas que les estaban concedidas á sus reyes por los otros sumos pontífices. Expidióse, pues, la bula de esta concesion en 4 de mayo de 1493, y por ella declaró pertenecian, y él concedia como sumo pontífice romano, á los reyes católicos D. Fernando y Dª Isabel, y á sus sucesores en la corona de Castilla y Leon, todas las tierras ó islas descubiertas y por descubrir que estuviesen al occidente y mediodía de una línea que se debia considerar tirada desde el polo ártico al antártico, y que pasase mas al occidente de cualesquiera de las islas que vulgarmente se llaman de los Azores y las de Cabo Verde la distancia de cien leguas, con que no se hallasen ocupadas por otro príncipe cristiano, hasta el dia de la Navidad del año de 1492, dejando de

1681. este modo reservadas las conquistas de Portugal con la distancia de aquellas cien leguas, y evitando todo perjuicio á los demas príncipes cristianos, con la circunstancia de ser los países concedidos los que no estuviesen poseidos ó poblados por alguno de ellos hasta aquel término en que tuvieron feliz principio los descubrimientos por parte de la corona de Castilla.

Con la propia fecha expidió el pontífice otra bula, á favor de los reyes de Castilla y de Leon, concediéndoles en los países de su descubrimiento y conquista los mismos privilegios, prerogativas y facultades que habian obtenido de la Silla apostólica los reyes de Portugal, por lo perteneciente á las conquistas de la costa de África, y demas hasta la India; todo lo cual se corroboró con la que en 24 de noviembre del mismo año expidió tambien aquel papa, confirmando las antecedentes, y anulando todas las otras gracias que en cualesquiera manera pudiesen haber sido hechas de aquellas tierras, á fin de que solo los reyes de Castilla pudiesen enviar á ellas sus gentes para que practicasen el descubrimiento. De estas concesiones se quejaba á Su Santidad el rey D. Juan II de Portugal, porque suponiendo ser en perjuicio de sus derechos, le parecia pertenecerle por ellos todos los mares y costas hasta entónces no descubiertas; pero reconociendo el pontífice carecer de fundamento aquella queja por haber sido las conquistas concedidas á los reyes de Portugal solo las de la costa de África, y hácia el Oriente hasta las Indias, vino á declarar en esta última bula que confirmaba lo concedido en las dos anteriores tocante al descubrimiento, dominio y posesion de todas las tierras é islas que navegando al Occidente ó Mediodía encontrasen las naos despachadas por los reyes católicos, como no estuviesen poseidas hasta entónces por otro príncipe cristiano; dando en ello la mas convincente prueba de que de ninguna manera se oponia esta concesion á la que los pontífices sus antecesores habian hecho á favor de la corona de Portugal, y que esta no podia formar justa pretension sobre aquellos países que la de Castilla tenia descubiertos por ser totalmente distintos de los que le correspondian y estaban mencionados en las bulas expedidas á su favor.

No quedó satisfecho el rey D. Juan II con las expresiones de esta última bula, en que se daba á entender su pretension como irregular, y viendo cerrado aquel recurso, le pareció conveniente ántes que dejar pasar la ocasion ocurrir al medio de un amistoso convenio para lograr por el de los tratados la seguridad ó tal vez la extension de su derecho, y proponiendo á los reyes católicos, por sus embajadores, el entrar en un ajuste, se convinieron estos príncipes, dejando á la eleccion del de Portugal la del sitio en donde habian de juntarse los comisarios que se nombrasen de una y otra parte, para dar esta prueba del desinteres con que procedian, y del deseo de mantener la buena correspondencia y la amistad con aquella corona. 1681.

Obligado de esta conducta tan generosa D. Juan II y deseoso de corresponder á ella, no quiso se celebrasen las conferencias para determinar el asunto de su pretension en otra parte que en la misma corte de España, y hallándose entónces esta en Tordesíllas, pasaron á ella los comisarios portugueses, que lo fueron Ruy de Sousa, señor de Ségres y de Vivinguel, D. Juan de Sousa, almotacen mayor, y Ayres Dalmada, corregidor de los hechos civiles en la corte, dándoseles los plenos poderes y las mas amplias facultades para que tratasen y concluyesen este negocio, que fueron firmados en Lisboa á 3 de marzo de 1494. Los reyes católicos dieron los que les pertenecian á D. Enrique, su mayordomo mayor, á D. Gutiérrez de Cárdenas, comendador mayor de Leon, y á Rodrigo de Maldonado, firmándolos en Tordesíllas á 5 de junio de 1494.

Juntos allí los comisarios de ambas partes, se trató del asunto, evacuándose con tal brevedad, que quedó enteramente finalizado el dia 7 del mismo mes de junio de aquel año, conviniendo unos y otros en que se hubiese de dilatar la distancia de las cien leguas asigñadas por la bula de Alejandro VI á trescientas setenta, que son doscientas setenta leguas mas; y que estas se hubiesen de contar desde las islas de Cabo Verde al Occidente (1)

(1) Es probable que aquí se omitió por inadvertencia una cláusula ó algunas palabras.

1681. hasta el dia 20 de aquel mismo mes de junio, aunque fuesen descubiertas por Castellanos, ó por navíos de la corona de España, perteneciesen á la de Portugal; mas las que estos mismos descubriesen hasta el ya expresado dia en el espacio de las 120 leguas restantes inmediatas á la línea ó meridiano de demarcacion hubiesen de quedar sin contradiccion ni repugnancia alguna para siempre jamas á la corona de Castilla; pero pasando dicho 20 de junio, todo lo que se descubriese dentro de ellas hubiese de ser de la corona de Portugal.

En segundo lugar, quedó determinado y convenido de ambas partes que de tal suerte se entendiese hecha la asignacion de los países que aun en el caso de ser descubiertos por vasallos ó navíos de la otra corona, lo hubiesen de entregar recíprocamente, la de Castilla á los reyes de Portugal, lo que descubriesen Castellanos en todo el espacio de las 370 leguas contadas desde las islas de Cabo Verde al Occidente despues del dia 20 de junio de aquel año ó en el de las 250 hasta él; y la de Portugal á la de Castilla todo lo que por sus navíos ó vasallos fuese descubierto al occidente de la línea de demarcacion: con que por este acto hicieron renuncia y se despojaron de cualesquiera derecho y pretension, reduciéndolo todo á este concordato y en él al meridiano de demarcacion convenido; todo con el fin de que en la posteridad no se suscitasen contiendas entre las dos coronas, ni se moviesen nuevas pretensiones queriendo introducirse en los dominios y países de ajena pertenencia con perjuicio y menoscabo del bien público y detrimento sensible del principal intento de los nuevos descubrimientos y conquistas, que se reducia á plantar en ellos la religion de Jesucristo: solemnizóse, y autorizóse este tratado para su mayor validacion y seguridad, con todos aquellos vínculos y firmezas que en tales actos se pueden apetecer, y se especificó no fuese menor su estabilidad, ni ménos religiosa é inviolablemente guardado este convenio por las paces que se habian hecho entre los reyes católicos D. Fernando y Dª Isabel, y los de Portugal D. Alfonso V y su hijo D. Juan, siendo príncipe el año de 1479; por las cuales habian tenido fin las sangrientas guerras entre las

dos coronas, suscitadas con el motivo de la sucesion de Castilla; y para que no les faltase requisito alguno en que pudiese quedar asegurada la certeza de su mas puntual observancia y exacto cumplimiento, se obligaron ambas partes á solicitar la aprobacion del sumo pontífice, y á perdirle confirmase lo estipulado entre las dos coronas, las cuales de su voluntad prometian guardarlo inviolablemente, sometiéndose en el caso de contravencion á las mas rigorosas censuras que se les impusiesen. 1681.

En virtud de esto, y de haber el rey D. Manuel de Portugal hecho su instancia con el pontífice para obtener esta confirmacion, el papa Julio II por su bula de 24 de enero de 1506 sometió esta diligencia al arzobispo de Praga y obispo de Viseo, dándoles facultad para que en nombre del mismo pontífice, visto el convenio, practicasen la confirmacion y lo hiciesen publicar en los dominios de los dos príncipes; y asimismo cumplir inviolablemente entre los mismos, y entre sus súbditos, obligándolos á ello con la autoridad apostólica, é impidiendo el que los unos se introdujesen á perturbar los descubrimientos, y posesion de tierras pertenecientes á los otros; siendo tan notorios estos actos como ademas de constar de las mismas bulas y tratados, se halla repetida su memoria en los autores castellanos y portugueses que tocan este asunto, ó escribieron historias de aquel tiempo, motivo porque omitimos su insercion.

Dispúsose tambien en aquel convenio que dentro de diez meses contados desde el dia en que se concluyese la capitulacion, se hubiesen de enviar dos ó cuatro embarcaciones de una y otra nacion, con personas inteligentes en la geografía, náutica y astronomía, para que saliendo de las islas de Cabo Verde y navegando al Occidente determinasen con exactitud el sitio hasta donde debiesen llegar las 370 leguas, el paraje por donde debiese pasar el meridiano de la demarcacion y los territorios que cortase, para que quedasen divididos los dominios de uno y otro soberano; y aunque no llegó nunca el caso de practicarse esta diligencia, es sin duda que hicieron las mas eficaces instancias los reyes católicos para que se cumpliesen, nombrándose cosmógrafos de entrambas partes; pero nunca tuvo efecto

1681. su solicitud, porque preocupada la atencion del rey D. Juan de Portugal en otros asuntos, y particularmente en el de proseguir sus empresas hácia el cabo de Buena Esperanza, para adelantar las conquistas por el oriente con la emulacion de los grandes y felices progresos que lograban en las suyas los Castellanos, parece se contentó de lo pactado sin cuidar de que tuviese su mas perfecta conclusion, acaso creyendo no ser la otra diligencia tan esencial respecto de que, aunque por no practicarse, pudiese resultar (no estando conocidos los términos de cada Estado, y el sitio á donde legítimamente llegaban sus jurisdicciones) el que con error se estableciese una en los países que rigorosamente pertenecian á la otra, nunca podia perjudicarlas esta introduccion, porque debian, en fuerza de lo estipulado, hacer restitucion de aquellos que estuviesen gozando en los dominios del otro soberano luego que constase el paraje por donde rigorosamente debiese pasar la línea de demarcacion : en esta suposicion el atraso ó perjuicio no podia durar mas tiempo que aquel que alguna de las dos coronas considerándose perjudicada, tardase en reclamar contra un establecimiento hecho por parte de la otra, y pedir que se efectuase la asignacion de los sitios sobre que venia á caer el estipulado meridiano; y siendo esta circunstancia solamente accesoria, y con el fin de que en lo sucesivo no quedase motivo alguno de discordia, su falta no hace al caso para la formalidad del convenio, siendo lo mas que de ella puede inferirse, que una de las dos potencias, aquella que hubiere sido causa de que no se determinase este punto, no pueda argüir á la otra que se introduce en los países de su pertenencia, aunque en realidad lo sean, ínterin que no concurre á la diligencia de señalar los límites por medio del meridiano convenido.

Este concierto, pues, fué aprobado por ambos príncipes, y formalizadas sus ratificaciones, y el canje de ellas, habiendo firmado el rey D. Juan II la copia que debia venir á Castilla, en la villa de Setubal, á 5 de setiembre de 1494, la que permanece original en el real archivo de Simáncas.

Como no llegó el caso de practicarse lo dispuesto en el congreso de Tordesíllas por lo tocante á mandar personas inteli-

gentes, que situasen y demarcasen los sitios y parajes donde se cumplian las 370 leguas desde las islas de Cabo Verde, y los que cortaba el meridiano establecido, no medió mucho tiempo sin que se suscitasen motivos de disension y quejas entre las dos naciones interesadas, formando cada una nuevas pretensiones á unas mismas tierras. 1681.

La célebre empresa de Fernando de Magallánes habia conducido despues de la muerte de este famoso capitan las naves castéllanas, que quedaron de su expedicion, comandadas por Gonzalo Gómez de Espinosa, á las islas de la Especería ó Molucas, y habian reconocido vassallaje al emperador Cárlos V, como rey que entónces era de Castilla, ofreciéndose á serle feudatarios, y á continuar en buena correspondencia con sus vasallos en el trato de la Especería. Estas noticias, que llegaron á España con la nao *Victoria* á 6 de setiembre de 1522, suscitaron zelos en la nacion portuguesa, que temiendo que los Castellanos no se estableciesen en aquel comercio, empezó á introducir varias solicitudes sobre quererse declarar pertenecerle aquellas islas, y caer dentro de su demarcacion, alegando ademas á su favor, aunque no con los fundamentos precisos á su justificacion, haber sido descubiertas por vasallos suyos yendo á hacer el mismo trato de la Especería : el emperador por su parte no fundaba con ménos solidez su derecho, ántes bien por las relaciones de la navegacion y situacion de las islas, venia á concluir casi sin duda, que estaban comprendidas en lo que hacía la mitad del globo terrácueo de su pertenencia ; y en esta inteligencia habiéndole suplicado el reino en las Cortes de Valladolid del año 1523, peticion 83, que pues la Especería entónces descubierta era tan importante, y pertenecia á la corona de Castilla, segun lo contratado con el rey de Portugal, mandase sostenerla, y sobre ello no se tomase medio con él, le respondió este príncipe : Á vos respondemos á esto que sostendremos la Especería (son las voces de la misma respuesta), y no tomarémos asiento ninguno sobre ello en perjuicio de estos reinos.

Los Portugueses para mejorar su pretension con la ventaja de la posesion, hallándose poderosos en los mares de la India,



1681. no difirieron establecerse en Terrenate, una de las Molucas, al mismo tiempo que en España trataba el rey de Portugal de que se le entregasen, y se abstuviese el emperador de enviar las armadas que pretendia despachar para continuar aquel comercio. Á este fin, y deseoso uno y otro príncipe de conservar la union y buena correspondencia que entre sí mantenian recíprocamente, despues de varias embajadas para concluir con algun decoroso acuerdo este asunto, y de varias demandas y réplicas de una y otra parte, se convinieron en nombrar comisarios, los cuales hubiesen de conformarse en el medio de hacer la declaracion de á quién pertenecian aquellas islas, conforme al meridiano de demarcacion establecido en Tordesíllas. El emperador nombró al Dr. Mercurio Gatinara, su gran canciller, á Hernando de Vega, señor de Grujal, comendador mayor de Castilla, y D. Gabriel de Padilla, comendador mayor de Calatrava, y al Dr. Lorenzo Galíndez de Carvajal, del consejo supremo de Indias. El rey D. Juan III de Portugal destinó con igual fin y facultad á Pedro Correa de Atabia, señor de la villa de Vélas, y al Dr. Juan de Faria, de su consejo : estos comisarios, despues de haber tenido varias conferencias sobre el caso, y de haber reconocido las bulas, atendiendo con entera reflexion á lo capitulado en el convenio de Tordesíllas, se conformaron en que por cada una de las partes se nombrasen tres cosmógrafos y tres pilotos, que hiciesen con toda legalidad y desinteres la particion y demarcacion, para la cual se les asignaba el término desde el 1° de marzo del año 1524, en que se trataba este asunto, hasta fin de mayo del mismo, en cuyo espacio lo habian de determinar juntándose para ello entre Badajoz y Yélves; y que asimismo se nombrasen tres letrados de cada parte que viendo las escrituras, probanzas y testigos que ante ellos se presentasen, dentro el mismo término sentenciasen en cuanto á la posesion, sin que en el ínterin se pudiese innovar ni hacer algun acto para adquirirla, ó perturbarla de una ú otra parte, y que si se decidiese en cuanto á propiedad, esto es, por los cosmógrafos, declarando á quién pertenecian las islas disputadas, se debiese entender decidido lo tocante á la po-

sesion; como por el contrario, determinándose solo lo tocante á la posesion, quedaba reservado el derecho á cada uno de lo que le correspondiese en cuanto á la propiedad. 1681.

Ratificada por ambos príncipes esta convencion, el emperador nombró jueces de posesion al licenciado Juan Vásquez de Acuña, del consejo real, al licenciado Pedro Manuel, oidor de la cancillería de Valladolid, al licenciado Hernando de Barriéntos, del consejo de las órdenes, y por juez de propiedad á D. Hernando Colon, hijo segundo de D. Cristóbal Colon, á Simon de Alcazoba Sotomayor, caballero portugues, que estaba en servicio del emperador, á fray Tomas Duminval, Dr. Solaya, á Pedro Ruiz de Villégas, y al capitan Juan Sebastian del Cano; por procurador fiscal, al Dr. Bernardino de Rivera, fiscal de la chancillería de Granada; por letrado, al Dr. Juan Rodríguez de Piza, y notario á Juan Ruiz de Castañeda, yendo ademas como asociados á otros muchos cosmógrafos y pilotos de los célebres de aquel tiempo, como fueron Sebastian Gaboto, Estéban Gómez, Juan Vespucio, Diego Ribera, Martin Méndez, Miguel de Ródas, Rodrigo Bermejo, el bachiller Tarragon, y el maestro Alcázar; fuera de los cuales se embarcaron doce personas de los que habian venido en la nave *Victoria* para que pudiesen servir de testigos en las informaciones con que se habia de instruir la causa de la posesion de las Molucas. Por parte del rey de Portugal concurrieron tambien jueces principales, Diego López de Segueira, almotacen; el licenciado Antonio de Acevedo; los doctores Francisco Cárdos y Gaspar Vaez, del desembargo del rey, y Pedro Alfaro de Aguiar, Francisco de Melo, Simon de Tabira, con otros varios.

Juntáronse, pues, todos los comisarios, habiendo evacuado los debates sobre la admision ó exclusion de algunos de ellos que quedaron recabados, en el puente de Caya, rio que parte términos entre Castilla y Portugal, en el camino desde Badajoz á Yélves, y despues comenzaron las conferencias alternativamente entre estas dos ciudades; pero reconociendo los comisarios portugueses no serles favorables ni las cartas ni los globos, ni los demas instrumentos que por entónces podian servir á

1681. terminar las dudas, procuraron dificultar solamente y poner embarazos para que no llegase el caso de la sentencia. Unas veces pretendian que las 370 leguas del convenio de Tordesíllas se empezasen á contar desde la isla de Sal, que es la mas oriental de las de Cabo Verde, con el fin de que correspondiese en el hemisferio opuesto de tal suerte el meridiano de demarcacion, que dejase dentro de la de aquel reino las Molucas; pero viendo que no bastaba esto para conseguir sus intentos, y que segun todas las cartas estaba convencido caer gran parte de la India oriental en la pertenencia de la corona de Castilla, recurrieron al efugio de no contestar á las medidas que los Castellanos solicitaban se hiciesen y en querer se hubiese de recurrir á la observacion de los eclipses de luna, como medio que, aunque á la verdad es el mas proporcionado, tenia á favor de quien lo proponia la principal recomendacion de la demora, con el logro de que nada se pudiese concluir en aquel congreso, como sucedió; pues pasado el prefijado término, y no habiendo suscitado ménos dilaciones por lo tocante al juicio de posesion, los letrados portugueses que aspiraban á que quedase todo indeterminado, se disolvió aquella junta sin otro fruto que el del desengaño, remitiéndose por fin el negocio para su resolucion á las mismas partes principales.

Seguia entretanto declarada la guerra en las Molucas entre los Castellanos y Portugueses, establecidos los primeros en Tidore y Giloto, y los últimos en Terrenate; y como á aquellos no les era fácil tener socorro de gente, y por el contrario eran frecuentes los que recibian estos, era muy desigual el partido de ambas naciones: y no descuidando al mismo tiempo el rey de Portugal en los medios de quedar dueño del trato de la Especería é islas Molucas, se valió de la necesidad y falta de dinero en que se hallaba el emperador el año de 1526, y ofreciendo dar 3,500 ducados por su empeño, se concertaron ambos príncipes en que por dicha cantidad quedasen las islas al rey de Portugal, otorgándose de ello la carta de venta correspondiente en Zaragoza á 22 de abril de aquel año, con el pacto de retrovendendo para cuando quisiese el rey de Castilla volverlas

á restaurar entregando los mismos 3,500 ducados, y dándose otras varias providencias: y aunque despues, en las Cortes de Madrid de 1528, en la peticion 23, suplicó el reino al emperador se hubiese de cumplir la palabra y ofrecimiento dado cinco años ántes en las de Valladolid del año 1523, de no enajenar las islas Molucas, ni hacer partido sobre ello con Portugal, y ademas que no se hubiesen de empeñar todas ó parte alguna de ellas, S. M. respondió se tendria consideracion y respeto á ello, para mandar proveer lo que mas conviniese á su servicio y bien de sus reinos; quedó no obstante puesto término por entónces á las disputas sobre este particular; pero con advertida precaucion de permanecer en su fuerza y vigor, y expresamente ratificado en cuanto á lo demas el convenio de Tordesíllas, y línea de demarcacion en él establecida.

1681.

De todo lo dicho se convence de haber de pasar esta al occidente de las islas de Cabo Verde la distancia de 370 leguas, sin que en la cantidad haya duda, ni deba haber mutacion, subsistiendo aun la obligacion y fuerza de aquel tratado: siempre han estado contestes las dos naciones en este punto, y estimado por preciso haya de servir de basa ó fundamento para señalar los parajes que han de regularse límites de los dominios de Castilla y Portugal en aquellas partes; y aunque en la determinacion práctica han sido los pareceres contrarios entre ellas, siempre que se arreglen entrambos á aquel principio, es forzoso que su diferencia provenga de otra causa, que es la que debemos indagar para venir en su conocimiento, examinando el modo de proceder de cada una en toda la serie de este negocio, á fin de descubrir el yerro en la que lo padeciere, si fuere posible; pues es constante que lo debe haber en alguna, toda vez que no discrepan en aquellos fundamentos; á ménos de que lo procure mantener tan escondido la confusion, que todo se quiera hacer oscuridad para alucinar, y dejar inútil la especulacion.

PUNTO SEGUNDO. Del congreso celebrado en Badajoz y Yélves, en con-

Por la determinacion y convenio de esta línea, se creyó por el conjetural juicio de un prudente cálculo, que el Brasil pertenecia á la corona de Portugal, por considerarse estar al oriente

1681.

secuencia del tratado provisional, concluido en Lisboa por el duque de Jovenazo, para determinar el paraje por donde deberia pasar el meridiano de demarcacion, y su ningun provecho: resuélvese este punto y establécense los países que corta segun las ultimas observaciones.

del meridiano de demarcacion, sin ponerse el mayor cuidado en establecer puntualmente hasta qué sitios podrian extenderse sus dominios, porque, empleados Castellanos y Portugueses en formar establecimientos en aquellos países, como distaban mucho los del Perú del Brasil, no pensaron los primeros en la averiguacion de lo que les correspondia, hasta que adelantando las conquistas y dilatándose las poblaciones, llegaron á acercarse, y puestos frente á frente, se empezó á contender sobre la jurisdiccion de los Estados, como que ya llegaba el caso de que cada nacion quisiese saber hasta dónde podia extenderse, sin salir de los países de su pertenencia, y defenderlos de ser usurpados por la ambicion de un vecino. Esto tuvo principio en el Rio de la Plata, con el motivo de haber pasado al gobierno del Rio Janeiro, por parte de la corona de Portugal, D. Manuel Lobo, en el año 1679, con órden y disposicion de su corte para establecer poblacion en el Rio de la Plata: dió principio á ello en su orilla septentrional el siguiente de 1680, empezando la fundacion de una nueva colonia con el nombre de Sacramento, frente de unas islas nombradas de San Gabriel: esta resolucion fué tan extraña para los Españoles de Buenos Aires y sus vecindades, cuanto que hasta entónces habian vivido en la creencia de que en todo lo que corria aquel rio hasta su desembocadura al mar, por una y otra costa ú orilla, no podia tener posesion otro soberano que el rey de España, y estar todo el rio dentro de la pertenencia de sus dominios: así celosos de ver lo que se les acercaba la otra nacion, hicieron varias representaciones al gobernador de Buenos Aires, instándole á que defendiese el país, que pertenecia á los reyes de España y á sus vasallos. La eficacia de estas instancias llegó á tener su efecto, porque temiéndose el gobernador tener la nota de sospechoso, se dispuso á ir contra los Portugueses, y hacer todo lo posible para desalojarlos del sitio; como lo practicó auxiliado de las milicias que componian aquellas gentes, porque todos se ofrecieron gustosos á la funcion, en cuyo logro eran tan interesados ó mas que el soberano, por ser aquellos países los que ellos disfrutaban como propios, y por tales los tenian ocupados con sus

ganados y se servian de todos sus otros aprovechamientos. 1681.

La nueva colonia quedó entónces arrasada por los Españoles de Buenos Aires con alguna mas aceleracion é inconsiderada prontitud que debiera, por estarse al mismo tiempo en Lisboa tratando de componer amigablemente esta sobrevenida diferencia, y decidir si estaba ó no la poblacion en los términos de la demarcacion de Portugal, ó en los de la de Castilla; á cuyo fin habia pasado por embajador extraordinario de España el duque de Jovenazo, cerca del príncipe D. Pedro de Portugal, regente entónces de aquel reino, llevando plenos poderes para tratar este negocio, y dejarlo concluido con el especial encargo de que se valiese de todos los medios proporcionados á mantener con aquella corona la amistad y buena correspondencia.

Llegado el duque de Jovenazo á Lisboa, y empezando á tratar con los comisarios que para el mismo efecto habia nombrado el príncipe D. Pedro, que lo fueron D. Nuño Álvarez Pereira, duque de Cadabal, D. Juan de Marcareñas, marques de Fronteyra, y el obispo D. fray Manuel Pereyra, secretario de Estado, y presididas las regulares conferencias, concluyó un tratado provisional en Lisboa á 7 de mayo de 1681, que fué ratificado en España por el rey D. Cárlos II, en 25 del mismo, el cual consta de 17 artículos, que en sustancia, despues de dar algunas providencias en manifestacion de no haber sido acertada la conducta del gobernador de Buenos Aires, ni de órden de la corte de España su procedimiento, y de haberse estipulado la restitucion de armas, pertrechos y prisioneros, se contiene por lo tocante á la pertenencia de aquel sitio lo siguiente: — que la gente que los Españoles hallaron en la nueva ciudad del Sacramento é hicieron prisionera, la restituyeran á aquel paraje, ó que en su lugar, pudiese ir otra tanta de la misma nacion á habitar en él, y que podrian hacer estos reparos de tierra solamente para habitar en ellos y cubrir su artillería; pero no fabricar cosa alguna de piedra, ó de otra materia de duracion, ni hacer fortalezas ú otros edificios; y asimismo que tampoco podrian los Portugueses que quedasen allí acrecentarse en número, ni ellos, ni las armas, ni municiones

1681. de guerra, ni enviar mercaderías de ningun género, hasta que se determinase la legitimidad de aquel sitio.

Que los Portugueses que se mantuviesen allí no tendrian trato ni comunicacion con los Indios de aquellas inmediaciones, pertenecientes á las reducciones y conversiones de la obediencia de los reyes de España, y que el príncipe D. Pedro de Portugal daria las providencias correspondientes para el castigo de los excesos que por los moradores de San Pablo, confinantes con los Españoles, se habian cometido en los países de estos.

Á los vecinos de Buenos Aires se concedia que pudiesen gozar de las comodidades de aquellas campañas cercanas á la ciudad del Sacramento, poniendo en ellas sus ganados, sacando madera, haciendo carbon, y disfrutando el beneficio y usufructo de la caza y pesca; que pudiesen vivir en él, teniendo buena correspondencia con los Portugueses, del mismo modo que ántes que hubiese poblacion; y lo propio quedó determinado por lo correspondiente al puerto y ensenada de aquella colonia, para los navíos y toda suerte de embarcaciones españolas, con otras varias disposiciones accesorias al tratado, para la mas clara inteligencia y exactitud de su observancia.

Todo esto se debia entender, segun el artículo 12, sin perjuicio de los derechos de las dos naciones ó coronas á la posesion ó propiedad legítima de aquellos países; porque para aclararlos se habian de nombrar comisarios en igual número por parte de cada una, que ventilasen este asunto, y determinasen á quién correspondia la pertenencia de aquel paraje; lo cual se debia efectuar dentro del término de dos meses, contados desde el dia en que se canjeasen los tratados, arreglándose en ello al método con que se habia celebrado la concordia entre los comisarios del emperador Cárlos Quinto y rey de Portugal, el año de 1524. Y para las conferencias se señalaron tres meses, en cuyo tiempo debian concluirlas los comisarios y declarar quién debia ser dueño del sitio que se litigaba : y que en caso de que no lo pudiesen resolver, por quedar en discordia, se comprometian las dos coronas con el pontífice para que Su Santidad lo determinase, en fuerza de las razones que se harian presentes por

cada una, ciñendo este último juicio al término de un año, y obligándose cada corona á observar y guardar inviolablemente lo que en él se sentenciase. 1681.

Á este tratado fué consiguiente el nombrar comisarios por parte de cada corona, que concurriesen á determinar el paraje por dónde pasaba el meridiano de demarcacion, y hasta dónde se extendian los dominios de la corona de Portugal en las Indias. Por parte de España lo fueron D. Luis Cerdeño y Monzon, consejero de Indias, D. Juan Cárlos Bazan, tambien del consejo de S. M. C. y su fiscal en la sala de alcaldes de corte; y por la de Portugal Manuel López de Oliveira, del desembargo del serenísimo príncipe D. Pedro, y su desembargador de los agravios en el supremo tribunal de la casa de suplicacion, y Sebastian Cardoso de San Payo, tambien desembargador en el mismo tribunal; los cuales con plenos poderes para tratar y determinar el negocio, debian celebrar las juntas en las dos ciudades de Badajoz y Yélves, alternativamente, y consultar para el mayor acierto de las conferencias á los geógrafos que tambien nombraron los dos príncipes; siéndolo por parte del rey de España, el padre Juan Cárlos de Andosilla, de la Compañía de Jesus, catedrático de matemáticas en el colegio imperial de Madrid, y el capitan José Gómez Jurado, piloto examinado en la carrera de las Indias; y por la del serenísimo príncipe de Portugal el padre Juan Duarte, clérigo del hábito de San Pedro, y el Dr. Manuel Pimentel Villasboas, cosmógrafo mayor de los reinos de Portugal.

Hecha en esta forma la eleccion de los comisarios, la de los secretarios que debian concurrir á autorizar lo que se concluyese, y la de los cosmógrafos, se abrieron las conferencias el dia 4 de noviembre de 1681, en la ribera de Caya en Extremadura, ó Raya, que divide los dos reinos de Castilla y Portugal; y el dia 10 de aquel mismo mes, se celebró la primera junta en la ciudad de Badajoz, á la cual fueron siguiendo las demas, segun el órden alternativo dispuesto, hasta el dia 22 de enero del siguiente año de 1682, que en la misma ribera de Caya, se cerraron aquellas y terminó el congreso, sin quedar

1681. resuelto, con acuerdo de las dos partes, el asunto principal de ellas; porque habiendo estado discordes los geógrafos, no pudieron conformarse los comisarios; y así hubo de pasar la decision de este punto á la determinacion del pontífice, como se habia convenido, que tampoco tuvo efecto, quizá porque calmó la solicitud, y faltando esta espiró el término prefinido, en que se habia de declarar la pertenencia legítima.

La primera dificultad que se ofreció para la conclusion de este negocio y su decision, consistia en que no determinándose en el tratado de Tordesillas, de qué punto en las islas de Cabo Verde se habian de empezar á contar las 370 leguas, los comisarios y geógrafos de España pretendian hubiese de ser desde la medianía, ó medio de todas ellas, tanto en latitud como en longitud; y no habiendo otro punto mas inmediato á dicha medianía de todas que el centro de la isla de San Nicolas, era este el que les parecia se debia elegir para aquel fin.

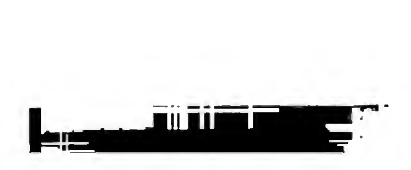
Los comisarios portugueses querian por el contrario hubiese de ser el bordo occidental de la isla de San Antonio, el sitio donde se contasen las 370 leguas, por esta isla la mas al oeste de todas las de Cabo Verde, y deberse entender aquella distancia por entero al occidente de las mismas islas, en cuya forma era preciso comprenderlas todas, y empezar á contar desde la mas occidental.

Como este punto no se podia determinar de pronto, por ser las razones á favor de un dictámen no ménos poderosas ó fuertes que á favor del otro, atendiendo á que no se dilatasen por este inconveniente las conferencias, se resolvió de comun acuerdo hacer dos medidas; la una empezando desde el centro ó medianía de San Nicolas, y la otra del bordo occidental de la isla de San Antonio, y estos fueron los dos puntos asignados que se dieron á los cosmógrafos, para que establecidos como fundamentos de sus especulaciones, considerasen las distancias, y viesen los parajes en donde debia caer el meridiano de demarcacion respecto de cada uno, reservándose para el fin el derecho de determinar cuál de los dos habia de ser preferido; y juntamente se les dió determinada la distancia de las 370 leguas,

declarándose que estas se habian de contar por el paralelo del paraje en donde tuviese principio la medida. Habiendo formado los cosmógrafos castellanos su cálculo, arreglados á estos fundamentos, determinaron que por el paralelo de la isla de San Nicolas, que creyeron estar en 16 grados y 36 minutos de latitud, componian las 370 leguas, 22 grados y 5 minutos, y por el de la isla de San Antonio, considerando su altura de polo de 18 grados, venian á ser las mismas leguas, 12 grados 13 minutos, que aunque en esto concordaron los cosmógrafos portugueses, estuvieron diversos en todo lo demas, segun se irá viendo; naciendo la diferencia entre unos y otros de los distintos mapas que cada partido eligió: sin que deba causar novedad tal discordia, toda vez que no se convino primero en examinar los mapas, y hacer eleccion de uno que sirviese al cómputo de ambos partidos, porque en todos tiempos han tenido estos variedad, y la experimentaron mucho mas sensible en aquellos, en que todavía no se lograba la ventaja de que hubiese un suficiente número de observaciones, con que se situasen seguramente los mas principales puntos de todas las costas, cuyo beneficio solo se ha conseguido en estos últimos años, á expensas del celo y de la aplicacion con que la academia de las ciencias de Paris y la real sociedad de Lóndres se han esmerado en averiguar sus longitudes por medio de observaciones exactas y ciertas. 1681.

Los cosmógrafos castellanos hicieron eleccion de las cartas holandesas reducidas, dando por causal para la preferencia de ellas, ademas de su imparcialidad (no pequeña recomendacion para el presente caso) otras razones; como la de tener esta nacion, con el motivo de haber frecuentado tanto la navegacion á las costas del Brasil, el tiempo que lo poseyeron averiguadas sus distancias, respecto de las costas de África, y que por ser mas exactas sus cartas que otras algunas de las fabricadas hasta entónces, merecian la estimacion general de todas las naciones, y aun de la misma portuguesa, segun lo acreditaba el dictámen de muchos sabios de ella, y entre estos el Dr. Luis Serrano Pimentel, cosmógrafo é ingeniero mayor del reino de Portugal, que las habia calificado con su aprobacion.





1681. Arreglándose pues á las cartas holandesas de mas aceptacion, y al sentir del célebre padre Ricciolo, establecieron las diferencias de meridianos entre el márgen occidental de la isla de San Antonio y cabo de San Agustin en la costa del Brasil, de cuatro grados, por ser este un medio entre los que la hacía mucho mayor hasta llegar á 8 grados, y los que la disminuian de modo que llegaban á situar ambos sitios bajo un meridiano mismo. Por las propias cartas y autoridad, concluyeron tambien la diferencia de meridianos entre el centro ó medianía de la isla de San Nicolas y el márgen occidental del mismo cabo de San Agustin de 5 grados y 45 minutos; pasaron despues á averiguar la diferencia de meridianos entre el bordo oriental del cabo de San Agustin y el cabo de Santa María en la costa septentrional y boca del rio de la Plata, y para ello se valieron de un derrotero portugues, que habia dejado dispuesto el mismo cosmógrafo é ingeniero mayor del reino de Portugal Luis Serrano Pimentel, y sacólo á luz en aquel año de 1681 su hijo y sucesor en los cargos Manuel Pimentel, segun el cálculo se concluyó ser 19 grados 3 minutos los que por el cómputo mas estrecho se hallaba el cabo de Santa María al occidente del bordo oriental de San Agustin: por consiguiente, distaba de la medianía de la isla de San Nicolas 24 grados 48 minutos, y del bordo occidental de la isla de San Antonio 23 grados 3 minutos.

Sustrayendo pues de los 24 grados 48 minutos, los 22 grados 5 minutos, que componen 370 leguas en el paralelo de la isla de San Nicolas, segun ántes se dijo, quedaban 5 grados 43 minutos, que el meridiano de demarcacion debia caer al oriente del cabo de Santa María; y sustrayendo los 22 grados 13 minutos que valen las 370 leguas en el paralelo de la isla de San Antonio, de los 23 grados 3 minutos que el bordo occidental de esta isla se halló distar del mismo cabo de Santa María por el otro cómputo, resultaba deber caer el meridiano de demarcacion mas al oriente de este, 50 minutos.

Por otrás varias cartas holandesas hicieron despues los mismos geógrafos castellanos el cálculo, y concluyeron el meridiano de demarcacion tanto mas al oriente respecto de aquel cabo,

cuanto se señalaba en ellas el cabo de San Agustin, y el de Santa María mas al occidente de aquellas islas; de lo cual se inferia que no tan solamente la colonia del Sacramento, que fué el objeto de la cuestion, pertenecia á la corona de España; sino que tambien todas aquellas tierras desde el cabo de Santa María en adelante, y las otras mas ántes de él, que corren al oriente hasta encontrar con el meridiano de demarcacion, ya fué establecido el principio de la medida para la numeracion de las 370 leguas, en el bordo occidental de la isla de San Antonio ó en el centro de la de San Nicolas; y tomando entre todas las opiniones mas probables un medio en este asunto, venian á concluir que el meridiano debia cortar aquella parte de las Indias entrando por la banda del norte en la boca del rio Flemian, y saliendo por la del sur, un grado y 40 minutos mas oriental que el rio de San Pedro, y 5 grados 40 minutos de diferencia en longitud, tambien mas al oriente del cabo de Santa María, y por la costa 83 leguas distante de él: esto tomando por principio la isla de San Nicolas; pero valiéndose de la de San Antonio, fueron de dictámen debia entrar 2 grados mas hácia el oriente que el rio de las Amazónas y salir al sur por la boca del rio de San Pedro, distante del cabo de Santa María 3 grados 47 minutos mas á su oriente, y como 74 leguas por la costa. 1681.

Los geógrafos portugueses dieron la preferencia á las cartas de su nacion, y entre ellas por no advertirse ménos variedad que en las extrañas á la que el cosmógrafo Juan Tejeira habia construido; por lo cual, aunque conformes con los geógrafos castellanos en que las 370 leguas por el paralelo de la isla de San Antonio componen los 22 grados 13 minutos, concluyeron deber caer el meridiano de demarcacion 13 leguas al occidente de la colonia del Sacramento; pero que tomando por punto determinado para ello el medio entre la isla de San Antonio y la de la Sal de Cabo Verde, en este caso el meridiano de demarcacion caeria 19 leguas al oriente de la misma colonia.

Para dar estos pareceres distantes entre sí á correspondencia de lo que lo estaban las cartas, no faltaron razones de ambas

1681. partes, con que se pretendia persuadir, que cada una procedia arreglada á justicia, sin pasion, y siguiendo el dictámen mas averiguado y cierto, citando á este fin los autores y mapas correspondientes: de modo que si los unos daban pruebas convincentes y clásicas, que autorizaban su opinion, los otros no las traian á consideracion ni en ménos número, ni ménos recomendables, adelantando la cuestion en tal modo, que así como los geógrafos castellanos justificaban su desinteresado proceder con la cita de otros mapas distintos de los que habian elegido, que hacian la diferencia de meridianos entre las islas de Cabo Verde y cabo de Santa María, mucho mayor que aquel, los Portugueses en correspondencia manifestaban otros de igual autoridad, por los cuales era esta misma diferencia de meridianos mucho menor que la del que ellos prefirieron. Á consecuencia de esto se pusieron varias objeciones por ambas partes, contra la conducta que las contrarias habian guardado en la demarcacion y parecer que tenian dado; pero como todas estaban fundadas casi sobre unos mismos principios, ni eran de bastante fuerza para desvanecer el contrario sentir, ni tan sólidos fundamentos que arrastrasen la atencion para hacerse dueños de la preferencia; y solo en las que los geógrafos castellanos dieron contra los Portugueses, pudo tener alguna mas fuerza la circunstancia de haber estos hecho eleccion de sus propias cartas, las que siempre debian ser sospechosas, respecto de ser interesados en la cuestion sus autores; adelantándose mas la desconfianza en la que eligieron por haberse construido al mismo tiempo que se hacía el establecimiento de la colonia, y siendo de creer, ó á lo ménos de presumir, que el engaño padecido en su formacion, ya fuese con sencillez ó con malicia, hubiese dado ocasion para que lisonjeado de él el ánimo del príncipe D. Pedro de Portugal, se determinase á la ocupacion de los países que juzgaba ser pertenecientes á aquella corona: á que se agregaba haber salido la misma carta con la aprobacion del cosmógrafo mayor de Portugal, que asistió á sus conferencias, y por consiguiente hallarse este con anterior prenda é interes en haberla de defender á cualquier costa por la pre-

vencion del juicio con que la miraba; circunstancias todas las mas agravantes que se puedan imaginar para desacreditar el dictámen de los cosmógrafos portugueses fundado en aquella carta, y la pretension que formaron á que fuese la mas exacta de cuantas se habian fabricado, sin tener otro apoyo que el de la voluntariedad. 1681.

Es digno de reflexion, á vista de las impugnaciones que hubo entre los cosmógrafos de cada partido, destruyéndose los fundamentos de los dictámenes contrarios los unos á los otros, que todas sus objeciones consistian en si unas cartas eran mas exactas que otras; en si debian preferirse á las cartas planas, las reducidas; y finalmente en si los métodos de formar los cálculos tenian la seguridad que se requeria, ó si se padecia error en ellos; como tambien si las direcciones y distancias de la costa desde el cabo de San Agustin hasta el de Santa María, eran las verdaderas, ó estaban erradas, sin que en todo este discurso y controversia se determinase, ni la diferencia de meridianos de unos parajes respecto de otros, ni ningun punto principal por medio de observaciones seguras, y la mayor solídez de los dictámenes se fundaba en los derroteros, en los dictámenes de los pilotos, y en las distancias que estos concluian en sus viajes; cuyos principios son tan poco firmes que no pueden dejar de producir mucha variedad de juicios, ni de conducirlos con oscuridad al engaño: pues, como ningun hombre inteligente ignora, las distancias marítimas concluidas por medio de las derrotas que se hacen en los viajes, son ciertas hasta un determinado grado de seguridad; y saliendo de él, no tienen alguna, ántes por el contrario están expuestas á tantos y tales accidentes, que cualquiera de ellos es bastante á destruir toda su riqueza: esto con tanto exceso, que si concurre el de las corrientes, y estas son hácia parte donde la latitud experimente la menor alteracion que debe producir su efecto, las derrotas se perturban tan sensiblemente, que las distancias en realidad grandes, se hacen cortas con su insensible ayuda, y al contrario parecen dilatadas, en cuanto se hace preciso vencer la dificultad de su oculta oposicion.

1681. Los geógrafos tanto castellanos como portugueses se sirvieron para fundar sus dictámenes de cartas náuticas construidas bajo la buena fe de los derroteros, y por esto no debe extrañarse la variedad, porque cada una se habia formado segun las distancias que en unos viajes se tenian concluidas; y como estas debian ser diversas segun el método de navegar de cada piloto, y los accidentes que causaron alteracion en sus cálculos, fué consiguiente el no hallarse conformidad en las cartas, ni poderla tener en los pareceres.

Un asunto de tanta consideracion y de tal naturaleza, no solamente en aquella ocasion, sino tambien al presente, requeria para determinarse con la precision y rectitud correspondiente, que se tratase con unos fundamentos mas sólidos, y tan seguros, que en vez de suscitar cuestiones y disputas allanase las dificultades, dando á conocer la verdad, de modo que ninguno de los dos partidos pudiese excusarse de conocerla, y quedando convencido con ella misma á tener motivo de dudar que esto solo se podia obtener por medio de observaciones ocurriendo al auxilio de la astronomía, para determinar la posicion de cada paraje respecto de otro, y de esta forma, sin vagar en rumbos inciertos y frágiles, se lograria el intento.

En otros tiempos mas remotos que aquellos en que se celebró el congreso de Badajoz, podian ser disculpables los geógrafos de una y otra corona en no haber hecho recurso á este método, y propuesto á los comisarios, como diligencia la mas importante y precisa, para entrar despues á juzgar el paraje hasta donde debia extenderse el meridiano de demarcacion; pero no en unos en que volaban ya por el mundo, muchos años ántes, los progresos de las ciencias naturales en el fomento de las dos célebres academias de Paris y Lóndres; ni en aquel en que la copia de observaciones hechas en todas partes por sus individuos habia contribuido tanto á averiguar la verdadera situacion de los lugares mas famosos de la tierra, y á desterrar los errores antiguos de las meras conjeturas que les habian dado su primera situacion en las cartas. Dejaron, pues, de proponer la precision de esta diligencia, y llanamente entregaron á las confianzas de

los mapas y cartas marítimas para llenarse de confusion y no cumplir nada de lo que se pretendia, porque firme cada partido en la opinion que formó, permaneció en ella, sin vencerse á la del contrario; y no pudiendo convenirse los ministros á vista de la duda, se quedó el punto indeterminado. Esta discordia dió ocasion para que no hallándose bastantamente aclarado el punto fuese inútil el congreso, y la duda quedase en el mismo ó peor estado que ántes, originándose de ello, que haya continuado y que subsista todavía, y que los Portugueses hayan adelantado su nueva colonia, favorecidos de la suspension en que quedó el asunto, y del interino arbitrio que se les permitió de subsistir en la posesion de ella. No se determinó el paraje por donde debe pasar el meridiano de demarcacion, cuando se habia de haber hecho despues del tratado de Tordesíllas, ni se logró tampoco en el congreso de Badajoz y Yélves, por haberse omitido, como queda visto, la averiguacion del punto principal, y en esta forma ha permanecido, no sin pequeño perjuicio de los derechos del rey de España; pues se sabe y es bien público cuán grandes han sido los que por la colonia del Sacramento se han seguido; los que sufre por la de San Pablo, y los que tolera en el rio Marañon ó de las Amazónas, donde introduciéndose los Portugueses del Pará grandes distancias rio arriba hácia el occidente, ya ocupa la corona de Portugal, en casi 400 leguas de distancia al poniente, los países que pertenecen á la España, como se verá mas adelante. 1681.

Esta consideracion, y la de ver cuán poca ó ninguna seguridad habia para conocer con evidencia hasta dónde podian llegar los dominios de Portugal segun el contrato solemne de Tordesíllas, nos hizo apetecer, estando en el Perú, ocasion de satisfacerlos plenamente, procurando averiguar por medio de observaciones ciertas los países por donde debia pasar el meridiano de demarcacion, y á este fin hallándonos en Cuenca, ciudad de la provincia de Quito, concluyendo nuestros encargos, escribió D. Antonio Ulloa al virey de Santa Fe, el teniente general de los reales ejércitos D. Sebastian de Eslaba, pidiéndole su beneplácito para restituirse á estos reinos por el rio de las Amazó-

1681. nas, y con esta ocasion proporcionar la de hacer las observaciones correspondientes; pero estando resuelto á ello ocurrieron otros asuntos, que llamándonos con mas instancia, le apartaron de esta resolucion, y llevaron al mismo tiempo á otro fin no ménos importante; bien que asegurados de que se lograban entrambos; porque uno de los académicos de las ciencias de Paris que habia ido á las observaciones y medida de la tierra, Mr. de la Condamine, habia hecho su regreso á Europa por aquel rio, y no dudando nosotros que practicaria todas las operaciones necesarias, se dió de mano á la precision y quedamos satisfechos, con la esperanza de que por este medio se podria averiguar lo que en tantos años no se habia conseguido; y esto con tanta mayor ventaja, cuanto la sospecha que se pudiera concebir de nuestras observaciones, ó de las que se hiciesen en compañía de uno de nosotros, no podia concurrir en las de un sugeto totalmente imparcial que por su carácter y recomendaciones es digno del mayor crédito; siendo su instituto y el fin con que le envió su corte, el de aclarar la verdad para perfeccion de las ciencias; mucho mas siendo miembro de un cuerpo tan serio y respetable, como el de aquella academia, á quien principalmente se dirigen tales trabajos.

Habiendo, pues, hecho este académico las observaciones necesarias para la conclusion de este asunto, empezaré á hacer uso de ellas, remitiendo al que quisiere satisfacerse de su realidad mas plenamente á la relacion de su viaje por el rio de las Amazónas, leida en la junta pública de la academia de las ciencias, en 28 de abril de 1745, é impresa en Paris el mismo año.

Toda la cuestion se reduce á averiguar la diferencia de meridianos entre las islas de Cabo Verde y la costa del Brasil, y la dificultad de llegar á este punto no pasa de la que se ofrece en tener observaciones ciertas para concluirlo: pues habiéndolas, está evacuado el asunto, sin necesidad de formar cálculos, sin el peligro de sujetarse á derroteros, en que se asignen inciertas distancias ó mapas falibles, y sin el disgusto de entrar en prolijas discusiones para defender una opinion, cuya certeza

ó seguridad solo estribe en la impresion con que de ella se halle preocupado el juicio : y pues con efecto las hay tan á punto, cuanto podia apetecerlas el deseo, empezaremos á citarlas para resolver la duda enteramente : pero como las observaciones no puedan ser en tanto número que abracen toda la extension de las tierras punto por punto, cuya circunstancia ademas de no ser necesaria, sería una irregularidad el pretenderlo, es preciso valernos siempre de algun mapa ó carta marítima, bastando para la exactitud que se hallen determinadas por las observaciones con fijeza, las longitudes de aquellos parajes mas notables y principales : y para no incurrir en la poca certeza y variedad de aquellas que solo se fabricaron arregladas á los diarios y derroteros de los náuticos, ni en el defecto de las que pueden creerse parciales, por ser nacionales, á los intereses de alguna de las dos coronas, deberá preferirse aquella en quien no concurra óbice de esta naturaleza, para determinar por ella solamente las pequeñas distancias, que no lo pueden estar por medio de observaciones. 1681.

Por todos títulos debe recaer la eleccion en la nueva carta francesa, que de órden del conde de Maurepas, ministro de la marina de aquella corona, se dispuso para el uso de ella : porque sus recomendaciones son tales, que no pueden dejar el mas pequeño escrúpulo contrario á su exactitud. Esta carta se construyó conforme á todas las observaciones que los individuos de la academia de las ciencias de Paris y los astrónomos de las demas naciones tienen ejecutadas en el discurso de 50 años por todos los parajes de la tierra, tanto en Europa y Asia, como en África y América : y como estas observaciones no bastarian para situar con exactitud todas las costas marítimas punto por punto, ocurrieron al auxilio de los repetidos viajes, que los náuticos de todas las naciones han practicado, costeándolas, arrumbándolas, y midiendo sus distancias de unas puntas á otras, que es el método para conseguirlo : y para salvar el riesgo que de seguir el dictámen de solos unos se pudiera originar, se valieron de los de todas las naciones con indiferencia, comparándolos entre sí, y comprobando aquellos que con

1681. mas fundamento se hacian acreedores á la preferencia, y de esta forma se pudo conseguir la correccion de aquellos particulares errores que habia en las pequeñas distancias, los que no son averiguables por otro método con mas exactitud, que por el de arrumbar las costas, demarcando unos cabos con otros, y midiendo sus distancias. Este método se comprobaba al mismo tiempo con el de las observaciones astronómicas hechas en ciertos parajes principales, quedando determinados en sus legítimos lugares; no ménos le sucedió al todo de las costas, guardando entre sí las verdaderas distancias que tienen en realidad.

Abiertas las primeras láminas de este mapa general en el año 1738, se puso al exámen de los náuticos, para que viesen si en aquellas cosas mas medidas convenia con la verdad, y habiendo hecho algunos reparos juiciosos, se rompieron las láminas y en su lugar se abrieron otras en el año 1742, señalando en ellas todos los parajes donde se han observado las latitudes y longitudes, como puede verse en la memoria que se hizo para instruir en el método su construccion, y anda con ella, por la cual se convencerá bastantemente su exactitud, y los cuidados puestos para lograr en ella la mayor perfeccion.

Establecido ya el principio de que sea esta nueva carta francesa la que se deba seguir para concluir alguna pequeña distancia, que no pueda estar determinada inmediatamente por observacion de longitud, si bien será muy poco y de ninguna consecuencia para lo formal del asunto el uso que nos será preciso hacer de ella, es el primer asunto que llama la atencion el determinar la diferencia de longitud que hay desde la costa de África á la de la América, y tanto cuanto mas inmediatas á los puntos que necesitamos se obtuvieren estas observaciones, será mayor la precision de lo que de ellas se deduzca.

En el Cabo Verde se hicieron algunas en el año 1682, y estas fueron ejecutadas por tres individuos de la academia de las ciencias de Paris, MM. Vadin, Deshayes, y de Glos, que pasando con este fin á aquellas partes, concluyeron que la Gorea, pequeña isla junto á Cabo Verde, estaba occidental respecto de Paris de 1 hora 17 minutos y 40 segundos, que hacen 19 gra-

dos 25 minutos de equinoccial. La latitud de esta isla quedó establecida ser de 14 grados 39 minutos y 51 segundos boreal: y juntamente quedó averiguado que el lugar en la Gorea, donde se hizo esta observacion, fué casi de 5 minutos de equinoccial al oriente de la extremidad mas occidental de Cabo Verde; es pues consiguiente hallarse este al occidente del meridiano del observatorio de Paris 1 hora 18 minutos de tiempo, ó 19 grados 30 minutos de longitud. 1681.

El año 1743, Mr. de la Condamine, estando en la ciudad del gran Pará, determinó su latitud por varias observaciones conformes que hizo á este fin de 1 grado 28 minutos austral, y por dos inmersiones del primer satélite de Júpiter, observadas en los dias 6 y 29 de diciembre, se halla, haciendo la comparacion con el cálculo, por no haberse observado en Paris, 3 horas 24 minutos, que hacen 51 grados de equinoccial, sustrayendo de estos los 19 grados 30 minutos, que el bordo occidental de Cabo Verde está al occidente del mismo observatorio de Paris, quedan 31 grados 30 minutos, que el Pará está al occidente del bordo occidental de Cabo Verde.

Réstanos averiguar ahora qué punto es el que debe elegirse para empezar á contar las 370 leguas asignadas al meridiano de demarcacion: y siendo, segun la cláusula del tratado de Tordesíllas, igual la razon que hay para elegir la última isla al occidente de las dos de Cabo Verde, que para tomar el punto medio entre todas ellas, y no fácil el consultar á los que entónces se hallaron á determinar aquella distancia, será lo mas acertado siguiendo en todo aquellas circunstancias en que los comisarios y cosmógrafos de las dos naciones del congreso de Badajoz estuvieron conformes en tomar los dos puntos de que se valieron: y empezando por el de la medianía de la isla de San Nicolas, se halla segun la carta francesa situada en 17 grados 2 minutos de latitud boreal, y al occidental de Cabo Verde 6 grados 7 minutos, con que sustrayéndolos de los 31 grados 30 minutos que este cabo está al oriente del gran Pará, quedan 25 grados 23 minutos. Las 370 leguas asignadas, siendo leguas españolas, en las cuales se determinó esta medida por

1681. el paralelo de 17 grados 2 minutos, componen 21 grados 9 minutos : con que sustrayéndolos de los 25 grados 23 minutos que el gran Pará está al occidente de la mediania de la isla de San Nicolas, quedan 3 grados 14 minutos, y de esta cantidad al oriente de la ciudad del gran Pará, debe caer el meridiano de demarcacion cortando aquella costa que de Pará se extiende al oriente por el cabo de Cuma en la capitanía del Marañon, situado en 1 grado 48 minutos de latitud austral, y de la parte sur de la costa del Brasil por la tierra firme que está al occidente de la isla de San Sebastian, entre esta é isla Muda, cuya latitud es de 24 grados 5 minutos austral; de esto se convence que toda la capitanía de Pará por la banda del norte del Brasil, y por la del sur las de San Vicente y del Rey, están totalmente fuera de la demarcacion de la corona de Portugal, y dentro de los dominios que en todo rigor pertenecen á los reyes de Castilla y Leon, en virtud del tratado de Tordesíllas y en fuerza de las circunstancias con que se solemnizó.

Pero dejando la isla de San Nicolas y pasando á determinar el meridiano de demarcacion, empezando á contar las 370 leguas desde el bordo occidental de la isla de San Antonio, se hallará que su latitud es de 17 grados 40 minutos, y por este paralelo, equivalen las 370 leguas á 22 grados y 14 minutos. La costa occidental de esta isla está mas al oeste que el bordo occidental de Cabo Verde 7 grados 26 minutos, con que sustrayéndolos de los 31 grados 90 minutos que el Pará está al occidente de este cabo, quedan 24 grados 4 minutos, que es la diferencia en longitud entre el bordo occidental de la isla de San Antonio y la ciudad del gran Pará; y sustrayendo de ellos los 22 grados 14 minutos de las 370 leguas, quedan 1 grado y 50 minutos que el meridiano de demarcacion cae al oriente de la misma ciudad del gran Pará : de suerte que en este caso pasa cortando aquella costa por el rio Carará, entre las capitanías del gran Pará y el Marañon en la latitud de 1 grado 30 minutos austral, y sale á la parte del sur por las desembocaduras del rio Itanian en la capitanía de San Vicente, poco distante de la bahía de este mismo nombre en 24 grados 3 minutos de

latitud austral, dejando asimismo toda la capitanía del Pará en la parte del norte del Brasil, y por la del sur mucha parte ó casi toda la de San Vicente y toda la capitanía del Rey dentro de la demarcacion perteneciente á los reinos de Castilla y de Leon; pues la ciudad de San Pablo en la de San Vicente viene á hallarse al occidente del meridiano de demarcacion algo mas de 15 minutos, y las minas de oro que están en las vecindades de la laguna de Xarayes, hasta donde se han introducido los Portugueses por aquella parte haciéndose dueños del terreno, distante del mismo meridiano hácia el poniente casi 11 grados, distancia bastantemente sensible para que sea disimulable. 1681.

Aunque el número de las observaciones practicadas por Mr. de la Condamine, siendo dos y conformes, como el autor previene, no puede dejar duda alguna, ni comprobarse con mas firmeza que su misma uniformidad, para asegurarnos de la verdadera situacion de este célebre meridiano, y ponerla á cubierto de todo género de desconfianza, logra aun ademas la mayor seguridad en la circunstancia de convenir con ellas, otras observaciones que hizo el mismo astrónomo, así en lo interior del reino de las Amazónas como en la isla de la Cayena, segun las cuales podremos pasar á examinar el paraje por donde el meridiano de demarcacion deba cortar para mayor comprobacion de lo ya expuesto:

Navegando Mr. de la Condamine el Marañon, llegó al paraje donde desemboca el rio Napo, y siendo á tiempo de poder observar una emersion del primer satélite de Júpiter, lo hizo en una isla que hace frente la misma desembocadura, y cuya latitud halló ser de 3 grados 24 minutos austral la noche del 31 de agosto al 1° de setiembre de 1743: concluyendo por el cálculo corregido estar aquel paraje al occidente respecto de Paris de 4 horas 48 minutos, que hacen 72 grados de diferencia en longitud. El bordo occidental de Cabo Verde está al oeste respecto de Paris 19 grados 30 minutos y la medianía de la isla de San Nicolas respecto del bordo occidental de Cabo Verde 6 grados 7 minutos; y por consiguiente el occidente del meridiano de Paris 25 grados 37 minutos: los cuales sustrai-

1681. dos de los 72 grados, quedan 46 grados 23 minutos; y dismisnuyendo estos de los 22 grados 9 minutos que corresponden á las 370 leguas asignadas por el paralelo de la isla de San Nicolas, quedan 24 grados 14 minutos que la desembocadura del rio Napo en el Marañon cae al occidente del meridiano de demarcacion : y valiéndonos del mapa que el mismo autor construyó del curso de todo aquel rio, con sumo cuidado y prolijidad, reduciendo para ello todas las derrotas de su navegacion, siendo la diferencia de meridianos entre la boca del rio Napo y el gran Pará de 21 grados 2 minutos, sustraidos de los 24 y 14 minutos, se concluirá que el meridiano de demarcacion debe caer al oriente de la ciudad del gran Pará 3 grados 12 minutos, que es lo mismo, á diferencia de 2 minutos que se ha encontrado ántes por las observaciones hechas en el Pará. Respecto del bordo occidental de la isla de San Antonio, el cual se halla al occidente del meridiano de Paris 26 grados 56 minutos, el meridiano de demarcacion debe cortar apartado hácia el oriente de la desembocadura del rio Napo 22 grados 50 minutos; esto es, 1 grado 47 minutos al oriente del meridiano del gran Pará : porque disminuyendo de los 72 grados que el meridiano de la desembocadura del rio Napo está al occidente del de Paris, los 26 grados 56 minutos de la diferencia entre el del bordo occidental de la isla de San Antonio y el mismo de Paris, quedarán entre el de la isla y la desembocadura del rio Napo 45 grados 4 minutos, y sustrayendo de estos los 22 grados 14 minutos que valen las 370 leguas por el paralelo de la isla de San Antonio, quedan 22 grados 59 minutos entre el meridiano de demarcacion y la boca del rio Napo : hallándose pues esta, por el mapa de Mr. de la Condamine, al occidente del meridiano del gran Pará 21 grados 2 minutos, se concluye que el meridiano de demarcacion cae al oriente del Pará 1 grado y 48 minutos.

Lo mismo que resulta en los dos cálculos anteriores fundados en las observaciones que Mr. de la Condamine hizo en la ciudad del gran Pará y en la boca del rio Napo, se concluye tambien por las que el mismo practicó en la isla de la Cayena el año 1744, cuando siguiendo su viaje á Europa, hizo tránsito por

ella : allí dejó determinada la latitud de esta isla de 4 grados 1681.
56 minutos norte, y por tres observaciones de los satélites de Júpiter estableció la diferencia de meridianos entre ella y Paris de 3 horas 38 minutos y 20 segundos, que componen 45 grados 35 minutos de equinoccial: con que la isla de la Cayena está al occidente del meridiano del Pará 3 grados 35 minutos, y el meridiano de demarcacion, tomando la distancia de las 370 leguas ó 22 grados 9 minutos, que es lo mismo, desde la medianía de la isla de San Nicolas, caerá al oriente de la isla de la Cayena 6 grados 49 minutos; pero empezando á contar las 370 leguas, ó 22 grados 14 minutos, que son iguales á ellas, por el paralelo de la isla de San Antonio desde el bordo occidental de esta, el meridiano de demarcacion caerá al oriente de la isla de Cayena 5 grados 25 minutos; y en ambos casos cortará á la costa del Brasil por los mismos parajes que quedan vistos ántes.

Estas observaciones de la isla de la Cayena, como el mismo Mr. de la Condamine advierte en la relacion de su viaje, no concuerdan en la longitud, que por ellas se concluye, con la que Mr. Richer estableció por otras en el año de 1672, y la causa de ello proviene, como el mismo Condamine averiguó despues de haber llegado á Paris, con la novedad de encontrar la diferencia de meridiano por la suya, casi de un grado ménos que Mr. Richer la daba, no haber podido este concluirla inmediatamente por observaciones de los satélites de Júpiter, ni por otras semejantes, y así lo dejó advertido en las mismas observaciones Mr. Richer, sino que se sirvió de medios indirectos, y expuso á error para venir á su conocimiento á poco mas ó ménos, por esto no pudieron ser de alguna seguridad ó exactitud, ni ménos conducir á alguna contraria consecuencia la diferencia que se advierte entre ellas y las de Mr. de la Condamine; en tanto cuanto no pueden compararse entre sí, por las particulares circunstancias de unas y otras.

Como un punto de la naturaleza y circunstancias del que se va tratando, requiera no solamente que su determinacion se fundase en observaciones ciertas, sino que los cálculos y comparaciones de estas se hayan concluido á la última precision,

1681. no nos pareció que debíamos ceñirnos á lo que Mr. de la Condamine expresa en su relacion, donde las diferencias de meridianos de los tres parajes, en que se observó, segun da á entender, parecia no ser las mas precisas, y que ántes de concluir este asunto, sería conveniente consultarle sobre sus observaciones : así lo practicamos en carta de 18 de diciembre de 1747, pidiéndole se sirviese comunicarnos la última resolucion de ellas; y en su respuesta de Paris con fecha de 1° de enero de 1748 dice en el particular lo siguiente, que es sacado á la letra en esta forma : — « Mi longitud de Cayena media entre tres » observaciones, que concuerdan entre sí, no llegando la mayor » diferencia que hay entre todas á 1 minuto, y habiendo com- » probado la una á la correspondiente que se observó en Paris, » será de 3 horas 48 minutos 20 segundos de diferencia de » meridianos. La de Napo por cálculo corregido 4 horas 48 » minutos : las dos estrellas que observé para hallar la hora » precisa de la observacion, concuerdan á darme la misma con » solo 14 segundos de diferencia. La del Pará hasta ahora por » dos observaciones del primer satélite de Júpiter, no habiendo » reducido las faces del eclipse de luna, observado en Verona, » Bolonia y otras partes, es como la he supuesto en mi obra » de 3 horas 24 minutos. »

De esta respuesta de Mr. de la Condamine se ve, que verificado el cálculo de sus observaciones no difiere nada del primero, al cual se arregló para assignar las longitudes de aquellos parajes, segun las anunció en su relacion; y que se aseguró la exactitud de todas con la comparacion de la una, que tuvo correspondencia en Paris, donde tambien se observó : porque conviniendo todas en una misma diferencia de meridianos por el cálculo, sin apartarse entre sí mas que aun algo ménos de un minuto, cosa tan pequeña, que no se puede juzgar por error, es sin duda que todas son de igual exactitud y capaces de la mayor confianza : y sostenida la certeza de las unas con las otras, que le sirven de comprobacion, todas ellas convienen en acreditar la precision con que se determina, por la diferencia de meridianos entre Paris y el gran Pará, la boca del rio Napo

y la isla de la Cayena, el paraje por donde rigorosamente pasa 1681.
el meridiano de demarcacion; no pudiéndose apetecer para su seguridad ni mas exactas ni mas recomendables observaciones, ni mejor medio para desvanecer toda desconfianza, que el de haberlas repetido en tres distintos parajes, para que la uniformidad de las resultas acredite su innegable puntualidad.

Queda ya visto de todos modos, que el meridiano de demarcacion cae á la parte del oriente del Pará, ya sea empezando la medida de las 370 leguas desde la isla de San Nicolas, ya haciendo principio en el bordo occidental de la de San Antonio, y esto, tanto valiéndose de las observaciones del Pará, como de la hecha en la boca del rio Napo, ó en la isla de la Cayena; y que desde allí hacia el occidente todo el país, y el Pará no ménos, como comprendido dentro de él, pertenecia á la corona de Castilla, lo que no se puede contradecir sino de uno de dos modos: ó faltando á lo estipulado en el solemne tratado de Tordesíllas, ó queriendo dudar en la realidad y exactitud de las observaciones que se citan; ni aquello ni esto podrá hacerse con madura reflexion, y sería, en cuanto á lo último, proceder sin fundamento, pasar lijeramente á tan rígida censura, en ofensa de una academia tan sabia como la de las ciencias de Paris, y de sus individuos, cuyas especulaciones han llenado el mundo de aciertos, con lo mucho que su aplicacion é inteligencia ha adelantado en las ciencias; ó negar del todo las ventajas de estas, desmintiendo ó desacreditando contra razon cuantos maravillosos descubrimientos nos han enseñado sus laboriosas tareas é incesante aplicacion, no solo en el mundo que habitamos, sino aun en las esferas mas distantes: solo, pues, un inadmisible frenesí de la ignorancia podrá introducir en el juicio tan irregular conducta como la de una ciega incredulidad; y que se quiera dificultar enteramente de lo que hay mas averiguado y seguro entre los hombres, no creyendo ni aun lo que persuade la razon y tiene acreditado la experiencia. Estas dos muestras son sin duda las que nos han abierto los ojos del discurso, y hecho que la comprension no se confunda con la variedad de objetos, que llegan á preocuparla dándole apti-

1681. tud para que los perciba con separacion, y haga juicio de cada uno en particular, distinguiéndolos de los otros por los medios y arbitrios de poder encontrar en ellos la verdad física ayudada de la demostracion matemática.

Aunque en el capítulo 5° ya citado, libro VI, 1ª parte de la *Historia* de nuestro viaje á los reinos del Perú, quedan dadas las noticias pertenecientes á los primeros descubrimientos del rio de las Amazónas; por quiénes se hicieron, y cuáles fueron las primeras poblaciones establecidas por los Españoles; sin volver á repetirlas aquí prolijamente y remitiendo al lector á aquel paraje, no excusaremos en sucinto tocar aquellas que fueren mas precisas para la comprobacion de no haber habido otros descubridores ántes que los Españoles; y como todos los parajes que pertenecen á la corona de España por aquellas partes, no ménos por hallarse dentro de los términos de su demarcacion, que por competirle con la justicia que todos los demas derechos, los goza ahora la corona de Portugal sin justo título, será forzoso hacer alguna mas detencion en lo tocante á su conquista y poblacion, para que se venga en conocimiento del medio de que se ha servido para conseguirlo, faltando no solamente á la seriedad de los tratados, sino á los derechos de la equidad, de la buena correspondencia y de la razon, bien que habremos de confesar que en parte podrá esto haber provenido, á no serlo enteramente, de la induccion de aquellos vasallos, que no atendiendo mas que á la conveniencia propia, ni respetando derechos de ajeno soberano, negados á conocer límites en los dominios del propio, se introdujeron en los extraños, favorecidos quizá de la poca defensa que encontraron; no siéndolo para tales individuos la tan formidable y digna de atencion de los tratados, y que persuadiendo estos al príncipe con la lisonja de extender la soberanía, logró la malicia con engaño cayese en él la sinceridad del monarca protegiendo la ocupacion por sus vasallos de aquellas tierras cuando acaso en nada pensaba ménos su rectitud y justificacion, que en contravenir á la palabra, ni en quebrantar la fe de los juramentos con que la tenia asegurada.

1681.

PUNTO TERCERO.

Dase cuenta de los primeros descubrimientos y descubridores en las costas de la América meridional (orientales), y quiénes fueron los que con anticipacion emprendieron su conquista y poblacion por las partes de los rios de la Plata y de las Amazónas.

Uno de los principales títulos de los príncipes para fundar el derecho á los países de las Indias es el mérito de su descubrimiento, como que es este el primer acto que equivaliendo á la ocupacion lo es para adquirir el dominio, y conseguir despues aquellos piadosos y cristianos fines que llevan siempre la prerogativa en la generosidad de nuestros reyes : esto es, el sacar las naciones que los habitan de la rusticidad y torpeza en que viven, para que abiertos los ojos de la razon, conozcan y den el debido culto al supremo Autor de todas las cosas : empresa y destino es este verdaderamente tan grande y tan plausible, que hace digna la recompensa en el acrecentamiento de la soberanía y de la dominacion.

Aunque esto es tan evidente y al parecer natural, no es tan preciso que no admita ciertas limitaciones, por las cuales en algunos casos deja de ser suficiente para adquirir derecho la anticipacion del descubrimiento : así, segun queda ya dicho, en la América meridional militan entre las dos coronas de España y Portugal tales circunstancias, que todos los derechos son de ninguna fuerza en cualquiera de ellas para poseer, cuando no concurre tambien el principal de hallarse los países dentro de los términos prescritos por las bulas apostólicas y por los tratados, sin lo cual, ni el descubrimiento ú ocupacion produce el dominio, por ser causa en que este pertenece al otro príncipe en virtud de la convencion; ni puede legitimarse la posesion ni causarse prescripcion, respecto de carecer de justo título capaz de transferir la propiedad, y no poder estimarse para ella de buena fe.

Siendo pues la virtud de los tratados cuya confirmacion impetró de la Santa Sede la corona de Portugal, la que hace legítima la posesion, y siendo tanta su fuerza, cuanto la utilidad pública se interesa en la perpetuidad de la paz y en que se eviten las ocasiones de disgusto, que pudieran muy frecuentemente sobrevenir sin tales providencias; no se puede negar que cuando todos concurren, esto es, por una parte lo estipulado en los convenimientos, y por otra, el mérito del descubrimiento, la recomendacion de haber poblado, la gloria de la

1681. conquista y establecimiento de la religion deben hacer mas plausible, mas autorizado y mas robusto el derecho, como que se unen mas títulos á calificar su adquisicion. Esto sucede en aquellos países en que el rio Marañon ó de las Amazónas corre hasta pagar en el mar su regular tributo, y lo mismo en el de la Plata, porque ademas de hallarse enteramente, segun se ha visto, dentro de los términos pertenecientes á la corona de España, fueron descubiertos y poblados por vasallos de ella, y así por todos los títulos de derecho natural y de gentes le pertenece de justicia su dominio.

El primer descubridor, no solamente del Marañon por su desembocadura al mar, sino de la costa del Brasil, fué Vicente Yáñez Pinzon, vecino de la villa de Palos, el cual habiendo hecho un armamento de cuatro embarcaciones á su costa, salió del mismo puerto de Palos por diciembre del año de 1499; navegó en demanda de las Canarias, y de estas islas prosiguió á Cabo Verde, y el 13 de enero del siguiente año de 1500, salió de la isla de Santiago, la mas meridional de las de aquel cabo, y navegando al Sur pasó la equinoccial, siendo el primer Castellano que se sepa haberla hasta entónces atravesado : llevado pues de una furiosa tempestad, y navegando al Occidente, descubrió el 26 del mismo mes de enero, el cabo conocido ahora por el nombre de San Agustin en la costa del Brasil, á quien puso el nombre de cabo de la Consolacion, y saltando en tierra con algunos de los suyos tomó posesion jurídica de aquellos países por la corona de Castilla y Leon; y aunque se avistaron algunos Indios, estos huyeron luego, sin duda confusos de una novedad tan extraña, como la que les ofrecia la nueva gente y los navíos.

Vicente Yáñez Pinzon desde el cabo de San Agustin fué prolongando la costa al Norte y al Occidente, y reconoció la boca del rio Marañon, llenando con sus aguas dulces las vasijas de sus naves, segun refiere él mismo, 40 leguas mar afuera : reconocida la boca de aquel gran rio, y habiendo tratado de paz y amistosamente con los Indios que poblaban las islas del espacioso desagüe del Marañon, volvió á continuar su navegacion

siguiendo la misma costa hácia el Norté; y atravesando otro rio, que tambien despedia el agua dulce bastantes leguas á la mar, aunque no era tan grande como el Marañon, llegó á Paria, descubriendo todas aquellas costas; de cuyas señales se puede conjeturar que fué aquel segundo rio el del Orinoco. 1681.

En el mismo mes de diciembre de 1499, que salió á navegar de España Vicente Yáñez Pinzon, emprendió viaje tambien desde el puerto de Palos Diego de Lepe, llevando dos embarcaciones con las cuales dirigió igualmente su rumbo hácia el Brasil hasta descubrir el cabo de San Agustin, y habiéndolo montado, continuó prolongando la costa hácia el Sur; y volviendo despues hácia el Norte hizo en todos los parajes de ella los actos regulares de posesion, tomándola por la corona de Castilla, cuyo súbdito era, y por quien se hacía aquel descubrimiento.

Miéntras Pinzon y Lepe estaban en sus viajes, dispuso el rey D. Manuel de Portugal una armada para la India, compuesta de 13 embarcaciones, y hasta 1,200 hombres de mar y guerra, al mando de Per-Álvarez Cabral, y hecha á la vela en Lisboa el lúnes 9 de marzo de 1500, se dejó ir para el Occidente, huyendo de la costa de Guinea, porque junto á esta temian que se les alargase el viaje con las calmas, de modo que el 24 de abril descubrió la tierra de la costa del Brasil, cuando sus pilotos se consideraban cosa de 470 leguas apartados de la de Guinea, y por la latitud de 10 grados austral, á cuyo sitio llamaron tierra de Santa Cruz, á causa de que habiendo salido á ella Per-Álvarez con parte de su gente, erigido altar, y celebrado misa al pié de un árbol, puso una cruz de piedra en señal de posesion, pero sin fundamento; porque habian precedido algunos meses los dos actos de descubrimiento y posesion que los Castellanos Pinzon y Lepe anticiparon; sobre lo cual no parece puede tener lugar duda alguna, así como no la hay en la data de los tiempos en que Per-Álvarez Cabral salió de Lisboa, y llegó á las costas orientales de la América meridional, yendo en ello contestes los historiadores castellanos y portugueses, como lo hacen nuestro Herrera, y Sebastian de Rocha Pitta, en la historia que con título de *América portuguesa* imprimió en

1681. Lisboa en folio el año 1730, si el empeño de mantener á costa de la verdad opiniones extraordinarias no obliga á seguir extraños rumbos, y apartarse de los que dictan las leyes de la historia y de la justa crítica.

Dudaron los comisarios portugueses en el congreso de Badajoz y Yélves, de la realidad de los descubrimientos hechos por parte de los Castellanos en la costa del Brasil con anticipacion á los Portugueses, y esto con el débil fundamento de no haber otro historiador que hiciese memoria de ellos, sino el cronista español de las Indias Antonio de Herrera, y otros dos ó tres de poca autoridad para ellos, á quienes les eran sospechosos todos aquellos que no hablaban en su abono : pero aun cuando no hubiese otro autor que hiciese la relacion de estos casos, ínterin no habia prueba evidente de lo contrario, no se le podia negar á Herrera el crédito, y en rigor se le debe con preferencia á otros autores, en asuntos que pertenecen á los descubrimientos y hechos de los Españoles en las Indias, porque como cronista escribió con vista de las memorias originales de los sucesos, que se le franquearon de los archivos del reino ; cuando los otros escritores, ó no tratan de propósito y con tanta especificacion lo vasto del asunto, ó no se detienen en la prolija especulacion de sus particularidades, para que su silencio por lo tocante á los dos primeros descubrimientos del Brasil, pueda ser bastante argumento á negar la fe á un historiador, que ademas de merecerse la mayor estimacion, tiene á su favor la recomendacion de dar sus noticias tan circunstanciadas, que se hace increible la suposicion, infiriéndose de la misma narrativa por su sencillez y naturalidad, haberse sacado de los derroteros, relaciones y papeles de aquellos descubrimientos.

1° Para que se vea cuán distantes procedieron en esto los comisarios portugueses de la justificacion y desinteres que convenia á su carácter, y que no fué solo Herrera el que afirmó haberse descubierto el Brasil por los Castellanos, citaremos aquí los autores con quienes los comisarios de España autorizaron los descubrimientos referidos por Herrera, que fueron : el P. Alonso de Ovalle, de la Compañía de Jesus, en la histórica relacion del

reino de Chile, impresa en Roma por Francisco Cabello el año de 1646, lib. IV, cap. VII, fol. 118, columna 2. 1681.

2° Juan de Laet, Holandes, en la *Historia del Nuevo Mundo* ó descripcion de las Indias orientales, impresa en lengua francesa, año de 1640, lib. XV, cap. I, fol. 147, y al fol. 474, autorizada la nota del descubrimiento hecho por Diego de Lepe en aquellas partes.

3° Guillermo y Juan Bleau, hermanos holandeses, en el *Teatro del mundo*, 2ª parte, impreso en frances año de 1685, de la descripcion del Brasil.

4° D. Tomas Tamayo de Várgas, en el libro *De la Restauracion del Brasil*, capítulo 5°.

5° El consejero D. Juan de Solorzano, *De jure Indiarum*, tom. I, lib. I, cap. 6, núm. 59, fol. 59.

6° Pero quien mas que todos lo autoriza es Pedro Mártir de Angleria, Milanes, que vivia al tiempo de estos descubrimientos, pues se imprimieron sus décadas de Indias el año 1516, y en la 1ª, libro 9, refiere del mismo modo que Herrera el descubrimiento de Pinzon, siendo fácil de entender la razon por qué otros escritores callando los primeros, solo mencionan el de Per-Álvarez Cabral; porque habiendo sido este mucho mas famoso, y seguídose á él la ocupacion de toda la provincia por los reyes de Portugal, puede oscurecer y poner casi en olvido los dos reconocimientos que no habian sido tan ruidosos, ni producido efectos de tanta recomendacion.

Si entramos á averiguar consiguientemente los primeros descubrimientos del Rio de la Plata, se encuentra que deseando el rey católico los adelantos de las conquistas empezadas por la parte oriental de la América, hizo que concurriesen en su corte el año de 1507, Juan Diaz de Solis (Herrera, década 1, lib. 7, cap. 1, 7 y 9), Vicente Yáñez Pinzon, Juan de la Cosa, y Américo Vespucio, que eran los prácticos mas insignes de aquellos tiempos, por lo tocante á la navegacion de las Indias, y de la consulta que se tuvo con ellos, resultó la determinacion de que se fuese continuando el descubrimiento por la costa del Brasil hácia el Sur, para lo cual se mandaron

1681. aprontar dos caravelas, y se dió el mando de ellas á Juan Diaz de Solis y á Vicente Yáñez Pinzon, para que pusiesen en ejecucion lo dispuesto, con órden de que no se detuviesen en los puertos y tierras que descubriesen, sino que pasasen adelante, siguiendo el descubrimiento para disponer despues el poblar los países que reconociesen : estas dos caravelas partieron de Sevilla el siguiente año de 1508, y haciendo su primer derrota á las islas de Cabo Verde, pasaron despues á la costa de la América ; volvieron á descubrir el cabo de San Agustin, y sin detenerse allí mucho, continuaron costeando las tierras, desembarcando en los puertos y ensenadas que les parecian proporcionadas, y haciendo todas las diligencias correspondientes á la formalidad de los actos de posesion, en nombre de la corona de Castilla; en cuya forma llegaron hasta casi la altura de 40 grados austral, y pareciéndoles bastante la diligencia, se volvieron á España á dar razon de lo que hasta entónces tenian reconocido, cuyo feliz suceso dió un nuevo motivo de quejas al rey de Portugal, que aspirando siempre á que se acrecentasen los términos de su demarcacion, ó creyéndolo todo comprendido en ella, no llevaba á bien tanta prosperidad de parte de la corona de Castilla.

El año 1515, á 8 de octubre, volvió Juan Diaz de Solis (Herrera, década 2, lib. I, cap. VII) á navegar en dos navíos que de órden del rey se armaron para perfeccionar los reglamentos anteriores, y á este fin dirigió la derrota á las islas Canarias, tomó puerto en la de Santa Cruz de Tenerife, y sin detenerse mucho, continuó el viaje hasta el Rio Janeiro en la costa del Brasil; de allí pasó al de los Inocentes; despues al cabo de la Cananea en poco mas de 25 grados, del cual hizo derrota para la isla de la Plata; y costeando la tierra surgiendo en los parajes que daban oportunidad para ello, llegó á una agua dulce, que por ser muy espaciosa le dió el nombre de mar dulce, y es la del Rio de la Plata ; entró por él con una de las embarcaciones, costeándolo y viendo mucha gente, que acudiendo á las playas con la novedad de la embarcacion, hacía ademan de estar de paz ; Juan Diaz de Solis, con el deseo de tomar alguno, saltó

en tierra, acompañado de los que pudieron caber en la barca 1681.
de la caravela; pero no bien los Indios, que en crecido número estaban emboscados, los vieron algo retirados de las playas, cuando cargando sobre ellos repentinamente les dieron muerte á todos, y dividiéndolos en cuartos, empezaron á asarlos y á comérselos á vista de la caravela, que con aquel mal suceso mudaron de derrota, volviendo á salir del rio y juntándose con la otra embarcacion que los esperaba fuera, volvieron á retroceder al cabo de San Agustin, allí cargando de palo del Brasil se restituyeron á España, quedándole por entónces á aquel rio el nombre de Solis, que despues perdió por el de la Plata.

Á esta navegacion se siguió la que hizo en el año de 1526 Sebastian Gaboto (Herrera, década 3ª, lib. IX, cap. x), que alentado de algunos comerciantes de Sevilla para ello, capituló con el rey en 3 de marzo de 1525, el viaje á las islas de la Especería por el nuevo estrecho de Magallánes, con algunas naves armadas por su cuenta, sin tocar en las tierras de la corona de Portugal; y saliendo á navegar á principios de abril del año 1526, llegó á padecer escaseces de víveres, y con esta ocasion le fué preciso tomar la isla de Palos; en donde encontró muchos Indios, que tratándole pacíficamente le subministraron cuanto pudieron de sus rústicos alimentos, en cantidad bastante para proveer las naves para entónces; pasó adelante hasta llegar al Rio de la Plata, y desanimado ya de poder continuar el viaje á la Especería, así por la falta de víveres que padecia, como por temer algun alboroto en la gente, á causa de lo poco satisfecha que se reconocia, mudó de rumbo, y resolvió entrar haciendo descubrimiento por aquel rio: á poco mas de 30 leguas encontró una isla, á quien dió el nombre de San Gabriel, y 7 leguas mas arriba descubrió un rio, que llamó de San Salvador, y por ser muy sondable y seguro, hizo entrar en él su armada y descargarla, fabricando una fortaleza, donde dejó alguna gente ínterin que con la restante iba adelantando el descubrimiento; y despues de haber andado otras 30 leguas, llegó á un rio nombrado Carcaraña, en donde fabricó otro fuerte,

1681. poniéndole por nombre Sancti Spiritus, y por otro Fortaleza de Gaboto : en este paraje encontró gente de buena razon, y prosiguiendo su descubrimiento por el rio Paraná, que es el de la Plata, despues de haber navegado doscientas leguas por aquel, que se daba á entender sea el principal de varias ramas en que se dividia, llegó á otro que los Indios llamaban del Paraguay : en este sitio dejó el rio Grande de la derecha, por parecerle que se inclinaba con demasía hácia el Brasil, y entrando por otro, á las 34 leguas encontró gente labradora que le hizo frente, oponiéndose á su paso, y matándole 25 hombres, aunque con grande mortandad de parte de los Indios; cuya oposicion le obligó á volverse al fuerte de Sancti Spíritus, donde habia dejado á Gregorio Caro con alguna de su gente.

En este descubrimiento rescató Gaboto de los Indios alguna plata, porque estos, y con particularidad los Guaranies, la llevaban de las provincias del Perú, en planchas grandes, y otras piezas, de donde nació que se le diese entónces á aquel rio el nombre de Rio de la Plata; despues que volvió á su primitivo lugar Gaboto, dispuso enviar á España un aviso para dar noticia del descubrimiento, y con él remitió algunos Indios, plata y oro, con muestras de otros metales, para que en virtud de ello, se le enviase gente que le ayudase á poblar y hacer allí establecimientos.

En el mismo año de 1526, se hizo otro asiento para el descubrimiento y conquista de aquellas partes, en que se interesaron el conde D. Fernando de Andrada (Herrera, década 3ª, lib. X, cap. 1) y Cristóbal de Haro, factor de la casa de la contratacion de la Especería, que tenia su asiento en la Coruña, y Ruy Basante, y Alfonso de Salamanca; y habiendo capitulado con el rey, depusieron el armamento, que se componia de tres embarcaciones, y una mas, que llevaron en piezas, para cuando fuese necesario armarla; y convenidos en lo que correspondia con Diego García, Portugues de nacion, vecino de la villa de Moguer, le dieron el comando de ellas, con órden de que fuese á descubrir en el Rio de la Plata : saliendo pues á navegar este del cabo de Finistere á 15 de agosto, pasó por las islas de Ca-

narias, las de Cabo Verde, y costa del Brasil; allí tomó puerto 1681.
en la bahía de San Vicente, poblada ya por los Portugueses; bastimentó en ella, y luego pasó al Rio de la Plata, donde se juntó con Gaboto.

Estos fueron los antiguos descubrimientos y viajes que los Castellanos hicieron á aquellas partes de la América, con el fin de reconocerlas y poblarlas, y como se ha visto, siendo los primeros que adquirieron noticias de ellas, no dejaron la empresa de su conquista desde que lograron las primeras luces de aquel vasto continente; pues siempre se fueron siguiendo unos á otros los exploradores, ya con embarcaciones que los reyes de España costeaban para ello, y ya á expensas de los vasallos, cuyo celo deseaba señalarse en tales ocasiones. Ni fueron solamente los nombrados hasta aquí los que se ocuparon en ello, porque despues se siguieron otros, con el fin determinadamente de poblar y hacer establecimientos en el Rio de la Plata, y en todo lo que perteneciese á los reyes de Castilla, cuyos nombres y tiempos en que hicieron los asientos, nos parece conveniente no omitir, para que con su noticia pueda el que gustase tener la satisfaccion de verla en el cronista general, que las recopila todas con la extension que les corresponde y es propia de su ministerio.

El año 1535 se le concedió la gobernacion del Rio de la Plata, con 200 leguas mas de jurisdiccion hácia el Sur, á D. Pedro de Mendoza (Herrera, década 5ª, lib. IX, cap. x), natural de Guadix, con el título de adelantado de aquellas provincias, y saliendo este de San Lúcar de Barrameda con 11 embarcaciones y ochocientos hombres, en aquel mismo año llegó al Rio de la Plata con felicidad, surgió en la isla de San Gabriel, y descubriendo por la costa austral del rio un riachuelo pequeño, pasó á él y fundó allí en el mismo año un lugar á quien dió por nombre Nuestra Señora de Buenos Aires.

En el de 1540, Alvar Núñez Cabeza de Vaca (Herrera, década 7ª, lib. II, cap. VIII) hizo asiento con el rey para socorrer la gente, que con D. Pedro de Mendoza habia ido á poblar el Rio de la Plata, y sin perjuicio de los anteriores interesados se

1681. le concedió aquel gobierno : partió de Cádiz con dos navíos, una caravela y 400 hombres, el 2 de noviembre del mismo año, y llegó á la isla de Santa Catalina en la costa del Brasil el 29 de marzo de 1541, y sabiendo allí por algunos Castellanos el mal estado en que quedaban los demas del Rio de la Plata, determinó pasar por tierra hasta Buenos Aires, y apresurar por tanto su viaje; pero conociendo ser las dificultades que habia muy grandes para salir con el intento, y no tan insuperables las que se ofrecian por el rio Itabucu, distante 20 leguas de Santa Catalina, lo emprendió por él, el 8 de octubre del mismo año de 1541, y llegó á la ciudad de la Asuncion (á donde se habian retirado los Españoles de Buenos Aires), á 11 de marzo de 1542, siendo allí recibido por gobernador de aquella tierra, mediante haber fallecido D. Pedro de Mendoza, volviendo á España, y D. Juan Ayólas, á quien habia nombrado por su heredero en la segunda vida de la gracia del gobierno, para lo cual tenia facultad.

Despues de Alvar Núñez Cabeza de Vaca, estando ya establecidos los Españoles en aquellos países del Rio de la Plata, se continuaron varios otros gobernadores, empleándose todos en la reduccion de ellos, y pacificacion de los Indios, por haber sido esta su regular ocupacion desde que fundaron las primeras poblaciones, y se pusieron los fundamentos á la monarquía española en aquellas partes, no sin la crecida costa de los muchos vasallos de ella, que perecieron, ya con las necesidades á que estuvieron expuestos, ya con los trabajos y fatigas que eran correspondientes; y ya tambien con las rudas y continuas refriegas que se les ofrecian con los Indios.

De todo lo expuesto se convence con total certidumbre, que los Castellanos fueron los primeros descubridores de aquellas tierras, y que desde que adquirieron la primer noticia de ellas, no cesaron de enviar navíos con gente para poblarlas, bajo el invariable supuesto de que caian dentro de la demarcacion de la corona de Castilla : no practicaron lo mismo en aquella parte de la costa, hácia el cabo de San Agustin, porque, aunque hubiesen sido los primeros descubridores de ella, debia ceder este

derecho á la fuerza de los tratados, por reputarse caer aquella porcion de país dentro de los términos señalados á la corona de Portugal, y pues queda satisfecho este punto con la publicidad de unos hechos tan notorios como los que se han citado, podremos pasar á tratar el cuarto, para dar entera conclusion á nuestro asunto. 1681.

PUNTO CUARTO.

Dase razon del descubrimiento y conquista del rio Marañon por la parte de tierra, y del modo con que los Portugueses se han introducido en él, ocupando la mayor parte de su extension desde su embocadura hácia el Occidente.

No está ménos calificado el descubrimiento por parte de los Castellanos del rio Marañon, ó de las Amazónas, y haber sido los primeros que reconociéndolo, lo navegaron, que el de la costa del Brasil y Rio de la Plata; ántes bien contestes las historias en referir lo mucho que trabajaron para conseguirlo, lo tienen tan acreditado que basta la memoria, que sucesivamente se ha ido heredando, para que no pueda confundirse su noticia con el disfraz de las dudas, ni hacerse extraña al juicio con el embarazo de la preocupacion; y aunque la diligencia quisiera dedicar toda su eficacia á desentenderse de ello, en breve quedarian inútiles sus esfuerzos, al ver una serie de sucesos coordinados que demuestran la realidad, y la hacen palpable al que la examinare con indiferencia y deseo de la verdad.

En el art. 2°, cap. v, lib. VI, parte I de nuestro *Viaje á los reinos del Perú,* se ha dicho lo suficiente de los descubrimientos y empresas hechas para la conquista y poblacion de los países de este famoso rio; y aunque basta aquello para que cualquiera pueda con toda solidez instruirse, no dejaremos aquí de tocar algo de paso, á fin de que no se carezca de las fechas y personas que en ello se emplearon, lo que hará conocer con evidencia que si los Portugueses se han apoderado de la mayor parte de aquel país, solo ha sido por la via de hecho, sin que haya contribuido á legitimar su posesion, ni el hallarse dentro de los términos de su demarcacion, ni haber sido primeros descubridores de aquel territorio; pues de uno y otro extremo carecen.

Apénas estaba asegurada la conquista de la provincia de Quito, y se acababan de establecer en ella de asiento los Españoles, cuando se tuvo la noticia de que al oriente habia países muy dilatados; dió motivo á este reconocimiento el que to-

1681. mando su derrota por aquella parte Gonzalo Diaz de Pineda, de órden de Sebastian de Belalcazar, que lo habia llevado en su compañía á la conquista de Popayan, lo examinó en cuanto pudo el año de 1536; y dado informe á su regreso de lo que habia encontrado, movido de él, el marques D. Francisco Pizarro confirió el gobierno de Quito á su hermano Gonzalo Pizarro, con encargo particular de que fuese á descubrir y poblar el país de la Canela, cuyo nombre se le dió por los árboles de canela que en él se hallaron. Por diciembre del año de 1539 fué recibido en su gobierno Gonzalo Pizarro, empezando desde entónces á poner en planta la proyectada empresa : dirigiéndose despues á ejecutarla con bastante número de Españoles y Indios, bajó por un rio, y aun se duda si fué el Napo ó el Coca, y despues de haber pasado grandes trabajos en vencer las mayores dificultades de atravesar la cordillera de los Andes por países incultos, sin camino ni senda que los guiase, llegaron á un paraje en donde juntándose aquel rio, cuyas orillas seguia él y su gente, con otro grande, componian uno bien caudaloso, de donde por estar falto enteramente de providencias y víveres, determinó retroceder, y volvió á Quito en el año 1542, con muy poca gente de la que le habia acompañado, porque la mayor parte rindió la vida á la muchedumbre y calidad de los trabajos, y á la fuerza de la necesidad : esta habia llegado á los términos de extrema y tan cruel que se consideraba dichoso el que encontraba en ocasiones algun animal inmundo, hojas de árboles, ó yerbas silvestres, para suplir con ellos la carencia de otros alimentos.

Este descubrimiento es el mas antiguo que registra la atencion en las historias, y el que debe preferir á todos; pues Pizarro como gobernador de Quito, y aquellos países debian pertenecer á su jurisdiccion, puso en planta la empresa, y la formalizó con todas aquellas diligencias jurídicas que eran correspondientes á legitimar el acto de la posesion, y aunque no pudiese él por entónces practicarlo mas que hasta la junta de los rios á donde llegó, no por eso dejó de hacerse el descubrimiento de todo el rio en la misma ocasion, y de tomarse por parte de

la corona de Castilla, porque habiendo dado el comando de un bergantin que entre todos fabricaron, á su teniente general Francisco de Orellana, con el fin de que adelantase á buscar víveres á un sitio donde los Indios le tenian dicho que los encontraria, no hallándolos Orellana, y considerando ser empresa difícil el volver á subir el rio para encontrar á Pizarro, resolvió continuar el viaje; y dejándose llevar del violento curso de las aguas, lo registró enteramente y solemnizó los actos de posesion en varios parajes, con tanta mas formalidad, cuanto concurrieron á autorizarlos en muchos los curacas ó señores de ellos, los cuales prestaron la obediencia y reconocieron vasallaje á los reyes de España. En otros sitios, por el contrario, tuvo que combatir con naciones guerreras, ó ménos dóciles, obligándoles á que le franqueasen el paso, venciendo los obstáculos de su resistencia. 1681.

Concluido el viaje del rio por Orellana, salió al mar por entre las islas de su desembocadura el 26 de agosto de 1541, y dirigiéndose por la costa llegó el 11 de setiembre á la isla de Cubagua, que está inmediata á la de la Margarita, aunque otros pretenden fuese la de la Trinidad, desde donde emprendió viaje á España con ánimo de solicitar la gobernacion y conquista de aquel país, que con efecto obtuvo en fuerza de lo que representó; dandósele el título de la Nueva Andalucía, y al rio el nombre de las Amazónas. Concedida la gracia del gobierno, y hecho el asiento con el rey para conquistar y poblar aquellas provincias, dispuso su armamento de cuatro navíos y cuatrocientos hombres, y salió á navegar de San Lúcar de Barrameda á 11 de mayo de 1544, y llegó al Marañon despues de haber pasado muchos trabajos en la travesía y perdídose en ellos la mayor parte de la gente; pero á poco tiempo despues de su arribo murió el mismo Orellana de enfermedad, sin haber logrado el fruto que se habia prometido; pasándose despues de su muertesu mujer y los pocos Españoles que quedaron á la isla de la Margarita; este fué el fin de aquella poco feliz jornada.

Al descubrimiento hecho por Gonzalo Pizarro y por Francisco Orellana, se siguió en los años 1559 ó. de 1560 otro, que

1681. de órden de Andres Hurtado de Mendoza, marques de Cañete y virey del Perú, emprendió Pedro de Orsua, á quien se le habia conferido la gracia de gobernador de aquella tierra; pero no tuvo mas favorable éxito que el de Orellana, pues muriendo á manos de la *tirania* (1), la mayor parte de los que le acompañaban experimentaron en su empresa igual desastre, y no mas dichosa conclusion.

El tercero que procuró informarse del curso del Marañon y que entró á reconocer sus paises, fué el P. Rafael Ferrer, de la Compañía de Jesus (el P. Manuel Rodríguez, en su *Marañon y Amazónas*, lib. I, cap. 10), el cual hallándose predicando el Evangelio á los Indios Cafánes, se aventuró á examinarlos y se introdujo, guiado de una particular inclinacion y celo, hasta la punta de los rios, á donde Gonzalo Pizarro habia llegado; despues de lo cual se restituyó á Quito, informando de lo que habia descubierto, y dando muchas y varias noticias de aquellos distritos.

El año 1616, entraron de nuevo 20 soldados españoles de Santiago de las montañas, jurisdiccion de Yaguarsongo, que siguiendo algunos Indios para castigarlos, por haber dado muerte á otros en la misma ciudad, y embarcándose en canoas, llegaron hasta las Máynas: esta nacion los recibió amistosamente, y capitularon unos y otros mantener entre sí amistad y buena correspondencia; y de aqui resultó una entrada mas feliz y mas formal á aquellas tierras, pues por ella se consiguió el que se empezasen á poblar y hacer su formal conquista (el mismo lib, cap. 3 y sig.).

Gobernaba entónces el Perú su virey D. Francisco de Borja, príncipe de Esquilache, quien informado de la docilidad y buena índole de los Indios Máynas, confirió el año 1618 el empleo de gobernador de aquel territorio, con títulos formales de tal, á Diego Vaca de Vera, vecino de la ciudad de Loja, el cual habiendo dispuesto lo necesario para la poblacion y reduccion,

(1) Así dice el manuscrito que tenemos; pero es evidentemente un error de copia.

con aquella regular demora que tienen obras de tanta magnitud, dió principio á ella el año de 1634 con el establecimiento y fundacion de la ciudad de San Francisco de Borja, capital de su gobierno, al mismo tiempo que entendia en la conversion de los Indios Máynas, y se practicaban otros descubrimientos por la parte del rio Napo, que tambien contribuyeron al mas completo conocimiento del país; pues á proporcion que es dilatado, necesitaba mas repeticion en las diligencias de su exploracion. 1681.

En los años 1635 y 1636, dos religiosos legos del órden de San Francisco, nombrados fray Domingo de Brieda, y fray Andres de Toledo, con 6 soldados españoles, que en su compañía y en la de otros religiosos sacerdotes del mismo órden habian salido de Quito para promover la doctrina evangélica entre las naciones del Marañon, mas resueltos que los demas, se entregaron á las corrientes de sus aguas en una pequeña embarcacion, y despues de vencer la suma de trabajos y peligros que en la navegacion se les ofrecieron, llegaron á la ciudad del gran Pará, dependiente entónces de la capitanía del Marañon: por esto les fué preciso pasar á la ciudad de San Luis, donde residia el gobernador, á informarle de lo acontecido en este su viaje.

Gobernaba entónces por el rey de España, que lo era tambien de Portugal, la capitanía del Marañon Jacomo Raymundo de Noroña, el cual celoso en el servicio de su príncipe, y con el anhelo de señalarse en él, dispuso una flotilla de canoas, para asegurar mejor con su exámen las particularidades de aquel gran rio: dió el comando de ella al capitan Pedro Texeyra, y este llevando en su compañía como prácticos á los dos religiosos y á los soldados españoles, salió á navegarlo de las cercanías del Pará, á 28 de octubre de 1637, concluyendo su viaje el 24 de junio del siguiente año de 1638, que llegó al puerto de Payamino, de la jurisdiccion de Quijos, desde donde pasó Texeyra á Quito con los Castellanos que le acompañaban, é hizo informe á aquella real Audiencia, cuyo tribunal lo pasó al virey del Perú, que ya entónces lo era D. Gerónimo Fernández de Cabrera, conde de Chinchon: y dando este por órden que la flo-

1681. tilla, y Texeyra con ella se restituyesen al Pará, y que al mismo tiempo fuesen sugetos castellanos de toda confianza, inteligencia. y celo, para que observando con cuidado las mas prolijas circunstancias del rio y naciones que lo habitaban, pasasen á España á dar noticia de todo al rey, en su real consejo de las Indias; fueron nombrados para esta nueva investigacion los PP. Cristóval de Acuña y Andres de Artieda, de la Compañía de Jesus, los cuales embarcados en la flotilla con Texeyra, llegaron al Pará el 12 de diciembre de 1639, y de allí hicieron despues su viaje á España, para cumplir enteramente el encargo de su comision, como con entera satisfaccion lo ejecutaron; logrando la relacion que el P. Acuña hizo del rio Marañon la mayor aceptacion, por ser la mas individual que hasta entónces se habia visto de aquel rio, la cual se puede ver en las obras del P. Manuel Rodríguez arriba citadas, lib. II, cap. 7 y siguientes, donde la insertó, tomándola de la que dió su autor á luz en Madrid el año de 1641 : y despues la hemos visto traducida en frances, en prueba de la estimacion y ansia con que se anhelaban generalmente estas noticias.

Otro reconocimiento no ménos completo se practicó por los años 1686 : pero como ya entónces se hallaban mejoradas las riberas del Marañon por el establecimiento de las Misiones españolas que los PP. de la Compañía tenian fundadas en ellas, y extendida la jurisdiccion del gobierno de Máynas, sobre muchas naciones que habian abrazado la ley evangélica, será conveniente remitir su individuacion hasta haberla hecho de la conquista de aquellos países y establecimiento de los Castellanos en ellos.

Conferido el gobierno de Máynas y el Marañon á D. Diego Vaca de Vega en el año 1618, segun queda dicho en su lugar, y hecha por él la fundacion de San Francisco de Borja en el año de 1634, erigiéndola por cabeza de todo su gobierno, hubo de reconocer este caballero con su madurez y capacidad, que el genio y natural de aquellas naciones, siendo sumamente dócil, requeria para su reduccion, mas de prudencia y blandura, acompañada de alguna autoridad con que se hiciese respetable

el cariño, que de rigor ó severidad; así lo hizo presente á la 1681.
Audiencia de Quito, y siendo el medio proporcionado á conseguir tales fines el de buscar personas doctas, desinteresadas y celosas por el bien de aquellas gentes, se dirigió á la Compañía, pidiéndola misioneros para que cultivasen con la doctrina y luz del Evangelio la vasta extension de aquel gobierno.

No tardó la Audiencia á corresponder con los deseos del gobernador, ni la Compañía se mostró perezosa en promover el bien espiritual de tantas naciones; pues encaminando á su logro á los PP. Gaspar de Cuxia, y Lúcas de la Cueva, entraron estos en Máynas el año de 1637 : el fruto que consiguió la aplicacion y desvelo de su continua solicitud fué tal, que no bastando los dos á recogerle ocurrieron en nuevas instancias á Quito, pidiendo que les enviasen otros misioneros que les ayudasen, como se hizo; pero creciendo la mies á proporcion que se aumentaba el número de los operarios, fué preciso acrecentarle sucesivamente, á fin de que no se perdiese alguna de la mucha que venia en sazon á ser corona de sus evangélicas fatigas. Esta conquista espiritual no pareció conveniente empezarla por las naciones inmediatas al rio Napo, aunque eran las mas conocidas, sino por las de Máynas, porque su docilidad se habia hecho digna de la primera atencion, y pronta conversion abrió la puerta con facilidad á la de aquellas que le caian contiguas, como los Xebáros, Cocámas y otras.

Los progresos de estas misiones continuaron con la misma prosperidad que habian comenzado; pero el colmo de todas ellas estuvo reservado para mas adelante, como se experimentó desde los años 1686; porque entrando entónces á ellas el P. Samuel Fritz con particular destino á la nacion Omagua, que desde el año de 1681 habia solicitado, y se le tenia ofrecido darle misionero, no solo ella, sino es tambien muchos comarcanos, como eran los Yurimáguas, Aysuáres, Bañónas y otras, recibieron el bautismo con las mas eficaces y vivas demostraciones de abrazar la religion con conocimiento y verdadero anhelo por ella; de modo que este solo misionero tenia á cargo en el año de 1689 cuarenta y un pueblos muy grandes



1681. y de bastante gentío, solo de las naciones que á influjos de su fervor se habian convertido: pero ademas de estas, se hallaban al cuidado de los otros misioneros las naciones que les habian precedido en la conversion, y eran las de los Máynas, Xebáros, Cocámas, Pános, Chamiébros, Aguános, Muníches, Hanáves, Roamáynas, Gáes, y otras varias, que todas ocupaban la vasta extension del país que corre desde los confines de los gobiernos de Quíjos, Mácas y Jaen de Bracamóros, hasta la desembocadura en el Marañon del rio Negro, cuya comprension era de oriente á occidente en línea recta de 350 leguas marítimas, con corta diferencia. Todas estas naciones, así convertidas, reconocian por soberanos á los reyes de España, habiendo otras ya amistadas, que se extendian desde el rio Negro hácia el oriente, en las cuales eran grandes las esperanzas de que en breve seguirian el ejemplar de las primeras.

El P. Samuel Fritz, á quien su celo y fervor tenia en un continuo afan y trabajo, traficando aquel rio, ya por tierra, ya por agua, para visitar sus misiones, llegó á perder la salud y á postrarse de un accidente molesto y peligroso, en cuyo trance teniendo por recurso largo el pasar á Quito á curarse, determinó como mas pronto bajar por el Marañon al Pará, de donde brevedad, luego que se recuperase, se prometia volver á sus misiones, que temia dejar desamparadas; de este modo lo conjeturó consultándolo con su prudencia, mas no lo consiguió, como su fervor y el amor que tenia á los Indios se lo dictaron; porque el gobernador del Pará, que lo era entónces Arturo Sá de Menéses, lo detuvo, suponiéndole haber entrado á establecer misiones en países pertenecientes á la corona de Portugal, con el errado supuesto de que las naciones de los Omáguas, y las que de estas se extendian hácia el oriente, tocaban á su soberano, insinuándole que por esto le era forzoso dar parte á su corte de Lisboa. Viéndose el P. Fritz detenido allí tan contra razon, y recelando que el gobernador y Portugueses del Pará informasen á su corte con la equivocacion que reconocia, pidió permiso para pasar á Lisboa, con ánimo de satisfacer las acusaciones de que se le hiciese cargo; y no habiéndolo podido con-

seguir, hubo de contentarse con escribir al embajador ordinario 1681.
de España en ella, y al procurador general de Indias de su religion en Madrid.

Las resultas de estas diligencias llegaron al Pará á los 19 meses de hallarse allí el P. Fritz; y fueron tan favorables al parecer para las misiones como se podia apetecer; porque la corte de Lisboa manifestaba á aquella capitanía cuánto desaprobaba la conducta de su antecesor, haciéndole entender, que á no haber espirado el tiempo de su gobierno, se le privaria del empleo, por solo el atentado de haber detenido en arresto á un misionero español: al mismo tiempo se le franquearon al P. Samuel Fritz todas las pruebas de sentimiento propias de la buena correspondencia que aquella corte mantenia con la de España, y las mas sinceras satisfacciones que podian ser apetecibles, acompañándolas con una órden al nuevo gobernador para que de la hacienda del rey se le costease al Padre el viaje, hasta dejarle con toda seguridad en sus misiones, ó en Quito, cuando fuese necesario conducirle hasta allí, por ser así del agrado del mismo Padre. De esto se conoce bien, que la corona de Portugal no habia hasta entónces interpuesto pretension alguna descubiertamente á aquellos países de las riberas del Marañon, cuyas naciones tenian dada la obediencia á los reyes de España, ni ménos intentar fundar derecho contra lo determinado en los tratados. Esta buena correspondencia se alteró muy en breve, y se varió en todo la política, valiéndose el mismo gobernador Alburquerque del medio de la fuerza para adquirir y dilatar el legítimo derecho de la corona de Castilla, á quien por todos títulos pertenecia, segun iremos viendo.

Estando prevenido lo necesario para el viaje del P. Samuel Fritz, y dispuestas las canoas ó embarcaciones que le habian de llevar, todo á expensas del rey de Portugal, salió del Pará el 8 de julio de 1691, despues de 22 meses de detencion en aquella ciudad, acompañándole un cabo militar, 7 soldados y un cirujano; el P. Fritz repugnó tanto, cuanto cabia en la cortesía, el obsequio de tanta compañía, pero insistiendo en ello la atencion del gobernador Alburquerque, y dándole á entender

1681. que no podia dejar de cumplir las órdenes que tenia de su corte para cortejarle, no le quedó arbitrio al Padre para dejar de admitir aquella escolta; la que con el disfraz del cortejo llevaba envuelta la política cautela que se verá y refiere el mismo Padre en la relacion que dejó manuscrita de todo este su viaje.

Componíase pues la escolta de gente mestiza, toda ella amulatada, á quien los Portugueses del Brasil dan el nombre de mamelucos; de esta especie era el alférez que la llevaba á su cargo, nombrado Antonio Miranda y los demas, á excepcion del cirujano y un soldado, que eran blancos. Dado principio á la navegacion, en varias canoas, subiendo contra la corriente del Marañon, llegaron el dia 13 al pueblo de Nuestra Señora de las Nieves, perteneciente á la nacion yurimagua, y encontrándole despoblado, como lo estaban igualmente los mas por donde habian pasado, así de la nacion yurimagua como de los Aysuáres, averiguada la causa, supo el Padre por la relacion de dos de aquellos Indios, que habiéndose divulgado la noticia de unos Indios á otros, de que habia salido contra ellos una armadilla portuguesa para aprisionarlos y llevarlos cautivos á las haciendas del Pará, se habian retirado huyendo del peligro de la esclavitud á lo interior del país, buscando en los bosques el asilo que no podrian encontrar en lo indefenso de sus poblaciones, ni en el ya violado otras veces resguardo de sus casas. Esta relacion dió ocasion al P. Fritz para pedir al cabo portugues no pasase adelante, á fin de evitar la fuga de los Indios de los otros pueblos, procurando persuadirle á ello con tanta mas razon, cuanto se hallaba ya en las tierras de sus naciones; pero esto no obstante instó el cabo, en que el Padre le concediese el honor de llegar en su compañía á la principal nacion de los Omáguas, á fin de desempeñar lo que su gobernador le tenia ordenado: no pudo el Padre excusarse á tan eficaz instancia, aunque lo repugnaba su cuidado, temeroso del alboroto que ocasionaria en el ánimo de los Indios la entrada hasta allí de los Portugueses, con la experiencia de los que del Pará y territorios de su dependencia habian observado siempre la costumbre de ir rio arriba del Marañon y sus adyacentes, á

sorprender los Indios de las varias naciones que los pueblan, y llevarlos con sus mujeres, hijos y parientes por esclavos á servir en sus chacras y trapiches, cuya memoria, á causa de la continuacion y frecuencia de estas incursiones, estaba reciente en todos aquellos naturales. 1681.

Con no pequeño desconsuelo continuó su viaje el P. Fritz, viendo por una parte el mal efecto que causaba en los Indios la noticia de continuar la flota portuguesa navegando el rio, y por otra hallándose en el estrecho de condescender á un cortejo que mas le servia de desazon que de obsequio, por no faltar á la política con los Portugueses, ni darles motivo á que pudiesen sospechar el menor indicio de desconfianza.

El 18 de octubre llegaron al pueblo de Mayavara, que era el mas oriental de las misiones de los Omáguas; y encontrándolo despoblado como los antecedentes, repitió el Padre sus instancias al cabo portugues para que no pasase adelante. Vencióse al fin á sus razones, y determinó retroceder, pero queriendo el P. Fritz acompañarlos hasta los Yurimáguas, y estando ya dispuesto á ejecutarlo, descubrió el alférez toda su maliciosa máxima, dando á entender como el fin de su llegada hasta el pueblo de los Omáguas habia sido para tomar posesion de aquellas tierras, en virtud de órden que el gobernador del Pará, Antonio de Alburquerque, le habia dado al tiempo de su partida; en cuyo supuesto debia el Padre, como se lo intimaba, retirarse de aquellas provincias, añadiendo que pertenecian de derecho á la corona de Portugal. Fué para el P. Samuel Fritz tanto mas extraña esta novedad, cuanto estaba persuadido á que era contrario lo que pretendian los Portugueses á las intenciones y voluntad de su soberano, declarada en la carta que sobre este asunto le habia escrito el gobernador del Pará; y con demostracion de la justa queja, que de ello debia concebir, se le dió á entender al cabo portugues, el cual sin embargo de las razones del Padre, y sin atenderlas, empezo á navegar rio abajo, y despues de un dia de camino de Mayavara, se detuvo frente del pueblo de Guapapate diez dias, cargando las canoas de zarzaparrilla; y haciendo un gran desmonte, dejaron solo un

1681. árbol grande que llaman samona, estableciéndolo por padron en señal de posesion; y manifestando, que no tardarian en volver allí á poblar, y fijar su mas estable asiento en aquel país, continuaron su navegacion hácia el Pará.

Pretenden los Portugueses la posesion del Marañon, hasta un sitio que está en la orilla del sur de él, algo mas arriba de un rio nombrado Cuchivará, en el cual habia una poblacion pequeña de Indios, y al subir Texeyra por él, encontraron los de su compañía unas orejeras de oro: con estas señales, solicitaron de la Audiencia de Quito que se les hiciese gracia de aquel país, y añaden haber venido en ello aquel tribunal, segun se halla referido por el P. Fritz en su ya mencionada relacion: bajo cuya circunstancia tomaron posesion del sitio, si hemos de dar crédito á estos poco seguros monumentos, el año de 1639, cuando Texeyra se restituyó al Pará: en señal de ello añaden haber dejado por padron un tronco, que se ha confundido con el transcurso del tiempo con los muchos que se hallan en aquellos montes; esta posesion, cuando sea cierta, no puede en manera alguna ser válida; porque ademas de que en la Audiencia de Quito no residen facultades para estas permisiones ó concesiones, como es notorio; si acaso entónces condescendió á la solicitud de los Portugueses, fué en cuanto por aquel año eran todavía vasallos de los reyes de España, con cuyo solo respecto puede entenderse haber la Audiencia consentido en que tomasen posesion de tal territorio, y bajo el supuesto que fuese sin perjuicio de la corona de Castilla; porque en otra conformidad no residia arbitrio en aquel tribunal para disponer de sus derechos y regalías, siendo esto reservado al mismo príncipe, que no lo confirmó por entónces ni despues, habiéndose separado el año siguiente la corona de Portugal de la de Castilla. Así fué de ninguna subsistencia la posesion tomada ó pretendida de aquel sitio, como falta de las solemnidades, autoridad y título que se requiere para la legitimidad de tales actos; de suerte que todo el derecho que los Portugueses pueden alegar, fundado en aquel acto vicioso de posesion, deberá estimarse de ningun momento ni valor en sí, como lleno de defectos é in-

justicia, y sin ningun título por donde pueda calificarse, ó defenderse, y con mayor razon habiendo sido los misioneros españoles los que desde el año de 1637 pusieron en buen órden y policía civil las naciones de Indios, que se extendian hasta el rio Negro, reduciéndolas á vida racional, sacándolas de las montañas, donde vivian con fiereza, cultivando sus entendimientos con hacerles conocer las mejores leyes divinas y humanas, para su gobierno y salvacion; y en fin conquistando para Dios, en la soberanía de los reyes de España, todas aquellas gentes á quienes hasta entónces ni otras armas ni otros predicadores del Evangelio habian emprendido para solicitar su conversion. 1681.

Conclúyese, pues, de lo que queda dicho con la mas firme solidez, que cuanto el Marañon corre hasta el rio Negro, no ha conocido otros conquistadores que los PP. de la Compania de Jesus de la corona de Castilla, y que todas las naciones que pueblan aquel vasto espacio, se entregaron al yugo del vasallaje de los reyes de Castilla, ántes que el de algun otro príncipe, y que así no hay razon ni fundamento por donde pueda introducirse el derecho de conquista ni de posesion en ellos, á favor de los Portugueses, quienes no obstante lo tienen ocupado, valiéndose para su detentacion de los medios del hecho y de la fuerza que se van á expresar.

Luego que el cabo y los soldados que acompañaron al P. Samuel Fritz, determinaron volver al Pará, empezó este á recorrer sus misiones, visitó todos los pueblos de ellas, doctrinó á los Indios, sacó del monte á los que se habian retirado, y teniendo concluida esta diligencia, pasó al pueblo de la Laguna, que hace cabeza en todos los del Marañon, á fines de febrero de 1692, con ánimo de informar al superior de ellas de lo que habia sucedido, y con su beneplácito pasar á Quito, á ponerlo en noticia de la Audiencia, para que este tribunal pudiese tomar con tiempo las providencias necesarias, y contener las ideas que los Portugueses empezaban á formar para apoderarse de aquellos países, hasta el que ocupaba la nacion de los Omáguas. Llegado á la Laguna, como el superior se hallase ausente, comu-

1681. nicó lo que se ofrecia sobre el particular con el P. Enrique Richter, que tenia el empleo de vice-superior, y con el gobernador de Máynas, que entónces lo era D. Gerónimo Vaca de Vega; los cuales, instruidos en el caso y temerosos de que llegasen á tener efecto las proyectadas pretensiones de los Portugueses, tuvieron por mas acertado, que el P. Fritz pasase en derechura á Lima á informar al virey conde de la Monclova, y aprobada esta resolucion, emprendió el P. Samuel el viaje por el rio Guallaga y Panapura, penetrando hasta Moyobamba y de allí á Chachapóyas, Trujillo y Lima, á donde llegó el dos de julio del mismo año de 1692.

Trató en Lima este Padre largamente con el virey sobre lo tocante á las misiones, y el feliz estado en que se hallaban, continuando siempre con prosperidad grande la conversion de aquellas gentes, y le hizo presente el peligro que amenazaba á los países de ellas, por las tentativas que los Portugueses empezaron á practicar para apropiárselas, persuadiéndolo á que diese providencias que lo estorbasen, por ser directamente contra los derechos del rey; y aunque el virey lo conocia así, no le pareció conveniente turbar la paz y buena correspondencia que entónces habia entre las dos coronas; sino ántes bien informar de ello á la corte de España, para que, pasando sus oficios á la de Portugal, diese esta la correspondiente órden á los vasallos de aquellas partes, para que no se excediesen, introduciéndose en países extraños, pasando los términos pertenecientes á su demarcacion y siendo causa para que se suscitasen disturbios entre los súbditos de ambas monarquías, y se originasen algunas nocivas consecuencias.

En el ínterin que se temian estas resultas, manifestó el virey al P. Fritz, que sería muy del caso procurar por medios amistosos y razonables, hacer conocer á los Portugueses que aquellos países no les pertenecian por título ó causa justa, á fin de que se contuviesen, y no continuasen en la comenzada empresa de establecerse y poblar en ellos; estos oficios eran á la verdad de mucha debilidad para hacer resistencia á las armas de que se hallaba entónces revestida la pretension y el

poder. El P. Fritz ofreció por sí, y por los demas misioneros efectuarlo así, y dándole el virey un competente socorro para que procurase aquellos adornos y ornamentos para las nuevas iglesias de sus misiones, salió de Lima á fines de mayo de 1693, dirigiéndose á ellas, á las cuales llegó por agosto entrando en el Marañon por el camino de Jaen de Bracamóros. 1681.

Aun no está del todo averiguado si el conde de la Monclova informó de estos sucesos, como prometió, á la corte de España, ni se tiene noticia de que lo practicase, ántes sí puede creerse que lo confundió entre otros asuntos, y que la variedad de estos inmediatos y presentes le haria olvidar la grande importancia de uno, que aunque grande y digno de la primera atencion, lo hacía aparecer pequeño la distancia; y mas si se representaban unidas, la mucha que hay desde la capital del Perú á los extremos de este rio, y la conjeturaria el juicio lisonjeador con estar mas lejano del riesgo que se temia. Esto lo persuade el no haber habido las resultas que le eran correspondientes; pues si se hallase informado de ello el ministerio ó el consejo de Indias, se habrian dado las providencias para atajar desde los principios un daño, que cuanto mas se disimulase se imposibilitaria mas el remedio, como en efecto ha sucedido con este, y empezó á experimentarse desde que el P. Fritz se restituyó á sus misiones: volviendo pues este á continuar las católicas tareas de su instituto, visitó los pueblos, dispuso la fábrica de algunas iglesias, y mejoró de sitios á aquellos que lo necesitaban, para librarlos de la pension de inundarse con la creciente de los rios; y habiendo llegado con tan piadosos ejercicios á la nacion de Yurimáguas, le dieron aviso en ella que los Portugueses que subieron del Pará en su compañía, al tiempo de volver habian entrado por el rio Yupura, y acometiendo improvisadamente varias naciones de los Yurimáguas, habian cautivado los que se descuidaron en huir, y cargados de prisiones llevádolos consigo para el servicio de sus haciendas y chácaras, y que lo mismo habian practicado con la nacion de los Basiómas. Esta invasion no hubiera evitado la diligencia del informe en el conde de la Monclova, por haber sido á tiempo

1681. que aun no se podia haber hecho; pero sí tal vez las siguientes con que se le fué apoderando la nacion portuguesa poco á poco de las tierras á que sus deseos anhelaban.

Tuvieron estos la cautelosa advertencia de no precipitar la empresa de su introduccion en los países que ocupaban las misiones de los Jesuitas, hasta ver si las reconvenciones que el P. Fritz habia hecho á los que se subieron con él, y la insinuacion de que daria parte á la corte de España, producia algunas nuevas providencias; pero viendo espirado el término regular en que debian llegar, y no ofrecerse en él novedad que contradijese á sus intentos, se creyeron en libertad y derecho de convertir en favor suyo la ajena negligencia ó este poco cuidado; y no olvidándose de lo útil que les era aquel país del Marañon, subieron por este rio en los años de 1695 y 1696, y entrando en la nacion de los Aysuáres y Yurimáguas, no se excusaron cometer iguales extorsiones á las que Antonio de Miranda y su gente habian cometido ó practicado dos años ántes, cautivando cuantos Indios pudieron haber, que era el mas principal fin á que se dirigia la solicitud de querer ser dueños de aquellas provincias.

El siguiente año de 1697, tomó mas cuerpo y formalidad la misma pretension, con la confianza ya de que por parte de los Castellanos no se ponian los medios necesarios para estorbar sus intentos; y así habiendo bajado el P. Fritz á visitar la nacion de los Yurimáguas con el justo recelo de que los Portugueses continuasen las hostiles demostraciones que los años antecedentes, lo recibieron sus Indios con el aviso de que un capitan y número de soldados de aquella nacion se hallaba en el pueblo de San Ignacio de los Aysuáres fundado por el mismo Padre, y que tenian determinado subir aun mas arriba: con esta noticia, continuó su viaje hasta el tal pueblo, y se certificó de todo lo que los Yurimáguas le habian informado, como tambien de que con el cabo portugues llamado José Antonio de Fonseca, se hallaba el provincial del Cármen calzado de la nacion portuguesa, fray Manuel de la Esperanza, y otro religioso del mismo órden, los cuales habian ido, segun dijeron, á

tomar posesion de aquellos países de órden del gobernador del 1681.
Pará, y en nombre del rey de Portugal; el cabo y los soldados por lo que correspondia á la jurisdiccion temporal, y el provincial con el otro religioso por lo perteneciente á la espiritual como misioneros de aquel territorio.

Por los mismos Indios supo el P. Fritz que poco tiempo ántes habia subido el gobernador del Pará Antonio de Alburquerque hasta el rio Negro, y que habiendo hecho comparecer ante su presencia á los caciques de las naciones Yurimáguas y Banómas, les propuso, valiéndose de varios artificios, que si querian, les daria misioneros que asistiesen de continuo á las poblaciones, puesto que con el misionero español, cuando mas, solo los visitaba una vez en cada año, y lo restante del tiempo los dejaba solos: los Indios parece que asintieron á su propuesta, estimando de tener por mejor misionero el que viviese de continuo con ellos, que no el que iba á sus pueblos solo por tiempo limitado, á verles de tarde en tarde, y despues se volvia: con este ardid tuvo motivo el gobernador del Pará para cambiar misioneros de su nacion, y al oficial y soldados que los acompañaban, á fin de que tomasen la posesion del país en nombre de su soberano, y para mas disimular su cauteloso medio, supuso que los Indios por propio movimiento habian ocurrido á él, pidiéndole misioneros y sometiéndose á su jurisdiccion.

Entre el Padre Samuel Fritz, el Provincial portugues del Cármen, y el cabo de la misma nacion, pasaron varias razones tocante á la pertenencia de aquellos países, y por último en uno de los pueblos de los Yurimáguas se convinieron en que el P. Fritz saliese de aquel sitio para sus misiones interiores, y el cabo de la tropa portuguesa con el provincial lo practicasen tambien, volviéndose hácia el Pará, dejando suspensa la cuestion de la pertenencia, y remitiendo su decision á las dos cortes, en conformidad de lo que cada uno informase por su parte, con la particular circunstancia de que si el P. Fritz no lo cumplia así, volverian los Portugueses, y sin parar hasta Omáguas se apoderarian de todas sus poblaciones; cuya amenaza hizo



1681. conocer cuán satisfechos se hallaban de que no habria fuerzas capaces de refrenar el exceso en que incurriesen sus intentos y pretensiones. Este convenio no contuvo mucho tiempo á los Portugueses en los límites que por él se prescribieron, pues en la misma conformidad que en los años antecedentes, repitieron sus invasiones en los que se siguieron, sobre los Indios de las tres naciones Yurimáguas, Aysuáres, y Banómas, ya robándoles los hijos, quitándoles las mujeres, apoderándose de los hermanos y parientes, y cautivando á cuantos podian; ó ya quitándoles aquellos rústicos alimentos de maíz y mandioca que tenian para sustentarse: de suerte que consternados estos Indios de tantas hostilidades, y no pudiendo llevar la vejacion que padecian en tales correrías, les fué ménos difícil abandonar su propio país, que sufrirlas; y así en el año 1700, habiendo llegado al último extremo el sufrimiento, tomaron sus canoas, y en ellas se condujeron rio arriba al país que ocupaban los Omáguas, para favorecerse de ellos, y vivir ménos expuestos al abrigo de su misionero.

En esta ocasion se hallaba el P. Samuel Fritz en el pueblo de la Laguna, con resolucion de pasar á Quito, de órden del superior de las misiones, para conducir del colegio de aquella ciudad misioneros nuevos, y llevar consigo el socorro anual; pero habiendo recibido la noticia de la mudanza de país que hacian aquellas naciones, huyendo de las extorsiones referidas, le fué preciso suspender el viaje y bajar á recibir los nuevos huéspedes, y entre ellos al cacique de los Yurimáguas, llamado Mativa, á quien el P. Fritz estimaba mucho, porque sus propiedades y prendas se lo granjeaban: este le dió cuenta de que habiendo muerto un curaca de los Barióma, llamado Aurifarú, en cuya nacion se habian ya introducido por misioneros los PP. carmelitas portugueses, uno de ellos, que estaba hecho cargo del pueblo de este curaca, luego que falleció se apoderó de todas las mujeres y muchachos de aquella parcialidad, y embarcándolos, los envió á vender al Pará, librándose de padecer igual calamidad solamente los Indios ya hombres, porque á sus voces, queriéndolos maniatar, acudieron en su socorro

los Indios Guayápes que los libraron de igual fuerza y destino. 1681.
Este caso, y el haber llegado al pueblo principal de los Yurimáguas otro religioso carmelita portugues, con ánimo de llevar al mismo Mativa y los de su parcialidad poco mas abajo del sitio donde tenian sus poblaciones, les hizo concebir tanto temor, que no juzgándose seguros contra los insultos de los Portugueses, se vieron precisados á abandonar su propio país y á refugiarse en el extraño.

Despues que el P. Fritz dejó acomodados los Indios de aquellas naciones en las tierras de los Omáguas, y que dispuso lo necesario para su subsistencia, continuó el viaje á Quito, donde llegó el 22 de enero del siguiente año de 1701; y con la retirada que hicieron las tres naciones Yurimáguas, Aysuáres y Banómas, consiguieron los Portugueses el quedar hechos dueños de aquellos países sin contradiccion, porque los PP. de la Compañía españoles no defendian ántes el país, sino principalmente las almas que tenian á su cargo; y como en la retirada de los que los habitaban tenian logrado completamente su intento, cesaba el motivo que les subministraba justa causa de oponerse á los designios de los Portugueses, y así desde entónces empezaron estos á establecerse como absolutos dueños de aquellas tierras: y no siendo posible que subsistiesen juntas mucho tiempo las diversas naciones que entónces se unieron á las de los Omáguas, porque el país no bastaba para todas, volvieron poco á poco á restituirse á los suyos las extrañas, y á quedar sujetas á los Portugueses, y de este modo se vino esta nacion á apoderar por la via de hecho de unos tan dilatados territorios á que no podian aspirar por la de derecho, como se ha demostrado. Desde que los Portugueses hicieron sus primeros establecimientos en el país perteneciente á las naciones Yurimáguas, Aysuáres y Banómas, fueron adelantándose hácia el Occidente, y de este modo han venido á ocupar todo lo que se extiende en aquellos parajes desde el rio Negro hasta el Napo, aunque sus poblaciones no llegan con toda precision á él, y su última mision es la de San Pablo, que dista al oriente de la desembocadura del mismo Napo 54 leguas marítimas, en dis-







1681. tancia directa, que son muchas mas siguiendo las vueltas del Marañon; y la misma se halla al occidente de la desembocadura del rio Negro 153 leguas tambien en distancia directa, cuyo espacio comprendian enteramente ántes las misiones que estaban al cuidado del P. Samuel Fritz.

La última mision castellana, por el contrario, que tiene ahora la religion de la Compañía en el Marañon, es la de los Pebas, pasada la desembocadura del rio Napo al oriente 16 leguas: pero ni aun esta ha servido de límite á los Portugueses, para dejar de introducirse por el rio Napo adelante, donde está el mayor número de poblaciones, que pertenecen á las misiones de la Compañía de Castilla; así lo practicaron el año 1732 con una flotilla en que entraron internándose hasta el rio Aguavico, poco distante ya de la provincia de Quíjos, y allí plantearon una fortaleza para llevar hasta aquel sitio la extension de su conquista; bien que no la pusieron por obra por temer llegasen á efecto ó fuesen ciertas las protestas con que los PP. de la Compañía les dieron á entender quedaria en breve castigado su atrevimiento por medio de una expedicion que se disponia en Quito contra ellos, y otras cosas semejantes; lo que les obligó á abandonar el sitio por entónces y á retirarse; pero no han dejado despues de repetir las tentativas y de insultar á aquellos misioneros españoles, como lo entendimos cuando estuvimos en la provincia de Quito, y sucederá miéntras sobre ello no se tomen mas sérias y eficaces providencias, que hasta el presente se han aplicado al remedio de este mal, el cual no es de aquellos en quienes es prudencia el desentenderse, afectando ignorarlos, puesto que semejantes usurpaciones causan en la soberanía y en los intereses del Estado muy perjudiciales efectos, como no sin gran dolor se experimenta en la colonia del Sacramento, que ha sido y es objeto de tantas diferencias entre las dos coronas.

Lo que hasta aquí queda dicho es lo correspondiente al modo con que los Portugueses se han procurado establecer y hacerse señores de aquellas tierras, que se dilatan desde el rio Negro hácia el Occidente, y estaban ya reducidos á la católica religion,

y sujetos á los reyes de España; pero ántes de llegar este caso, 1681.
se habian apoderado igualmente de lo restante del rio de las Amazónas, en la distancia que media desde el meridiano del gran Pará hasta el del rio Negro, con tanta mas facilidad cuanto que aquellos países no se hallaban actualmente ocupados, ni defendidos por los Castellanos, porque la conquista espiritual no habia tenido ocasion ni tiempo de llegar á ellos, mediante que empezando por las partes occidentales, como mas contiguas á los corregimientos y territorios ya poblados, se iban adelantando á proporcion que se lograba convertir las naciones mas inmediatas, por lo cual no pueden tampoco argüir los Portugueses estar aquellos países desde la boca del rio Negro al Oriente, entregados al descuido ó abandonados; cuando es cierto que desde que se empezó la conquista de los Máynas, jamas se dejó de seguir con el fervor que á los principios, ni cesaba de ir prosiguiendo en ellas con el ardor que requeria la situacion, por no ser factible que á un mismo tiempo se hiciese la de todo el rio en tan grande extension, como la que hay desde Borja hasta los confines del Pará, que es con muy corta diferencia de 600 leguas en línea recta de Oriente á Occidente, ántes bien para perfeccionarla venia á ser indispensable, al paso que se lograba la conversion de una nacion y su obediencia, por los medios suaves y amistosos mas propios para ello, detenerse en reducirla á poblacion, é instruirla en la observancia de las leyes tanto divinas como humanas, que debian guardar para su provecho y cultura, lo que no es obra de mucho tiempo y trabajo, sino que ántes requiere madurez, sazon y la oportunidad de la ocasion hasta su logro. Ademas, aunque de parte de los Españoles hubiese el descuido que suponen, no les daba esto derecho á los Portugueses para introducirse en el país, que estaba fuera de su demarcacion; siendo y debiendo ser siempre la ley invariable de los límites de ambas conquistas.

Los Portugueses no obstante, viendo empleados en aquella ocupacion á los Castellanos, no descuidando en la adquisicion de nuevos dominios, y aprovechándose de nuestra lentitud,

1681. fueron introduciéndose por el rio y haciendo establecimientos en sus orillas, aunque estemos persuadidos que para hacerlo así no tuvieron aprobacion ni consentimiento de su corte, y que fueron llevados únicamente del fin de aprisionar Indios para sus chácaras y haciendas, ó del interes de recoger el cacao silvestre, que abundantemente producen aquellas orillas, la vainilla, corteza de clato, zarzaparrilla y otros frutos y drogas que dan los bosques de sus inmediaciones: establecidos una vez en ellas han ido formando poblaciones, y destinando misioneros á imitacion de los Castellanos; á que siguió el tomar posesion en nombre de su soberano, y que ya al presente se halle aquella corte en la firme creencia por las insinuaciones de los vasallos interesados, de haberse practicado bien y justamente aquella ocupacion; y que una vez reconocido y adoptado por dominio propio, se dispusiese fabricar las fortalezas que hoy existen para poderlo mantener; logrando la corona de Portugal, por unos medios tan indirectos, de apoderarse de todo el país que corre desde el Pará hácia el Occidente en contravencion de los tratados, y violando lo mas serio y formal de las seguridades y firmezas con que estos se solemnizaron.

Tiene, pues, la corona de Portugal construidas allí varias fortalezas, y la mas occidental de ellas se halla en la orilla septentrional del rio Negro, como dos leguas mas arriba de su desembocadura en el Marañon: en este fuerte y en las orillas del mismo rio, conservan los Portugueses un destacamento de tropas de la guarnicion del Pará, con el fin de proteger el comercio de esclavos que mantienen con los Indios de aquellas inmediaciones, á quienes dan bujerías, machetes y otras cosas que ellos apetecen, para que en cambio les vuelvan Indios esclavos, saliendo á apresarlos de las otras naciones mas distantes: y este destacamento ó campo volante penetra continuamente en las tierras circunvecinas y las va reconociendo, haciendo á su correspondencia los Portugueses muchos establecimientos en ellas.

Á la anterior fortaleza se sigue continuando hácia el Oriente la de Páuxis, cuya situacion está en la orilla septentrional del rio

de las Amazónas, y en la oriental ó el rio Trumbétas, ocupando aquel espacio de tierras que forma la union de este último con el primero : despues se sigue otra, que es la de Topáyos : y corresponde á la orilla meridional del rio de las Amazónas, y á la oriental del de los Topáyos : continuando asimismo al Oriente, está el fuerte del Pará en la orilla septentrional del rio de las Amazónas, en cuyo paraje estuvo antiguamente otro que tuvieron los Holandeses ; y el que al presente subsiste es construido modernamente por los Portugueses : al fuerte de Pará sigue el de Carupa, situado en la orilla oriental del rio de las Amazónas (que lleva ya por allí su direccion al Nordeste), y debió su primera construccion como el antecedente á los Holandeses ; y lo mismo el de Macapa, que está á la orilla occidental del mismo Marañon, cerca de su desembocadura ; pero los Portugueses lo han fabricado modernamente como dos leguas mas al norte del paraje en donde estaba el primero ; y con estas seis fortalezas, guarnecidas todas con el suficiente número de gente de guerra, tienen guardados y defendidos aquellos países. 1681.

No es difícil á vista de lo que queda dicho, tanto por lo correspondiente á los convenios y tratados solemnes celebrados entre las dos coronas, con que se redujeron á reconocer y observar por término de sus dominios el meridiano de demarcacion, cuanto por lo tocante á la determinacion de este, hecha por las mas seguras y exactas observaciones ; como asimismo por los títulos y razones de los primeros descubridores, y conquistas de todos aquellos países, discernir y entrar en conocimiento del incontestable y cierto derecho que tiene la corona de Castilla sobre ellos ; y el ningun fundamento con que los retiene la de Portugal ; pues al ver concurrir todas á favor de la primera, y faltar el mas lijero apoyo á la segunda, cualquiera desinteresado juez habrá de convenir con nosotros en el juicio de lo que como mas cierto y seguro hemos preferido en este asunto, y procurado fundar, llevando, segun en el principio nos propusimos, la mira de que se aclare en todo la verdad y tenga en la posesion de aquellas tierras y países el primer lu-

1681. gar la legitimidad de los derechos, y la rectitud á que debe aspirar siempre nuestra mas atenta consideracion.

La demostracion, pues, que produce esta disertacion, fundada sobre los tratados y mas solemnes autoridades, y sobre las observaciones mas ajustadas y ciertas, nos debe hacer esperar que, reconocida de buena fe y con la justificacion y generosidad propia de tan grandes príncipes, como lo son SS. MM. C. y F., la equivocacion, error, ó ignorancia con que hasta ahora se haya procedido por la diligencia de los ministros de la una corona, y la moderacion de los de la otra, tomarán el acuerdo mas justo y razonable para contenerse dentro de los límites de la demarcacion, conformándose con lo concedido por la Santa Sede, con lo estipulado entre las dos coronas, y con lo que pide la razon y la justicia; pues una vez descubiertas, no puede sostenerse por mas tiempo lo que con ellas se haya obrado por ignorancia ó desaplicacion, y mucho ménos entre príncipes llenos de equidad y justificacion, y que desean conservar los vínculos de la amistad y parentesco con que felizmente se han estrechado últimamente para mayor gloria de las dos naciones, y propagacion del Evangelio entre las gentes que la divina Providencia ha situado bajo su respectiva demarcacion.

CONTESTACION DE PORTUGAL

A LA DISERTACION DE D. JORGE JUAN Y D. ANTONIO DE ULLOA,

SOBRE EL MERIDIANO DE DEMARCACION

ENTRE LOS DOMINIOS DE ESPAÑA Y PORTUGAL EN LA AMÉRICA MERIDIONAL.

Con el título que precede de *Contestacion de Portugal á la di-* 1681.
sertacion de D. Jorge Juan, etc., aparece el papel que va á leerse en el manuscrito que poseemos, el cual perteneció á la coleccion del Sr. de Angelis, vendida por este al Dr. Vilardebó. Pero, sea que los Portugueses resucitaron un escrito antiquísimo para contestar la memoria de los geógrafos españoles, ó sea que el compilador de estos documentos quiso dar al que nos ocupa el título con que aparece, el hecho es que ese papel no fué escrito para contestar la expresada memoria española, sino 68 años ántes, y publicado desde entónces en español, portugues y frances. Al copiarlo como respuesta á D. Jorge Juan, solo se han hecho pequeñas y accidentales modificaciones. Cuando examinábamos en la biblioteca imperial de Rio Janeiro la *Coleccion de documentos relativos á la colonia del Sacramento*, hicimos sobre este papel varios apuntes; y creemos no poder dar sobre él una idea bibliográfica mas completa, que publicando aquellos apuntes tales como entónces los hicimos. Su tenor es como sigue :

« *Noticia da Justificação do titulo e boa fe com que se obrou a Nova Colonia do Sacramento, nas terras da Capitania de Sam*

1681. *Vicente, no sitio chamado Sam Gabriel, nas margens do Rio da Prata.* »

Fué escrita esta memoria en 1681 : ignórase su autor. El objeto con que se escribió está expresado en su título, y se comprende bien recordando que en esta época se ventilaba en Badajoz y Yélves la cuestion de la propiedad de la colonia.

« Esta memoria, dice el vizconde de San Leopoldo, en su » *Memoria sobre límites*, pág. 7ª, es vital para la sujeta cues- » tion, y no me habria dispensado de agregar aquí una copia » auténtica, si el lector curioso no pudiese consultarla en la bi- » blioteca pública de esta capital, en la compilacion : — *Tra-* » *tados de pazes de Portugal com os soberanos da Europa*, colli- » gidos por Diego Barbosa Machado. »

Tambien pudo referir el vizconde sus lectores á la coleccion de manuscritos que cita en la pág. 10ª de su *Memoria*, pues allí se encuentra manuscrito el papel portugues. De todos modos, tengo noticia de cuatro ediciones de él — una en portugues, una en español, y dos en frances, de las cuales solo dos conozco.

Parece ser la primera la que, segun Terneaux, núm. 955 de su excelente catálogo, ó *Bibliothèque américaine*, p. 162, se hizo en español en 1680. — Es evidente el error que hay en esta fecha y tengo por cierto que debe ser 1681 ; porque la disputa sobre la colonia no empezó en el gabinete portugues hasta el 24 de agosto de 1680 : todavía en noviembre se estaban reuniendo los pareceres de los consejeros y letrados ; y hasta 18 de enero de 1681 no se mandó al embajador español la respuesta á su memoria, acompañándole otra de Francisco Correira de Lacerda, fecha tambien en 18 de enero de 1681. — Esta *precede* inmediatamente, en la coleccion de manuscritos sobre la colonia, á la *Noticia da Justificação*, etc., y tampoco es presumible que hubiese habido tiempo de escribirla, de traducirla y de imprimirla desde noviembre á enero, ni que se hubiera impreso ántes de contestar al enviado español. Á mas de eso, aquel papel se publicó junto con el tratado provisional, que es de 1681 ; así aparece de las ediciones portuguesa y francesa que

he visto, y así lo afirma Salvador Taborda en sus memorias manuscritas. 1681.

La 2ª edicion — siendo cierta la fecha de la anterior — es la portuguesa, hecha en Lisboa, en casa de Antonio Cracesbeeck de Mello, impresor de la casa real — año de 1681.

He examinado esta edicion : tiene el título que dejo copiado, y á mas el del tratado provisional.

No conozco la 3ª, que se hizo en frances, en 1681, segun la noticia que de ella se da en el *Aviso al lector* de la edicion siguiente.

La 4ª es la que se publicó con este título :

« Notice et justification du titre et bonne foy avec laquelle l'on a estably la nouvelle colonie *du Sacrament de Saint-Vincent,* en la situation appelée de Saint-Gabriel, sur les bords du *Rio da Prata,* avec le traité provisionnel sur le nouvel incident causé par le gouverneur de Buenos-Aires, ajusté en cette cour de Lisbonne par le duc de Jovenaso, prince de Chelamar, ambassadeur extraordinaire du roy catholique, avec les plénipotentiaires de Son Altesse, approuvé, ratifié et confirmé par les deux princes.

» Suivant la copie de Lisbonne. » A la Haye, chez Moetgens, 1713.

En la primera página tiene este *Avis au lecteur :*

« Le livre que l'on donne ici n'est qu'une réimpression de celui qui fut imprimé il y a trente et deux ans, au sujet de la fameuse dispute qu'il y avoit entre Leurs Majestés le roy de Portugal et le roy d'Espagne, pour prouver le droit de la possession et de l'établissement de la colonie du Sacrement.

» L'on a affecté de ne rien changer à l'ancienne impression, qui paroîtra d'autant moins françoise aujourd'hui, que c'étoit alors une traduction du portugais en françois, faite par quelqu'un à qui la construction de la langue françoise n'étoit pas assés familière ; et c'est en cela même que l'on remarquera davantage la sincérité et la bonne foi de cette seconde édition. »

Esta circunstancia del mal frances de la traduccion (que se nota realmente á cada paso) y la fecha de la primera edicion

1681. francesa, hacen sospechar que fué mandada traducir y publicar en Lisboa, para derramar en Europa la idea y el convencimiento del buen derecho que se atribuían los Portugueses (1).

Rio de Janeiro, setiembre 17 de 1842.

(*Biblioteca del comercio del Plata*, por D. Florencio Varela.)

CONTESTACION DEL PORTUGAL.

La justa y recta intencion con que religiosa y vigilantísimamente se tiene observado y establecido el felicísimo tratado de paces, que con recíprocas é importantes conveniencias prevalece entre las dos coronas de Portugal y Castilla; y la sincera y buena fe con que de la parte de esta corona se procuró siempre la mayor firmeza de ella, por medio de toda la buena y sociable correspondencia, sin que pudiese caducar nunca con los repetidos accidentes del tiempo en que mas se probó la fuerza de la obligacion de que se arraigase el vínculo de la concordia, pudiera ser el mayor y mas legítimo fundamento que justificase para con los príncipes la integridad de sus acciones y la leal templanza de sus augustos ánimos. No careciendo de otras pruebas el justo título y la buena fe con que se obró la nueva colonia del Sacramento, en las tierras de la capitanía de San Vicente en el sitio llamado de San Gabriel en las márgenes del Rio de la Plata, se ofrece esta como primera justificacion para con S. M. católica; sobre la verdadera noticia que se participó de este caso de su ministro, en las conferencias que tuvieron con él, y respuestas que se le dieron por escrito, en que se le mostró claramente la real providencia de los serenísimos señores reyes de este reino, cuidadosamente empeñada en las poblaciones y descubrimientos de las conquistas, impusiera esta



obligacion á los gobernadores de ellas como primera cláusula de sus regimientos, que ratificada en todos los reinados produjo continuamente importantes efectos, que ahora florecian mas que nunca, con la real piedad, prudente y vigilante direccion de Su Alteza, en cuya observancia intentándose y consiguiéndose en todas las partes de sus dominios este glorioso servicio, se procuraron, como al mismo tiempo se tiene visto, en la costa de Guinea, en América y en Asia. Y como esta operacion sea una de las primeras obligaciones en que se funda el derecho de conquistas, ni los príncipes deben moderar á sus regimientos ni los gobernadores omitir el encargo de sus gobiernos. 1681.

Y siendo que esta accion por órdenes y provisiones fué general en todas partes, y por todas pública, que se hizo con cautela y que vino á noticia de todos, en esta corte del Rio de Janeiro, no habiendo requirimiento en contrario, mas ántes precediendo la notoriedad de la empresa y de las penas comunes del título, y á los exámenes y consultas que se hicieron de los geógrafos, de los juristas y de los teólogos, que aseguraron en conciencia, manifestaron la justicia y ajustaron los dominios con atentísimos reparos al derecho de las coronas, y á los tratados de paces y al empeño de los príncipes, sin que hubiese consideracion alguna que no se previniese y meditase, sin que quedase punto alguno, consecuencia ó materia en que dudar, pues deberia preceder la noticia de este movimiento en el caso que fuese contra alguna parte que estuviese ocupada por S. M. C., para que se hubiese de restituir amigablemente conforme al tratado de Tordesíllas, celebrado en 7 de julio de 1493, ó que si no se podia dar estando devuelto, como de facto estaba aquel sitio en que se habia de fundar la nueva colonia, y siendo del dominio de esta corona, mayormente cuando no podia dudarse del ánimo de los príncipes, con que en estos términos cesaba todo y cualquiera requirimiento ó insinuacion que se hubiese de hacer anticipada; y solamente convenia la notoriedad que precedió para que se reputase de buena fe aquel movimiento que se hizo sin recato ni cautela alguna; sino solamente fundado en la paz y

1681. derechos de las coronas, en navíos mercantes, sin armadas ni máquinas de guerra, que denotasen fuerza, ó violencia alguna, en que se condujeran aquellos instrumentos y materiales necesarios, con un competente número de obreros, y guarnicion á proporcion de la colonia que se intentaba : y mas proveidos de bastimentos y disposiciones para alojamientos que los esperaban de la vecindad de los amigos, de quienes se prometian mas auxilios, que de los mantenimientos y municiones que llevaban consigo, como lo acreditó la experiencia luego que llegaron á aquel sitio, valiéndose del gobernador y del vecindario de Buenos Aires, para que les proveyesen de mantenimientos y víveres que les faltaban, demostrando todo el ánimo y buena intencion con que se movian.

Siendo ahora preciso manifestar los fundamentos de esta verdad, y las opiniones de ella, se apuntarán las bulas de los pontífices, los tratados de Tordesíllas y Zaragoza, las historias de los reinos, las reglas de geografía y los maestros de ella, para que vistas con todas las luces, los cálculos y los sucesos, quede sin duda la verdad sabida.

Tuvo principio la gloriosa empresa de las conquistas en el animoso intento de la navegacion del mar Océano, viviendo el serenísimo infante D. Enrique, que con la grandeza de su espíritu venció aquella noble dificultad que pasaba por imposible en aquel tiempo, y con efecto consiguió la navegacion del cabo Bojador, que descubrió con la costa de Guinea.

El papa Nicolas V, por bula apostólica en el año 1454, concedió á la corona portuguesa la conquista y descubrimiento de todos estos mares, tierras, minas y sus islas cercanas para el Oriente y Mediodía.

Calixto III en el año 1456 confirmó esta misma bula, y por nuevo indulto concedido al mismo infante (que tambien era gran maestre de Cristo) el proveer de todos los beneficios eclesiásticos en las dichas tierras descubiertas.

Sixto IV, corriendo los años de 1481, mas ampliamente que todos confirmó las mismas gracias ya concedidas por sus antecesores, ménos las islas Canarias, que exceptuó solamente en

favor de los reyes católicos de esclarecida memoria, para que 1681.
se uniesen y perteneciesen á su corona, como una parte de ella, dejando toda la mas navegacion, conquista y descubrimiento á los gloriosos reyes D. Alfonso V y sus sucesores.

En este estado se hallaban las coronas en los reinados de los serenísimos señores reyes D. Fernando el católico, y D. Juan el II, cuando sucedió aquel nuevo y famoso descubrimiento de las Antillas, que consiguió Cristóbal Colon de gloriosa memoria.

Con esta nueva é importantísima conquista de las Indias de Castilla, tuvo principio en Portugal la primera duda que se ofreció con motivo de la reparticion de límites sobre lo que pertenecia á las dos monarquías, de lo que ya estaba descubierto por sus armadas y ocupado por sus vasallos.

Ajustándose gloriosamente estas controversias con el tratado de paces llamado de Tordesíllas, pero célebre por la nota de la bula del pontífice Alejandro VI pasada en el año 1493, que se rectificó con admiracion y espanto de todo el mundo, sobre los términos de las pertenencias de cada uno de los príncipes en el mar Océano, y que se formase una línea que tirada matemáticamente de Norte á Sur por los polos del mundo, se considerase dividido el orbe en dos partes iguales y perteneciese la del Este á la monarquía portuguesa, y la del Oeste al imperio castellano.

Este paralelo, que habia de tener punto cierto y determinado principio, se dispuso en la misma bula que lo fuese una de las islas Azores ó de Cabo Verde, tirándose la línea 100 leguas al oeste del mismo punto, y que todo lo que quedase para el occidente perteneciese á la corona de Castilla, y á la corona de Portugal lo que quedase para el oriente.

En el mismo año de 93 se opuso el rey D. Juan el II de Portugal al cumplimiento de esta bula por lo que pertenecia al curso que debia hacer esta línea, nombrándose embajadores por ambas cortes ó coronas, que se juntaron en la villa de Tordesíllas, con poderes bastantes para ajustar y acomodar este negocio, lo cual se consiguió con comun consentimiento de todos, ajustándose que la línea divisoria fuese tirada de polo á polo, 370 leguas al poniente de las islas de Cabo Verde, señalando

1681. el descubrimiento y conquistas de la parte oriental pertenecientes para siempre á los reyes de este reino, y de la misma suerte toda conquista de la parte occidental á los reyes de Castilla, y que dentro de diez meses se mandarian dos á cuatro embarcaciones, tanto por una corona como por otra, con pilotos y hombres científicos que pudiesen hacer la demarcacion, y que todos debian juntarse en la isla nombrada la Gran Canaria, en donde interpoladamente se embarcarian Castellanos y Portugueses en las embarcaciones de ambos reinos que juntas fuesen en demanda de las islas de Cabo Verde, y de allí siguiesen línea recta para Occidente, fijando un marco á las 370 leguas que determinase estas y sirviese de valiza por la cual cortase la línea divisoria de Norte á Sud, con otras cláusulas pertenecientes á la firmeza de este contrato, que tuvo fe ratificado y firmado por los reyes de ambas coronas, en el año siguiente de 1494.

Los cuidados de los príncipes que ocuparon las dos monarquías suspendieron la ejecucion de este negocio 30 años, que otros tantos estuvo en silencio hasta que volvió á resucitar con la disputa de las Molucas, en que siendo necesario recurrir á las demarcaciones, fué preciso volver al mismo medio para salir de semejantes controversias, y porque en aquel tiempo convenia usar del partido que fuese mas breve, el cual siempre es el mas conveniente para evitar dudas y desconfianzas que suelen ser peligrosas entre príncipes y monarquías, se acordó que se eligiesen doce jueces, seis castellanos y seis portugueses. ¿ De los príncipes puede haber prescripcion? ¿ se hubo puesto por alguna de las coronas ó se puede reputar devuelto, expuesto al primer ocupante, ó que estuviese por cultivar, y ocupar de estas tierras [1]?

Cuanto á lo primero (supuesto hay ya muchas opiniones sobre el número de las leguas á favor de esta corona, como se demostrará adelante), no se puede dudar en las 370 leguas que

(1) El manuscrito se halla evidentemente equivocado; y no tenemos medios de corregirlo. Por eso lo dejamos como está.

se ajustaron en el tratado de Tordesillas; porque siendo la ley y la regla con que los príncipes se pusieron de acuerdo, es de mayor autoridad y de mayor fe este título de la tradicion de las historias. 1681.

En el segundo título se deben considerar las cláusulas del contrato y las palabras de la bula, porque siendo ambos el único y total fundamento de esta demarcacion, uno y otro han de dar el modo, y de estos dos fundamentos ha de salir la forma y principio de esta operacion. El contrato señala por término incoactivo las islas de Cabo Verde : las bulas, no solo estas, sino tambien las islas Azores fundamento por cláusula copulativa, luego ni las islas de los Azores, ni las de Cabo Verde se pueden omitir en la determinacion de este punto incoactivo.

De dos partes esenciales se compone el punto: principio para comenzar, y direccion para proseguir; si aplicamos todo lo incoactivo á las islas de Cabo Verde, comenzando por su meridiano y siguiendo por su paralelo, quedarán excluidas las de los Azores, pues no se principia ni se prosigue por ellas. Y de la misma forma si pusiéramos todo el principio en las islas de los Azores para comenzar en su meridiano y continuar por su paralelo, quedarian excluidas las de Cabo Verde, y vendríamos á quedar en el mismo inconveniente.

Comenzar en el meridiano de ambas no es posible, por la diferencia que hay entre ellas de cuatro ó cinco grados de longitud, y proseguir por ambos paralelos tampoco es posible, porque difieren sus alturas en 18 y 40 grados; luego para satisfaccion de ambos textos, y para conciliarse ambos títulos sin incurrir en la observancia de cualesquiera de ellos, omitiendo las disposiciones de la bula, ó faltando al valor del contrato, se debe comenzar en el meridiano de unas y proseguir por el paralelo de otras. Comenzar en el meridiano de las Azores, como dispone la bula, y proseguir por el paralelo de Cabo Verde, como declara el contrato, sería el mejor temperamento de estas disposiciones; porque la recíproca desviacion del meridiano de las Azores con el paralelo de las islas de Cabo Verde, da el verdadero punto para comenzar y proseguir esta línea, en el cual

1681. solamente se puede verificar principio y direccion, pues de otra suerte nunca se podrá concordar ni ajustar la bula con el contrato. Pero no obstante que esta sea la resolucion infalible como bien fundada en los títulos de este derecho, y que como mas verdadera es tambien la mas amplia para esta corona, nos basta seguir el contrato de Tordesíllas, que dispuso que la raya ó línea que se ha de tirar del polo ártico al polo antártico deba distar 370 leguas de las islas de Cabo Verde para la parte del Poniente, por grados ó de otra manera, segun la mayor brevedad con que pueda darse. Con todo, se puede dudar de cuál de estas islas han de empezar á contarse dichas 370 leguas, pero todos los autores convienen que su principio ha de ser en el meridiano que pasa por la márgen occidental de la isla de San Antonio, que situada mas al Occidente que todas las de Cabo Verde, se halla en 18 grados de altura, en cuyo paralelo contadas las 370 leguas para el Occidente, hacen 22 grados y un tercio de longitud, y tanta es la que se ha de contar entre el meridiano que pasa por la márgen occidental de la isla de San Antonio y el meridiano de demarcacion ó línea divisoria que ha de arreglar la pertenencia de cada una de las dos coronas.

Cuanto al tercer punto, como las embarcaciones castellanas y portuguesas que se señalaron en el ajuste de Tordesíllas para el exámen del paralelo y determinacion del punto en que se fundaban las 370 leguas para correr el meridiano, y ser el principio de él, no tuviese efecto: lo que tambien era impracticable por la incertidumbre de esta operacion, y no estar descubierto hasta el dia del contrato promontorio alguno ó tierra de la América meridional: llegada la controversia de las Molucas se ocasionaron las dudas, que aumentaron con las opiniones promovidas sobre los puntos en que la costa austral y meridional de América (estando ya descubierta) en muchas partes cortaba el meridiano de demarcacion una y otra costa distante del punto de San Antonio, 370 leguas numeradas en el paralelo de 18 grados altura septentrional de la misma isla que en la equinoccial hacian 21 grados y un tercio, variándose

aquellos puntos en América con industria política; pero con ejecucion matemática para que en la Asia quedasen las Molucas en la reparticion de Castilla, que era el intento de aquellos tiempos. 1681.

Antonio de Herrera, en la *Historia general de las Indias occidentales,* decada 1ª, lib. 2, cap. 10, refiere los ajustes de los reyes de Castilla y Portugal, sobre la situacion del meridiano ó línea divisoria, y sobre la demarcacion de ella con estas palabras :

« En 7 de junio del año 1493 acordaron que la línea de la » demarcacion se echase 270 leguas mas adelante hácia el po- » niente de la línea contenida en la bula del papa, desde las » islas del Cabo Verde hácia el Poniente, y que desde este meri- » diano todo lo restante al Poniente fuese de los reyes de Cas- » tilla y Leon, y desde allí al Oriente fuese de la navegacion, » conquista y descubrimiento de los reyes de Portugal. »

Mostró pues este autor, que se contradecia en los términos geográficos, y que no tenia noticia de ellos, y ménos de los puntos que asignaban el referido meridiano en las tierras del Brasil, como se ve claramente de sus mismas palabras, década 3ª, lib. 6, cap. 7.

« Pues este meridiano viene á cortar la costa del norte del » Brasil, por la boca del rio Marañon, dejando toda la boca al » Occidente, y la costa del Brasil que mira al Oriente la corta » por el rio de San Antonio y Órganos; y este meridiano corta » por la parte del Oriente en la India por la ciudad de Malaca; » dejando toda la China, islas de los Molucos y Filipinas en la » demarcacion de Castilla, porque queda la línea de demarca- » cion al Occidente. »

Dos veces se engañó Herrera. La primera en afirmar que los términos del Brasil se extendian por la boca del rio Marañon al Norte, y Órganos al Sur; y la segunda en decir, que tirando por estos dos términos al meridiano del Brasil, cortaba el Oriente por la ciudad de Malaca, porque todo se convence con su misma doctrina.

El meridiano así construido para dividir el globo terrestre en

1681. dos partes iguales, se ha de reputar precisamente círculo máximo, lo cual es aquello que tirando por la superficie del mismo globo, y sobre su centro la corta igualmente.

Impugnó Antonio de Herrera esta sólida y recibida doctrina, porque querer que el meridiano viniese del punto donde se contasen los 22 grados y un tercio á buscar el rio Marañon y montes Órganos, no siguiendo el mundo por sus polos, sino desviándose totalmente de su centro, como si fuese posible que un meridiano pasase por San Antonio viniendo á acabar en los Órganos en ménos distancia de dicho paralelo de la que tenia el punto donde se le dió principio. Porque si el tal meridiano cayese por la boca del rio Marañon, necesariamente habia de cortar mas allá de la bahía de San Vicente, pues entre el cabo de San Agustin y el rio Marañon hay 14 grados y 2 tercios de longitud, y entre el cabo de San Agustin y la bahía de San Vicente no hay mas que 10 grados de longitud, de que se sigue que la línea de demarcacion no puede pasar por aquellos dos lugares; porque siendo el meridiano (como en realidad debe ser) una línea de Norte á Sur, tanta distancia debe haber del cabo de San Agustin al rio Marañon, como á la bahía de San Vicente, y no siendo así, no sería el meridiano ni línea de Norte á Sur, sino de cualquiera otro rumbo.

Este mismo error se continúa en trazar el meridiano por la boca del rio Marañon, porque pasa mas grados distante del rio de las Amazónas, como se deja ver de los 22 grados y un tercio que han de cortarse desde la isla de San Antonio hasta el mismo meridiano, porque no habiendo desde esta isla al cabo de San Agustin mas que tres grados escasos de longitud, y desde este cabo al rio Marañon 14 grados y 2 tercios, que juntos á lo mas hacen 17 grados y 2 tercios, resulta faltar mucho para completar el número de 22 grados y un tercio concedidos á la corona de Portugal, que viene á perder 5 grados, en que se ve manifiestamente la falta de noticia con que trató esta materia Antonio de Herrera, arrastrando su meridiano por la parte oriental, que verdaderamente es el término de la demarcacion, para que le viniese á caer el que fingia en la ciudad de Malaca,

que queria comprender en la reparticion de Castilla, y bien se ve que por salvar la verdad de la historia dejó en duda la inteligencia del autor, no queriendo explicar este punto y tratándolo por insinuacion, como se deja ver de las palabras siguientes : 1681.

« Despues acá, se ha hallado esta línea de demarcacion, y la » describe un meridiano, que pasa por 22 grados y un tercio » mas al occidente de la isla de San Antonio. »

Esta industria, ó poca inteligencia que este autor tuvo de la geografía, se ve mas claramente en la década 2ª, lib. 1, cap. 7, donde despues de contar que Juan Diaz de Solis en el año de 1515 partió de Lepe á descubrir el nuevo camino para Molucas, haciendo relacion de este viaje hasta la bahía que el dicho Juan Diaz llamó Dos perdidos, dice lo siguiente :

« Pasaron el cabo de las Corriéntes, y fueron á surgir en una » tierra 29 grados; y corrieron dando vista á la isla de San Se- » bastian de Cádiz, á donde están otras tres islas, que dijeron » de los Lobos, y dentro del puerto de Nuestra Señora de la » Candelaria, que hallaron en 35 grados. Y aquí tomaron po- » sesion por la corona de Castilla. Fueron á surgir al rio de los » Patos, en 34 grados y un tercio. »

Esta mal entendida navegacion, ó incompatible derrota, prueba claramente la falta de noticias con que escribió este grande historiador; porque no siendo posible tomar la isla de Lobos y la isla de la Candelaria en 35 grados, y de ahí tornar atras al rio de los Patos, para ancorar las naves, muestra sin duda que Antonio de Herrera no supo á dónde quedaba este rio, porque si entendiera que quedaba en 29 grados, no contradijera con las palabras siguientes de su Historia :

« Entraron luego á una agua dulce, que por ser tan espaciosa » y no salada, llamaron mar Dulce, que pareció despues ser el » que hoy llaman de la Plata. »

En este mismo yerro cayó Cespédes industriosamente, solo á fin de que las islas Molucas quedasen en la demarcacion de Castilla; reconociendo por su error cubrió su opinion, conformándose con el parecer del P. Ruiz Villégas, uno de los seis

1681. jueces castellanos que concurrieron en la junta de Badajoz.

Juan de Laet Antuerpiense sigue á los Portugueses en la demarcacion del Brasil, y solo apunta la mal fundada opinion de Herrera cuando se aparta de ellos en el lib. 15, cap. 1°, como se deja ver en sus mismas palabras.

Castellanos, y entre ellos Antonio de Herrera con los geógrafos del rey católico, concluyen su longitud de entre 29 y 39, comenzando á contar los grados del meridiano toletano para el Occidente, que se ajustó en aquellos tiempos, entre los reyes de Castilla y Portugal; y por tanto pasa la línea de la separacion por el promontorio de *Humos* al Norte conforme á los grados de latitud, y por la isla de Buen Abrigo en 25 de latitud austral, separado por la mayor longitud de la América meridional 200 leguas para el Brasil y jurisdiccion de los reyes de Portugal.

Tambien sigue el dicho Herrera cuando en el tomo 14, cap. 14, describe hidrográficamente el distrito de gobierno del Rio de la Plata, fijando el cap. referido con estas palabras:

« Acabamos de describir la costa marítima del gobierno del » Rio de la Plata, que, comenzando de este grande rio ó del » promontorio de Santa María, se extiende hasta las provincias » del Brasil, en el cual no hallamos nada memorable : en fin, » comenzaremos la historia mas conocida y nobilísima del » Brasil. »

Y siendo asi que en este mismo capítulo trae las observaciones de Manuel de Figueredo, piloto portugues, no prueban nada contra nuestro intento, porque Manuel de Figueredo no demarcó estas provincias, solamente hizo un itinerario de la navegacion de aquella costa; cuánto distaban los promontorios, los puertos, los rios, y las ensenadas, entre sí : lo que tambien hizo Teodoro Reathero, de que hace mencion el mismo autor, que en el cap. 16 de este libro, describiendo la capitanía de San Vicente, no duda que se dilata hasta el Rio de la Plata, como veremos de sus mismas palabras.

« Muchas veces los moradores de esta capitanía penetraron » lo mas interior del desierto, principalmente hasta los Carijos,

» los cuales por el continente marítimo distan 90 leguas para 1681.
» el Sur, y 200 de extension por el mismo continente, y
» así llegan hasta el Rio de la Plata. »

Y despues de escribir así con esta claridad, cuando entendia que provocaba su opinion con la de Antonio de Herrera, lo trasladó al pié de la letra; porque habiendo escrito que las provincias del Brasil se extendian hasta el Rio de la Plata, y que allí termina, ó es su límite, no fuera bien entendido, si fuera mal acomodado. Con que se ha de dar, que ó Juan de Laet no entendió á Herrera, ó que fué mal entendido Juan de Laet. Y no pudiendo proceder la duda en lo que pertenece á la tierra firme, sería bien fundada si se hubiese de pretender el mismo rio y su navegacion, porque toda la tierra domina los rios que corren por sus márgenes, y á lo ménos no se nos pudiera negar una gran parte del mismo rio.

Esta misma verdad afirmó Juan Botero Benese, fol. 147, part. 1ª, mostrando cuáles son los verdaderos límites del Brasil, y cuál es el verdadero meridiano tirando por 22 grados y un tercio, al poniente de San Antonio, bien que despues obligado de la autoridad de Antonio de Herrera lo citó con respeto.

Con mejores doctrinas, y mas pura y exacta geografía mostraron doctísima y fidelísimamente Jorge Reynet, Fernando Ruiz, Castelo Blanco, Bartolomé Velho, y el grande Pedro Núñez, en cartas y cálculos que hicieron de las tierras del Brasil; en que se ve que comienza en el rio de las Amazónas al Norte, por la boca del rio Fresco, y cabo de los Humos al Sur, 84 leguas al otro lado del Rio de la Plata. El nombre y autoridad de estos autores acredita la memoria del grande Pedro Núñez, venerado por oráculo de matemática por todos los maestros de esta ciencia, como se ve del elogio de Tico de Bráidos, encomios de Simon Estevino, del P. Clavio y otros; y lo que es mas que todo el testimonio de sus obras, y el culto con que se conservan en los reales archivos de esta corona, donde se ofrecen públicos cuando se ofrezca presentarlos.

Pedro de Magallánes de Gandavo, en la *Historia de la provincia de Santa Cruz,* describiendo el Brasil, dice lo siguiente :

1681. « Esta provincia de Santa Cruz está situada en aquella grande » América, una de las cuatro partes del mundo : dista su principio dos grados de la equinoccial para el Sur, y de ahí se va » extendiendo para el mismo 45 grados, lo que viene á ser » hasta la bahía de San Matías. »

Gerardo Mercator en su Geografía universal, mas abajo de estos límites, los escribió en esta forma, al folio 363 :

« Resta el que describamos la tierra del Brasil mas oriental » de la América, que tomó el nombre del palo bermejo que » allí nace; y continuando su historia, dice lo siguiente :

« Está situado el Brasil entre los rios Marañon y de la Plata. »

El Lexicon geográfico de Felipe Ferrario, folio 64, en el Vocabulario (Argenteus Fluvius), trata esta cuestion con elegancia, y la deja sin duda, conformándose con el parecer de Mercator y dice lo siguiente :

« El rio de la Plata, como algunos quieren, nace del Rincon » del Paraguay al otro lado del lago llamado Xarais : de aquí » por largo intervalo, divide por dos partes la provincia del » Paraguay : corre al Sur regando á otras provincias, así como » los lugares de Buenos Aires, Visitacion, Concepcion, Santa » Fe, Asumpcion y Siete Corriéntes, y aumentando con los rios » Pilcomayo, Paraná, Negro, Carcona, y otros muchos : sale al » mar Brasílico por una boca de cuarenta leguas. »

Solorzano, tan repetida é injustamente torcido y alegado contra esta corona, siguiendo á Mercator en la explicacion de los términos del Brasil, comienza el tomo 1, cap. 6, núm. 59, *de Jure Indiarum*, con estas palabras :

« Aquella region que se llama Brasil, puesto que se divide » en los confines del reino del Perú, y se exime de la jurisdiccion de su virey, se fija con los dos grandes rios Marañon » por la parte del Norte, y el de la Plata por la del Sur. »

Con libre é independiente opinion, con docta y recibida autoridad, trató este punto el P. Juan Maffeo, natural de Bérgamo del Estado de Venecia, que supuesto que por el país estuviese neutral, por las inclinaciones y dependencia era obligado ó agradecido á la Majestad Católica, y sobre todo la union de las

coronas que en aquel tiempo se practicaba, hacía mayor la li- 1681.
bertad para la historia, porque no pudiera tomar partido entre dos reinos en que no sirviese el mismo príncipe; y siempre el Estado reinante es el que mas tienta é inclina la dependencia de los escritores. Queriendo con todo salvar su opinion, y acreditar su Historia, trató la materia, mas no resolvió la duda. Describiendo pues las provincias del Brasil, mostró á los ojos lo que dictaba la razon, que es mas sólido y mas puro lo que se dice por las demostraciones, que lo que se muestra por los conceptos. Así lo entendió Solorzano, cuando hablando de este autor en el tratado *de Jure Indiarum,* tomo 1, cap. 3, núm. 48, dice estas palabras :

« Juan Pedro Maffeo, de la Compañía de Jesus, en los 16 li- » bros de las Historias índicas, justamente puede competir con » Tito Livio. »

Este mismo crédito le da Gerardo Mercator en su Geografía, folio 363, en la descripcion del Brasil, ya citado en este discurso.

Con docta é inculpable erudicion trató Simon de Vasconcélos esta misma materia en la crónica que compuso de la Compañía de Jesus de la provincia del Brasil, y no se puede decir que tropezó en yerros, que siempre escribió aciertos con pasos tan seguros, que asistido de las luces de su ingenio y de los auxilios de sus letras, escribió este punto con purísima verdad, como se ve en el libro 1°, número 13, de las palabras siguientes :

« Para este intento mandó en aquella bula que se tirase una » línea de Norte á Sur, 100 leguas de una de las islas de los » Azores y Cabo Verde, la mas occidental para el Poniente. »

Y continuando la misma Historia, dice estas palabras, núm. 14 :

« El rey D. Juan el Segundo, que entónces reinaba en Por- » tugal, reclamó esta bula, pidiendo al sumo pontífice otras » 300 leguas al Poniente, sobre el otro lado que tenia destinado : » y como estaban los reyes de Castilla tan emparentados con » los de Portugal, y esperaban estar mas, vinieron fácilmente » en lo que pedia el rey D. Juan, y de buena conformidad y



1681. » parecer del sumo pontífice, se concedieron mas 270 leguas » ademas de lo concedido en la bula á 7 de junio de 1494, lo » que supuesto aquella línea imaginaria tirada de Norte á Sur » en la conformidad sobredicha, que viene á ser del último » punto de las 370 leguas de una de las islas de los Azores y » Cabo Verde mas occidental, que dicen fué la isla de San An- » tonio del Poniente y el fundamento de la demarcacion y di- » vision del Brasil. »

Conformándose con el libro *Theatrum orbis* en la tabla del Brasil, y Gotofredo, *Archontologia cósmica*, folio 319, corrobora el parecer de estos autores con la posesion continuada de tantos años en actos y poblaciones sucesivas que se difundieron por todo aquel distrito, lo que siguen en esta parte el P. Maffeo, Solorzano, Mercator, autores ya alegados en este discurso.

Luis Coelho de Barbuda en las *Empresas lusitanas*, lib. 14, fol. 265, conviene en las 370 leguas de la dermarcacion general, y atendiendo á las operaciones geográficas, dice que el meridiano pasa por el gran Pará, y de este modo concluye incluyendo la boca del rio de la Plata dentro de la demarcacion de Portugal.

El licenciado Bartolomé Leonardo de Argensola, en la historia que escribió de las Molucas dice, que la línea corta mas adelante del Rio de la Plata, y no habla con escasa inteligencia en la geografía, como se le quiso imputar, pues fué recibido en la contienda de las Molucas con crédito y estimacion, teniendo ademas en favor de la verdad de estas operaciones el ser autor castellano, y el haber dedicado el mismo libro á la Majestad de Felipe III, quien no le dejaria correr si contuviese algun perjuicio contra su corona.

Pedro Ordoño de Ceballos, tambien historiador castellano, en el libro intitulado *Viaje del mundo*, fol. 278, libro 3, haciendo mencion de las islas y tierra firme que los Castellanos ocupaban en la América y poseian en ella, pone por término á este grande imperio la provincia de Buenos Aires, diciendo que todo lo demas es Brasil, y como sujeto y perteneciente á otro príncipe, no lo comprendia en su descripcion.

No se aparta Garibay de esta doctrina, metido en lo mas interior de Guipúzcoa, tomo 2, lib. 19, cap. 4, y tomo 4, lib. 35, cap. 25. 1681.

El P. Mariana, tan seco en las opiniones portuguesas, siguió sin embargo esta misma, libro 26, folio 408.

Fray Antonio de San Roman, que escribió el año 1603, durando ya la union de las coronas, una *Historia de la India oriental*, en su libro 1, capítulo 6, no solo conviene con ellos en las 370 leguas de la situacion del meridiano que divide el mundo, sino que afirma con Garibay y Mariana, ya citados, que dicho meridiano se tiró 470 leguas de la isla de San Antonio al Poniente. No pudiéndose atribuir á inclinacion ó dependencia de este autor, no siendo natural del reino, y ménos que se apartaria de la verdad por algun otro respeto, porque estando estos límites sujetos al mismo príncipe, no tenia á quien obligar con el juicio de ellos.

Barleo, que se alegó contra la demarcacion de esta corona, es el que bien entendido se reconoce conforme con los demas autores, porque cuando dice que el Brasil mira de muy léjos los montes del Perú, habla de los que habitan en las costas del mar, y no de los que viven por el desierto inculto que se une con dichos montes. No dice Barleo que el término mas austral del Brasil es el promontorio del Rio de la Plata, sino el mismo rio : con que las palabras latinas de Barleo bien entendidas no destruyen esta opinion, como mejor se deja ver de la literal traduccion de ellas, que es esta : « El Brasil por la parte occi-» dental ve de muy léjos los desiertos de los caribes del Perú, » de las provincias del Nuevo Mundo la mas noble ; y última-» mente las cumbres de unos altos montes : para el Sur, des-» conocidas regiones, islas, mares y estrechos : por las costas » occidentales el Océano Atlántico : por las boreales le combate » el mar septentrional : los Portugueses han terminado por el » rio de la Plata y por el rio Marañon. »

Á mas que Barleo solo intentó escribir los asuntos militares de los Holandeses, durante los 8 años que intrusamente los gobernó el conde Mauricio de Nassau, y no le era permitido en

1681. rigorosa ley de historiador dilatarse tanto en este punto, que se viese obligado á una tan grande digresion; y sobre todo, este autor no habló definitivamente como se reconoce, pues solamente dice que los Portugueses incluian sus dominios entre los rios Paraná (y Estatuario y el de la Plata), lo que en esta inteligencia latina tiene muy diferente explicacion de la que se le quiso dar á la palabra Estatuario, porque esta significa todo lugar hasta donde el mar sube, y no promontorio ó cabo, como se quiso entender.

El Átlas universal del mundo pudiera ser el árbitro de estas dudas si carecieran de mas evidencias que las notadas, porque siendo escrito en beneficio comun, sin atencion particular, mas con un respeto general á todos los imperios, reinos, principados, estados, mares y costas, no se puede temer la inclinacion, y ménos la verdad particularmente á favor de Portugal, que por el autor y por el impresor se hace totalmente exento de los respetos de esta corona, y como escribe para todos y para cada uno, sin duda que lo hizo con mas ciertas noticias y con muy acertados compases, porque de otra suerte no lo recibiria el mundo todo con aceptacion. En el segundo libro de esta Historia en la impresion latina, en la carta general de la América la señala entre la márgen occidental de la isla de San Antonio y la boca del rio de la Plata, 21 grados de longitud; con que faltando para el complemento de los 22 y un tercio que ha de haber entre el meridiano de la isla de San Antonio y el paralelo de las demarcaciones un grado y un tercio, bien claro se ve que corre el meridiano de demarcacion mas allá de la boca del rio de la Plata para la parte del Occidente mas de un grado, que es lo que falta para la satisfaccion de los 22 grados y un tercio de que se compone este paralelo, cuya demostracion es un hecho ocular que se prueba con evidencia, y en cuya forma corrieron hasta ahora sin nota ni contradiccion alguna todos los mapas, globos y cartas generales que se han trabajado en Holanda, Flándes é Inglaterra.

Magino, en el comento de la geografía y de los cálculos de sus estudios, á que añadió la descripcion de la América, se

ajustó á la misma doctrina, tirando esta demarcacion por dentro del rio de la Pláta, y declarando que el continente oriental era de los Portugueses por derecho : estas son las palabras de su Historia : « No faltó la naturaleza á proveer en estas dudas » con aquellas inalterables divisiones señaladas por el poder » divino, señalando y dividiendo las tierras de la contienda » con el notable lago dorado ó de los Xaráyes, que como cora- » zon de la América situado casi en el centro de ella la ciñe en » dos brazos ó con dos rios que tienen la primacía de las aguas; » uno que corre para el Norte con el nombre de las Amazónas » y desagua en mas de 80 leguas de boca, y otro con el nom- » bre de la Plata que cortando por el Sur se difunde en 40 le- » guas de ancho, y es mas que maravilloso, acaso un misterio » de la Providencia, que la línea de reparticion tirada de Norte » á Sur sin respecto á estos rios ni con noticia de ellos (no la » habia cuando se acordó esta division del orbe) cortase tan jus- » tamente por estos dos términos como si los fuese á buscar » muy de propósito para estas demarcaciones, y sin duda que » si hubiesen sido descubiertos en el tiempo en que concurrie- » ron los 12 jueces en la junta de Badajoz, se comprometo- » rian en estas valizas, y no se hubiese tratado ó ajustado en » remitir los navíos que habian de ir á tirar la línea y hacer » las demarcaciones. 1681.

» No debia ser ménos circunspecta la Providencia en esta » gran parte del mundo de lo que lo fué en la demarcacion de » las otras que dividió con rios, lo que pasa por tan inalterable » órden de la naturaleza, que como una parte de la simetría » del mundo corre ya por los doctores incorporada en las defi- » niciones del derecho, y porque no quedasen sospechosos de » Portugueses, se autoriza este lugar con los autores castella- » nos, que afirmaron ser los rios la mas natural division de los » reinos, y que dividiéndose con los Estados quedaban los mis- » mos rios comunes á los príncipes que los dominaban. »

Nebriza, eruditísima y misteriosamente en la crónica de los reyes católicos (que fueron los mismos príncipes con los cuales se celebró el tratado de Tordesíllas, tantas veces mencionado

1681. en este discurso), tiene por opinion, que los rios puestos por la naturaleza son los términos mas propios por que se dividen las regiones. Esta misma doctrina sigue Parlador, y con el Leitao Lusitano, Valenzuela, Cepola, y otros que refiere el mismo Parlador.

Fúndanse estos autores patentísimamente en la distribucion de los rios, y en el órden de ellos.

El África se divide de la Asia con el mar Rojo, la misma Asia se aparta de la Europa por el estrecho de Galeópoli, mar Euxino, laguna de Meótis, rio Fanais, y Obis. Los dos rios de Zanaga y Gambea ciñen el imperio de los Jalofos, y á este divide el mismo Gambea del imperio de los Fulos, y reino de los Sereinos. El rio Xaire termina el imperio de Congo, con el de Leango. El rio Coanza separa los negros Jágas de los Guanguíllas y Ambúndos. Los célebres y riquísimos rios de Cofalla tienen principio en aquel pequeño mar, ó grande lago que la naturaleza plantó casi en el medio de las tierras de Caranza, rey de los Marábes, cuyos señoríos cercan por la parte del Este con las playas del dicho lago, donde saliendo el rio Zambeze con limitada corriente, va dividiendo las tierras del Mocaranga y Betonga, y apartándolas del Marave, unas sujetas al mismo Caranga por la parte del Norte, y otras al Monomotapa de la parte del Sur, hasta que por varios rumbos se va á meter en el Océano, despues de formar algunas islas, como es la de Luabo, de quien tomaron el nombre las tierras de aquel puerto.

Por todo este curso ya caudaloso y grande despide varios brazos con diferentes nombres que dan términos, ponen límites, y hacen divisiones á todos los poseedores de este continente, que dominan los Portugueses con varios señoríos, y los Moros con mayores Estados. El mar Rojo divide las Aravias de la Etiopia. El Pérsico, la Persia de la misma Arabia. El reino de Gambaya se corta con los dos brazos que hace el Indo. El mismo Indo separa la India de la Persia. Los rios Ganga y Ganges ponen término á los reinos de Benguela y de Uxá. El Tígres y el Eufrátes abrazan en sí las provincias de Mozopotá, y gran parte del reino de la Persia. El gran imperio de la China

se divide de los reinos de Camboia, Cochinchina y Tunquin, 1681.
como el notable rio Crosio, sirviendo tambien de valiza á muchas provincias; se demarcan otras con el maravilloso muro de su division, poniendo término á las provincias de Suchuens; y de Euruang, digo, las provincias de Gueicheu y la de Xersien. La de Chekiano se termina con el mar Japónico, y la de Fovien de las otras con el océano Índico. Alemania se divide de Francia y de Alemania baja por el rio Rheno. El condado y ducado de Borgoña aparta el Arar. Sepárase Gasconha de Poutu con el rio Garona. Distínguese Inglaterra de Escocia con los dos rios Tevede y Solbeo. La Prusia se limita con la Ibbonia por el rio Duina ó Duna. Los Bátavos se separan de las demás provincias bajas con los rios Rheuo y Bajali. Portugal se separa de Castilla con los rios Minho y Guadiana. El Ebro divide Valencia de Cataluña y Leon, y el Guadalquivir el condado de Niebla de Andalucía.

Esta division, que es general y recibida por todo el mundo como una de las maravillas de él, es mas propia y observada en las provincias de América, porque empezando en las tierras de la Virginia, que se llama Nueva Inglaterra, se divide con el rio Cennebicot: terminase la Nueva Galicia con la laguna Chiapala y puerto de Natividad, la provincia de Yucatan ó Petin tiene por términos el rio Tavia, y la de Vera Paz se divide de Guatemala con el rio Gicalapa y de la de Hondúras con los rios Lagúnas y el estrecho ó golfo Dulce. La provincia de Isálcos tiene por términos que la cercan los dos rios Guacalapa y Guimaye. La de Hondúras se dividé de la Vera Paz con el mismo estrecho Dulce ú Océano septentrional. La de Nicaragua ó reino de Leon se fija con el Océano. La de Cartagena se extiende de el rio de la Magdalena hasta el estrecho de Darien, ó rio de Uraba. La provincia de Santa Marta se termina con el rio de Lacha. El puerto Pasado y el rio de Santiago corren los términos y límites de la provincia que Francisco Pizarro, famoso descubridor del Perú, impetró del Sr. emperador Cárlos V. Las provincias llamadas de Chuquinmayo se dividen con el rio del mismo nombre. La de los Chárcas se aparta de Lima con el rio



1681. Tambopela. La de Chile se termina con el estrecho de Magallánes; este mismo estrecho es el término de aquellas provincias y regiones, que corren de los confines del gobierno de Chile, 43 y 44 grados de equinoccial para el Sur hasta sus mismas márgenes, como tambien de las que tienen su principio en el rio de la Plata y acaban en el mismo estrecho por la parte que se comunica con el mar septentrional.

Ni es menor el órden con que se divide la América lusitana: donde no se sabe que haya otras divisiones, valizas ó marcos: pues las quince provincias ó grandes Estados con que los reyes dividieron el Brasil portugues, con título de capitanías, se apartan unas de las otras con caudalosos rios. La del Pará por la parte del Norte con el rio de las Amazónas, y el rio Marahan para el Sur. La del Marañon con el rio del mismo nombre, y Tapicure y Rio Grande. La del Rio Grande con el rio del mismo nombre y el de los Negros. La del Paraiba con el referido rio de los Negros y de los Sinais. La de Itamasaca con el mismo rio de los Sinais y de la Paraiva. La de Pernambuco con el propio rio de los Sinais y de San Francisco y Caymairú. La bahía de Todos los Santos con los rios Camairu y Grande. La de los Isleos con el Rio Grande y las Caravelas. La de Puerto Seguro con el referido rio y del Espíritu Santo. La capitanía de este nombre con el Rio Janeiro, y cabo Frio, y del Espíritu Santo. Las dos capitanías llamadas de Pedro López de Soza, incluidas hoy en las de San Vicente, se parten con el cabo Frio y el rio Cananea. La décimaquinta, que se llama del Rey, se termina por la parte del Norte con el rio de la Cananea, y se extiende por el Sur hasta el cabo de las Arcas, 12 grados por la misma costa, é incluye en sí el grande rio de la Plata, conforme la carta general del orbe que hizo el cosmógrafo Bartolomé Belho en el año 1572 con órden del serenísimo señor rey D. Juan el III y Átlas universal, desde el folio 35 hasta folio 90.

Y lo que es mas que todo, que por observar esta órden de la reparticion de los rios y seguir la division de las tierras, con las valizas de la naturaleza, no tuvo tanto respeto la igualdad de los límites como la distancia de las demarcaciones, de lo que

resultó por esta causa el que las provincias quedasen unas mayores que otras con grande diferencia. 1681.

Los príncipes, siempre empeñados y deseosos en poner límites, y ajustar sus divisiones (como se ve en las mismas palabras de los contratos, y de las bulas pontificias en las cláusulas de ellas), en tal forma aprobaron y quisieron las valizas de los rios Marañon y de la Plata, que si entónces les fueran presentes las hubieran admitido con preferencia á todas como si las hubiesen por declaradas y expresas, se debe tomar su mente, como si fuese su resolucion. Porque siendo cierto é infalible que en el contrato de Tordesíllas se asentó que los navíos que habian de ir á la operacion de la línea dejasen un marco, á donde se terminasen las 370 leguas, para que sobre punto cierto hubiese de correr la demarcacion, queda sin duda que quisieron y que admitieron todas aquellas valizas, con que mejor se dividiesen de sus Estados, y que mas prevalecen contra la confusion de ellos y mudanza de los tiempos. Y como no pudiese haber otros que fuesen igualmente perdurables ni puestos con tanta ejecucion, se deben reputar los dos referidos rios por los dos términos señalados.

Esta consideracion, que se funda en el contrato y mente de los príncipes y en la bula del pontífice, como sea mas conforme al mismo intento de la reparticion y concordia de ella, es tan amplia en los términos de derecho, que todavía aunque excediese la corriente del rio al último término del dominio de esta corona por algun espacio de tierra ó número de leguas, se habian de extender los límites hasta el mismo rio, por lograr la mas natural division de ella; así porque los marcos ó cualesquiera otras valizas sería una incompetente é impropia demarcacion para Estados tan largos, y podian caducar y removerse con el tiempo, como porque no pudiendo ser mayor el dominio, por poca cantidad de tierra, solo se debia procurar aquel término que los dejase mas seguros, y con ménos discordias.

Y siendo en esta forma, queda sin duda conforme á la opinion comun de los mejores autores, y á la constante tradicion de las historias, en que los mas son Castellanos de nacimiento

1681. ó extranjeros al respecto de ambas naciones, que todo el Rio de la Plata con muchas leguas para la parte del Sur, queda comprendido en la particion de esta corona, no cesaria todavía la razon de dudar si con las palabras de la bula, se quisiese disputar el mayor dominio que le pertenece. Porque si comenzamos el meridiano de las islas de Cabo Verde, corre por dentro del Rio de la Plata, comenzándose por las islas de los Azores, sería mucho mas occidental á su curso, y lo que ahora se duda en pocas leguas de ser tan despoblado y desierto, se vendria á disputar sobre provincias enteras, y la grande importancia de minas muy ricas.

Satisfecho como queda el título y derecho de todo lo que corta el referido meridiano, tirando de Norte á Sur 370 leguas de la isla de San Antonio para el Oeste, parece que no se necesita discurrir sobre la posesion, que en los príncipes es inseparable de las propiedades y de la accion de ellas; porque no dándose que entre los soberanos exentos de todo el juicio contencioso, y solamente árbitros de su misma soberanía, se pueda considerar prescripcion ó parte devuelta, queda como ocioso cualesquiera discurso que se hubiese de hacer sobre estos fundamentos. Mas por no faltar á la precisa obligacion de la respuesta, y á aquella debida y mas puntual obligacion que justifique el real ánimo de los príncipes, y la segura y clarísima justicia de esta causa, se mostrará que no podia haber prescripcion : que hubo posesion continuada por el dominio de esta corona, y que la monarquía de Castilla ni tuvo posesion ni la podia tener, ni que tampoco hizo alguna poblacion fuera de aquellos dominios tolerados por los reyes de Portugal.

El derecho de las conquistas y la investidura de ellas procede de los pontífices, que dan á los príncipes católicos, con el título de introducir la luz del Evangelio en las tierras del paganismo, y conquistar para la obediencia de la Iglesia los enemigos de la fe. Y como siempre estos gloriosos progresos necesitan de tiempo, armas y de sucesos , luego que por el indulto de las bulas apostólicas se adquiriere el primer título para conquistar, se da la investidura para la posesion, sin que para tomarla realmente

se cuenten ó asignen número de años, porque pendiendo de los 1681.
accidentes de la guerra y del poder de los príncipes, se da por incorporada la posesion en la corona primero que en el dominio, llamándose de aquellos mismos Estados que les son concedidos, como si ya los tuvieran ocupados: porque de otra suerte, ni era posible que prevaleciese esta regla en lo incógnito y dilatado de las conquistas, que no se puede penetrar en muchos siglos, y necesitan mas que de la industria humana de la permision de Dios. Siendo cierto que para haber prescripcion ha de haber comision, lo que no se puede probar en este caso, ni ménos que cuando hubiese, haria título justo á cualquiera otro príncipe, mas solamente se devolveria al mismo pontífice, de quien tenia emanado, para que lo diese de nuevo, como devuelto.

Esta verdadera doctrina no se puede practicar en otra forma, sin ofensa de todos los príncipes, y con particular reparo de los reyes católicos, que teniendo por dominio mucha parte de las Indias occidentales, las pudiera ocupar cualquier otro por el derecho de la prescripcion. Ni sería posible que los reyes de Portugal tuviesen seguras las dilatadas conquistas de la América, por descubrir la mayor parte, si se hubiese de dar esta regla.

Estas dificultades ó entes de razon previno la prudencia de Alejandro VI con el notable meridiano de demarcacion, porque no se contentó ménos que con poner las valizas en la memoria de los hombres, haciendo la línea imaginaria en la inmensa difusion de los mares, reduciendo los grados y las leguas, en el largo ilimitable de la tierra; cortando con una línea de Norte á Sur para que por todas estas demostraciones quedase disuelta para siempre la duda de esta partida, y durando ó permaneciendo con el mismo mundo los padrones de ella.

Y cuando se pudiese dar este caso negado sin duda, que la prescripcion se podia juzgar contra la corona de Castilla, y el derecho de poseer por la corona de Portugal, pues las prescripciones, como fué dicho, se excusan con los impedimentos legítimos: y siendo los de Portugal notoriamente justificados, con el descubrimiento de la India, las conquistas de África, la me-

1681. nor edad del rey D. Sebastian, el infelice espectáculo de su jornada, el breve y confuso gobierno del Sr. cardenal rey D. Enrique, y las demas calamidades que se siguieron, devuelto el reino y la misma regalía, sin medios ni accesion para estas operaciones, no podia perjudicar la prescripcion por este tiempo en que no era posible el descubrimiento de las conquistas y la poblacion de ellas, ménos en los 40 años que se siguieron despues de la separacion de las coronas.

Y por lo contrario, la corona de Castilla tuvo para disputar esta duda ó verificar esta posesion, todos los tiempos referidos hasta el reinado del Sr. cardenal rey, y despues de los 60 años de su gobierno, que por la union de las monarquías y el poder de ellas, se hallaba con mas medios para esta ocupacion y poblacion de los dominios, y todavía mas tiempo, porque si ajustamos á los 60 años últimos, los 14 de la menor edad del Sr. rey D. Sebastian en el año y medio del gobierno del Sr. cardenal, y los del interregno, no serian ménos, mas ántes mas que los que se pueden argüir á los príncipes portugueses, con que, ó se ha de dar que no hubo comision, ni pudo haber entre los príncipes soberanos, ó que si la hubo, en este caso incurrió en ella S. M.

Pero ni en uno ni en otro príncipe recayó el rigor de la prescripcion. S. M. C., porque no podia edificar en el dominio ó medio que no poseia, y que habia de restituir conforme al parecer de Tordesillas. Á mas de que no podia haber en el sitio de que se trata, por faltarle la posesion, sin la cual no puede tener lugar la prescripcion. Y cuando se pudiera considerar alguna, no era legítima y leal, ántes tambien le faltaba la buena fe que necesariamente debe concurrir para verificarse. Ademas de que los límites por que los reinos se dividen son imprescriptibles, como queda dicho. Ni tampoco las Majestades de Portugal incurrieron en esta pena; porque siempre probaron y persuadieron, como se tiene ó se ha demostrado mas claramente.

Mas como este ya fuera de este caso, y prevaleciese la posesion sucesivamente con repetidos actos, y siempre un continuo

uso de jurisdiccion y de dominio, lo muestran las historias del reino, y aun en mayor número las castellanas que las portuguesas, con las secretarías y registros de esta corona. 1681.

En el año 1500 tuvo principio el grande é importante descubrimiento de la América por Pedro Alz Cabral, en el reinado felicísimo del Sr. rey D. Manuel, que como le mandó al puerto de Santa Cruz, tomó posesion por la corona de Portugal; y luego por aquel acto adquirió dominio en todas aquellas provincias que tenian natural separacion con los dos primeros rios del mundo, Marañon y de la Plata, y bastaria solo este acto de posesion, solo cuando fuera único, y no se le siguieran otros muchos, y marcos que se pusieron para entenderse en todas las mas partes de aquellas provincias demarcadas con los dos rios, sin que fueran necesarias nuevas aprensiones en las otras tierras, puertos y rios, como se continuó sucesivamente, porque siendo el puerto de Santa Cruz el primero descubierto en las tierras del Brasil, y reputado como cabeza de ellas, bastaba solo aquel acto de posesion para comprender todo aquel grande Estado, del mismo modo que nuestros Morgados, que cuando se toma posesion de la parte principal de ellos, se considera poseido ó comprendido enteramente lo que se verifica mas con la voluntad del serenísimo Sr. rey descubridor, y con la santísima intencion del pontífice, que como se dirigiesen y encaminasen á la extincion de la fe católica, era visto conceder y dominar provincias enteras, por mas dilatadas que fuesen, y como la del Brasil tuviese aquella division natural de los rios, á donde se continuó la poblacion hasta el rio del Marañon, capitanía de San Vicente y de la Cananea, no puede tener duda que se debe entender hasta el rio de la Plata.

Continuando el descubrimiento del Brasil, en el año 1501 Américo Vespucio fué mandado por el mismo Sr. rey D. Manuel á investigar y demarcar exactísimamente las provincias de este Nuevo Mundo, y fué el primer argonauta que entró en el rio de la Plata, como se ve en sus relaciones y de la carta que escribió á Meser Pedro Sodrino, participándole los sucesos de su primer viaje al Brasil, y lo expone en esta forma :

1681. « Y tanto andamos para el Sur, que ya estábamos fuera del » trópico de Capricornio, á donde el polo atlántico se alzaba » sobre el oriente 32 grados. »

Lo que se ve mas claramente como las poblaciones portuguesas, que continúan por toda aquella costa hasta la Laguna de los Patos en altura de 32 grados, y gozar sus habitantes de todos los frutos que ella produce hasta el rio de la Plata 52 leguas para el Sur, sin que hasta ahora se le opusiesen los Castellanos, siendo libre la navegacion del mismo rio á los navíos de esta corona hasta la ciudad de la Asumpcion. Así lo entendió el P. Maffeo en su Historia con las palabras siguientes :

« Es el Brasil una parte del Nuevo Mundo, la cual poco des- » pues que Pedro Alz Cabral la reconoció y descubrió, Américo » Vespucio Florentino, con los felices auspicios del rey D. Ma- » nuel, cuidadosamente investigó. »

Horacio Turcelino en el Epítome de las Historias del mundo, lib. 10, fol. 379, contando esta jornada, y conformándose con Maffeo, escribió en esta forma :

« Despues de eso, Américo Vespucio Florentino, por órden » del rey D. Manuel, descubrió el Brasil, parte del Nuevo Mun- » do, en el año de 1500, lo cual despues lentamente se fué ocu- » pando por los Portugueses. »

La misma opinion siguió el P. Juan de Mariana, libro 26, fol. 149, núm. 1500.

Américo Vespucio Florentino, por órden del rey de Portugal D. Manuel, la primera vez en el año de 1500, exploró todo el Brasil.

Con mas distincion el P. Simon de Vasconcélos trató esta materia en el libro I, núm. 18, folio 15, en donde comienza en la forma siguiente :

« Envió el rey D. Manuel con la mayor brevedad posible un » hombre, grande matemático y cosmógrafo, de nacion floren- » tina, por nombre Américo Vespucio, á reconocer, sondar y » demarcar la tierra y costa marítima de este Nuevo Mundo. »

Solorzano, nimio profesor de la verdad, en el libro I, cap. 4, núm. 12, hablando de este viaje, dice estas palabras :

« Tambien Américo Vespucio fué llamado del rey D. Ma- 1681.
» nuel, por cuya órden hizo dos navegaciones al Sur, á donde
» exactísimamente demarcó la provincia del Brasil. »

El mismo Américo en su relacion lo declara, y el P. Maffeo, libro II de la Historia índica.

Claudio Bartolomé, grande recopilador de las historias, en la que llama *Orbis maritimus,* refiriendo los descubrimientos y armadas que hubo en el mundo desde su principio hasta el año de 1643, escribiendo lo que sucedió en el de 1501, dice lo siguiente :

« Américo Vespucio, en el año 1501, entró al rio de la Plata,
» hasta allí ignorado de las naciones de Europa, y halló en este
» rio islas riquísimas, con innumerables minas de piedras pre-
» ciosas y de plata. »

Y siendo en el año de 1515, yendo D. Juan Diaz de Solis á descubrir el nuevo camino para las Molucas, llegó á la isla de San Gabriel, donde dicen que desembarcó é hizo todos los actos de posesion en nombre de la corona de Castilla, lo que no tuvo efecto por la prudencia y general generosidad con que los reyes católicos mandaron reparar esta accion. Porque reconociendo que este rio pertenecia á la corona de Portugal, por haber descubierto y tomado posesion de ella Américo Vespucio en nombre del serenísimo rey D. Manuel, 15 años ántes que D. Juan Diaz de Solis, mandaron á Sebastian Gaboto, piloto mayor de aquella corona, cuando en el año de 1525 pasó el rio de la Plata, que se le diese por regimiento expreso, que habia de hacer su viaje por los límites y demarcacion de su corona, sin tocar en los que pertenecen á Portugal.

Continuando su viaje llegó Gaboto con efecto al rio de la Plata, y subió á San Gabriel, y reconociendo que eran tierras de Portugal y la prohibicion que llevaba en su regimiento ó instruccion, pasó avante y edificó una fortaleza ó torre en la márgen occidental del rio de la Plata, que todavía hoy conserva el mismo nombre de su fundador.

Siguióse á este en el año de 1526 el conde D. Fernando de Andrada : hecho con el asiento sobre este viaje, se expresó la

1681. misma condicion que se puso á Gaboto de no exceder las demarcaciones de Castilla entrando por las de Portugal; tanta atencion hubo en estos asientos, en estas dos navegaciones, para que se enmendase el primer yerro de D. Juan Diaz de Solis, que sacando la queja de aquellos tiempos, nos dejó el mayor ejemplo para que cesasen las dudas de este.

Conocíase con evidencia que el mejor fondo del rio de la Plata era junto á su márgen oriental, á que se agregaba las comodidades de la isla de San Gabriel, y la seguridad del fondo para las embarcaciones, y la fertilidad de continente vecino para la fundacion. No bastaron todas estas razones de conveniencia para que D. Pedro de Mendoza no edificase la ciudad de Buenos Aires en la opuesta márgen occidental de este rio: y todavía que en tierra fértil en tan ruin puerto, que no sufre que los navíos cargados puedan dar fondo, y por esta causa, ó han de esperar las aguas vivas para entrar la barra, ó descargar primero para pasar el banco que se les opone en la boca; viéndose obligados forzosamente en ocasion de ir á buscar avenidas al abrigo de las islas de San Gabriel, ocho leguas de su ancoraje.

De estas verdaderas demostraciones se colige indudablemente, que si la márgen oriental del rio de la Plata, y las islas de San Gabriel, que solo se apartan de ella un tiro de artillería, estuviesen en las demarcaciones de Castilla, sería el sitio en que se fundase la ciudad de Buenos Aires por gozar de las comodidades referidas. Con que se prueba que los actos posesorios de Solis fué un atentado que luego se mandó deshacer por los reyes católicos. Ni se puede entender ménos todavía de esta reprobada accion; porque si las islas de San Gabriel y toda la tierra del rio de la Plata pertenecen á la corona de Castilla por ser comprendidas en el meridiano de demarcacion, eran inútiles y superfluos aquellos actos posesorios, como entendió Gaboto, el conde D. Fernando de Andrada, y D. Pedro de Mendoza, que edificaron en la márgen occidental del rio de la Plata.

Y lo que es mas que todo, que reconocida por tanto espacio

de años la comodidad de la márgen oriental del rio, y la importancia de las islas de San Gabriel, no se hiciese una pequeña poblacion ni fortificacion en ella. 1681

Asentado en todos los tiempos que el dominio de esta corona se terminaba en el Brasil con las corrientes del rio de la Plata, y que el continente é islas de la parte oriental del mismo rio eran de la corona portuguesa, asi se respetó esta division, no ocupando nunca estos límites; guardándose tan religiosamente esta diferencia, que ni aun en los 60 años que duró la union de las coronas, dispensaron en que se pudiesen confundir ó discrepar demarcaciones de los Estados.

Lo que entendió elegantemente Solorzano en el primer tomo de su Historia, cap. 6, núm. 74, con las palabras siguientes:

« Todas las contiendas sobre la posesion de las conquistas » orientales de esta corona con los Portugueses cesaron despues » de la union de los Estados. Fué sapientísimo efecto de la Pro» videncia divina, así para que con la direccion de un solo mo» narca, mas libremente se pudiese divulgar por estas bárbaras » naciones la luz del Evangelio, como tambien para que se ob» viasen las divisiones que necesariamente habia de ocasionar » el descubrimiento de las Filipinas, á las cuales los Portugue» ses tenian mas derechos que los Castellanos. »

Ademas de esta continuacion de actos pacíficos y sucesivos, se hallan algunos ejemplos violentos, con que las armas portuguesas se esforzaron de las extorsiones y atentados castellanos, como fueron cuando los moradores de San Pablo en los años 36, 38 y 40 expulsaron los Padres de la Compañía de la casa de San Cosme, San Damian, Santa Ana y otros, que habian fundado en las tierras de San Gabriel arriba del rio de la Plata para la parte oriental, y con efecto los desalojaron é hicieron retirar para la provincia del Paraguay.

Con mejor título han penetrado y penetran los desiertos de este continente los misioneros de la Compañía de las provincias de Portugal, que con loable y religioso espíritu se ocupan en continuas y piadosas misiones, cuyos actos rectifican aquella verdadera posesion de los institutos de las conquistas.



1681. Los Castellanos que viven en las márgenes interiores del rio del Paraguay respecto del Brasil, y se deriva el rio de la Plata, conociendo que los Indios Carijos y los Berigiarios sus confinantes están sujetos ó pertenecen al Estado del Brasil, los persuadieron que viniesen á buscar los Padres portugueses á la capitanía de San Vicente. Refiere el P. Maffeo, libro 16, fol. 461, y dice que vinieron mas de 200 Carijos á buscar el sacramento del bautismo, distantes 150 leguas. Y afirma el mismo autor que los Padres de la Compañía Juan de Souza ó Sosa y Pedro Correa fueron á predicar á los mismos Carijos, con maravilloso y santísimo fruto de su piedad, á donde recibieron glorioso martirio y eterna gloria, como mejor se ve en las mismas palabras de su Historia.

Con el mismo celo y con el mismo fruto prosiguió el P. Manuel de Cháves estas misiones entre los Carijos, en donde favoreció á un Castellano, que estaba condenado á ser víctima triste para aquella gentilidad.

En maravillosos prodigios resplandeció gloriosamente el apóstol del Brasil, el P. Juan de Almeida, entre estos mismos Indios; obrando la misericordia divina por su medio infinitos milagros y maravillas; todo lo que escribe doctísimamente el P. Simon de Vasconcélos en la vida de este santo varon.

Por el año de 40 fueron á esta mision los PP. Francisco Carneiro, Ignacio de Sigra y Francisco de Moráles: continuando siempre en estos santos ejercicios la Compañía de Jesus hasta el tiempo presente, se fueron y van repitiendo los actos de verdadera posesion por el derecho de esta corona.

Con grande claridad se hallan continuados en los reales archivos de esta corte los actos de posesion y de jurisdiccion que en todos los tiempos ejercitaron los señores reyes de Portugal sobre estas mismas tierras.

En el reinado del Sr. D. Juan el III, en el año de 1533 entraron en el rio de la Plata, Martin Alfonso de Sola y su hermano Pedro López de Sosa, y despues de correr la costa con una armada, y perder una nave en los bancos de dicho rio, *salieron en tierra, pusieron nombres,* y pusieron marcos; últi-

mamente tomaron posesion de la capitanía de San Vicente que 1681.
todavía se conserva hoy en la casa del marques de Carcáes por continuada sucesion, sin embargo que Antonio de Herrera, con los mal ajustados fundamentos de su Geografía, quiere que toda esta capitanía se incluya en la demarcacion de Castilla. Mas los justísimos príncipes de aquella corona nunca impugnaron esta ni otras donaciones que los reyes de Portugal hicieron sucesivamente, ántes consintieron en las continuas poblaciones que se fueron haciendo en toda aquella costa que corre para el rio de la Plata, como fué la villa de San Juan de la Cananea, y la de Parnaguay, y otros lugares de ménos cuenta.

Estos actos de posesion, que ejercitaron los serenísimos príncipes portugueses, continuaron los reyes católicos en la union de las coronas, confirmando las mismas mercedes en los hijos de los donatarios, por quien vagaban, y pasando los despachos y proveimientos de todas estas tierras en la forma referida, y siempre como reyes de Portugal, por las secretarías y ministros portugueses. Lo que se calificó últimamente con la merced que la Majestad de Felipe IV hizo al maestre de campo Luis Barbalho Bezerra, en la ensenada de Tucuay de la isla de Santa Catalina, situada entre las dos Arboledas y la de Galle.

En el felicísimo gobierno del serenísimo Sr. príncipe D. Pedro, con las donaciones de que hizo merced al vizconde de Arseca, y á su hermano D. Correa de Sá, de la cantidad de leguas en el continente de San Gabriel.

El mismo Salorzano ya alegado en este discurso confirma esta posesion con las palabras siguientes :

« Fué descubierto y ocupado el Brasil, y habitado por los » Portugueses, y están en posesion de él por el modo que refe- » rimos. »

Esto es como refiere este mismo autor del rio Marañon por la parte del Norte, y el rio de la Plata por la del Sur.

Diego de Castro, bien conocido y célebre por su derrotero que hizo de toda la costa y descripcion del Brasil, que se guarda originalmente en los archivos de este reino, dice que la reparticion de ella se termina en la bahía de San Matías, 170 leguas pa-

1681. ra el oeste del rio de la Plata, á donde está el marco portugues con las armas de Portugal, visto y examinado por él. Lo que tambien se halla en otro derrotero que Francisco de Acuña hizo por órden de D. Cristóbal de Moura de toda la costa del Brasil, que aclara lo que nos pertenece en la América, en virtud del meridiano, y que en la bahía de San Matías se acaba la reparticion de Portugal, por estar allí el marco de las divisiones, y que lo reconoció por su propia persona.

Últimamente, en virtud de la misma posesion y señorío, se requirió en la corte de Madrid, los años de 671, 72 y 73, en nombre de Juan Cuello de la Costa, Juan de Silva y Manuel Guaresma, la restitucion de un navío que se les habia tomado por perdido en la ciudad de Buenos Aires, con el título de contrabando, alegando por su parte que se les hiciera fuerza y violencia, por cuanto ellos se hallaban en las tierras de esta corona 30 leguas de Buenos Aires, frente á Montevideo, en donde naufragaron y salvaron las vidas y haciendas, que habian conducido hasta San Gabriel, en que se comprendia nuestro límite, y que fiados en él recurrieron á Buenos Aires á comprar víveres, y pedir socorro contra la barbaridad de los Indios vecinos, á donde por ser presos y confiscados pedian reparacion y recurso contra este daño. Y siendo que no se les defirió, no contradice el fundamento de las demarcaciones, y se omitió en la sentencia de la clara razon de esta justicia, y solamente se declaró que era prohibido el comercio, y que no estaba dispensado en el tratado de las paces, y si con todo, si no dió proveimiento á Manuel Guaresma, no faltó en alegar el derecho de las demarcaciones, y en hacer mas este acto de jurisdiccion y de dominio.

Con que bien conferidas las historias, los tiempos y noticias, se hallará que la corona de Portugal usó de todos los actos de posesion que mas generalmente acostumbran ratificar el derecho de los príncipes. Porque comenzando en Pedro Álvares Cabral, que la tomó en el puerto de Santa Cruz, como cabeza de todo el Estado del Brasil, lo hizo comprendiendo en él todos sus puertos y costas de su continente. Continuando en Américo

Vespucio la ratificacion como primer descubridor del rio de la 1681.
Plata. Siguióse Martin Alfonso de Sosa; pusieron marcos é hicieron poblaciones. Continuándose la navegacion del mismo rio, entraron y salieron libremente los navíos portugueses, repitiéndose con frecuencia las misiones evangélicas y la conversion de los gentiles, se satisfizo con la primera obligacion del dominio de las conquistas, usando en todo del derecho de poseedores, ejercitaron los príncipes de Portugal su regalía en continuas y repetidas mercedes en todo el tiempo de sus reinados.

Y por el contrario, la corona de Castilla, en casi dos siglos que hace del primer descubrimiento hasta hoy, no se sabe mas que de un solo acto de aquella llamada posesion de Juan Diaz de Solis, que sobre ser inválida, por falta de título, se obró sin poder ni órden del Sr. emperador Cárlos V, como refiere Antonio de Herrera. La cual, aunque la hubiera, era eficaz, no solo por ser posterior, sino tambien por hallarse reprobada en el contrato de Tordesíllas, á donde se contrató que las tierras tocantes á cada una de las demarcaciones se restituirian de cualquiera parte, sin embargo de alguna posesion que hubiese en ellas, y habiéndose visto por demostraciones evidentes que el continente é isla de San Gabriel queda en la demarcacion de esta corona por la fuerza del mismo contrato y defecto del dominio, queda la tal posesion sin las fuerzas de derecho. Lo que se convenció mas claramente con la segunda y tercera verdad, digo, y tercer viaje que el Sr. emperador mandó hacer, en los años de 1525 y 1526 por el piloto mayor Sebastian Gaboto y el conde D. Fernando de Andrada, que yendo expresamente al rio de la Plata, pasaron por la isla de San Gabriel, y en la márgen occidental del mismo rio tomaron puerto, é hicieron su operacion, todo en la forma de los regimientos é instrucciones que llevaban para este efecto.

Con lo que si hubo todavía aquel acto de que se duda, por no hallarse bastantemente verificado, ni en ningun autor; y no se dará un ejemplar que las Majestades católicas en todo este tiempo hiciesen merced alguna sobre las tierras referidas,

1681. mas solamente aquellas donaciones que confirmaron y de nuevo hicieron en la union de las coronas, como reyes de Portugal.

Y ménos es bastante el disfruto de la leña y carbon, que los moradores de Buenos Aires hiciesen en algun tiempo en las tierras de esta contienda, para poderse reputar, ni alegar por actos posesorios. Ni tampoco si en la ensenada de la misma isla se abrigasen por algunos accidentes los navíos de la corona de Castilla, ó para dar carena ó cualquier otro recurso que les fuese necesario, porque como todos fuesen hechos de una parte desierta, sin habitacion ni fortaleza que la dominase, se debe entender, como cualquier otra ensenada, que por desiertas son abrigo comun de todas las naciones, de que no resulta posesion alguna que sea manutensible, y ménos no habiendo acto de cesion y consentimiento de esta corona, que siempre retuvo su antigua y primera posesion sin la cual no se podia dimitir, porque de otra suerte serian actos posesorios todos aquellos que fuesen lícitos y precisos á la hospitalidad, y pudieran tener derecho á los grandes rios de Galicia muchas naciones del mundo que las buscaron y se valen de ellas obligadas del derecho natural sin distincion de amigas ó contrarias, en aquella forma todas aquellas ensenadas, bahías y costas desocupadas, en que entraron los navegantes y corsarios por razon de tormentas, aguadas y otros servicios que les son precisos. Pudiendo tambien comprenderse en este dicho las mismas tierras é islas de San Gabriel, á donde es notorio que los navíos de Francia, Holanda, Inglaterra y otras varias naciones hacen continuas escalas, y con el disfruto de carnes y cueros de que cargan sus navíos.

Satisfechos los cuatro puntos de este discurso, con la mas sincera y exacta narracion de este hecho, con la mayor y mas recibida opinion de las historias, con la demostracion de los cálculos, observaciones, regimientos y derrotas que se alegaron, queda sin duda que informada S. M. C. del título y buena fe con que se intentó la nueva colonia del Sacramento, y que está fundada en los límites de esta corona, se hallará por reconocida en el real ánimo de S. A. aquella mas pura y verdadera

observacion del tratado de las paces, que felizmente prevalece entre las monarquías, y que la evidencia de la misma accion, y la notoria y pacífica concordia de ella, no dejó que entrase en duda alguna consideracion que fuese ó pareciese en contrario, y ménos que por esta causa se pudiese hacer algun perjuicio á los dominios de S. M. C.; porque las mismas razones que ajustan al derecho de esta corona, justificaron la pura y generosa intencion de Su Alteza, que en un movimiento tan general como fué lo que se ejecutó en todas las conquistas, y en la pública expedicion de ellas, que no cabia cautela ó temor de controversia; y mucho ménos no habiéndose prevenido protesta por parte de S. M. C. ó de sus ministros en esta corte, y en la de Madrid; á la que luego se daria toda la entera y mas cumplida satisfaccion. Porque no dándose en esta empresa beneficio de tiempo, sin otro algun respeto determinado, que pidiese precisa ejecucion, mas solamente las razones domésticas de la corona, y las comodidades públicas de las mismas conquistas, poco importaria en deferir mas esta obra, á trueque de lograr, con aprobacion de S. M. C., circunstancia que S. A. estimaria mas que las mismas conquistas; pues tan fina y verdaderamente ama el agrado de su real persona y desea las augustas prosperidades de su feliz gobierno, que en los términos de verdadera amistad y pura concordia no duda que S. M. C. en continuacion de la firmeza de la paz, de la importancia de ella, y de la confusion de todos los émulos de ambas coronas, mandará ponderar todas estas razones y fundamentos, y satisfecho de ellas mandará pasar sus reales órdenes, para que en Buenos Aires y en todos los dominios y puertos de aquella costa, se viva con los moradores de la nueva colonia del Sacramento, como viven en estos reinos los vasallos de ambos, ayudándose y correspondiéndose amigable y sociablemente en todas las ocurrencias y accidentes del tiempo, y en la misma forma se expedirán los despachos ú órdenes á los Portugueses, para que por aquella parte se corresponda igualmente, y no se altere ó contravenga en cosa alguna del comercio ó de otra cualquier extraccion á los reglamentos de S. M. C. y á sus reales leyes.

1681.

1681. Y cuando sobre todo resulte alguna razon para duda (lo que S. A. no espera) para mayor justificacion de su real y generoso ánimo, exento de toda y cualquier dependencia, atentísimo á justificar con el mundo y con S. M. C. la particular propension de S. A. á darle gusto; por todas estas razones convendrá en aquel acertado y escogido medio por los señores emperador Cárlos V, y D. Juan el Tercero, y en semejante caso para que con un número competente de comisarios castellanos y portugueses se vuelva á conferir ó tratar esta materia y quede toda duda desatada, para el mas exacto ajustamiento, y que al tiempo del concordato se renueve todo lo que estuviere hecho de mal título en el dominio ajeno tanto de Portugal como de Castilla.

El tratado provisional no sigue aquí por hallarse en otra obra que está en el Rio Janeiro.



PRIMER PERÍODO.

PAÍSES BAJOS Y HEREDEROS DONCKER.

TRATADO DE TRANSACCION

HECHO CON LOS HEREDEROS DE GUILLERMO DONCKER.

Tratado de transacção feito com os herdeiros de Guilherme Doncker, em 27 de novembro de 1692, e confirmado pelos Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paizes Baixos em 19 de fevereiro de 1694 (1).

(Traducção particular.)

No anno de 1692, a 27 de novembro, em presença de mim Lourenço Fabri, notario publico da Haya, admittido pelo tribunal provincial de Hollanda, e das testemunhas abaixo nomeadas, compareceram espontaneamente o Exmo. Sr. Diogo de Mendonça Côrte Real, embaixador extraordinario do serenissimo 1692.

(1) Véase el tratado de 1669.

1692. rei de Portugal junto dos altos e poderosos Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paizes Baixos, de uma parte, e da outra Guilherme Vanden Bergh, tambem notario, como procurador de todos e cada um dos herdeiros constituidos do Sr. Guilherme Doncker, de pia memoria, que foi consul d'esta cidade da Haya; e por ellos foi declarado que entre o Sr. conde de Miranda, embaixador da dita Magestade Serenissima, e o dito Sr. Guilherme Doncker fôra celebrada em 20 de março de 1663 uma convenção pela qual o sobredito Doncker certificava ceder e transferir a Sua Magestade todas as suas acções e pretenções no Brasil, e o mencionado conde, em nome de Sua Magestade Serenissima, promettia ao dito Sr. Doncker por aquella cessão e transferencia a somma de dezaseis mil cruzados, a pagar em Lisboa em assucar, sal e tabaco, e tambem em direitos reaes dentro de oito annos proximos seguintes; porém que não constava se depois a convenção fôra cumprida; porque sendo o valor da cessão e transferencia daquella acção o que se referiu, já por parte da corôa de Portugal se tinha dado para amortisação algum dinheiro, que os ditos herdeiros não podiam certificar nem verificar a quanto montava : e como não convenha aos mencionados herdeiros equipar navios para irem a Portugal buscar as ditas mercadorias de assucar, sal e tabaco, nem confia-las aos perigos do mar; para evitarem estes incommodos, e prevenirem demandas e contendas, que se possam originar da dita convenção : certificaram o dito Exmo Sr. primeiro outorgante, assim como o segundo nas suas respectivas qualidades, que se convencionavam mutuamente na fórma seguinte, a saber : — Que o primeiro Sr. outorgante, depois de celebrada formalmente esta transacção, pagará ao segundo outorgante em dinheiro de contado a somma de cinco mil tresentos trinta e tres cruzados e um terço, mediante a qual paga, ficarão de nenhum effeito todas as pretenções e acções, que para com a corôa de Portugal, o dito Sr. Guilherme Doncker podesse têr, ou seus herdeiros possam presumir, sem nenhuma reserva, de qualquer origem que seja; a qual condição o segundo outorgante aceitou absolutissimamente, confessando tambem que recebêra do dito

Acções e pretenções no Brazil.

Assucar, sal, e tabaco.

Exmo primeiro outorgante a dita somma de cinco mil tresentos trinta e tres cruzados e um terço, dando-lhe agradecimentos pela boa solução e promettendo em nome dos ditos herdeiros que Sua Magestade Serenissima ficaria livre sobre a referida convenção de toda a petição ulterior de quem quer que fosse, e principalmente de Guilherme Coen, ausente, em cujo nome seus cunhados prometteram guardar o estipulado na conformidade da procuração dada pelos herdeiros ao segundo outorgante, e aqui junta, e logo declararam as partes contratantes que se desapossavam mutuamente sem excepção alguma de todas as acções e pretenções ulteriores de qualquer denominação, ou origem que sejam, dando cada um a favor do outro reciproca, final, e absoluta quitação, com promessa de não contrariar nem permittir que se contrarie isto de modo algum directa nem indirectamente, em juizo, ou fóra delle, e confessando por conseguinte que renunciavam a todas as excepções, restituições, reducções, graças e beneficios de direito, ou costume contrario; o que tudo foi feito e concluido sem fraude perante os senhores doutores Carlos de Bey e Theodoro Vander Mast, advogados, testemunhas de fé legal para isto especialmente rogadas e requeridas. E estava assignado : Diogo de Mendonça Corte Real; W. van Berg; C. de Bey. Did. Vander Mast.

1692.

Reciproca e final quitação.

E mais abaixo : O que attesto, e estava assignado Lourenço Fabri, notario publico.

Está conforme com o original; o que attesto : Lourenço Fabri, notario publico.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y HEREDEROS WITT.

TRATADO DE TRANSACCION

HECHO CON LOS HEREDEROS DE GILBERTO DE WITT,

FIRMADO EN LA HAYA.

1694. *Tratado de transacção feito com os herdeiros de Gilberto de Witt, em* 28 *de novembro de* 1692, *e confirmado pelos Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paizes Baixos, em* 19 *de fevereiro de* 1694 (1).

(Traducção particular.)

No anno de 1692 a 28 do mez de novembro, em presença de nós Guilherme Vanden Bergh, notario publico pelo conselho de Hollanda, do magistrado da cidade de Haya, e das testemunhas abaixo escriptas compareceram o Exmo Sr. Diogo de Mendonça Corte Real, conselheiro de Sua real Magestade Portugueza e seu embaixador extraordinario junto dos muito altos e pode-

(1) Véase el tratado de 1669.

rosos senhores Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paizes Baixos, de uma parte; e da outra a Sra. Jacomina Elmond, viuva do Sr. Salomão Cocq, moradora ná Haya, por si; e as Sras. Ignez e Leonor de Huyckhoven, moradoras em Dordrecht, em seus nomes e de sua irmã Ignez de Huyckhoven, a quem representam n'este tratado, promettendo guardar o estipulado cada uma de per si: todas herdeiras do Sr. Gilberto de Witt, outr'ora presidente do conselho do Brazil, marido de D. Anna Paes de Altero, viuva do Sr. Carlos Tourlon, general que foi do exercito do Brazil: e juntamente compareceu o Sr. Viglio Gaspar de Kroyestein, n'outro tempo official de infanteria sob o imperio d'estas Provincias, marido e legitimo tutor de D. Isabel Tourlon, filha e coherdeira da mesma D. Anna Paes de Altero e de seu primeiro marido Carlos Tourlon; a qual D. Isabel com auctorisação de seu marido annuiu a tudo de que se trata, approvando e confirmando inteiramente este pacto e transacção; os quaes disseram que no anno de 1663, a 20 de março, fôra feito um pacto e transacção em nome de el rei de Portugal entre D. Henrique de Sousa Tavares, conde de Miranda, então embaixador extraordinario da mesma real Magestade junto dos Estados Geraes d'estas Provincias, de uma parte, e o mesmo Gilberto de Witt da outra, pela qual transacção o dito Witt cedêra á Sua real Magestade todas as suas acções, pretenções e finalmente tudo o que lhe restava no Brazil; promettendo o dito conde de Miranda, em nome de Sua Magestade, ao dito Witt trinta e tres mil cruzados a pagar em Lisboa dentro de oito annos proximos, em assucar, sal, tabaco e direitos reaes; sendo porém duvidoso se aquella transacção e cessão tinha sido cumprida em devida fórma por parte do Sr. Witt, e se as acções cedidas eram verdadeiras e não suppostas, o que não se podia facilmente provar, assim como o que se teria já pago por parte do rei e reino de Portugal; e além d'isto não podendo os ditos herdeiros n'este tempo de guerra mandar sem grande incommodo navios a Lisboa para comprar e transportar as ditas mercadorias; movidos por todas estas e outras justas rasões, e para pôrem um termo a todas as questões, difficuldades e in-

1694.

Renuncia a todas as restituições, graças e recursos.

1694. commodos nascidos ou que possam nascer d'aquella primeira convenção, pactuaram e contrataram de novo com o dito Sr. embaixador extraordinario de Sua Magestade na fórma seguinte, a saber : que o mesmo Sr. embaixador em logar dos trinta e tres mil cruzados a pagar em Lisboa em mercadorias e direitos, pagará em dinheiro de contado onze mil cruzados, pagos os quaes ficarão nullas e de nenhum effeito todas as acções e direitos, que o dito Gilberto de Witt ou sua mulher D. Anna Paes de Altero ou seus herdeiros tiveram contra o rei e reino de Portugal; de modo que dada e aceita de todos plena satisfacção, confessaram e certificaram todos os herdeiros terem recebido, por mandado ou delegação do dito Sr. embaixador, os onze mil cruzados ou seu valor, de D. Jeronymo Nunes da Costa, comissario do serenissimo rei de Portugal e seu agente em Amsterdam; e protestaram tanto o Exmo Sr. embaixador por parte de el rei, como os herdeiros, que por este instrumento de universal quitação e desistencia, em toda a parte valioso, se absolviam mutua e reciprocamente de toda e qualquer allegação e acção, que podessem têr ou intentar, de qualquer natureza ou origem que fosse, promettendo além d'isto de nada contrariar directa, nem indirectamente, para o que renunciam a todas as excepções, restituições, graças e todos os mais recursos contrarios a este pacto e transacção, e obrígandose finalmente a tudo cumprir sem fraude e em boa fé. Feito foi em presença dos Srs. Adriano Van Mispen e Theodoro Vander Mast, doutores *in utroque jure*, e advogados no conselho de Hollanda, testemunhas fidedignas para isto rogadas e requeridas, os quaes compareceram perante mim notario, e subscreveram o original.

E mais abaxo estaba : O que attesto, e estava assignado: W. V. Bergh, notario publico.

Está conforme com o original, o que attesto : assignado : Laurenço Fabri, notario publico.

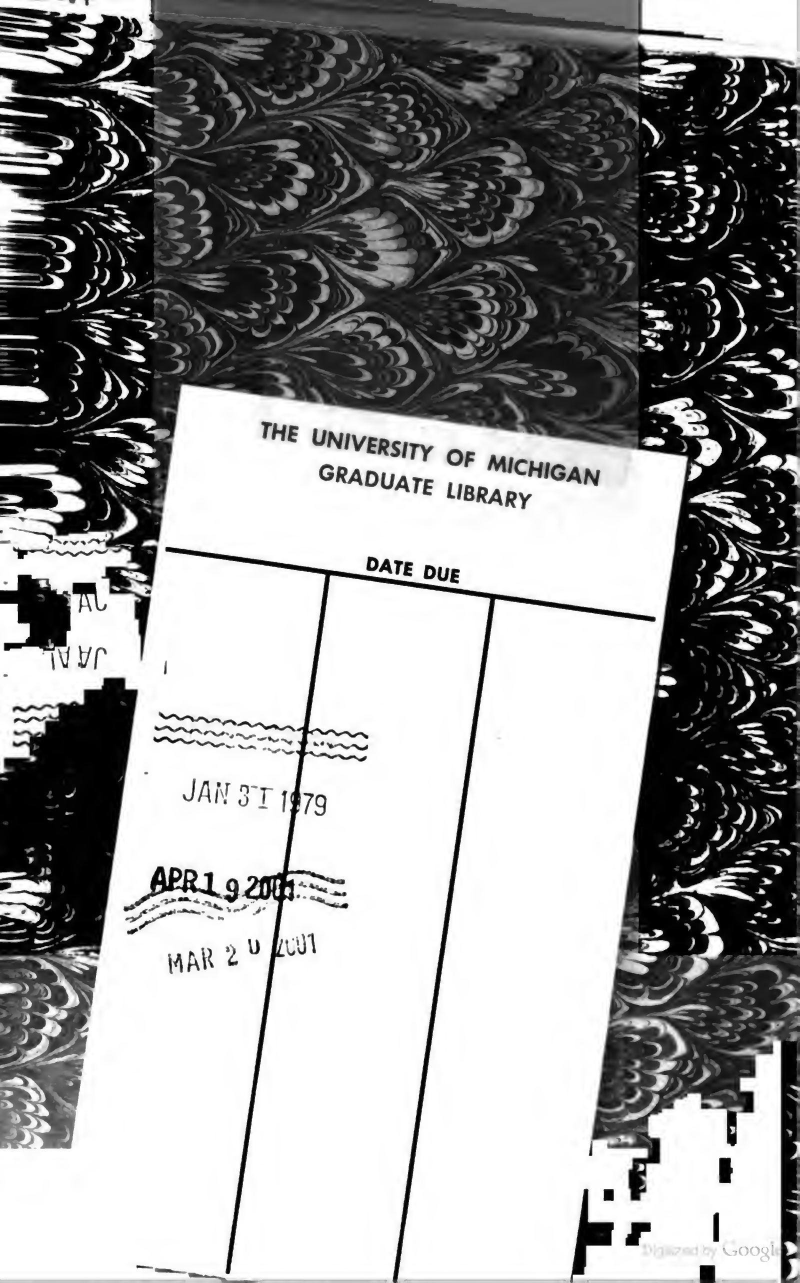
FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DU PREMIER VOLUME.

PREMIÈRE PÉRIODE.



BESANÇON, IMPR. DE J. JACQUIN.


THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
GRADUATE LIBRARY
DATE DUE
JAN 31 1979
APR 1 9 2001
MAR 2 0 2001
Digitized by Google

